John Carter Brown.

Mary Slater

Echeverria, No. 5

X

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS.

RPJCB

Dessiné par le Barbier Peintre du Roi — *Gravé par Gideffroy de l'Académie Imp.le et Royale de Vienne &c.*

PREMIERE ASSEMBLÉE DU CONGRÈS.

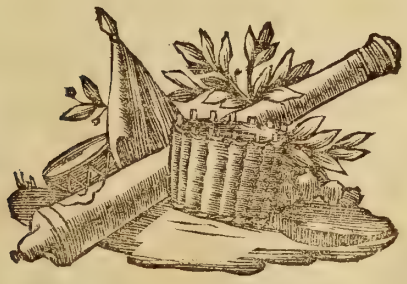
ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS,

JOHN CARTER BROWN

Par M. Hilliard d'Auberteuil.

TOME PREMIER.

PREMIERE PARTIE.



A BRUXELLES.

M. DCC. LXXXI.

TABLE

DU TOME PREMIER,

PREMIERE PARTIE.

INTRODUCTION, page 1

LIVRE I.er

FORMATION des Colonies Anglaises de l'Amérique ſeptentrionale, leurs progrès & leur gouvernement juſqu'en 1769 *&* 1770.

(Carte générale de l'Amérique ſeptentrionale).

Chapitres, ou ordre des matières du premier Livre.

CHAP. I.er *Premières émigrations*, 11

Nouvelle-Angleterre, 15

La Nouvelle-Angleterre ſe diviſe en quatre provinces, nommées Maſſachuſet-bay, Connecticut, New-hampshire & Rhod'Iſland, 18

CHAP. II. *Province de la Nouvelle-York*, 21
Parallèle de Boſton & de New-York, 25
CHAP. III. *Nouveau-Jerſey*, 29
Penſilvanie, qui comprend les Comtés de Newcaſtle, Kent & Suſſex, à préſent l'état de Delaware, 31
Philadelphie, 38
CHAP. IV. *Le Maryland & la Virginie*, 49
CHAP. V. *Les deux Carolines*, 45
La Géorgie, 51
CHAP. VI. *Colonies reſtées ſous la domination Britannique*, 54
Nouvelle-Écoſſe, 55
Le Canada, 59
La Floride, 60

LIVRE II.

ORIGINE des troubles de la Nouvelle-Angleterre; acte du timbre. Projet d'établir des garniſons en temps de paix, pour tenir les Colonies ſous le joug. Douanes & loix prohibitives; impôt ſur le thé de l'Inde; premières voies de fait; interdit de Boſton.

Matières du ſecond Livre.

CHAP. I.er *Origine des troubles*, 65

Diſpoſitions reſpectives de la Métropole & des Colonies, 70

CHAP. II. *Acte du timbre*, 80

Premier arrêté de non-importation, 82

Snppreſſion de l'acte du timbre, 83

Acte pour le logement des gens de guerre, 84

CHAP. III. *Actes des Douanes, & pour empêcher la contrebande*, 89

Première ſédition, 90

Confédération, 93

Démarches du Parlement & adreſſes au Roi, 96

CHAP. IV. *Nouvelle aſſemblée de Boſton, les actes qu'elle fit*, 100

Lettre du lord Hillſborough, alors miniſtre, au ſujet des taxes, 103

Traitemens faits aux officiers des douanes, ibid.

CHAP. V. *Projet de rendre les juges dépendans de la Cour*, 104

Bill d'importation pour le thé, le papier, les cartes, &c. 105

Sentimens des Américains à l'égard de la Métropole, 106

Attroupemens & délibérations du peuple, 109

Progrès de l'uſtion ou réſiſtance, 111

CHAP. VI. *Châtiment de John Malcom*, 113

Jugement populaire contre le gouverneur Hudkinſon, & Wederburne ſon ami, 115

Accuſation de l'aſſemblée contre Pierre Oliver, chef de juſtice, 117

Interdit de la ville & du port de Boſton, 119

LIVRE III.

Arrivée du général Gage; Formation du congrès général, ſes délibérations; bill du Canada; débats du Parlement; journée de Lexington.

Matières du troiſième Livre.

CHAP. I.er *Diſpoſition générale des peuples, & des Boſtoniens en particulier*, 127

Arrivée du général Gage, 128

Révocation des privilèges de Boſton; tranſlation de l'aſſemblée, des tribunaux & des offices publics à Salem, 131

Meſures du peuple & de l'aſſemblée, 133

CHAP. II. *Assemblée de Salem*, 137
Sa dissolution, 138
Déclaration des habitans de Salem, 139
Progrès de la confédération, 141
Formation d'un congrès général, 144
CHAP. III. *En quoi consistait la force de la confédération*, 146
Préparatifs ; secours envoyés à Boston, détresse de cette ville, 148
Proclamation du chevalier Gage, 150
Il casse le colonel John Hancock, 152
(Portrait d'Hancock, gravé).
CHAP. IV. *Suppression de la chartre de Massachuset*, 153
Caractère & mauvaise conduite de sir Thomas Gage, 157
CHAP. V. *Ouverture du congrès général, & ses premières délibérations*, 163
Dénombrement général fait par cette assemblée, 165
CHAP. VI. *Arrêté de la convention du Comté de Suffolk*, 169
Le lieutenant-colonel Charles Lée, dispose les peuples à la guerre ; désespoir des Bostoniens ; préparatifs de sir Thomas Gage pour passer l'hiver, 173

Assaut du fort de Portsmouth, 175
Résolution des troupes de la Virginie, 177
CHAP. VII *Débats du Parlement*, 179
Tumulte populaire à Boston, 184
CHAP. VIII. *Les Américains démontent les batteries, s'emparent des canons, & font de grands préparatifs de résistance*, 188
Journée de Lexington, 192

FIN de la Table de la première Partie.

CARTES ET ESTAMPES.

I.er Volume.

FRONTISPICE : Ouverture du Congrès général ; Peyton Randolph, ayant été élu Préſident, ſe fait apporter une couronne, & la partage en douze parties égales.

Carte générale de l'Amérique ſeptentrionale, depuis la baye d'Hudſon juſqu'au Miſſiſſipi, *in-fol.*

Carte particulière de la Nouvelle-Angleterre, comprenant les provinces de Newhampshire, Connecticut, Maſſachuſet & Rhod'Iſland, *in-fol.*

Carte particulière du Canada & de l'Acadie.

Carte particulière des deux Carolines & de la Georgie.

Portrait de John Hancock.

Portrait de George Washington.

Pompe funèbre de Warren, *Eſtampe.*

(Contemplez l'ouvrage du Pouvoir arbitraire).

La garniſon de Quebec s'empare du corps de Mongommery, *Eſtampe.*

Son mérite perſonnel l'emporte ſur toutes les autres conſidérations.

II VOLUME.

Carte de la Nouvelle-Yorck & du Nouveau-Jerſey, *in-fol.*

Carte de la Virginie & du Maryland, *in-fol.*

Carte particulière de la partie méridionale du Canada & de la route des lacs, comprenant l'Albanie, *in-fol.*

Carte de la Delaware & de la Penſilvanie, *in-fol.*

Portrait de Franklin.

Portrait de William Pitt.

Incendie de New-Yorck, *Eſtampe.*

(Dans leur déſeſpoir elles veulent tout embraſer).

Hiſtoire de Seymouth & de Molly, *Eſtampes.*

(La balle a frappé ſon amante).

OBSERVATIONS.

LORSQUE l'Hiſtorien ſe ſert du mot *Congrès*, il ſignifie le congrès particulier de la province dont il parle; par exemple, *le congrès de la Nouvelle-York.*

Le congrès général eſt l'aſſemblée des délégués de toutes les aſſemblées provinciales. Chaque état a le droit d'envoyer au congrès général un certain nombre de députés, proportionné à ſa grandeur & à ſa population : cependant chaque état n'a qu'une voix dans le congrès général.

Cette aſſemblée politique s'eſt tenue ſucceſſivement à Hartfort, à Philadelphie, à York-town, & à Boſton.

Les congrès particuliers n'ont ſubſiſté que dans les commencemens de la confédération, juſqu'à la déclaration d'indépendance; il y avait ſous eux des aſſemblées particulières dans les Comtés, & des

comités d'inſpection, de ſûreté, &c. tout cela a été remplacé par les conſeils *exécutifs*, établis dans les treize Etats-unis depuis leur indépendance, & par les corps *légiſlatifs*, compoſés d'une aſſémblée des repréſentens du peuple, d'un ſénat ou chambre haute.

La réunion de l'*aſſemblée* ou chambre des repréſentans, & du ſénat ou chambre haute, forme l'*aſſemblée générale*, en qui réſide le pouvoir légiſlatif dans chaque état.

C'eſt l'*aſſemblée générale* qui élit les délégués au congrès général ; ils ne peuvent agir dans le *congrès* que d'après les inſtructions de leurs commettans, c'eſt-à-dire, de l'aſſemblée génerale, & ils ſont ſouvent renouvellés.

Toutes les fois que le mot *aſſemblée* eſt employé dans cette hiſtoire, pour exprimer la réunion d'un certain nombre de perſonnes, il eſt écrit en caractéres ordinaires ; toutes les fois q'uil exprime l'aſſemblée des repréſentans du peuple, il eſt en lettres italiques.

Town, veut dire ville, *Charles-town*, ville de Charles ; *York-town*, la ville de York.

On distingue en Angleterre trois sortes de villes : *City*, cité, ville du premier rang ; *Town*, ville ; *Borough*, bourg.

Les cités ont des privilèges particuliers, les villes en ont aussi, mais moins étendus ; les bourgs ont aussi les leurs. Ces distinctions & ces privilèges avaient lieu dans l'Amérique septentrionale avant l'indépendance.

River, signifie rivière ; *North-river*, la rivière du nord (c'est la rivière d'Hudson). *Creen* veut dire anse, petite baye ; *Bridge*, pont ; *King's-bridge*, le pont du roi ; *Island*, île, *Rhod'island*, l'île de Rhodes ; *Long-island*, l'île longue ; *Staten-island*, l'île des Etats, &c. Tous ces noms ont été conservés, parce qu'en les changeant, il eut été quelquefois difficile de reconnaître l'endroit dont on aurait voulu parler.

L'Angleterre est divisée en comtés ; les colonies de l'Amérique l'étaient de la même manière, & cette division y a été conservée pour la facilité des élections, & l'égalité de la représentation dans le corps législatif.

Tous les Lecteurs ſe mettront bientôt au fait des différences que la nature des lieux, la force des uſages, & l'eſpèce du gouvernement obligent de remarquer, & dont il eſt néceſſaire d'être inſtruit pour l'intelligence de l'hiſtoire.

ESSAIS HISTORIQUES ET POLITIQUES SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS.

INTRODUCTION.

L'ANGLETERRE, au milieu des victoires, ſemblait être laſſée de ſes propres ſuccès ; il en coûtait cher à la nation pour détruire la marine de la France & donner des entraves à la domination Eſpagnole ; elle deſirait la

fin de la guerre, & la jouiſſance paiſible de ce qu'elle avait conquis. Les eſprits les plus hardis du royaume s'effrayaient de l'immenſité de la dette nationale; en vain William Pitt s'écriait : Que craignez-vous de la guerre ? ne lui devez-vous pas votre puiſſance, vos richeſſes privées, toute votre proſpérité ? Laiſſez aux peuples énervés, la crainte des revers. Sans doute le commerce des Français nous offre déſormais peu de tréſors à lui ravir ; mais les richeſſes de l'Eſpagne ſont-elles donc taries ? Ne ſuſpendez point vos efforts. Laiſſez à ces anciens eſclaves de Carthage, le ſoin de déterrer tout l'or du Nouveau-Monde ; mais empêchez que cet or ne s'écoule par des canaux dont vous ne ſoyez pas les maîtres. Gibraltar eſt à vous, la Havanne vient de tomber en votre pouvoir, & vous voulez interrompre la guerre ! c'eſt en la continuant

que la dette publique ſera promptement acquittée. Les ennemis de ce grand homme ne voulurent pas que la prépondérance de l'Angleterre ſur toutes les puiſſances de l'univers, fût à jamais aſſurée. Pitt fut contraint d'abandonner les rênes du gouvernement; une main moins patriotique entreprit de les diriger, & les meſures d'une politique adroite, valurent à la maiſon de Bourbon, ce qu'elle ne pouvait plus eſpérer du bonheur de ſes armes.

Sans doute le traité de 1763 enflammera toujours le reſſentiment de tout bon Français; il était accablant, & le courroux s'augmente lorſque l'on compare ce traité à ceux que Louis XIV, au milieu de ſon règne, impoſait à ſes ennemis; mais qu'on prenne garde aux circonſtances, & l'on verra que ces conventions ſi dures, pour des peuples à qui pluſieurs ſiècles de gloire avaient

fait oublier de grands malheurs, que ces conventions, auxquelles ils étaient ſi ſenſibles, valaient pluſieurs victoires.

Le droit des armes leur avait enlevé le Canada, le trône élevé par Dupleix, & tous les établiſſemens de l'Inde. Ils avaient laiſſé conquérir des îles dont le produit annuel valait près de cent millions. La colonie de S. Domingue, après avoir vu paſſer dans les magaſins anglais, ſes revenus de dix années, craignait qu'un gouvernement étranger ne vînt remplacer le ſien. Le commerce de S. Malo, du Havre, de Dunkerque était anéanti : il n'exiſtait plus de pêcheries françaiſes. Il reſtait à peine aux ports de Breſt, de Toulon, de Rochefort, quelques carcaſſes de vaiſſeaux ; tous les meilleurs avaient été échoués ou brûlés ſur la côte, pris & ré-armés par l'ennemi vainqueur ; un petit nombre avait péri dans les combats :

un peuple de prisonniers languissait dans les cachots de l'Angleterre. Les armes de la France avaient-elles été plus heureuses dans les tourbillons de la poussière martiale, qu'au milieu des dangers de la mer?.. Ne rappellons point d'incroyables défaites! De tous côtés la France était vaincue; ses Alliés, presqu'aussi maltraités, & craignant eux-mêmes de ne pouvoir défendre le reste de leurs possessions, ne lui faisaient espérer aucun retour à la victoire; & cependant, on lui donnait l'avantage, inappréciable pour elle, de la paix. Loin de la faire payer cher à ce royaume, pour qui la tranquillité seule est une conquête assurée sur le reste du Monde, on y ajoutait la restitution de la Martinique & de la Guadeloupe, & d'une partie des établissemens de l'Inde: on surpassait, en cela, ses desirs. Six mois auparavant, son gouvernement

était prêt d'abandonner le reſte de ſes établiſſemens au-delà des mers; & l'on ſe demandait de bonne-foi, dans le conſeil de la France, à quoi ſervaient les colonies.

A ces reſtitutions inattendues, ſe joignait l'échange de Minorque contre Belle-Ile; on rendait Cuba aux Eſpagnols: enfin, c'était le vainqueur qui ſemblait acheter le bonheur de la paix.

Il eſt vrai que des conditions particulieres flattaient la vanité des Anglais, ſatisfaits de quelques ſacrifices apparens: ils étendirent alors leur commerce & leurs navigations, au-delà des bornes connues de l'univers, arborèrent & firent ſaluer leur pavillon ſouverain ſur toute l'étendue des mers.

Les Hollandais avaient peine à ſoutenir leur commerce dans l'Inde, contre de ſi redoutables concurrens. Ils virent décheoir, en peu de temps, le produit

ordinaire de leurs anciens comptoirs: tout l'or du Portugal refluait dans l'Angleterre, dont les manufactures se multipliaient pour fournir à la consommation de ce royaume. Les interlopes de la Jamaïque & des Iles-du-vent anglaises, attiraient à eux une partie de l'argent du Potosi. L'Afrique donnait au commerce de la Grande-Bretagne, un tribut annuel de plus de cinquante mille esclaves; tribut qui bientôt doublait de valeur, par la revente qu'elle en faisait à ses propres colons des Antilles, & aux marchands espagnols & français, aux planteurs portugais dans l'Amérique.

Une nouvelle Angleterre, cent fois plus vaste, & déjà plus riche dans ses cultures que l'ancienne, couvrait la moitié de ce continent; quatorze provinces florissantes attiraient dans leurs ports les étrangers de toutes les nations, &, malgré les loix prohibitives,

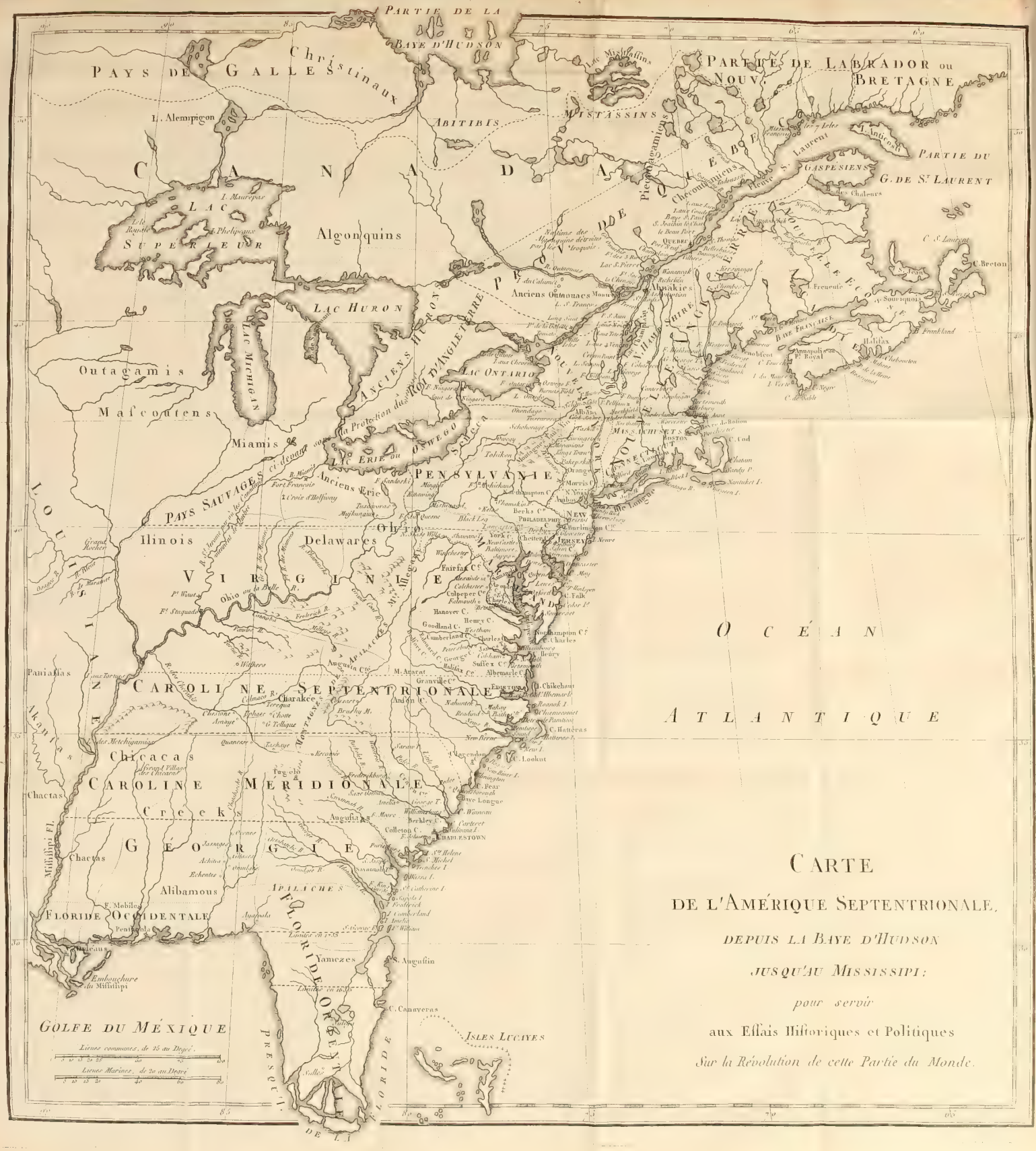
portaient, dans tous les marchés de l'Europe, les objets de consommation première, à un prix dont la modicité ne leur laissait craindre la concurrence d'aucun autre marchand. Mais, trop enflés de leurs succès, les agens du cabinet de Londres, s'accoutumaient à ne dominer que sur des tributaires soumis; la moindre résistance leur paraissait un outrage; ils ne respectaient rien, & voulaient que leur autorité fût respectée. Ces hommes, si jaloux de la liberté intérieure du royaume, ne voulaient voir que des esclaves au-dehors; ils s'aveuglèrent jusqu'à regarder sous cet aspect, les compagnons de leur gloire, les dépositaires de leur richesse la plus réelle.

L'Histoire nous apprend, par l'exemple des premiers habitans de l'Espagne, & de quelques colonies romaines & grecques, ce que c'est que la tyrannie

des républicains; la volonté d'un chef abſolu, ſerait mille fois moins redoutable. Toute l'Amérique ſeptentrionale fut révoltée des excès auxquels ſe livrèrent ceux qui gouvernaient dans Londres.

Mais avant de parler de la guerre cruelle qu'ils déclarèrent à leurs frères, à leurs co-ſujets, aux nourriciers de leur commerce immenſe; de cette guerre qui a décuplé les avantages que la France pouvait eſpérer d'une paix de quinze années; il eſt néceſſaire de faire connaître la conſtitution & les progrès des Colonies anglaiſes de l'Amérique ſeptentrionale, juſqu'au moment de la révolution, dont j'oſe le premier entreprendre l'hiſtoire. C'eſt dans le tableau rapide de leur établiſſement & de leurs entrepriſes, que l'on découvrira les cauſes & l'origine de cette révolution, tracée dans les deſtinées de la terre; qui change abſolument

le ſyſtême politique de l'Europe, l'exiſtence de l'Amérique entière; qui cauſera des guerres inévitables : guerres qu'un ſiècle ne verra pas terminer, & qui entraîneront, peut-être, la décadence de pluſieurs Nations.



CARTE

DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,

DEPUIS LA BAYE D'HUDSON

JUSQU'AU MISSISSIPI;

pour servir

aux Eſſais Hiſtoriques et Politiques

Sur la Révolution de cette Partie du Monde.

LIVRE PREMIER.

FORMATION des Colonies Anglaiſes de l'Amérique ſeptentrionale, leurs progrès & leur gouvernement juſqu'en 1769 & 1770.

APRÈS que l'inconſtance de Henri VIII eut changé la religion de l'Angleterre, une partie du peuple regretta les cérémonies de l'égliſe romaine. Eliſabeth elle-même était mécontente d'un culte où rien ne parlait aux yeux. Elle ſavait que l'opinion du vulgaire eſt toujours ſubordonnée aux objets extérieurs, & que la religion eſt le plus puiſſant reſſort de l'autorité dans les mains d'un politique habile; qu'une religion purement contemplative, indépendamment de ce qu'elle a peu de pouvoir ſur le commun des hommes, diviſe les plus éclairés en autant de ſectes qu'il y a de penſeurs. Elle connaiſſait l'effet de ces formules

I. Premieres émigrations.

publiques, qui ſont un point de ralliement entre tant de gens dont la croyance diffère, & dont ceux mêmes qui les mépriſent oſent rarement ſe diſpenſer.

Jacques premier entreprit ce qu'elle n'avait pu faire. Elevé dans le ſein de l'égliſe preſbytérienne, il l'aurait toujours aimée, ſans doute, s'il était né ſujet; il en ſentit le danger pour un monarque qui voulait être abſolu. Les conſtitutions que les peuples ne ceſſaient d'invoquer, rendaient ſa puiſſance incertaine; débarraſſés des liens de la juriſdiction eccléſiaſtique, ils auraient joui de la liberté: il réſolut de les ſoumettre par un nouveau ſyſtême d'hiérarchie, & de tirer de l'autorité épiſcopale la force du deſpotiſme qu'il voulait exercer; mais les troubles s'oppoſèrent à ſes premières démarches; il ne fit que montrer le plan qu'il voulait ſuivre, laiſſant à ſon fils le ſoin de l'affermir & de l'exécuter.

Ce plan flattait les paſſions du jeune monarque, & la reine le ſecondait par ſes intrigues. Un mouvement général

s'éleva dans la nation, le fanatiſme ſervit la tyrannie ; on ordonna que les puritains, qui s'obſtinaient à rejetter un culte ſuperſtitieux, que les calviniſtes réfugiés en Angleterre, ſur la foi de la liberté, ſe ſoumettraient à la diſcipline des évêques, qui déjà réuniſſaient à ce titre les premières dignités du gouvernement.

Dans d'autres circonſtances ils ſeraient morts en martyrs; l'Angleterre aurait été inondée de leur ſang. Les découvertes de Walter Raleigh, dans l'Amérique ſeptentrionale, délivrèrent l'Europe de cet affreux ſpectacle ; dans leurs malheurs, ils jettèrent leurs regards ſur ce vaſte continent, où le deſpotiſme n'avait point encore étendu ſon empire, où des Sauvages heureux vivaient ſans prévoyance & ſans crainte, où la Nature jeune & prodigue n'attendait que des cultivateurs paiſibles & inſtruits, pour leur donner tous les biens qui peuvent aſſurer les plaiſirs de la vie. Ils s'embarquaient en troupes, emmenant leurs

enfans, & leur promettant le véritable patrimoine de l'homme, le travail & la liberté.

Juſqu'où n'allait pas alors la perſécution! On voulut s'oppoſer à cette émigration; on arrêta les vaiſſeaux dans les ports; on voulait opprimer & retenir ces malheureux pères de famille. Tel eſt le Deſpotiſme, ce n'eſt jamais ſans fureur qu'il voit ſes victimes prêtes à lui échapper *.

Les ordres de la cour d'Angleterre n'empêchèrent pas qu'en peu d'années preſque toutes les familles preſbytériennes des deux royaumes, ne fuſſent tranſplantées dans l'Amérique ſeptentrionale, que l'on ne connaiſſait encore que ſous le nom de Virginie, & ou deux compagnies privilégiées & excluſives n'avaient point fait de progrès. Ceux des preſbytériens furent rapides: dix mille An-

* Huit vaiſſeaux qui étaient dans la Tamiſe, prêts à faire voile, furent arrêtés; on prétend que Cromwel y était embarqué: & il conduiſit depuis à l'échafaud, ce Roi qui l'avait empêché de partir.

glais qui s'étaient d'abord refugiés en Hollande, partirent presque tous en même-temps d'Amsterdam, pour chercher dans ces nouveaux climats, ce qu'ils n'avaient pu trouver en Europe, l'occupation & la paix. Ils fondèrent deux provinces, & bientôt leurs colonies furent augmentées par le mécontentement des sujets de divers états de l'Europe, qui allèrent chercher auprès d'eux un asyle contre l'oppression de leurs souverains.

Nouvelle Angleterre.

Le cri de tous ceux qui abordaient dans l'Amérique septentrionale, était celui de la liberté. Ceux qui vinrent les premiers, débarquerent sur des côtes, dont la température leur parut ressembler le plus à celle des pays qu'ils avaient habités en Europe, ils leur donnèrent le nom de nouvelle Angleterre. Auparavant, cette contrée n'avait vu que quelques Aventuriers, qui, dans la belle saison, venaient faire un commerce d'échange avec les Sauvages, & disparaissaient aussi-tôt que le froid ne leur

permettait plus d'habiter les cabanes qu'ils conſtruiſaient en un jour, & abandonnaient ſans regret.

Les nouveaux colons prirent la réſolution d'endurer les frimats, & de commencer leur établiſſement, malgré tous les obſtacles. Le froid & le ſcorbut qui détruiſirent la moitié de leur nombre, ne les rebutèrent pas. Ils firent alliance avec une compagnie de ſoixante Sauvages, qui leur apprirent à cultiver le mahis, & l'art de la pêche ſur une côte qu'ils ne connaiſſaient point encore. Ce ſecours ineſpéré leur fit attendre avec patience les compagnons, les beſtiaux, les ſemences qui devaient leur arriver de l'Europe; les accroiſſemens furent prompts, & huit ans après, la nouvelle colonie ſe partagea en pluſieurs peuplades.

Dans ces différens établiſſemens, l'amour du bonheur rendait tous les hommes laborieux, la ſubordination règnait ſans nuire à la liberté, des mœurs auſtères tinrent long-temps lieu de loix.

Mais

Mais enfin, la population devenant toujours plus nombreuſe, il fallut en créer.

Les puritains avaient trop d'influence. Ils dictèrent des loix imitées de celles des juifs; & perſécutés dans leur patrie, pour leur religion, ils portèrent l'intolérance à un degré ſi étrange, que tout catholique, que tout quaker, qui reparaîtrait dans le pays après en avoir été chaſſé, était menacé de la mort. Cette rigueur occaſionna des plaintes, & la Métropole défendit de perſécuter les quakers. Néanmoins le fanatiſme ſe ſoutint parmi les puritains : la fertilité de leurs plantations leur laiſſait trop de loiſir; ils l'employaient à des ſermons, à des diſputes théologiques, lorſque pluſieurs hordes Sauvages ſe réunirent pour les attaquer, & en maſſacrèrent un grand nombre. Ils prirent les armes, & ſuſpendirent leurs querelles intérieures, pour repouſſer leurs ennemis du dehors. Cet évènement aurait dû leur rappeller les bienfaits qu'ils avaient reçu des Sauvages, & leur montrer la néceſſité d'en-

tretenir avec eux une utile amitié; mais plus il arrivait de puritains à la nouvelle Angleterre, plus on y voyait germer le fanatisme & les disputes de l'Europe. Ils en vinrent jusqu'à croire à la sorcellerie, & firent périr un grand nombre de Colons & d'Indiens de tout âge & de tout sexe, qui en furent accusés. Mais, enfin, les persécutions cessèrent à la mort des dévots, venus l'évangile à la main, de l'Ecosse & de l'Angleterre.

La nouvelle génération née dans l'Amérique, ne sentit dans son cœur que des sentimens d'humanité; elle ne s'intéressa point aux opinions de ses pères, jusqu'à vouloir les affermir par le sang: le fanatisme disparut.

La Nouvelle-Angleterre se divise en quatre provinces; savoir, Massachuset Bay, Connecticut, New hampshire, & Rhod'Island.

LA grande colonie de la nouvelle Angleterre continua de s'étendre & de prospérer; elle se divisa bientôt en quatre provinces: Massachuset-Bay, Connecticut, Newhampshire, & Rhod'-Island. L'intérêt commun, & la nécessité de se réunir pour se maintenir

contre les Sauvages, les engagea à ſe confédérer en 1643, ſous le titre de *Colonies-Unies* : on indiquait un lieu où ſe rendaient deux députés de chaque établiſſement, pour y délibérer ſur les affaires de la nouvelle Angleterre, ſans permiſſion & ſans approbation de la part de la couronne; & le roi d'Angleterre, dont ces colonies ſe bornaient à reconnaître vaguement la ſouveraineté, n'influait pas en effet ſur leur gouvernement.

Une ſi grande liberté d'adminiſtration, en la ſuppoſant même favorable à la Métropole, ne pouvait pas ſubſiſter long-temps, & Charles II (en 1684), priva la principale de ces provinces, celle de Maſſachuſet, de ſa chartre & de ſes privilèges; les autres provinces intimidées par cet exemple, ſe ſoumirent devant le monarque. Ce ne fut qu'après la révolution, que Maſſachuſet obtint une nouvelle chartre, & cette chartre lui enleva pour toujours ſes premiers droits. La cour ſe réſerva celui

de nommer un gouverneur, tous les emplois militaires, & la plupart de ceux de magiſtrature & de finance. Si le peuple conſerva le pouvoir légiſlatif, la voix négative fut attribuée au gouverneur ; & cette voix, jointe au commandement des armes, & au puiſſant reſſort de la corruption qui réſultait de la nomination aux emplois, lui aſſura la prépondérance & les moyens néceſſaires pour faire ſes volontés & celles de la Métropole. C'eſt cette forme de gouvernement qui a ſubſiſté depuis dans toute la nouvelle Angleterre.

Le commerce de cette contrée eſt très-étendu ; elle fournit aux îles Anglaiſes & Françaiſes, à Honduras, à Surinam, des chevaux, des bœufs, des viandes ſalées, des farines, du mahis, & toutes ſortes de grains; du lin, du chanvre, du bois à bâtir, & des ferremens de toute eſpèce. Elle fait la pêche de la morue ſur ſes côtes, aux environs du cap Cod, & envoye en outre tous les ans deux cents cinquante

bateaux pêcheurs à Terre-neuve; la pêche du hareng eſt abondante à l'embouchure de l'une de ſes rivières. Elle expédiait des navires, en Italie, en Portugal, en Eſpagne; elle fourniſſait à ſa Métropole, des vergues, des mâtures, des planches, de la poix, du goudron, & même des fourrures; enfin, elle revendait aux nations une partie des denrées précieuſes des Antilles, qu'elle avait grand ſoin de s'approprier par ſes échanges.

II. Province de la Nouvelle-York.

A L'OUEST de cette colonie ſuperbe, qui, ſe prolonge ſur près de cent lieues de côtes, & ne s'enfonce dans les terres qu'à vingt lieues de la mer, les Anglais venaient de s'emparer d'un nouvel établiſſement que les Hollandais pouſſaient avec beaucoup d'activité, & qui par les avantages de ſa poſition & de ſa fertilité, aurait bientôt formé une colonie rivale de la nouvelle Angleterre. Ils lui donnèrent le nom de nouvelle York; elle n'occupait au bord

de la mer qu'un eſpace de vingt mille, mais elle s'enfonçait dans les terres au-delà de cinquante lieues. Ce canton continua d'être habité par des colons Hollandais, qui ne préférèrent point à leurs plantations la gloire chimérique de céder au deſtin de la Métropole. Quelques colons de la nouvelle Angleterre, attirés par l'eſpoir du commerce & la beauté du climat, s'étaient joints à eux. Mais le deſpotiſme du duc d'York, à qui ſon frère avait donné la propriété de cette colonie, penſa la détruire. Ses lieutenans, comme ceux de la plupart des ſouverains qui poſsèdent des colonies, tenaient dans leurs mains tous les pouvoirs à la fois; & non contens d'exercer une adminiſtration arbitraire, ils attiraient à eux toutes les cauſes civiles, & ſe rendaient maîtres abſolus de la ſûreté & des propriétés des colons. Un pareil gouvernement ne pouvait pas être long-temps ſupporté par des hommes nourris dans les principes ſalutaires de la répu-

blique ; les émigrations commençaient, & l'on craignait un ſoulèvement, lorſque l'on permit enfin aux différentes communautés de planteurs, de ſe choiſir des repréſentans pour règler l'adminiſtration de la colonie ; & quelques années après, en 1691, elle commença à proſpérer ſous un gouvernement qu'elle a toujours conſervé, juſqu'au moment où l'enthouſiaſme de la liberté lui a fait préférer les calamités de la guerre, à l'apparence même de la ſoumiſſion. Le roi nommait un gouverneur, & lui donnait douze conſeillers, ſans l'aſſiſtance & le conſentement deſquels il ne pouvait ſigner aucun acte. La colonie choiſiſſait vingt-ſept députés pour la repréſenter ; l'aſſemblée de tous ces membres de l'adminiſtration, formait le corps légiſlatif, & la durée de leurs pouvoirs était règlée ſur celle du parlement de Londres.

Le ſol de la nouvelle York, fertile en grains & en fruits de toute eſpèce, donnait à ſes habitans de grands avan-

tages sur la nouvelle Angleterre, où le froment ne mûrit pas toujours parfaitement, & où les autres grains, le seigle & l'avoine n'ont pas bien réussi. Ses négocians joignaient à ce premier moyen de supériorité sur leurs concurrens, un commerce de pelleteries auquel celui des marchands de Boston ne pouvait être comparé.

Le fort d'Orange, construit par les Hollandais, à cent cinquante milles de la mer, en remontant la rivière d'Hudson, dans le pays des Iroquois, est le comptoir où les Sauvages du nord apportent ces pelleteries. En tombant au pouvoir des Anglais, ce fort a pris le nom d'Albani.

Le commerce des pelleteries avait fixé les regards de tous les habitans de la nouvelle York, depuis que les protestans français, chassés de leur patrie en 1685, y avaient porté l'art de fabriquer les chapeaux de castor; mais ce ne fut qu'en 1720 qu'il prit toute sa consistance, par la défense qui fut faite aux mar-

chands d'Albani, de commercer avec les français du Canada. Ceux-ci ſe ſervaient des marchandiſes qu'ils trouvaient à bon marché dans ce comptoir, & attiraient à eux toutes les fourrures. Il fallait fermer cet écoulement ; on fortifia le comptoir d'Oſwego, ſur le lac Ontario, & ces fortifications coupèrent le paſſage aux nations, qui allaient auparavant traiter à Montréal.

Parallele de Boſton & de New-York.

Le ſiège de ce commerce s'établit dans la ville de New-York, capitale de la colonie dont elle a pris le nom ; cette ville eſt ſituée dans l'île de Manahatam, auprès de l'embouchure de la riviere d'Hudſon, & avait été bâtie par les Hollandais ſous le nom de la Nouvelle-Amſterdam : la ſituation en eſt agréable, l'air que l'on y reſpire eſt ſain. La ville ne contenait pas, en 1769, plus de quinze mille habitans, mais preſque tous dans l'aiſance ; on en comptait pluſieurs dont les richeſſes étaient portées au-delà de l'ambition ordinaire des

particuliers. Cette population était bien inférieure à celle de Boſton, qui, dans le même temps, s'élevait à trente-ſix mille habitans. Parmi ces derniers, les habits, la politeſſe anglaiſe ſe faiſaient remarquer ; mais ſans nuire à la rigidité des mœurs, qui s'était conſervée depuis les commencemens de la colonie. Ceux de New-York, plus ſimples & plus modeſtes, joignaient à la pureté des mœurs, un eſprit d'ordre & d'économie, que leurs ancêtres avaient acquis en ſe mêlant aux Hollandais, fondateurs de la colonie, en recevant parmi eux les Français proteſtans, & les allemands chaſſés du Palatinat. La ville de New-York n'avait point de dettes, celle de Boſton était conſidérablement endettée ; mais les citoyens de New-York s'adonnaient principalement au commerce & à l'induſtrie ; & quoique la fertilité de leur colonie ſurpaſſât celle de la nouvelle Angleterre, plus de la moitié du terrein de la nouvelle York était encore en friche.

La nouvelle Angleterre était, au contraire, entierement cultivée; ce qui n'empêchait pas ſes habitans de ſe livrer au commerce, & d'entretenir ſix cents navires, & huit mille matelots.

La ville de New-York n'eſt pas ſuſceptible d'une grande réſiſtance contre les ennemis du dehors; elle n'a point de port, & n'offre aux navigateurs qu'une rade mal défendue: cependant, dès le commencement du ſiècle, il en ſortait un nombre conſidérable de vaiſſeaux, qui portaient de riches cargaiſons dans toutes les rades de l'Angleterre.

Boſton, capitale de toute la nouvelle Angleterre, eſt une ville très-forte par ſa ſituation, du côté de la mer; placée au fond de la baye de Maſſachuſet, dont l'entrée eſt défendue par d'énormes rochers qui s'élevent au-deſſus de l'eau, & par une chaîne de petites îles, la Nature elle-même a pris ſoin d'aſſurer ſa défenſe. L'entrée de cette baye eſt un canal étroit, où il ne pourrait pas

paſſer plus de deux vaiſſeaux à la fois, & ſur lequel domine le fort Guillaume *.

Auſſi-tôt qu'il arrive quelque navire, des vigies placées ſur un rocher, à une lieue en avant de la baye, font paraître leurs ſignaux, le fort les répete; la ville avertie, peut en un inſtant raſſembler, par d'autres ſignaux, toutes les milices de la côte, & recevoir en vingt-quatre heures les ſecours de l'intérieur. Si le fort Guillaume ne réuſſiſſait pas à arrêter les vaiſſeaux au paſſage, ils le feraient par deux batteries conſtruites au nord & au ſud de la place, qui commandent toute la baye, & donneraient le temps aux bâtimens de la rade de ſe mettre à couvert & de ſe réfugier dans la rivière. Six cents navires peuvent mouiller dans la rade de Boſton, qui eſt parfaitement convenable pour être le magaſin & l'entrepôt général des quatre provinces dont cette ville eſt le chef lieu.

* Ou *Williams'Caſtle.*

Ainſi, pendant la guerre, tous les avantages ſe réuniſſent en faveur de Boſton; & pendant la paix, en faveur de New-York.

Cependant les forces de la nouvelle York ſont depuis long-temps ſur un pied reſpectable. Dans la guerre du Canada en 1758, tandis qu'elle avait un corps conſidérable de ſoldats en campagne, & un grand nombre de mariniers ſur ſes rivières, elle ſoutenait ſon commerce, & le protégeait elle-même par une marine de ſoixante corſaires armés de huit cents canons & de ſept mille matelots.

Nouveau Jerſey.

A L'OUEST de la nouvelle York, eſt le Jerſey, colonie conquiſe en même-temps par les Anglais, & donnée par le duc d'York à deux de ſes favoris, qui, ne pouvant réuſſir à la gouverner à leur gré, la rendirent à la couronne. Elle était alors peuplée par quelques deſcendans des Hollandais & des Suédois, ſes premiers cultivateurs, & par des preſbytériens d'Ecoſſe, qui, moins ſévè-

res que ceux de la nouvelle Angleterre, toléraient parmi eux quelques quakers & quelques anglicans.

Cette grande colonie ſituée entre l'océan & des terres inconnues qui la bornent au nord, ſur une ouverture de cent vingt mille de largeur, entre la nouvelle York & la Penſilvanie, n'a preſque point eu de commerce à elle. Elle n'a entrepris de conſtruire des navires que très-tard, & s'eſt long-temps réduite à verſer, dans ceux des colonies voiſines, les produits de ſa culture; ils ne ſont pas importans, cependant les terres y ſont fertiles & produiſent abondamment du bled, du chanvre; les troupeaux y ont réuſſi; on en tire du fer & des bois de charpente; on y prépare avec ſuccès des viandes ſalées, qui ſe vendent dans les îles méridionales de l'Amérique, mais ſa population eſt peu nombreuſe; on y parcourt d'immenſes déſerts. Elle aurait fait, ſans doute, de plus rapides progrès, ſi les établiſſemens de la Penſilvanie & de la Caro-

line, qui commençaient à ſe former à-peu-près au temps de la conquête du nouveau Jerſey, n'avaient attiré par préférence les Anglais & les étrangers, que l'eſpoir de la fortune engageait à s'expatrier.

Un ſol fertile, un climat doux & ſerein les appellait dans ces nouvelles colonies. La première dût ſon nom & ſes défrichemens à Guillaume *Penn*. Cet homme généreux, qui avait adopté la ſecte & les opinions des quakers, ne crut pas que la conceſſion qui lui avait été faite par la cour de Londres, fut un titre ſuffiſant pour chaſſer les Sauvages d'un pays qu'habitaient leurs ancêtres, & que la Nature leur avait donné pour patrimoine. Il mit à prix le territoire qu'il voulait peupler, & l'acheta des naturels du pays. Deux mille quakers s'étaient embarqués avec lui; ils le regardaient comme le patriarche de leur religion nouvelle, & tous ceux de l'Angleterre demandaient à le ſuivre; mais

Penſilvanie, qui comprend les Comtés de Newcaſtle, Kent & Suſſex, à préſent l'Etat de Delaware.

il voulait proportionner ſes établiſſemens à ſes facultés, & jetter avec ſolidité les fondemens d'une ſociété bien conſtituée. Trop de monde & trop peu de reſſources, ont cauſé la perte de pluſieurs colonies naiſſantes: la ſienne eut le plus grand ſuccès; elle fut aimée des Sauvages, qui n'en appréhendaient ni cruautés ni violences; elle s'aggrandit par l'arrivée des nouveaux colons, qui vinrent à meſure que la culture des terres y faiſait des progrès; leurs travaux les mettaient bientôt en état de recevoir à leur tour, de nouveaux frères, à qui ils enſeignaient à cultiver comme eux.

Penn ſentait que les hommes ne pouvaient, en aucun pays, être heureux que par une bonne légiſlation; il appliqua tous ſes ſoins à celle du nouveau peuple dont il était le chef, le père & l'ami. Tout homme qui ne niait pas l'exiſtence d'un Dieu, put devenir citoyen de ſa colonie; quiconque l'honorait en chrétien, pouvait avoir part à l'autorité publique; il n'admit point de

de culte privilégié, de ſecte dominante, & voulut qu'il n'exiſtât au profit des égliſes ou de ceux qui les deſſervaient, aucun impôt qui ne fut volontaire. Laiſſant à ſa famille le droit de gouverner après lui, il ordonna que les appointemens de la place de gouverneur, ſeraient auſſi fixés par la volonté des habitans. Le gouverneur ne devait avoir aucune autorité, ſans le concours du peuple repréſenté par ſes députés, & tous ceux qui avaient intérêt au bien public, pouvaient élire, ou être élus. Les ſuffrages devaient être ſecrets, afin de prévenir toute eſpece de corruption, & la pluralité des ſuffrages ſuffiſait pour établir une loi; il en fallait les deux tiers pour établir un impôt. Ceux qui ne pouvaient eſpérer en Europe, les douceurs de la paix & de la liberté, étaient aſſurés, par tous ces réglemens, de la trouver en Penſilvanie. La juſtice s'y rendait gratuitement, & les tribunaux ne prononçaient, que dans les cas

ſeulement, où des arbitres, nommés dans chaque canton, n'avaient pu parvenir à concilier les parties.

Des inſtitutions ſi ſages, aſſuraient à cette Colonie une grande proſpérité, des mariages féconds, une population rapide : jamais en aucun pays, la culture n'eut des ſuccès plus prompts & plus heureux. Elle s'eſt étendue juſqu'à cinquante-cinq lieues, dans l'intérieur des terres autrefois habitées par les Sauvages ; mais les habitations ſont éloignées les unes des autres, & les défrichemens ſont au milieu de chaque habitation, en ſorte qu'il n'y avait encore, en 1769, que la ſixième partie de cet immenſe terrein qui fut entièrement défrichée. On ne peut donc évaluer juſqu'où iront les productions de cette vaſte province, où le travail d'un ſeul homme obtient facilement des vivres pour en nourrir vingt ; on ne peut s'imaginer à combien elles s'éléveront, lorſque toutes les terres ſeront entière-

ment cultivées, & ce terme ne doit pas être éloigné dans un pays où la population double tous les vingt ans.

Le sol fertile & bien arrosé, produit une grande abondance de froment, de seigle, de mahis, d'autres grains, des fruits & des légumes de toute espece. Les prairies y sont couvertes d'innombrables troupeaux, & une partie des colons, goûte dans toute leur pureté, l'innocence & les douceurs de la vie pastorale ; on y remarque des hommes de tous les climats, de toutes les religions ; les uns nés sous la domination monarchique, ou sous le glaive tranchant du despotisme ; les autres dans le sein de la république, mais tous réunis par l'amour du bonheur & de l'humanité. Jamais le sang humain n'avait rougi cette terre, avant le regne de Georges III. Quand on leur parlait de batailles, de conquêtes rapides, & d'états renversés, ils s'étonnaient & poussaient des gémissemens. La faux de la Mort, disaient-ils, n'est-elle pas assez

prompte à frapper, ſans que les hommes ſe précipitent les uns les autres dans la nuit du trépas ? Sont-ils ſur la terre pour ſe déchirer comme des bêtes féroces? Ils ne peuvent ſouffrir les louanges que l'on donne aux conquérans. Quelle folie de mettre ſa gloire à ſe faire haïr des hommes par les fléaux inſéparables de la guerre, & à vouloir enſuite les gouverner malgré eux! Heureux l'homme qui, jouiſſant de la liberté, n'a point le deſir inſenſé de rendre les autres eſclaves ! Les provinces voiſines les reſpectent à cauſe de leur vertu ; ils abandonneraient leur pays, ou ſe laiſſeraient mourir plutôt que de recevoir la loi d'un vainqueur. Il eſt auſſi difficile de les aſſervir, qu'ils ſont incapables d'aſſervir les autres ; on voit régner chez eux, l'abondance, l'humanité, l'hoſpitalité ; enfin ils réaliſent preſque toutes les choſes que l'ingénieuſe Antiquité nous apprend de la ſageſſe fabuleuſe de la Bétique.

Quoique le commerce de Penſilvanie

ſoit conſidérable, cette province eſt moins riche que celle de la nouvelle York, dont elle eſt bornée au nord; ſa population, en 1769, s'élevait à deux cents trente mille hommes. La conſommation qu'elle faiſait des marchandiſes de la Métropole, montait à douze millions de nos livres; ce qu'elle vendait de biſcuit, de farines, de ſalaiſons & de bois de conſtruction dans les Antilles, ne ſe montait pas à plus de cinq millions; elle en exportait en Eſpagne & en Portugal, aux Açores & aux Canaries, pour environ trois millions; elle livrait à l'Angleterre le coton, le ſucre, le café, l'argent & les vins qu'elle recevait en paiement, & était obligée de lui donner pour ſolder le prix de ſes conſommations, du fer, du chanvre, des mâtures, des cuirs, & tout ce qu'un commerce peu conſidérable avec les Sauvages, lui fourniſſait de pelleteries. Les nouvelles avances que l'on faiſait pour augmenter les cultures, abſorbaient les bénéfices de chaque récolte;

on voyait par-tout une heureuſe aiſance, une grande activité, une proſpérité générale, des propriétaires fixés au milieu d'un grand nombre de champs bien cultivés, mais peu d'eſpèces en circulation, & rien n'annonçait l'exiſtence ni l'abus des richeſſes. Cette province, à l'époque des premiers troubles de Boſton, recevait quatre cents navires de toute grandeur, & en expédiait autant chaque année.

Philadelphie.

PRESQUE tous ces armemens ſe faiſaient à Philadelphie, ſur les bords de la Delaware ; c'eſt la ville la plus belle & la plus ornée de toute l'Amérique ſeptentrionale, & le ſeul bon port de la province. C'eſt dans ſon Hôtel-de-ville que ſe ſont raſſemblés depuis ſoixante ans, les hommes les plus éclairés & les plus ſages de tout le Continent, pour règler ce qui pouvait intéreſſer la Colonie.

Cette ville, où l'on ne paraît avoir oublié aucun des beſoins de l'humanité,

aucun des agrémens ſolides dont on peut jouir dans la vie, était ſans défenſe, & toute ouverte à l'ennemi, tant ſur les bords de la mer, que du côté de la terre; ce n'eſt qu'en 1773 que l'on a commencé à fortifier l'entrée du fleuve Delaware. Penn & ſes ſucceſſeurs ne prévoyaient pas, ſans doute, qu'elle pût être aſſiégée, & que les Penſilvains, les amis & l'exemple de tous les peuples, puſſent trouver jamais des ennemis dans l'Univers. Les fondateurs des Colonies s'occupent ordinairement de la ſûreté politique, avant de penſer à la ſûreté des citoyens; celui de la Penſilvanie, par une ſuite des principes évangéliques qu'il ſuivait à la rigueur, en ne négligeant aucun des moyens qui devaient aſſûrer la tranquillité civile, n'avait rien fait pour la défenſe militaire; & cette heureuſe Province avait continué d'être gouvernée par des hommes qui ne ſoupçonnaient pas qu'il eût oublié quelque choſe.

IV. Le Maryland & la Virginie.

ENTRE la Penſilvanie & la Caroline, ſe trouvent les établiſſemens du Maryland & de la Virginie. Autrefois, ces deux Cololnies n'en faiſaient qu'une ſous le nom de Virginie; on étendait même ce nom à toute l'Amérique ſeptentrionale.

Les précautions qui peuvent contribuer à la défenſe de ces deux Colonies, ont été priſes depuis long-temps, & peuvent ſervir à garantir quelques temps Philadelphie de l'invaſion des ennemis qui voudraient remonter le fleuve pour s'emparer de cette ville. Le nom de ce fleuve eſt celui du premier gouverneur de la Virginie, de Lord Delaware, qui voulut bien ſe charger de diriger les établiſſemens qui ſe firent ſur cette côte; mais la population ne prit de conſiſtance que long-temps après, ſous le règne de Charles II. Le gouvernement de cette Colonie, juſqu'en 1770, était royal, c'eſt-à-dire, compoſé d'un gouverneur & de douze conſeillers qui formaient la chambre-

haute, & des députés des comtés qui compoſaient l'aſſemblée générale. Cette forme d'adminiſtration était ſemblable à celle de la nouvelle York, & du nouveau Jerſey; mais avec cette différence, que le gouverneur était nommé pour un temps illimité ; qu'il avait le pouvoir de rejetter ou de confirmer les loix de l'aſſemblée générale, de la diſperſer ou de la proroger à ſon gré, de nommer tous les officiers de juſtice & de finance, de faire grace aux criminels, de diſpoſer, en prenant ſeulement l'avis du conſeil, ſans conſulter l'aſſemblée générale, de tous les deniers & impôts, & des milices, des ſoldats & des forts, ſans prendre aucun avis.

Cette Colonie a donc été preſque toujours opprimée & ſurchargée de taxes, dont l'énumération ſeule remplirait pluſieurs pages ; la juriſdiction eccléſiaſtique y avait plus d'autorité qu'en aucune autre province ; les paſteurs de l'égliſe anglicane s'y faiſaient payer

des ſommes conſidérables en argent, ou en tabac, pour le droit de leur fonctions. La chicane de l'Europe y était en vigueur; on y comptait vingt-cinq tribunaux, un dans chaque comté, dont les appels ſe portaient au conſeil du gouverneur, & définitivement à la cour d'Angleterre; cependant la culture du tabac aſſurait la richeſſe, & ſubvenait à toutes les charges des cultivateurs.

Ce fut l'intolérance des Virginiens pour les catholiques, qui peupla le Maryland. Cecile Calvert, Lord Baltimore, obtint du Roi Charles premier, la conceſſion de ce pays; ſon fils vint en 1632, avec deux cents papiſtes de Londres, augmenter la Colonie fondée par ſon père. Il y établit la tolérance, & accorda la liberté civile à tout étranger qui viendrait s'établir au Maryland. Ce ſyſtème fit proſpérer cette faible Colonie qui maintenant eſt très-peuplée, & renferme onze comtés, qui étaient peuplés, en 1770, de près

de trois cents mille hommes. La forme de l'adminiſtration du Maryland, reſſemblait, à beaucoup d'égards, à celle de la Virginie ; la principale différence conſiſtait dans les prérogatives attachées à la maiſon de Baltimore ſur le Maryland.

Ces deux Colonies produiſent de beaux fruits & d'excellens bleds ; mais c'eſt de la récolte du tabac qu'elles tirent leurs richeſſes. Le ſol y eſt uni & toujours gras & fertile ; il eſt coupé par un nombre infini de rivières qui deſcendent des Apalaches & qui ſont autant de canaux navigables par où les récoltes ſont exportées ; ils aboutiſſent à la baye de *Cheſapeak*, qui ſe prolonge à plus de ſoixante lieues dans les terres, ſur douze milles environ de largeur moyenne. Les navires qui entrent dans cette baye, n'y peuvent courir aucun danger, & la plupart, même les gros vaiſſeaux, peuvent pénétrer plus avant & remonter pluſieurs rivières.

Les avantages de cette ſituation s'op-

poſaient à la formation des grandes villes & des entrepôts de commerce. Chacun vend ſa récolte, ſans ſortir, pour ainſi dire, de ſa plantation, & preſque par-tout les navires viennent mouiller à la porte des magaſins qui doivent fournir leur chargement. Annapolis, capitale du Maryland, & Williamſbourg, chef lieu de la Virginie, ne ſont que deux grands villages, où réſident les gouverneurs de ces Colonies, & les perſonnes attachées à l'adminiſtration. Les commodités de la vie champêtre ont écarté l'induſtrie. Environnés de matières qui n'attendaient que la main des artiſans, les habitans manquent des inſtrumens, des meubles de bois les plus groſſiers; ils étaient encore obligés, en 1770, de faire venir tout de la Métropole; cette habitude d'acheter engageait les marchands Anglais à leur porter avec les choſes néceſſaires, toutes les ſuperfluités du luxe; & par une conduite directement contraire à celle de leurs voiſins, ils s'en

paraient, ils en décoraient leurs maiſons, juſqu'à obérer leurs plantations pour ſatisfaire à cette folle vanité; mais d'autres temps ont amené d'autres mœurs; ils commencent à former des ouvriers parmi eux, & à diſtinguer ce qui eſt néceſſaire, de ce qui n'eſt que frivole.

Ces deux Colonies n'ont ni commerce, ni marine; toutes les exportations qu'elles faiſaient par elles-mêmes, juſqu'en 1770, en grains, en bois; & autres objets, ne valaient pas plus d'un million par an; mais le tabac, qui était exporté par les Anglais, s'élevait à plus de cent mille bariques, dont le Maryland fourniſſait à-peu-près un tiers; cette denrée produiſait de grands profits à l'Angleterre par la revente qu'elle en faiſait au reſte de l'Europe, & de tous les établiſſemens de l'Amérique ſeptentrionale, aucun ne lui était plus précieux.

Les deux Carolines.

CEPENDANT la Caroline lui offrait des produits conſidérables, & lui en faiſait eſpérer de plus grands encore. Lors

du premier défrichement de cette contrée, en 1663, le célèbre Loke en traça la législation. Il y établit la tolérance religieuse, & négligea d'y assurer la liberté civile ; il mit toute la puissance législative dans les mains des huit concessionnaires à qui la cour de Londres avait donné cette grande étendue de pays ; enfin, ce code, qui devait être l'ouvrage de la sagesse, fit voir qu'un philosophe, quand il ne connoit point assez la politique, les mœurs des peuples, les vices des hommes puissans, les climats, les subsistances qu'ils donnent, & les entreprises qu'on y peut faire, ne peut pas être un bon législateur. Il faut, pour mériter ce nom, avoir su se procurer toute l'expérience que peuvent donner en dix ans l'existence malheureuse d'un sujet faible, incertain, opprimé dans des pays sans loix, & la vie active d'un homme de génie, qui observe ceux qui gouvernent. La connaissance la plus approfondie de l'Histoire, la science des Loix ancien-

nes, celle des mœurs préſentes des différens Peuples du monde, acquiſe par des voyages faits dans l'âge de l'obſervation & de la curioſité ; le plus grand amour de la vertu & de la Patrie, les paſſions les plus vives, & les plus grands triomphes ſur ſoi-même, ſuffiſent à peine pour former un Légiſlateur : un méditateur oiſif ne pouvait l'être. Il pouvait démontrer les opérations de nos ſens, dévoiler les effets des objets extérieurs ſur notre entendement, & déſigner, pour ainſi dire, les bornes de la métaphiſique ; il ne pouvait régler la conſtitution d'un Peuple nouveau, à plus forte raiſon en créer une pour un Peuple qui n'était point encore formé, & dont il ne pouvait prévoir ni les beſoins ni les mœurs.

La condeſcendance de Loke, pour les Lords propriétaires de la Caroline, coûta cher à cette Colonie naiſſante. Au milieu des malheurs que la tyrannie de Grenville, ſon gouverneur, lui faiſait éprouver, elle fut attaquée

par les Sauvages : ce ne fut qu'après des combats ſans nombre, des maſſacres affreux, qu'elle parvint à les repouſſer ; mais cette guerre rétabliſſant parmi les colons les reſſorts du courage, que l'oppreſſion avait preſque briſés, ils ſécouerent le joug de leurs Seigneurs, & la couronne d'Angleterre rentra, en 1728, dans ſa ſouveraineté ſur cette Colonie. Alors elle fut diviſée en deux parties, l'une méridionale, l'autre ſeptentrionale, qui formèrent deux gouvernemens différens ; il y eut dans chacune un conſeil, & une aſſemblée générale ; elles furent ſoumiſes à une adminiſtration modérée, à laquelle les repréſentans du peuple eurent la plus grande part.

Les deux Carolines ſont fertiles, & le deviennent d'avantage à meſure qu'on s'éloigne des bords de la mer, & qu'on s'enfonce dans l'intérieur des terres. On y trouve de vaſtes plaines, coupées par un aſſez grand nombre de rivières, mais dont aucune ne peut être remontée

à

à plus de quinze lieues ; des marécages rendent le climat mal sain en quelques endroits sur les bords de la mer, mais l'air est salubre dans la plaine. Le froment n'a point réussi dans la Caroline méridionale, qui en est dédommagée par son indigo & ses autres productions ; il croit & mûrit en grande abondance dans la province du nord *.

Les défrichemens, entrepris dans ces deux Colonies, ne s'étendent pas à plus du vingtième des terres. On y a essayé, dans ces derniers temps, avec quelque succès, la culture de la

* La Caroline méridionale a produit, en 1771, huit cents milliers d'indigo, deux cents soixante mille barils de riz, trente-cinq mille boisseaux de mahis, vingt-quatre mille barils de pois, & autres graines ; le chargement de cinq cents trois navires en planches & en bois de charpente, vingt-sept mille quintaux de résine, poix, goudron & térébenthine, dix mille cuirs tannés, trois mille cinq cents cuirs verds, quatre mille quintaux de peaux de daims, & autres bêtes fauves, & une grande quantité de viandes salées.

vigne & de l'olivier. Ces cultures réuſſiront au-delà de l'eſpérance que l'on en a conçue, ſur les côteaux, au pied des montagnes, dans les terreins ſablonneux, lorſque le pays ſera plus découvert & plus anciennement défriché.

Les mûriers & les vers à ſoie, qui d'abord ont réuſſi dans ces deux Colonies, ſur-tout dans la Caroline méridionale, ont enſuite été négligés. D'autres branches, plus productives, ont fait abandonner cet objet, qui exige des ſoins trop minutieux; mais depuis les troubles, le beſoin a fait reprendre, en quelques endroits, la culture des mûriers. On commence à fabriquer une aſſez grande quantité d'étoffes mêlées de laine & de

---

Les produits de la Caroline ſeptentrionale, montaient à cent trente-ſept mille boiſſeaux de froment, deux cents dix milliers d'indigo, cent quinze mille barils de goudron, poix & térébenthine, cent quatre-vingt cargaiſons de bois, à quoi ils faut ajouter une grande quantité de ſalaiſons, cuirs & peaux de toute eſpece.

ſoie, vêtement convenable au climat; on en vend même aux Colonies voiſines.

Il ſe fait peu d'exportations de la Caroline ſeptentrionale, où il n'y a point d'entrepôt conſidérable. Preſque toutes les denrées de cette province, vont enrichir le commerce de Charlestown, dans la Caroline du ſud. Cette ville, ſituée au confluent des rivières Aſley & Cooper, était bien peuplée en 1770: le luxe y régnait, & ſes négocians, qui étendaient leur commerce dans tous les ports de l'Europe & de l'Amérique, avaient de grandes fortunes; cependant les gros vaiſſeaux ne peuvent aborder qu'à Port-Royal, qui doit devenir un jour le ſiège du commerce, & l'entrepôt principal des deux Carolines, & même de la Georgie, qui n'en eſt ſéparée que par la rivière Savanah.

La Georgie eſt une Colonie trop nouvelle encore pour être d'une grande La Géorgie.

considération; cependant, depuis 1741 qu'elle a été affranchie de la tyrannie qui l'opprimait, jusqu'en 1770, sa population a été triplée; sa culture est devenue productive : celle du grain y a réussi. Étant située avantageusement pour le commerce des Antilles, où elle porte du riz, des planches & des bestiaux, elle a armé quelques navires, & fait un commerce proportionné à ses facultés. Le sol est fertile, & a été comparé à celui de la Louisiane; les Allemands du pays de Salsbourg, y ont essayé, avec succès, plusieurs sortes de plantations, & même celle de la vigne.

Sa prospérité s'accroissait chaque jour, lorsque les querelles élevées à Boston, & les actes de despotisme qui les ont suivies, ont fixé l'attention de toute l'Amérique septentrionale, ont réduit ses habitans à prendre les armes, & à suspendre une partie de leurs cultures & de leur commerce, pour se défendre contre leurs ennemis.

Nous venons de faire connaître les Colonies qui ont pris part à cette guerre ; elles devaient au commerce de la Métropole, environ une année de leur produit. Leur consommation égalait, à peu près, leurs revenus, & le fonds de leur dette. Le Parlement de Londres évaluait cette dette à cent huit millions de nos livres. En général, les habitans de ces Colonies vivaient heureux & dans l'innocence, occupés de l'agriculture, de la chasse & de la pêche, & des plaisirs tranquilles de la vie rustique. Il y a lieu de craindre que la guerre ne cause de grands changemens dans leurs mœurs, & que leurs efforts, pour conserver & assurer leur liberté, ne tournent au détriment de leur félicité. Ils ont envisagé tous les malheurs d'une guerre contre l'Angleterre, comme passagers, & capables de produire un bonheur durable ; mais quel sera leur étonnement, si cette révolution développe, parmi eux, des caractères superbes & cruels, si elle donne du

pouvoir à des hommes méchans, ſi la contagion des mœurs étrangères s'empare de leurs habitations ? Hélas ! avant cette guerre funeſte, leurs femmes ignoraient encore l'art de ſéduire & de céder à la ſéduction ; elles ignoraient la galanterie, la parure & l'oiſiveté ; elles ſont douces, modeſtes, compatiſſantes & ſecourables : elles ont les vertus qui conviennent à leur ſexe, mais il faut bien peu de temps pour en développer les vices. Puiſſent-elles, dans ces jours de trouble & de ſouffrance, ne pas ajouter aux infortunes de leur pays !

VI. Colonies reſtées ſous la domination Britannique.

L'ANGLETERRE poſſede encore de vaſtes contrées dans le même continent, & malgré la perte des treize provinces confédérées, les deux Florides, au ſud, l'Acadie, le Canada & Terre-neuve, au nord, lui laiſſeraient de grandes reſſources, ſi ces Colonies ne devaient pas naturellement ſuivre le ſort des provinces plus puiſſantes.

L'Angleterre, en 1770, étendait ſes poſſeſſions en Amérique, depuis la baie d'Hudſon juſqu'au Miſſiſſipi; mais avant de raconter les évènemens qui lui ont enlevé le ſceptre du plus grand Empire que le globe ait jamais vu ſur ſa ſurface, il faut jetter quelques regards ſur les poſſeſſions qui lui reſtent encore : commençons par une Colonie faible & peu conſidérable, quoiqu'elle occupe un immenſe terrein, & qui, par ſa ſituation & le caractère de ſes habitans, a eu quelqu'influence ſur ces évènemens : c'eſt la Nouvelle-Écoſſe, autrefois l'Acadie.

Nouvelle Ecoſſe.

ELLE s'étend ſur trois cents lieues de côtes, depuis les limites de la Nouvelle-Angleterre, juſqu'à la rive méridionale du fleuve S. Laurent. Cette vaſte région, connue ſous le nom d'*Acadie*, était peuplée de Français devenus cultivateurs, libres & heureux depuis qu'ils avaient reçu, de l'indulgence de leurs

conquérans, le nom de *Français-neutres:* mais un nouveau ſyſtême du Miniſtère Britannique, fit ſuccéder à leur bonheur la plus cruelle infortune que puiſſe cauſer la cruauté froide & réfléchie de la politique. La Cour de Londres y envoya, en 1769, de nouveaux Colons, des Officiers & des Soldats, à qui elle avait concédé des terres à proportion de leur grade. Ceux-ci, raſſemblant les anciens Cultivateurs paiſibles & bienfaiſans, ſous le pretexte de leur faire renouveller leur ſerment de fidélité au Roi George, les prirent tous, & les embarquèrent de force, ſur des vaiſſeaux qui les tranſportèrent dans d'autres Colonies, & les diſperſèrent en divers lieux. Ces champs ſi bien cultivés, ces humbles toits, témoins & protecteurs de leur piété patriarchale, ces tribunaux dont le ſilence atteſtait leur bonne-foi, les pleurs de leurs femmes & les cris des vieillards, qui demandaient qu'on leur accordât du moins un tom-

beau dans des lieux ſanctifiés par les manes de leurs frères & de leurs amis, ne purent obtenir aucune grace; l'Arrêt de leur déportation avait été prononcé dans le Cabinet de Londres, & ils allèrent périr de chagrin & de misère dans les établiſſemens où les Anglais commençaient dès-lors à s'armer d'une verge de fer.

A compter de ce moment, rien n'a proſpéré dans ce vaſte pays: il eſt devenu déſert. La Nouvelle-Écoſſe eſt inhabitée depuis le fleuve S. Laurent, juſqu'à la peninſule d'Acadie. On rencontre plus loin, trois établiſſemens de peu d'importance: ce ſont les ſeuls qui exiſtent maintenant. Annapolis eſt preſque détruite depuis l'émigration des Français qui y étaient fixés. Le nouvel établiſſement de Lunebourg a fait quelques progrès, mais le ſol eſt ingrat; & malgré le caractère laborieux des Allemands, ils parviendront avec lenteur & avecpeine, à en tirer de grandes récoltes. Hallifax

n'a jamais été que l'entrepôt des forces qu'on voulait employer d'abord à opprimer, & enſuite à ſubjuguer l'Amérique. Les cultures des environs ne ſont d'aucune importance; ſa pêche eſt d'un faible rapport : cette ville n'eſt pas même reſpectable comme place de guerre. Tous les abus, tous les déſordres & toutes les malverſations y ont eu accès dès qu'elle a été bâtie. Sans foſſés, ſans fortereſſes, elle eſt ouverte à l'invaſion du premier agreſſeur. Elle n'eſt remarquable que par l'Amirauté que la Cour de Londres y a établie en 1760, dans le deſſein d'y ſoumettre toute la navigation de l'Amérique ſeptentrionale; & par la prédilection qui a engagé le Miniſtère Britannique a y verſer toutes les années des ſommes conſidérables, depuis ſa fondation, pour l'entretien de ſes Officiers & de ſa Garniſon. C'eſt de là que ſont parties ſucceſſivement les flottes & les armées venues de Londres pour conquérir l'Amérique;

c'eſt là qu'elles ſe ſont réfugiées après avoir été vaincues.

Le Canada.

Le Canada a été encore le théatre d'une partie de cette guerre. Depuis l'établiſſement de cette grande Colonie, elle n'a preſque jamais ceſſé d'être parcourue, dans tous les ſens, par pluſieurs milliers d'hommes armés. Le génie militaire, ce génie deſtructeur, qui, lui-même, provoque ſa ruine, formait le principal caractère de ſes premiers habitans : ils étaient tous guerriers, & n'aſpiraient qu'aux diſtinctions qui ſont le prix des combats ; ils faiſaient tout pour cette vaine gloire, & rien pour eux, rien pour la vertu, rien pour l'humanité. Pluſieurs des places & des forts qu'ils ont bâtis, durent encore : leurs vainqueurs, non moins imprudens qu'eux, ont conſervé tout ce qui attire la guerre, tout ce qui excite la révolte quand le courage des ſujets n'eſt pas anéanti ſans retour ; le pouvoir

abſolu, le Gouvernement militaire. Ce pays a vu éclore de grands projets guerriers, ſuivis de grands revers; & de tous côtés, les hommes, qui ne ſont que laborieux & paiſibles, y ont été les victimes des triomphateurs & des vaincus.

La Floride.

A l'égard de la Floride, ce beau pays, conquis ſur les Eſpagnols, & accrû par la ceſſion d'une partie de la Louiſiane, n'a de remarquable que le bourg de S. Auguſtin & l'établiſſement de Penſacola. Les négocians Anglois, & ceux de l'Amérique ſeptentrionale, avaient fait de ce dernier port, un entrepôt avantageux pour leur commerce interlope avec les terres Eſpagnoles; mais le cours du commerce ayant été détourné par la guerre, cette Colonie, qui attendait que le ſort des armes décidât de ſon Gouvernement, a paru reſter fidèle à la domination Britannique. Elle a changé ſes bâtimens

marchands en corſaires croiſeurs, qui s'emparent quelquefois des navires des deux Carolines & de la Georgie, mais qui ſont plus ſouvent la proie des Armateurs Anglo-Américains.

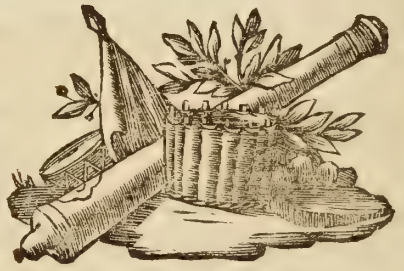
Tels étaient au commencement des troubles de Boſton, les treize États unis de l'Amérique; telles étaient les autres Colonies qui n'avaient point part à l'union. Il était eſſentiel de remonter à la formation de ces Colonies, & de faire connaître leurs progrès dans l'agriculture, les arts & l'induſtrie. Le premier pas, dans cette Hiſtoire, était de bien ſavoir quels étaient les peuples que l'Angleterre voulait rendre tributaires de ſon Gouvernement, eſclaves de ſon commerce, & retenir pour toujours dans une tutelle politique. Cette connaiſſance, en la rapprochant des évènemens qui vont ſuivre, ſert à confirmer de grandes vérités, qu'il faudrait ſans ceſſe répéter à ceux qui gouvernent.

La richeſſe réelle des nations, conſiſte dans les productions des terres, & dans les travaux de l'induſtrie, qui prépare & échange ces productions. Le ſyſtême que le Gouvernement de l'Angleterre avait ſuivi depuis long-temps envers les Américains, les avait éloignés de toute idée de luxe, & les avait délivrés de tous les beſoins ſuperflus qui auraient pu les attacher encore à la Métropole. Les Anglais leur avaient appris l'induſtrie & le commerce, à force de prohibitions & de rigueurs; ils les formaient, ſans y penſer, aux arts utiles, dont on avait d'abord voulu leur dérober la connaiſſance, & leur enſeignaient quel eſt le prix du travail & de l'économie, la néceſſité, cette mère puiſſante de l'invention, leur dictoit ſes loix; elle leur avait appris à vivre avec frugalité, à s'habiller avec les manufactures de leur pays, & à tirer plus de vanité de l'étoffe groſſière dont leurs femmes & leurs filles avaient filé la laine, &

qu'eux-mêmes ils avaient tiſſue, que des habits ſuperbes dont ſe paraient les courtiſans de Londres; ils avaient la véritable richeſſe, ils ne devaient pas tarder à devenir puiſſans.

On trouvera peut-être que j'ai trop reſſerré le tableau que je viens de faire des établiſſemens des Anglais dans l'Amérique : ce tableau ſi intéreſſant, & dont le ſujet eſt ſi vaſte; mais d'autres Écrivains en ont fait de riches deſcriptions. Il entrait dans le plan de leurs Ouvrages de fixer l'attention publique ſur les commencemens de ces Colonies; & moi, j'entreprends d'en écrire les révolutions. Les détails que j'épargne aux Lecteurs, ſeraient inutiles à ceux qui ont déjà tourné leurs regards vers cette partie du globe, & l'expoſition préliminaire que je viens d'achever, ſuffit à ceux qui ne la connaiſſaient point encore. L'immenſité de mon ſujet, m'entraîne à d'autres récits. Les contemporains eux-mêmes pourront à peine croire ces

récits véridiques, trompés, comme ils le ſont, par les préjugés, par les vagues diſcours répandus parmi des hommes frivoles, & confirmés ſouvent par des hommes ſérieux, qui négligent de s'inſtruire.



LIVRE SECOND.

ORIGINE des troubles de la Nouvelle-Angleterre ; acte du timbre ; projet d'établir des garnisons, en temps de paix dans l'Amérique, pour la tenir sous le joug ; douanes, & loix prohibitives ; impôt sur le thé de l'Inde ; premieres voies de fait ; interdit de Boston.

ANNÉE 1764. Origine des troubles.

LORSQUE toutes les Colonies furent assez agrandies pour que la Métropole pût en retirer des subsides, elle en demanda : elle ne les exigea pas d'abord avec autorité, elle employa la persuasion, & réussit au-delà de ses espérances. Telle fut alors la forme de ces impôts : le Gouverneur de chaque Colonie communiquait à l'Assemblée, le Mémoire qui lui était adressé par le Ministère, dans lequel les besoins publics étaient exposés ; la réalité de ces besoins était discutée dans l'Assemblée, & l'on

ANNÉE 1764.

délibérait enſuite ſur les moyens les moins onéreux d'accorder au Souverain un ſecours d'hommes & d'argent. La modération du Cabinet de Londres allait juſqu'à ne point fixer le montant de l'impôt; on demandait ſeulement qu'il fût proportionné à la population & à la richeſſe de la Colonie : ces moyens de douceur réuſſirent au-delà même de ce que l'on pouvait en attendre ; & ſi, dans la dernière guerre, l'Angleterre a pu ſe glorifier de ſes ſuccès en Amérique, contre la France & l'Eſpagne, elle les a dûs, preſque tous, au zèle & à la force de ſes Colonies. Elles combattirent ſans ceſſe pour la Métropole, & dans cette guerre, leurs efforts ſurpaſsèrent tellement ce que l'on avait eſpéré de leurs facultés, que le tréſor de Londres crut qu'il était néceſſaire de leur accorder une indemnité annuelle. Le Roi exhortait le Parlement de la manière la plus honorable pour elles, & envoyait tous les ans un meſſage à ce ſujet, à la Chambre des Communes :

ce meſſage portait que, Sa Majeſté, touchée du zèle avec lequel ſes peuples de l'Amérique ſeptentrionale, avaient défendu les droits & les poſſeſſions du Royaume, priait la Chambre d'y avoir égard, & de lui fournir les moyens d'indemniſer des ſujets qui montraient tant de zèle. Ces meſſages étaient enregiſtrés par le Secrétaire de la Chambre, & elle accordait deux cents mille livres ſterling, pour être diſtribuées annuellement aux Colonies, à titre d'indemnité. ANNÉE 1764.

Ces ſommes n'étaient point proportionnées aux dépenſes que les Colonies avaient faites, au-delà du contingent qu'elles devaient fournir dans les frais de la guerre; mais elles ne s'en plaignirent jamais: l'indemnité la plus précieuſe pour elles, ſe trouvait dans les louanges que le Souverain & le peuple de la Grande-Bretagne ne pouvaient leur refuſer. Elles entretinrent vingt-cinq mille hommes en campagne, pendant toute la guerre; elles avaient huit cents corſaires à la mer, & les efforts qu'elles firent pour

ANNÉE 1764.

ajouter aux triomphes de leur Métropole, causerent une dette publique, pour laquelle elles furent obligées de s'imposer une taxe qui ne s'est éteinte qu'en mil sept cent soixante-douze.

Cette bonne intelligence entre l'Angleterre & ses Colonies, durait depuis près de cent ans. La révocation de la première chartre de Boston, en mil six cent quatre-vingt-quatre, était le seul acte qui eût trouble la paix mutuelle, depuis leur établissement. La politique Anglaise se bornait à essayer son pouvoir par des prohibitions locales, toujours couvertes du voile spécieux de la raison d'État. Il arrivait rarement que quelque Colonie se refusât au retranchement de ses droits de commerce; plus rarement elle murmurait contre la Cour : les Gouverneurs seuls étaient les objets de la haine publique, lorsqu'ils abusaient de leurs pouvoirs; les Assemblées s'attachaient à diminuer leur puissance, & le peuple leur attribuait tout ce qui lui était défavorable.

ANNÉE 1764.

Les subsides que les Colonies payaient en hommes, étaient employés dans l'Amérique; c'est au moyen de ces subsides en milices, que l'Angleterre s'est emparée de l'Isle-Royale, de Terre-neuve & du Canada, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade, des Isles Caraïbes & de la Havane. Toutes ces conquêtes, si l'on excepte celle de la Havane, tournaient principalement au profit du commerce & de la navigation des Anglo-Américains; à l'égard des subsides en argent, on les consommait dans les lieux-mêmes où ils étaient levés; les Gouverneurs les employaient à des fortifications, à soudoyer des garnisons, à acheter des suffrages dans les Assemblées, à élever, enfin, autant de remparts contre la liberté des Colons: il était rare qu'il en retournât quelque chose à la Métropole.

Mais à la paix de 1763, l'Angleterre, accablée du poids de ses lauriers, & d'une dette nationale de cent cinquante millions sterling, crut pouvoir réparer

ANNÉE 1764.

les maux intérieurs, qui réſultaient du traité déſavantageux qu'elle venait de conclure, en contraignant ſes Colonies, riches & puiſſantes, à ſupporter, une ſeconde fois, leur portion des frais de cette longue guerre, dont le chagrin public leur reprochait d'avoir retiré tout le fruit. Le même Gouvernement, qui, quelques années auparavant, avait cru devoir compenſer, par des indemnités, les augmentations de dépenſes, dans leſquelles ces Colonies avaient été entraînées par le ſyſtême politique de leur Métropole, voulut les forcer à rendre, avec uſure, & par des taxes éternelles, ces dédommagemens paſſagers. Ce fut le Lord Grenville, Chancelier de l'Échiquier, qui annonça le premier ce ſyſtême, & le Parlement, jaloux d'étendre ſon autorité, l'accueillit avidemment. Il parut le 4 Avril 1764 un premier bill, à l'effet de taxer les Colonies.

Diſpoſitions reſpectives de la métropole & des colonies.

LES Propriétaires des terres ſituées dans les trois Royaumes, y trouvaient

leur avantage ; ils eſpéraient que leur taxe ſerait diminuée, & que les poſſeſſeurs des champs cultivés dans l'immenſe continent de l'Amérique, en ſupporteraient la moitié. Les Négocians croyaient y trouver les moyens de regagner la préférence du commerce, que la hardieſſe, l'économie & l'activité des Anglo-Américains leur diſputaient dans la plupart des marchés de l'Europe, ſur les articles qu'ils pouvaient fournir en concurrence : preſque tous les membres de la Chambre des Lords avaient été Miniſtres, Gouverneurs, Commandans de troupes dans l'Amérique, les autres étaient vendus au parti de la Cour, & tous y trouvaient une augmentation de pouvoir & de richeſſes pour eux.

ANNÉE 1764.

Pendant que l'on était à Londres dans ces diſpoſitions, celles de l'Amérique ſeptentrionale étaient bien différentes ; on n'y ſongeait point à exempter ſa terre d'un impôt qu'elle n'avait jamais ſupporté ; on ne deſirait dans le commerce, que la concurrence & la

ANNÉE 1764.

franchiſe; on ne voulait point échanger ſon honneur contre l'or du Bréſil & l'argent de l'Eſpagne, ni vendre au Souverain des Sujets enchaînés. L'Amérique avait ſenti ſes forces. Aguerris dans les glaces du nord, le Cultivateur & l'Artiſan robuſte, qui avaient dépoſé depuis peu la cuiraſſe & les armes, mépriſaient le Stipendiaire recruté dans la fange de Londres, que l'on oſait envoyer pour leur forger des fers; ils étaient ſecrètement indignés de ce que l'on croyait en Europe, que des mains ſi faibles pourraient les aſſervir. Les Commerçans, enrichis par les avantages qu'ils avaient retiré de la priſe du Canada, & des échanges que leur droiture & leur utilité leur avaient facilitées dans toutes les Antilles, murmuraient de la dépendance & des prohibitions qui enchaînaient leur activité. Les Navigateurs dont le nombre s'élevait à plus de trente mille hommes répandus dans les Ports, des differentes Colonies, ſupportaient avec impatience le joug de la Cour

d'Amirauté, érigée à Hallifax, où des Juges placés par la corruption, décidaient seuls, d'après les préjugés de Londres & l'intérêt Britannique, de toutes les discussions qui s'élevaient dans l'Amérique septentrionale, sur le fait de la navigation. Les grands Propriétaires ne pouvaient endurer le gouvernement de gens qui ne possédaient aucun terrein dans l'Amérique, qui ne connaissaient ni les cultures, ni les moyens de défense, ni les loix convenables à leurs propriétés. Tous, enfin, s'elevaient contre la nécessité qui leur était imposée, d'aller à quinze cents lieues demander la sûreté, la tranquillité, la justice, & d'attendre leur malheur ou leur prospérité, de ceux qui n'avaient jamais vu l'Amérique, & qui n'avaient jamais planté ni combattu pour elle.

ANNÉE 1764.

A peine les enfans commençaient à se faire entendre, qu'ils répétaient à haute voix le catéchisme de la liberté. L'idée de ce bien précieux, était celle dont on occupait leurs premieres pen-

ANNÉE 1764.

ſées, &la premiere ſcience que leurs peres s'attachaient à leur montrer, c'était celle de conſerver & de défendre cette liberté. Il les exerçaient à la chaſſe, leur apprenaient à vivre ſobrement, à ſupporter la faim, la fatigue des longues marches dans les bois & les déſerts, à poſſéder tout ce que la terre prodigue dans ces fertiles contrées, ſans en être les eſclaves comme les Européens. Autour d'eux, tout enſeignait le bonheur. Chaque Propriétaire, régnant ſur une vaſte plantation, vivait ſans querelles avec ſes voiſins, ſans inquiétude ſur ſes domeſtiques, tranquille ſur l'attachement de ſa femme & la ſageſſe de ſes filles, comme ſa femme l'était elle-même ſur les égards de ſon mari; il était le ſouverain de ſa famille, & il y régnait par le reſpect & l'amour. C'était-là, qu'au milieu des tréſors d'une nature encore jeune & libérale, on retrouvait les mœurs ſi juſtement admirées dans l'Hiſtoire de l'antiquité. Ainſi furent autrefois l'Egypte, la Grèce & l'Italie.

Puiſſent la Nouvelle-Angleterre, la Caroline & la Penſilvanie, ne reſſembler jamais à ces contrées, par leur décadence & l'excès de leur dégradation !

ANNÉE 1764.

Tel était l'état reſpectif des Colonies Anglaiſes & de leur Métropole. La conquête du Canada rompant la barrière qui reſſerrait ces colonies, avait préparé de loin leur indépendance. Tant que les Anglo-Américains auraient eu pour voiſins des peuples inquiets & capables de les occuper ſans ceſſe, ils n'auraient point ſongé à ſe ſéparer de la mere patrie, & le beſoin qu'ils auraient eu de ſes ſecours, aurait fait oublier ſes torts. Mais les proportions que l'Europe travaillait à établir depuis cent ans, pour retenir l'Amérique dans ſa dépendance, ſe trouvaient dérangées par l'orgueil & l'ambition de la cour de Londres; c'était une grande faute de la part de cette cour, que de n'avoir pas obligé les Français & les Eſpagnols, à acheter la paix, & à payer une partie des dettes que l'An-

ANNÉE 1764.

gleterre avait contractées pour leur faire la guerre, mais c'en était une plus grande encore de n'avoir pas rendu le Canada à la France, & la Floride à l'Espagne. Cette restitution qui aurait été considérée par l'univers entier, comme l'acte le plus glorieux de la modération politique, aurait assuré pour toujours à la Grande-Bretagne, la conservation de ses colonies, & du plus grand commerce du monde. Comment ne s'appercevait-on pas que la France & l'Espagne, en établissant au Canada & dans la Floride, un gouvernement militaire & des colonies de soldats, entretenaient à grands frais, & sans en retirer aucun fruit, les garnisons qui contenaient au sud & au nord, les provinces Anglaises dans la dépendance de leur Métropole, & que cette situation des choses ne pouvait changer, parce qu'il était aussi impossible que la population fut considérable dans des colonies militaires, & que leurs habitans devinssent agriculteurs & commerçans, qu'il était impossible que les Anglo-

Américains ceſſaſſent de réclamer la protection de l'empire puiſſant qui les aidait à réprimer l'audace de ces voiſins dangereux. Le ſort des Canadiens était d'attaquer ſans ceſſe les Colons de la Nouvelle-Angleterre, dans l'eſpoir de s'attribuer, par le droit du plus fort, une partie des fruits de leurs travaux; & celui des colonies Anglaiſes, d'implorer l'aſſiſtance des flottes & des armées de la mere patrie. Le courage des Anglo-Américains ſe ſerait exercé, mais toujours au profit de l'Angleterre; leur induſtrie ſe ſerait entretenue, mais toujours au profit du commerce métropolitain & ſelon ſes vues. Leur agriculture aurait élevé l'Angleterre au niveau des puiſſances territoriales de l'Europe; mais l'acquiſition du Canada ne laiſſait plus rien ſubſiſter de cet ordre politique. Les colonies débarraſſées de leurs ennemis naturels, & livrées à elles-mêmes, venaient de ſentir tout-à-coup leur force & leur puiſſance, & la France qui avait intérêt de voir le commerce de l'Angle-

ANNÉE 1764.

ANNÉE 1764.

terre diminué, devait faire des vœux pour leur indépendance. On prétend que par une prévoyance habile, elle entretenait déjà dans l'Amérique, des émiſſaires qui fomentaient les mécontentemens particuliers. Etait-ce dans de telles circonſtances qu'il fallait propoſer des taxes, étendre les prohibitions, & ſoulever les eſprits ?

La cour de Londres, reconnaiſſant trop tard les inconvéniens du trop grand pouvoir des colonies, avait réſolu d'y remédier par un projet d'aſſerviſſement général, elle voulait rendre toutes les Provinces dépendantes du Parlement, & leur ôter peu-à-peu leurs chartres particulieres & leur droit de légiſlature ; elle n'attendait que des occaſions de commencer l'exécution de ce projet ; mais le ſuccès était impoſſible. Employer la violence & la célérité, c'était allumer de toutes parts, les flambeaux de la révolte ; employer la lenteur & la perſévérance, c'était riſquer de voir les peuples profiter de chaque délai

pour se fortifier contre l'oppression dont ils étaient menacés. Ce dernier parti fut préféré, & en demandant des impôts, les ministres qui n'attendaient que le prétexte d'introduire des soldats dans les colonies, desiraient secrettement qu'elles se refusassent à ce que l'on exigeait. D'après cette exposition générale, qui est, en quelque sorte, la clef des évenemens, je vais raconter les faits particuliers qui ont marqué la gradation des troubles & des haines; ils sont en grand nombre, & s'ils ne sont pas tous également intéressans, du moins, il est nécessaire d'en être instruit pour juger de leurs effets.

ANNÉE 1764.

La province de Massachuset avait, suivant sa Chartre, le droit exclusif de porter dans son Assemblée, les Loix de taxation; cette Assemblée engagea les autres Colonies à se joindre à elle, pour empêcher le Roi & le Parlement d'attenter à ce droit; elle déclara que l'*imposition de taxes sur le commerce ou sur les terres, sur les maisons ou sur les vais-*

ANNÉE 1764. *seaux, sur les biens réels & personnels, fixes ou flottans dans les Colonies, était absolument incompatible avec les droits des Américains, comme sujets Britanniques & comme hommes.*

ANNÉE 1765. Acte du timbre.

Au lieu d'avoir égard à ces réclamations, le Roi donna Sanction le 22 Février 1765, à un Bill, pour ordonner que les transactions passées dans les Colonies, ne pourraient être faites à l'avenir que sur du papier timbré, & modifier différens actes du Parlement, qui fondaient une partie de leurs Priviléges.

Aussi-tôt que l'Assemblée de Massachuset en eut connaissance, elle engagea les Représentans des Comtés des différentes Colonies, à se réunir pour délibérer sur cet acte, & rédiger des Remontrances au Roi & au Parlement.

Il y eut un soulèvement à Boston au commencement du mois d'Août 1765, le Peuple de la ville investit les maisons de Pierre Oliver, Distributeur du Papier timbré,

timbré, les démolit & menaça de le tuer. A la fin du même mois, il fit une incursion chez le lieutenant-de-roi au gouvernement, & démolit sa maison ; il détruisit aussi celle du greffier de la cour d'amirauté, brûla ses registres, & fut piller chez le contrôleur de la douane. Le chevalier François-Bernard, gouverneur de la province, voulait appeller, pour réprimer ces désordres, des troupes que le roi avait envoyées, sous le prétexte de défendre les possessions nouvellement acquises, & de contenir les Sauvages ; ces troupes étaient commandées par le général Thomas Gage ; mais le conseil ne fut point d'avis que l'on irritât un peuple qui n'était pas mécontent sans sujet. Le procureur-général n'osa pas rendre plainte contre les auteurs du tumulte ; on ne pouvait trouver de témoins contr'eux, & les juges ne s'assemblèrent point pour les juger. La milice refusa d'obéir au gouverneur, qui voulait la passer en revue, & l'assemblée générale de la province arrêta, qu'il

ANNÉE 1765.

ANNÉE 1765.

ſerait légal de tranſiger ſans papier timbré, nonobſtant l'acte du parlement. Lors de l'élection des membres du conſeil, elle excepta tous les officiers du gouvernement, ce qui a toujours eu lieu depuis, juſqu'au moment où l'Amérique a ſecoué, pour toujours, le joug de l'Angleterre. Les autres colonies, quoiqu'elles ne ſe fuſſent point livrées à une reſiſtance ouverte, n'étaient pas, en effet, plus tranquilles.

Au premier avis de ces troubles, le roi ordonna aux gouverneurs & aux commandans des troupes, d'employer toutes les forces qui étaient entre leurs mains, à réprimer les ſéditieux, & à ſoutenir l'autorité. Le parlement décida que le roi, aſſiſté des deux chambres, avait tout pouvoir de faire des loix pour aſſujettir les colonies dans tous les cas quelconques.

Premier arrêté de non-importation.

DES remontrances adreſſées au roi & au corps-de-la-ville de Londres, n'ayant pas obtenu les réponſes que l'on deſi-

rait, les principaux habitans formèrent entr'eux un projet de réſiſtance paſſive ; ils étaient libres, ils eſpéraient que la nation ne les regarderait jamais comme tributaires. Ils réſolurent de n'acheter aucune des marchandiſes des fabriques d'Angleterre, juſqu'à la révocation du bill, tous les hommes de Boſton, les femmes même, ſe ſoumirent à cette néceſſité.

ANNÉE 1765.

CES meſures généralement adoptées & ſuivies avec conſtance, n'effrayèrent point le gouvernement ; il ne fut point arrêté par les cris des ouvriers, qui redemandaient l'occupation qu'on leur avait enlevée ; & ſi l'acte du timbre fut révoqué par un nouveau bill, du 15 Mars 1766, ſi l'on accorda une nouvelle amniſtie à ceux qui s'étaient oppoſés à la diſtribution du papier timbré, c'eſt aux intrigues d'une cour où la corruption était publique, & à la baſſe jalouſie qui cauſa la chûte du lord Grenville, qu'il faut l'attribuer.

ANNÉE 1766.

Suppreſſion de l'acte du timbre.

ANNÉE 1766.

Dans la seſſion de 1765 à 1766, le comité de la chambre des communes prenant en conſidération le bill, pour révoquer celui du timbre, interrogea le docteur Benjamin Franklin, ſur les affaires de l'Amérique; il aſſura dans ſes réponſes, que les colonies ne pouvaient ſupporter aucune eſpece de taxe intérieure, au-delà de celles qu'elles ſupportaient déjà, & qu'elles n'étaient nullement diſpoſées à ſouffrir que le parlement s'attribuât le droit d'en impoſer; mais il paraît qu'alors l'opinion la plus générale, en Amérique, accordait au parlement le pouvoir de reſtreindre le commerce, & de mettre des taxes ſur les marchandiſes importées, c'eſt, du moins, ce que Franklin déclara.

Acte pour les gens de guerre.

EN révoquant l'Acte du timbre, le parlement donna un autre Acte, intitulé: *Pour mieux aſſurer au Roi & au Parlement, la dépendance des Domaines de Sa Majeſté en Amérique.*

Quel fut l'étonnement des Colonies,

lorſqu'elles virent dans cet Acte, les fondemens du pouvoir arbitraire ! lorſqu'elles virent qu'au milieu de la paix, on ſurchargeait les villes de ſoldats, & que l'on avait voulu autoriſer les officiers à marquer des logemens dans les maiſons des particuliers. Cet acte de tyrannie avait trouvé tant d'oppoſition dans le parlement même, que l'on avait été obligé d'y apporter des modifications ; on enjoignit ſeulement aux aſſemblées, de fournir aux troupes Britanniques, des logemens, du bois, de la bière, & pluſieurs autres commodités, leur laiſſant la liberté d'y pourvoir par les moyens qui leur ſeraient le plus convenables. Ce bill excita par-tout des allarmes ; à peine fut-il connu dans la Nouvelle-Angleterre, que tous les colons ſentirent qu'il était impoſſible de tolérer ce premier attentat, ſans donner un libre accès au deſpotiſme. Il leur était facile de prévoir qu'il précèderait d'autres entrepriſes, que l'on eſpérait ſoutenir par la force, &

ANNÉE 1766.

ANNÉE 1767.

qu'il n'y avait déſormais à choiſir qu'entre la réſiſtance & l'eſclavage.

En vain le gouverneur Bernard voulut faire enregiſtrer, au mois de Décembre 1767, un nouvel acte du parlement, pour la diſcipline des troupes ; la chambre des repréſentans en ayant eu connaiſſance, envoya, ſur le champ, cinq députés au conſeil, pour lui demander de quelle autorité des *ordonnances* * du parlement pouvaient être enregiſtrées parmi les loix de la province. Elle apprit que le gouverneur diſpoſait de l'argent de la tréſorerie, ſans l'avis du conſeil, s'autoriſant ſeulement de l'acte concernant les troupes, acte dont elle refuſait l'enregiſtrement. Enfin il avait introduit des compagnies d'artillerie, ſous le prétexte d'un naufrage, & fourniſſait à leur entretien. L'aſſemblée lui ayant envoyé un meſſage à ce ſujet, il s'excuſa, en diſant qu'il

* *Ordonnances :* Nom que les Américains donnaient aux loix qui n'avaient pas chez eux la ſanction populaire.

n'avait point pris l'acte du parlement pour la règle de sa conduite en cette occasion, & qu'il n'avait consulté que le besoin des soldats. ANNÉE 1767.

Dans quelques autres colonies, l'abrogation de l'acte du timbre favorisa la réception de l'acte pour le logement des soldats. Les hommes en qui les peuples avaient le plus de confiance, jugeaient que le moment de faire une plus grande résistance n'était pas encore arrivé, & le vaste continent de l'Amérique septentrionale, parut dépendre encore du royaume d'Angleterre : mais bientôt une contestation s'éleva dans la Nouvelle-York, sur quelques objets que les troupes exigeaient qu'on leur fournît ; le parlement la décida contre les habitans, porta un nouveau bill, pour enjoindre d'exécuter le premier, & signala sa volonté opressive, en ôtant tout pouvoir législatif à cette province, jusqu'à son entière soumission.

Jamais la rigueur ne fut plus mal employée : si le parlement avait mieux

ANNÉE 1767.

connu les colonies, il se serait appliqué à les ménager par la douceur; mais le sort de ceux qui gouvernaient à Londres, était de connaître mal leurs possessions au-delà des mers, & de ne s'en rapporter, sur la situation des colonies, qu'à ceux qui les avaient gouvernées: cependant ceux-ci ne peuvent être crus que par des ministres qui ne veulent rien savoir; tout ce que l'on en peut tirer, ne se rapporte qu'à leur ambition, ou à l'idée qu'il veulent donner de leurs talens. Le gouvernement actuel des colonies, disent-ils, est sage, car il m'a été confié: les colons sont satisfaits, car j'ai commandé qu'ils eussent à le paraître. Ils ne se révolteront point, car vos soldats sont dociles & prêts à marcher de sang froid au premier ordre; il ne faut pas croire que ces hommes puissent être traités comme des Européens, il faut les asservir pour en tirer parti. La modération n'en fera rien, il faut les gouverner par des excès: donnez-moi du pouvoir, de

l'argent, des honneurs, je vous réponds de leur tranquillité. Ces conseils réussirent à Londres, ils ont réussi souvent dans les cours, ils y réussiront encore. ANNÉE 1767.

III. Actes des douanes, & pour empêcher la contrebande.

LE gouvernement Britannique persista dans son projet de soumettre les colonies aux loix qu'il voulait leur donner, & d'y lever des impôts. Le roi avait signé deux actes, le 29 juin 1767, l'un pour établir des douanes dans les colonies, & y faire exécuter les prohibitions sur le fait du commerce, sous l'inspection des commissaires qu'il choisirait; & l'autre, pour faire cesser toutes remises de droits sur la porcelaine de la Chine, & toute espèce de contrebande; on fit encore un nouvel acte pour assurer le paiement des amendes & confiscations, prononcées contre ceux qui contrevenaient aux prohibitions. La chambre des représentans de la province de Massachuset, écrivit alors une lettre circulaire à toute les assemblées des autres colonies, afin d'obtenir ANNÉE 1768.

ANNÉE 1768.

leur approbation sur les moyens qu'elle prenait pour démontrer que les actes du parlement, tendans à imposer des loix ou des taxes, étaient des infractions des droits naturels & constitutionnels des Américains, & se concilier avec elles sur les mesures qu'il restait à prendre pour l'avenir. Elle délibéra une seconde fois, que la province ne recevrait plus de marchandises importées de la Grande-Bretagne, & les principaux colons établirent, dès ce moment, des manufactures pour tous les objets que l'on avait négligé de fabriquer jusqu'alors.

Premiere édition.

DEUX régimens arrivèrent d'Halifax, pour contenir la multitude; il en résulta les plus grands désordres. Le 5 mars 1768, on sonna le tocsin, comme si le feu avait pris à la ville; on criait de tous les côtés que l'incendie était dans la rue du roi, le peuple s'attroupa dans cette rue : la sentinelle postée à la douane, croyant que l'on voulait enlever les deniers royaux, appella du secours.

Le capitaine de garde, nommé Thomas Preſton, accourant avec un détachement, voulut faire retirer la populace; mais le tumulte s'étant accrû par ſon arrivée, il ordonna de faire feu, & pluſieurs perſonnes furent tuées : alors la révolte devint générale, & le gouverneur Bernard, fut obligé d'envoyer les ſoldats au fort Guillaume, pour les dérober à la fureur du peuple, qui allait toujours en augmentant. Le conſeil exigea davantage ; il voulut que les régimens ſortiſſent de la colonie, pour éviter une plus grande ſédition. ANNÉE 1768.

John Hancock, riche négociant de Boſton, qui jouiſſait d'un grand crédit parmi le peuple de cette ville, avait armé un ſloop qu'il avait nommé *la Liberté ;* le contrôleur & le collecteur ayant ſaiſi ce bâtiment le 9 mai 1768, ſous prétexte d'infraction aux loix prohibitives, il s'éleva un nouveau tumulte : les officiers de la douane furent expoſés à tous les outrages de la populace. Leurs maiſons furent inveſties pendant la nuit, & les

ANNÉE 1768.

fénêtres briſées : ils furent trop heureux de s'enfuir ; ils s'embarquèrent le lendemain à bord d'un vaiſſeau de guerre qui était dans le port, & apprenant qu'on voulait y mettre le feu, ils ſe retirèrent dans l'île du Château.

Le gouverneur ayant alors propoſé au conſeil de prendre quelques meſures pour rétablir l'autorité du gouvernement, le conſeil lui répondit que les mouvemens dont il ſe plaignait étaient juſtifiés par la manière violente & opreſſive dont les officiers de la douane s'étaient emparés du ſloop *la Liberté* ; il prit le parti de diſſoudre l'aſſemblée.

Tous les eſprits étaient aigris : le mécontentement était non-ſeulement parmi le peuple, mais il s'était emparé des principaux habitans, dans la ville & dans les campagnes. Le corps de ville de Boſton, après avoir nié l'autorité légiſlative de l'Angleterre ſur l'Amérique, n'héſita point à dire, dans un de ſes arrêtés : qu'il valait mieux lutter contre la Métropole, que de lui

laiſſer lâchement uſurper les droits de l'Amérique.

ANNÉE 1768.

Les francs-tenanciers s'aſſemblèrent d'eux-mêmes, & déclarèrent que les levées d'argent faites dans la province, pour l'uſage & le ſervice de la couronne, d'une autre manière qu'elles n'étaient accordées par la grande aſſemblée de la province, étaient une infraction à la chartre & aux droits naturels des ſujets, leſquels étaient énoncés *dans l'acte de ſucceſſion à la couronne d'Angleterre*, & qui conſiſtent *à donner & octroyer librement leur argent pour le ſervice de la couronne de leur propre conſentement, donné par eux-mêmes, ou par des repréſentans qu'ils auraient choiſis librement.*

Confédération.

LA même aſſemblée arrêta, que le gouverneur ne jugeant pas à propos de convoquer une cour générale pour le redreſſement de leurs griefs, la ville de Boſton ferait choix d'un nombre de perſonnes pour traiter les affaires, ſous

ANNÉE 1768.

le titre de *comité*, en consultant les députés qui pourraient être envoyés des différentes villes de la province.

Le nouveau comité adressa, par ordre de l'assemblée, une lettre circulaire à toutes les colonies, par laquelle il leur exposait, que les taxes que la Grande-Bretagne voulait imposer, avaient pour premier objet, l'entretien du gouvernement civil dans les colonies; ce qui était évidemment opposé à la constitution, & changeait la maniere dont le gouvernement avait été entretenu de tous temps, par le don gratuit du peuple dans les assemblées; qu'elles avaient un second objet, plus dangereux encore, l'entretien d'une armée nombreuse en temps de paix, destinée, non à défendre les territoires nouvellement acquis, mais à garnir & subjuguer les anciennes colonies; que le gouverneur, avant de dissoudre l'assemblée provinciale, lui avait communiqué une lettre du secrétaire d'état ayant le département des colonies, dans laquelle il était dit,

qu'on aurait soin de soutenir la dignité du gouvernement : phrase dont le sens était trop clair pour que l'on pût s'y méprendre ; & que ce gouverneur, en refusant de convoquer une nouvelle assemblée, avait annoncé qu'il attendait l'arrivée de plusieurs régimens : ce qui prouvait l'intention d'assurer par la force des armes, l'exécution des actes oppressifs du parlement.

ANNÉE 1768.

« Privés de conseils, dans une con-
» jonture aussi critique, ajoutait la lettre
» circulaire, nous sommes persuadés que
» les peuples de l'Amérique approuveront
» l'utilité d'un comité de convention, &
» l'on ne peut attendre que des avis
» très-salutaires des députés choisis par
» les peuples eux-mêmes. On espère que
» les villes les plus éloignées, enverront
» des députés, avec les rapports de leurs
» comités respectifs, avant le 22 sep-
» tembre. Habitans de l'Amérique, nous
» ne doutons point que vous ne preniez
» part à la conservation des droits ines-
» timables de la liberté, & que vous ne

ANNÉE 1768.

» vous portiez avec ardeur, à toutes les » mesures qui seront prises pour parvenir » à un but si glorieux ».

C'est ainsi que furent jettés les premiers fondemens de la confédération des colonies; aucun magistrat civil ne tenta de s'opposer à ces résolutions populaires, & les gouverneurs ne purent les prévenir par la force, qu'ils commençaient cependant à employer ouvertement.

Démarches du parlem.t & adresses au Roi.

A la rentrée du parlement, le roi déclara qu'il avait pris les précautions nécessaires pour maintenir ses sujets de l'Amérique dans l'obéissance, & qu'il persévèrerait dans ce plan de conduite; le parlement répondit, qu'il concourrait avec zèle aux mesures qui tendraient à réprimer, parmi les Américains, un esprit audacieux & de désobéissance. Telles furent les expressions de l'adresse qu'on fit adopter à la chambre des communes: elles flattaient les projets du monarque, & méritèrent les marques authentiques de sa satisfaction.

Le

Le parlement alla plus loin, il déclara que les votes des assemblées de Massachuset, portant refus de reconnaître la puissance & l'autorité de sa majesté, pour faire, de l'avis & du consentement des lords spirituels & temporels, & des communes assemblées en parlement, des loix & statuts suffisans, pour obliger les peuples de l'Amérique à s'y soumettre *dans tous les cas possibles*, étaient illégales & dérogatoires aux droits de la couronne & du parlement; que les lettres écrites par cette province aux assemblées des autres colonies, qui révoquaient en doute le droit du parlement de mettre des impôts sur les sujets de la couronne en Amérique, répugnaient aux loix de la Grande-Bretagne, & devaient être regardés comme des actes dangereux de sédition; qu'enfin, l'exécution des loix *était devenue impraticable sans le secours de la force militaire*. Il ajoutait que les violences commises à Boston, contre les officiers de la couronne & des douanes, la négligence du conseil & des

ANNÉE 1768.

ANNÉE 1768.

magiſtrats à les punir, l'inſtitution d'un comité de convention, & les inſtructions fournies par les notables, ſur le choix des députés qui devaient y concourir, manifeſtaient le deſſein d'établir dans cette province une autorité nouvelle, inconſtitutionnelle & indépendante de la couronne; qu'enfin, l'aſſemblée de ces députés était une uſurpation téméraire ſur l'autorité du gouvernement.

Cet arrêt était terminé par une adreſſe au roi, pour qu'il ordonnât au gouverneur de Maſſachuſet, de ptendre les inſtructions les plus exactes & les plus étendues, ſur les crimes de haute trahiſon, ou de complicité de trahiſon, commis dans ſon gouvernement, & d'envoyer ces inſtructions, & les noms des coupables, au ſecrétaire d'état ayant le département des colonies, pour faire examiner & juger les délits dans le royaume.

Cette adreſſe fut reçue du roi avec une grande joie, & il envoya le lord chancelier remercier le parlement. Ces

réſolutions rigoureuſes, & l'envoi des troupes, ne produiſirent pas d'autre effet que d'augmenter la fermentation, déjà trop générale; on réſiſta toujours aux loix nouvelles : les gazettes publièrent dans toute l'Amérique, des actes ſéditieux. Les marchands qui avaient ſouſcrit à la non-importation des marchandiſes d'Angleterre, furent fidèles à leur promeſſe, & les aſſemblées du comité de convention, ſe tinrent régulièrement. Ce comité établit des officiers pour examiner les vaiſſeaux arrivans, & prononça des cenſures juridiques contre ceux qui refuſeraient d'obéir à ſes arrêtés; leurs noms furent imprimés dans les gazettes, comme ennemis de leur pays : enfin, les ordres de ce comité ne tardèrent pas à être reçus avec l'obéiſſance & le reſpect que l'on refuſait à toute autre loi. Les marchandiſes importées d'Angleterre, furent enfermées dans des magaſins pour en empêcher la vente; &, lorſque les magaſins ſe trouvèrent trop remplis, on les fit

ANNEE 1768.

ANNÉE 1769.

rembarquer pour Londres à mesure qu'elles arrivaient.

IV. Nouvelle assemblée ; les Actes qu'elle fit.

UNE nouvelle assemblée générale ayant été ouverte à Boston le 30 Mai 1769, en vertu des ordres du roi, elle envoya, avant de procéder à aucune autre affaire, un message au gouverneur pour lui déclarer que l'appareil de la puissance Britannique portait ombrage à l'assemblée, qui jugeait sa dignité & sa liberté lésées par la présence des troupes & des vaisseaux de guerre ; qu'ainsi, elle le priait d'éloigner de la ville, les forces de terre & de mer, pendant le temps des séances.

Le gouverneur ayant répondu qu'il n'avait aucune autorité sur les vaisseaux du roi, & sur les troupes qui étaient dans la ville, l'assemblée lui déclara que suivant les principes de la constitution, celui qui faisait les fonctions de gouverneur commandait tout le militaire ; qu'il était incompatible avec la nature du gouvernement Anglais, d'envoyer

des forces militaires pour donner de la vigueur à l'exécution des loix, & que lorſque tout un peuple ne veut pas qu'une loi ſoit exécutée, il eſt évident qu'elle eſt injuſte, & ceſſe d'être une loi pour lui, attendu qu'il doit donner ſon approbation aux loix, avant d'être obligé de leur obéir. En procédant à l'élection des membres du conſeil, la chambre eut ſoin d'exclure le lieutenant gouverneur, tous les autres officiers & encore les membres du conſeil précédent, qui pouvaient avoir quelque penchant à ſuivre d'autres volontés que celles du peuple.

ANNÉE 1769.

Elle déclara, le 8 juillet, que tout procès pour trahiſon, complicité de trahiſon, ou autre crime quelconque, devait être inſtruit & pourſuivi dans les lieux où le crime avait été commis, & que tranſporter des accuſés au-delà des mers, c'était anéantir les privilèges de tous ſujets Anglais, en leur enlevant le droit ineſtimable d'être jugés par un juré du voiſinage, & de produire leurs

ANNÉE 1779.

témoins. John Hancock fut nommé orateur de la chambre; mais le lieutenant gouverneur Hutchinson usa du pouvoir négatif qui lui était conféré par la chartre, & lui donna l'exclusion: il en informa le cabinet de Londres par des dépêches reçues le 8 avril 1770. Hancock avait mérité sa disgrace en offrant de renvoyer ses vaisseaux venant d'Angleterre, & d'en perdre le fret. Hutchinson mandait au lord Hillsborough, secrétaire d'état, qu'il n'avait pu obtenir le consentement du conseil, sur aucune proposition, pour empêcher que la ville de Boston n'usurpât les pouvoirs du gouvernement, & demandait une loi pour punir les confédérations.

Trois années s'étaient écoulées sans qu'aucune des taxes dont les Américains s'étaient si vivement offensés, eût été perçue. Mais ils voulaient une renonciation générale & formelle; on leur accorda cette satisfaction en 1770. La taxe sur le thé fut seule conservée, mais on en négligea la perception.

ANNÉE 1770.

Lettre du lord Hillsborough, alors ministre, au sujet des taxes.

LE lord Hillsborough écrivit aux colonies une lettre circulaire pour déclarer en termes précis, qu'il ne serait levé désormais aucune taxe sur les Américains sans leur consentement; mais la suite leur fit voir qu'il n'était plus possible de mettre aucune confiance dans l'administration de Londres, puisque les engagemens qu'elle avait contractés n'étaient d'aucune autorité. Ils ne pouvaient ajouter foi aux promesses du gouvernement, puisque pour les violer, il suffisait de les faire révoquer par un parlement vénal, après avoir renvoyé le ministre qui avait été l'agent immédiat de la convention nationale.

Traitemens faits aux officiers des douanes.

LES receveurs des taxes & des douanes étaient chassés & maltraités dans toute la Nouvelle-Angleterre. Le 18 mai 1770, la populace, qui par-tout se ressemble, ayant appris qu'un commis de la douane avait saisi, sous prétexte de contrebande, un petit bâtiment côtier venant de Conecticut, l'arrêta

ANNÉES 1770, 1771, & 1772.

le dépouilla, & le traîna dans toute la ville, à la queue d'une charrette, barbouillé de gaudron & couvert de plumes.

Les choſes reſtèrent dans le même état en 1771 ; il n'y eut point d'autres mouvemens qu'une oppoſition formelle aux officiers des douanes. Le gouverneur ayant envoyé, à ce ſujet, un meſſage à la chambre, elle répondit qu'elle ne connaiſſait point de commiſſaires des douanes du roi, ni de revenu qu'il eût le droit de lever en Amérique. Les mêmes diſpoſitions continuèrent en 1772.

V. Projet de rendre les juges dépendans de la Cour.

ALORS le cabinet de Londres voulant s'aſſurer du dévouement des juges de la cour ſupérieure de juſtice, & les obliger de condamner à l'avenir ceux qui feraient violence aux officiers des douanes, leur fixa des appointemens, afin de les rendre indépendans des octrois du peuple. L'aſſemblée vota une adreſſe au gouverneur, pour lui repréſenter que tous les gens éclairés étaient allarmés

de cette innovation, comme tendante à effectuer le système de servitude adopté par la cour de Londres, & étant une source de maux si funestes qu'on n'en pouvait faire l'énumération. Elle écrivit en même temps à tous les comtés de nouvelles lettres circulaires, où elle s'étendait sur les conséquences de cette infraction des privilèges de la chartre. ANNÉE 1772.

TROMPÉ par ses délégués, le ministère crut, sans doute, que les dispositions des peuples étaient changées, lorsqu'en 1773 il fut permis à la compagnie des Indes orientales d'exporter son thé dans les colonies, chargé d'un droit excessif que le parlement imposa; il mit aussi des impôts sur le carton & le papier, sur le plomb, les ouvrages de verre & les couleurs à peindre. La vigueur avec laquelle toutes les provinces s'opposèrent à ces taxes indirectes, devait ouvrir les yeux des ministres. Acte d'imposition sur le thé, le papier, les cartes, &c. 1773.

LES plus puissans & les plus éclairés

ANNÉE 1773. Sentimens des Américains à l'égard de la Métropol.

d'entre les Américains, assuraient dans des écrits publics, que si la Métropole renonçait à l'injuste prétention de leur imposer des taxes à son gré, & s'ils étaient requis comme hommes libres, on les trouverait disposés à faire de nouveaux sacrifices; mais dès l'an 1759 le docteur Franklin avait adressé des représentations vigoureuses sur le danger de lever des impôts dans l'Amérique septentrionale : ces mémoires attestent que s'ils n'y avait encore aucun projet formé de secouer le joug de la Métropole, il existait du moins une tendance générale vers l'affranchissement & l'indépendance.

Ils offraient de venir au secours des finances Britanniques par des contributions volontaires & conformes à leurs facultés, pourvu que ces contributions fussent appliquées à l'avenir, à remédier à la détresse publique; que les sommes qu'ils consentiraient à donner, & les propres fonds d'amortissemens levés en Europe, ne fussent plus dissipés en des

dépenſes oppreſſives, & en eſſais de corruption; que ces ſommes enfin, fuſſent appliquées à racheter la dette de la nation. Mais il ne faut point ſe laiſſer tromper par ces écrits; l'Amérique ſeptentrionale connaiſſait ſon pouvoir & le déſavantage d'une reconciliation; chacun ſentait que quand même on accorderait aux colonies le droit de ſe faire repréſenter dans le parlement, qu'elles demandaient avec inſtance, la voix de leurs députés ſerait étouffée ſans ceſſe par la majorité vendue au parti des miniſtres; on était convaincu que les liaiſons avec la Grande-Bretagne, qui avaient ſervi à l'établiſſement de tant de grandes colonies, n'étaient plus néceſſaires à leur proſpérité, qu'il ſuffiſait qu'elles fuſſent unies entr'elles. Pluſieurs même de ceux qui entraînaient le ſuffrage de la multitude, ſoutenaient que ces anciennes liaiſons n'avaient été d'aucune utilité aux colonies. Le commerce qui nous enrichit, diſaient-ils, conſiſte dans les choſes de premier beſoin,

ANNÉE 1773.

ANNÉE 1773.

& nous aurions trouvé la vente de ces objets dans toute l'Europe dès le moment que nous avons commencé de les poſſéder en abondance. Il eſt convenable ſans doute que de petites îles ſoient gouvernées par un royaume; mais il eſt abſurde de vouloir qu'un continent ſoit gouverné par une île; de même qu'elle ne peut pas nous conquérir, il lui eſt impoſſible de nous gouverner. L'Angleterre appartient à l'Europe, & l'Amérique à elle-même : tôt ou tard l'Amérique doit être indépendante de l'Angleterre, & le moment eſt arrivé : la poſtérité ne pourra pas comprendre comment on nous a retenu tant d'années dans cet état de ſoumiſſion & de perplexité, qui nous réduit à traverſer quinze ou dix-huit cents lieues pour aller ſolliciter une puiſſance ſi diſproportionnée, ſi éloignée de nous, qui nous connaît ſi mal, à lui préſenter des ſuppliques auxquelles elle ne daigne pas répondre. Ne ſouffrons plus un ſi ſanglant affront; s'il durait plus long-

temps, l'hiſtoire des nations daignerait à peine nous compter au rang des hommes. ANNÉE 1773.

De tels diſcours adreſſés à des républicains naturellement vifs & impatiens du joug, devaient faire une grande impreſſion; ils la firent, & les repréſentations n'ayant point eu d'effet à Londres, les colonies ſe déterminèrent à employer la force.

PLUSIEURS navires chargés de thé des Indes orientales étant arrivés, le peuple s'attroupa & ſe rendit chez les conſignataires chargés d'en faire la vente, caſſa les vitres & commit d'autres excès. Un coup de mouſquet, tiré de la maiſon du ſieur Clarke ſur pluſieurs perſonnes attroupées, excita leur vengeance; la maiſon fut enfoncée & pillée, & le peuple en fit autant chez les autres prépoſés à la diſtribution du thé. Le gouverneur ayant demandé au conſeil ſon aſſiſtance pour en favoriſer le débarquement, le conſeil ne

Attroupemens & délibération du peuple.

ANNÉE 1773.

voulut prendre aucune mesure. Le 29 novembre, après l'arrivée de plusieurs vaisseaux chargés de thé, le peuple de Boston & des villes voisines, tint une assemblée, & la continua par ajournement au lendemain; & ce qui est étonnant, c'est que dans cette multitude il n'y eut aucun désordre, aucune confusion; elle semblait éclairée par la raison; elle prit des résolutions sages: les conseils les plus fermes & les plus prudens y furent écoutés & suivis. Il y fut arrêté d'une commune voix que le thé ne serait pas débarqué, que les propriétaires & les capitaines des vaisseaux en répondraient, & seraient obligés de rapporter leurs cargaisons en Angleterre, que toutes les villes de la province, & même celles des autres colonies, seraient invitées à tenir la même conduite. Les habitans de Philadelphie, de Charlestown & de New-York, adoptèrent ces résolutions; elles furent imprimées & envoyées, tant en Angleterre que dans tous les ports de l'Amérique.

Le vaiſſeau le Darmouth, chargé de thé, était alors dans le port de Boſton; les habitans ſommèrent le gouverneur de le renvoyer à Londres. Sur ſon refus ils ſe rendirent à bord, & jetèrent tout le thé à la mer, ſans faire aucun autre dégât. Le navire *la Polly*, fretté par la compagnie des Indes, fut renvoyé de Philadelphie avec ſa cargaiſon; le peuple de Charles-town obligea de partir un autre vaiſſeau chargé de deux cents cinquante-ſept caiſſes de thé. Le comité de correſpondance qui s'était formé, entretint, dès ce moment, une garde militaire & un guet chaque nuit, pour empêcher que l'on ne débarquât une ſeule caiſſe de thé. Ce comité était chargé de l'exécution des réſolutions que le peuple avait priſes avant de ſe ſéparer.

Année 1773.

Progrès de l'*uſurpation*, ou réſiſtance.

Les conſignataires furent obligés de ſe retirer au château Guillaume ☆; alors

☆ Willam's Caſtle.

ANNÉE 1773.

le comité s'adreſſa directement aux propriétaires ou aux capitaines des vaiſſeaux, & leur ordonna de faire repartir leurs vaiſſeaux; mais ceux-ci n'ayant pu obtenir leur acquit de la douane, ni un paſſeport pour ſortir de Boſton, la chambre qui ſe trouvait aſſemblée, ſe leva, criant au peuple, au peuple! & ſortit de la maiſon-de-ville. A l'inſtant la populace monta à bord de trois vaiſſeaux qui étaient ancrés près des quais, & jetta leurs cargaiſons à la mer.

Le gouvernement aigrit le mal par les précautions qu'il prit. Il fit venir des troupes, & leur diſtribua des cartouches; le général Haldiman plaça devant ſa porte deux pièces de canon, & le gouverneur Hutchinſon pourvut avec encore plus d'appareil à la garde de ſa perſonne. L'amiral Montague arma ſes vaiſſeaux, & en fit une ligne ſur les côtes. On annonçait publiquement l'arrivée d'un renfort de troupes & de vaiſſeaux deſtinés à faire rentrer les colons dans le devoir; mais offenſés de

de ces menaces, & de ces préparatifs de guerre en temps de paix, les habitans ajoutèrent à leurs compagnies franches une compagnie d'artillerie.

ANNÉE 1773.

VI. Châtiment de John Malcom

EN ce temps-là John Malcom, officier des douanes, s'attira une rude punition : malgré les exemples que le peuple lui avait donnés, il eut la hardieſſe de ſaiſir un vaiſſeau dans le port de Falmouth. Ce mépris des jugemens du peuple, lui mérita le châtiment ordonné depuis quatre ans pour cette eſpèce de crime ; il fut arrêté par la multitude irritée ; on le couvrit de goudron & de plumes, mais on eut le ménagement de ne pas le dépouiller : il fut expoſé en cet état, pendant trois jours, aux huées de la populace. Ce châtiment exemplaire ne calma point le caractère véhément de ce maltotier anglais ; il eut l'imprudence de s'expliquer avec mépris, ſur le traitement qu'il avait reçu, diſant que le Roi & le Parlement, lui feraient bientôt raiſon de cette canaille. Ces propos

ANNÉE 1774.

indignèrent contre lui tout le peuple ; & l'on n'attendait qu'une occaſion de le punir, avec plus d'éclat & de ſévérité, qu'il ne l'avait été la première fois. Malcom ne tarda pas à faire naître cette occaſion. Il avait offenſé quelques temps auparavant un marchand de la ville, & l'ayant rencontré le 25 Janvier 1774, la querelle recommença ; il traita le marchand avec beaucoup d'inſolence, & y mit le comble, en le frappant de ſa canne. Cette violence excita l'attention des juges de paix, ainſi que la colère du peuple ; un ordre fut donné contre lui, mais le conſtable * ne pouvant pas le trouver, la populace environna ſa maiſon dans l'après-dînée ; les fenêtres ayant été briſées, il vint, l'épée à la main, pour repouſſer les aſſaillans, qui n'avaient d'autres armes que leurs bras, & il en bleſſa pluſieurs. Les boſtoniens modérés juſques

* Sergent ou exempt, chargé de l'exécution des *Warrants*, ou décrets.

dans leur vengeance, entrèrent en foule dans sa maison, l'attachèrent à une corde & le descendirent par la fenêtre, dans une charrette, où après avoir mis ses habits en piéces, ils lui goudronnèrent la tête & le corps tout entier, l'emplumèrent & le traînèrent par la grande rue & dans les principaux quartiers, d'où ils le ramenèrent aux pieds du gibet, l'attachèrent à la potence, le fouettèrent de verges & l'obligèrent de remercier de n'être point pendu. Après cette exécution, le peuple le ramena chez lui, sans lui faire d'autre mal.

ANNÉE 1774.

Jugement populaire contre le gouverneur Hutkinson, & Wederburne, son ami.

LE mécontentement de la populace n'agissait encore que dans les villes; il agissait seul & sans guides connus; il parut s'appaiser après le départ des navires chargés de thé, & peut-être la résolution prise par les plus sages d'entre les Anglo-Américains, de se séparer de la Métropole, n'aurait point encore éclaté; mais Hutchinson, qui gouvernait

ANNÉE 1774.

Boſton, cachant ſa dureté & ſes vengeances, ſous prétexte de ſauver la dignité de l'Angleterre & du Parlement, chargea de délations tout ce qu'il avait d'ennemis. Il n'avait pas ſçu ſe faire aimer dans la colonie; la liſte des proſcrits était nombreuſe. Le peuple en ayant eu connaiſſance, il fut ordonné à Philadelphie, par le comité qui s'y était formé, que l'effigie de ce gouverneur & celle de Wederburne, ſon conſeil & ſon confident, ayant devant & derrière des écriteaux chargés d'inſcriptions, où ſeraient rappellés leurs crimes envers le peuple, ſeraient promenées ſur un tombereau, & enſuite attachées à un gibet ſur la place publique, où elles reſteraient expoſées pendant deux heures. L'exécution fut faite le 3 Mai 1774; & la fureur du peuple y ajouta tout ce que peut inſpirer la vengeance; on dreſſa un bûcher au pied de la potence, & lorſque les effigies y furent jettées, les acclamations retentirent dans toute la ville.

Malgré cet éclat, malgré les précautions prises dans toutes les provinces, pour former une confédération générale, la cour de Londres persévera dans sa résolution de réduire les colonies par la rigueur. ANNÉE 1774.

Le premier Février, à la rentrée des sessions, l'assemblée de Boston fit venir le chef de justice, Pierre Oliver, & les quatre membres de justice de la cour supérieure, & leur demanda s'ils entendaient recevoir les octrois de l'assemblée générale pour leurs émolumens, ou les accepter de la couronne. Les quatre juges repondirent qu'ils désiraient recevoir leurs salaires de la province; mais Oliver, dévoué au gouverneur, Oliver qui avait été distributeur du papier timbré, répondit qu'il continuerait de recevoir ses apointemens de la couronne. Accusations de l'assemblée contre Pierre Oliver, chef de justice.

Sur cette réponse, la chambre représenta au gouverneur, que Pierre Oliver ayant reçu son salaire sur un

ANNÉE 1774.

revenu levé injuſtement, & étant déterminé à continuer de le recevoir de la même manière, ſe montrait ennemis de la conſtitution, & était dès-lors incapable de ſa place. Le gouverneur perſiſtant à la lui conſerver, on dreſſa un plan d'accuſation contre lui ſur pluſieurs chefs. Le premier était d'avoir trahi la confiance attachée à ſon office, & les droits conſtitutionnels de la province, en acceptant un ſalaire de la couronne, pour des ſervices miniſtériels qui roulaient également ſur lui. L'arrêté pour former cette accuſation, paſſa à la pluralité de quatre-vingt-douze voix contre huit.

La chambre ajourna ce juge royal à comparaître le 22 Février, & ſomma le gouverneur d'aſſiſter au jugement : ce dernier s'y refuſa, diſant qu'il ne reconnaiſſait ni en lui, ni dans le conſeil, l'autorité néceſſaire pour juger le chef de juſtice; mais voyant que malgré toute la réſiſtance qu'il pouvait apporter, la chambre en viendrait à

ſes fins, il prit le parti de diſſoudre l'aſſemblée dans les derniers jours du mois de Mars 1774. ANNÉE 1774.

Il ſavait que dans ces momens, le parlement prenait connaiſſance des troubles de l'Amérique, & ne cherchait qu'à gagner du temps. La grande queſtion du droit de taxation avait été renouvellée au mois de Février. Le lord Barrington demandait dans la chambre des pairs, que l'on jugeât ſur le vu des pièces; on s'élevait dans la chambre des communes contre les voies de rigueur; mais le lord North, porteur des meſſages du Roi, voulait que l'on reprimât les déſordres; & après de longues diſcuſſions, ſon parti l'emporta. Le parlement ordonna, conformément à la propoſition de ce lord, qu'il ſerait dreſſé un bill, pour rappeller les officiers des droits royaux, & fermer le port de Boſton. Interdit du port de Boſton.

Ce bill, prêt à paſſer en loi, allarmait toute l'Angleterre; la mère patrie

ANNÉE 1774.

en souffrait plus de préjudice, que la colonie que l'on voulait punir; on calculait la perte des manufactures Britanniques, dont le commerce ouvert avec les colonies, faisait subsister en Angleterre plus de cent mille chefs de famille; mais en vain les négocians présentèrent des mémoires, le lord North fit faire la seconde lecture du bill contre Boston.

Les Américains qui se trouvaient alors à Londres, firent à la chambre des pairs des remontrances, pour faire révoquer un ordre si funeste. Benjamin Franklin, & Arthur Lée, furent chargés de les présenter. Ils réclamaient les droits de sujets Anglais, violés à l'égard de la ville de Boston, punie par l'autorité du parlement, pour de prétendues offenses publiques commises hors de sa juridiction; punie dans une forme illégale & sans avoir été entendue.

« Il serait à craindre, disaient-ils, » qu'une rigueur excessive & déplacée,

» n'affectât vivement nos concitoyens, » & n'éteignît leur affection pour la » Grande-Bretagne. L'attachement de » l'Amérique doit finir, où commencera » l'injuſtice de la Métropole ». Ces remontrances n'eurent point de ſuccès ; le bill paſſa à la pluralité des voix, lors de la troiſieme lecture, & le Roi y ayant donné ſanction de loi, nomma gouverneur de Boſton, le chevalier Thomas Gage, déjà commandant en chef de ſes troupes en Amérique. ANNÉE 1774.

Cette Ville n'eut connaiſſance du bill pour fermer ſon port, que par l'arrivée du nouveau gouverneur, & les peuples de Maſſachuſet n'en connurent les diſpoſitions, que quinze jours avant ſon exécution.

Il fallait donc que, pour faire ceſſer toute diviſion entre la colonie & la Métropole, les colonies conſentiſſent à voir détruire leurs anciennes chartres, à ſe voir enlever leur argent ſans réclamation, à être privées de la ſûreté perſonnelle qui réſulte des jugemens

ANNÉE 1774.

par jurés, & des tribunaux dont les juges ſont indépendans de toute autre pouvoir que celui de la loi. De tels ſacrifices ne pouvaient être faits ſans ſe plaindre, ſans murmurer & ſans faire réſiſtance. Il ne reſtait aux colonies aucune voie de conciliation ; car en abandonnant leurs droits les plus ſacrés, il eſt incertain qu'elles euſſent obtenu la paix, même à ce prix, ſi elles n'avaient encore conſenti à ſubir le joug de l'autorité militaire.

Les Américains deſiraient, au contraire, ſe dégager de leurs anciennes chaînes, & ſe rendre indépendans ; mais la politique, ni l'équité n'avaient point de reproches à leur faire ; ils n'avaient fait de pas vers la rebellion, qu'autant que le gouvernement en avait fait vers le pouvoir arbitraire.

On ſe flattait à Londres, que l'interdit de Boſton, diviſant le commerce de cette grande ville entre les villes voiſines, ſerait une ſource de jalouſies & de rivalités dans la Nouvelle-Angleterre, &

que le pouvoir absolu profiterait de ces dissensions pour s'affermir. Le gouvernement mettait en usage la grande maxime : *Divise pour régner.* Il espérait que l'envie que d'autres colonies portaient autrefois à la province de Massachuset, se réveillerait, & qu'elles ne tarderaient pas à se réjouir du châtiment de cette province si fière ; il se persuadait que les peuples effrayés, se hâteraient de séparer leurs intérêts de ceux d'une colonie frappée d'anathême, & que cet interdit, destiné à détruire l'accord qui existait entre les villes & les comtés de la Nouvelle-Angleterre, servirait encore à empêcher l'union qu'elle paraissait desirer avec les autres colonies.

ANNÉE 1774.

Les méditations de l'iniquité sont infinies ; elles étonnent la prudence du sage, & malheureusement l'histoire lui en offre rarement d'aussi profondes sur la justice & sur la liberté. S'il ne jouit pas souvent de cette satisfaction, les mémoires que j'écris lui offrent du moins des consolations : la vertu, le courage

ANNÉE 1774.

des peuples y déconcertent par-tout l'attente d'une politique cruelle. Les vexateurs y ſont trompés dans tous leurs projets; ils comptaient ſur les diviſions que sèment les intérêts particuliers; ils croyaient connaître parfaitement les hommes, parce qu'ils ſe les repréſentaient tous méchans & corrompus intérieurement comme eux. Ils croyaient ne jamais s'égarer en établiſſant leurs calculs ſur le principe devenu trop général de la perverſité humaine. Mais tout contrariait leurs ſyſtêmes, les ſacrifices de l'ambition, de la fortune, du repos, du plaiſir, ſont ceux que les Américains voulaient faire à la liberté. Ils ſavaient que leurs ſouffrances ſeraient paſſagères, & le bonheur durable. Leurs ames étaient pures, & n'étaient point agitées par d'autres ſentimens que ceux qui éclataient dans leurs diſcours; leurs cœurs étaient pleins de courage & de perſévérance : ce n'était pas de la jalouſie qu'il y avait entre les villes de Boſton, New-York, Charles-town &

Philadelphie, c'était une émulation utile. Aussi-tôt que les habitans de Boston commencèrent à être malheureux & opprimés, tout le continent ne se trouva peuplé que de leurs amis. Ces évènemens fournissent de grands sujets de réflexion aux vrais philosophes : ce n'est point un petit nombre d'hommes, ce ne sont ni des nobles, ni des savans, ce sont des nations entières qui montrent de la vertu. ANNÉE 1774.

Jamais, avant cette époque, les hommes n'avaient montré tant d'unanimité dans leurs résolutions. Les arts & les plaisirs de l'imagination & du luxe énervent les peuples que l'on appelle policés, & ne laissent entre les mains des particuliers, habitués à tout craindre, & jusqu'à la fatigue & la gène, aucun moyen de résister & de se défendre, aucune prudence, aucune fermeté dans les délibérations ; chacun consulte l'intérêt particulier de ses jouissances & de son repos : la cause publique s'anéantit devant la crainte d'une souffrance

ANNÉE 1774.

passagère. Il n'en était pas ainsi parmi les Anglo-Américains, la Métropole les attaquait par tous les moyens violens que suggère l'idée de la puissance, & ils employaient à se défendre le courage que donnent les bonnes mœurs.

ANNÉE 1774.

LIVRE TROISIEME.

ARRIVÉE du général Gage ; formation du Congrès général, ses délibérations ; bill du Canada ; débats du parlement ; journée de Lexington.

I. Disposition générale des peuples, & des Bostoniens en particulier.

A LA nouvelle de l'interdit de Boston, les peuples firent éclater, par-tout, le même ressentiment, & parurent oublier toute modération. Dans chacune des assemblées qui se tinrent sur le continent, on adopta des moyens de toute espece pour marquer l'horreur que cet acte de rigueur inspirait, & la ferme résolution où l'on était d'en empêcher l'effet.

Quoique le temps manquât aux Bostoniens, ils se préparerent à la résistance avec une audace que l'on ne devait pas attendre de leur situation ; ils retinrent les vaisseaux appartenans à l'Angleterre & aux Isles anglaises ; ils se disposerent, dès-lors, à prendre les armes pour la

ANNÉE 1774.

défenſe de leurs droits & de leurs priviléges ; ils réſolurent de ſuſpendre tout commerce d'exportation & d'importation avec les trois royaumes & les iſles, & d'ouvrir leurs ports à toutes les autres nations, juſqu'à la révocation des bills & la levée de l'interdit.

Arrivée du général Gage.

LE général Gage, qui s'était chargé de faire exécuter cet acte de punition, à l'accompliſſement duquel toute la puiſſance de l'Angleterre ne devait pas ſuffire, parut devant le fort Guillaume, le 15 Mai 1774, & débarqua le même jour à Boſton. Il voulut ſe faire annoncer comme l'ange de la terreur ; ceux qui l'accompagnaient, publièrent qu'il précédait ſix mille hommes & une eſcadre qui bloquerait la baie. Ces menaces, loin d'inſpirer de la crainte, augmentèrent la haine & le mépris, & ne contribuèrent pas à faire bien recevoir la proclamation, par laquelle le roi d'Angleterre & le parlement accordaient deux mois aux habitans de Boſton, pour ſe ſoumettre

ſoumettre aux bills, paſſé lequel temps, l'interdit ſerait mis à exécution. La riſée fut générale aux mots de *clémence du ſouverain*, qui commençaient la proclamation; on y répondit par les ironies les plus amères, & telles que cette grande querelle en a ſouvent fait éclater dans les libelles Américains. On annonçait, dans les papiers publics, qu'à défaut de vaiſſeaux de guerre ſuffiſans, le général Gage propoſait l'entrepriſe, au rabais, d'une chaîne de fer de dix-huit lieues de longueur, pour fermer la baie de Maſſachuſet; ailleurs, on avertiſſait que le Roi envoyait ſoixante vaiſſeaux mouiller ſur une ligne, depuis le cap Cod, juſqu'au cap Anne, qui ſont aux deux extrémités de la baie. ANNÉE 1774.

Si le général Gage avait eu plus de talens, au lieu de chercher à inſpirer de la crainte, il ſe ſerait annoncé comme un pacificateur, comme un homme qui, revêtu d'une grande puiſſance, ne voulait employer d'autres armes que la douceur & la conciliation. Il avait épouſé

ANNÉE 1774.

une Américaine; il avait commandé les troupes sur les frontières de la Nouvelle-Angleterre, il pouvait tirer avantage de ces circonstances pour se ménager des ouvertures auprès de ceux qui avaient la confiance du peuple, & les attirer à lui par des caresses & des préférences. « Nous sommes tous, leur aurait-il dit, » sujets Britanniques; vous ne prétendez » pas abjurer cette qualité, que tant de » grands hommes ont rendue honorable. » Loin de nous toute idée de rebellion; » je ne vois point ici de révoltés, je ne » vois que des amis qui se plaignent. Si » vous ne voulez que le juste redressement de vos griefs, le roi & le parlement sont prêts à vous entendre; » mais il faut vous les rendre favorables » par quelques témoignages de respect » & de soumission; je serai moi-même » le plus zélé défenseur de vos droits: » que tardons-nous à nous réunir sous » l'étendart d'une heureuse réconciliation » ?

Ce langage & les mesures adroites

qu'il ſuppoſe, auraient pu retenir encore long-temps ceux qui faiſaient agir le peuple de Boſton. La cour & le Parlement auraient pu profiter de ces momens pour s'éclairer ſur leurs véritables intérêts, & ramener tous les eſprits par une conduite équitable & ſoutenue. Mais Gage était plus ambitieux qu'éclairé ; c'était dans les combats qu'il voulait trouver ſa gloire ; & pour le rendre heureux, il fallait la guerre civile.

ANNÉE 1774.

Les provinces qui avaient déclaré faire cauſe commune avec les Boſtoniens, ajoutèrent bientôt pluſieurs réſolutions à celle de ceſſer tout commerce avec l'Angleterre ; elles arrêtèrent, que toute correſpondance ſerait ſuſpendue avec les colonies continentales qui refuſeraient d'embraſſer leur parti, & qu'aucune cour de juſtice n'admettrait les demandes des créanciers demeurans en Angleterre, juſqu'à la révocation de l'interdit de Boſton. Le Maryland donna l'exemple, la province de Virginie, les deux Carolines, la

Révocation des privilèg. de Boſton ; tranſlation de l'aſſemblée, des tribunaux, & des offices publics à Salem.

ANNÉE 1774.

Nouvelle-Yorck & le Jerſey, s'y conformèrent avec zèle. Le premier Juin, jour où devait commencer l'interdit de Boſton, fut par-tout un jour de deuil & d'auſtérité. Le port fut bloqué par les vaiſſeaux de guerre, & le quatrième régiment arrivé ſur les vaiſſeaux de tranſport, campa dans la plaine. Le Chevalier Gage contemplait, ſans frémir, cette triſteſſe générale, qui ne pouvait précéder que des jours de vengeance : il tranſféra la douane à Plimouth, & le bureau des commiſſaires & les aſſemblées, à Salem. Salem, cette petite ville où l'on préférait la patrie aux richeſſes, où l'on refuſait l'abondance & les tréſors du commerce, qu'il fallait acheter par la ruine des Boſtoniens & le mépris de la liberté. A la nouvelle de l'interdit, la premiere démarche des habitans de Salem, fut de décider entr'eux qu'ils ne donneraient aucun logement aux Boſtoniens qui auraient la lâcheté d'abandonner leur ville dépouillée de ſes priviléges.

Offenſé de cette réſiſtance, le Cheva-

lier Gage se promettait d'en punir encore la ville de Boston, d'où partaient, disait-il, ces idées de mutinerie, comme si l'amour du bien public & le mépris de l'intérêt privé, pouvaient être le fruit des conseils, & pouvaient se persuader à ceux qui ne trouvent point ces sentimens en eux-mêmes. Il voulait investir Boston du côté de la mer; il fit encore des efforts pour priver cette ville, quand il le voudrait, des secours qui pourraient lui venir des terres; il fit poster, à toutes les avenues, des soldats, & plaça une garde particulière à l'isthme de Boston, tant pour empêcher la désertion de ses troupes, que pour s'assurer de ce passage étroit qui joint la péninsule de Boston, au reste du continent. ANNÉE 1774.

Ces voies de fait révoltèrent tous les esprits, & le comté de Worcester envoya offrir aux Bostoniens, dix mille hommes pour les délivrer de leurs tyrans; ajoutant que quelques résolutions qu'ils prissent dans ces malheureuses conjonc- Mesures du peuple & de l'assemblé

ANNÉE 1774.

tures, l'assemblée de Worcester protestait, dès-lors, contre toute délibération qui attenterait aux libertés dont les provinces de l'Amérique jouissaient depuis leur fondation. Les chartres de la Nouvelle-Angleterre étaient annullées, tout pacte avec la Métropole était détruit; les colons se regardaient comme rentrés dans le droit naturel de s'armer pour leur défense & de pourvoir à leur sûreté. Ils se décidèrent à repousser la violence par la force; les membres du conseil de Boston élurent des députés & les envoyèrent au général Gage, pour lui déclarer que son administration ne serait heureuse & durable, qu'autant qu'il rétablirait les priviléges de la colonie, & ferait contraster sa conduite avec celles de ses prédécesseurs, auxquels la province attribuait tous les malheurs dont elle était désolée. Ils ajoutaient, que les peuples se bornaient à réclamer les droits de citoyens Anglais, sans restriction, & que le conseil de la province étant dans l'obligation indispensable de main-

tenir ces droits, il devait y appliquer ſes plus grands efforts, ſans que, pour cela, il crut manquer à la fidélité qu'il devait à la couronne, ni à ſes prérogatives. ANNÉE 1774.

Cette hardieſſe, que le nouveau gouverneur n'avait point prévue, enflamma ſon courroux; il interrompit l'orateur & congédia les députés, en leur faiſant des menaces. Le caractère iraſcible eſt celui que les envoyés de l'ancien monde, dans le nouveau, adoptent le plus volontiers; ils croient reſſembler, dans leur colère, à des dieux irrités, & que la véhémence de leurs expreſſions donne une grande idée de leur puiſſance; ils ne veulent pas ſe reſſouvenir que les armes qui ſervent au caprice des chefs, ont ſervi, quelquefois, la vengeance des ſujets. Le gouvernement Anglais n'inſpirait plus de frayeur en Amérique; en vain le chevalier Gage écrivit aux républicains dont il avait interrompu le meſſage, qu'il regardait leur démarche comme une inſulte faite au roi, & aux lords de ſon conſeil, & comme un affront fait à lui-

ANNÉE 1774.

même ; on ne lui fit point de réponſe, & l'on ne s'occupa plus que des moyens de réſiſter.

Il n'y avait point de temps à perdre, l'ordre était donné pour convoquer à Salem, l'aſſemblée de la province, & l'exécution de cet ordre aurait empêché le ſuccès de toute délibération favorable à la liberté. On ſe hâta de déclarer que ſi le gouverneur pouvait, ſans contrevenir à la chartre, convoquer l'aſſemblée générale en tel lieu qu'il jugerait à propos, ce pouvoir était ſubordonné à la condition de conſulter dans ſon choix, le plus grand bien du peuple ; on ajoutait que la ville de Boſton avait toujours été regardée comme le lieu le plus convenable pour la convocation des repréſentans du peuple, & qu'aucune néceſſité n'exigeait de changement ; qu'au contraire on devait regarder ce changement, comme une entrepriſe ſur la liberté des membres de l'aſſemblée, un projet préjudiciable, une léſion publique.

NÉANMOINS le gouverneur convoqua l'assemblée à Salem. A peine y fut-elle rendue, qu'elle prit un arrêté pour déclarer qu'il paraissait indispensable de former une assemblée générable des comités des diverses colonies; elle nomma un comité représentatif de la province, & vota une somme assez forte pour mettre ce comité en état de remplir les obligations qui lui étaient imposées. Le gouverneur ayant refusé de concourir à ces arrêtés, & sur-tout au dernier, l'assemblée en fit un autre pour recommander aux différentes villes & districts, de lever la somme qui avait été votée : cet arrêté eut force de loi, & ne trouva point de réfractaires.

ANNÉE 1774. II. Assemblée de Salem.

Enfin, l'assemblée prévoyant sa dissolution prochaine, se hâta de donner aux peuples, des instructions sur la résistance qu'ils devaient apporter aux actes oppressifs du parlement; elle leur recommanda, sur-tout, de donner beaucoup d'encouragement aux manufactures de l'Amérique.

ANNÉE 1774. Sa dissolution.

MALGRÉ les précautions prises par les personnes chargées de rédiger ces instructions, le gouverneur en fut averti, & le jour même où l'affaire fut rapportée, il envoya son secrétaire à l'assemblée pour la dissoudre sur-le-champ. Les portes étaient fermées; on refusa de les ouvrir, & le secrétaire fut obligé de lire, sur l'escalier, (le 17 Juin), la proclamation qui annonçait la dissolution de l'assemblée générale. C'est ainsi que cessa la dernière assemblée tenue dans la province de Massachusset, suivant les constitutions portées dans sa chartre.

J'ai oui dire souvent que le chevalier Gage, au lieu de dissoudre l'assemblée, aurait dû la faire enlever par un corps de troupes, & envoyer tous les membres qui la composaient, à Londres; que, par ce moyen, il aurait attaqué la rebellion dans ses racines, & conservé l'Amérique à la couronne d'Angleterre. Ceux qui connaissent mieux les principes du gouvernement d'Angleterre, ne peuvent concevoir qu'avec effroi, l'idée

d'enlever & d'embarquer tout le corps législatif d'une province ; ils pensent que le chevalier Gage n'aurait pu venir à bout d'une entreprise si contraire aux principes de la nation, & qu'il aurait causé inutilement une grande sédition. Les esprits étaient dans une extrême fermentation ; l'indignation exaltant le courage des moindres Plébéiens ; ils auraient exterminé les soldats que le gouverneur réservait pour des occasions moins dangereuses. Dès le lendemain, dix-huit Juin, les négocians & francs tenanciers de la ville de Salem, lui présentèrent une adresse. Les sentimens généreux que cette pièce renferme, méritent d'être connus.

ANNÉE 1774.

Déclaration des habitans de Salem.

« NOUS sommes pénétrés, disaient-ils, » de la compassion la plus tendre, à la » vue des maux qui vont s'accumuler » sur nos frères qui habitent la capitale, » & nous espérons que votre excellence » fera ses plus sérieux efforts pour em- » pêcher tout ce qui pourrait multiplier

ANNÉE 1774.

» les fléaux déjà si redoutables sous les-
» quels gémissent ces infortunés. En
» fermant le port de Boston, on a cru
» que le cours du commerce pouvait être
» amené vers nous & tourné à notre
» avantage ; mais par la formation
» même de notre port, la nature nous
» a défendu toute rivalité de commerce
» avec cette ville, qui en est le centre
» naturel ; & indépendamment de cette
» circonstance, il faudrait que nous n'eus-
» sions aucune idée de justice dans l'es-
» prit, aucun sentiment d'humanité dans
» le cœur, pour penser à élever notre
» puissance & notre prospérité, sur la
» ruine de nos voisins opprimés ».

Comparez les sophismes de l'éloquence vénale, à la sagesse de cette remontrance, aux sentimens qu'elle exprimait avec une si noble simplicité. Si quelque chose pouvait éclairer un gouvernement oppressif, cette adresse devait le faire. Le jour où elle parvint à Londres, devait être le jour de la paix & de la liberté, de la constitution rétablie ; mais le plan

était arrêté, on voulait l'aſſerviſſement de l'Amérique, la ſuprématie illimité de la Métropole, ou plutôt, le malheur de toutes deux. ANNÉE 1774.

Il s'était déjà formé dans toutes les provinces, des congrès particuliers ſous le titre de conventions provinciales; ils avaient établi un comité à Boſton, pour diriger les colonies & former inceſſamment un congrès général, qui devait repréſenter & gouverner déſormais toutes les provinces. D'abord, le chevalier Gage fit de vaines tentatives pour empêcher cette confédération; il publia enſuite des proclamations dans leſquelles il aſſurait que, « par tendreſſe pour les » Américains, il ne pouvait s'empêcher » de leur montrer l'énormité de leurs » crimes paſſés, & les châtimens qui » devaient punir le deſſein prémédité de » haute trahiſon, dans lequel ils allaient » s'engager ». Il en vint, bientôt après, à faire employer par ſes agens, les promeſſes & les flatteries, pour gagner Progrès de la confédération.

ANNÉE 1774.

quelqu'uns de ceux qui avaient de l'aſcendant ſur le peuple, mais il était trop tard. Il faiſait, en même-temps, les menaces les plus terribles à ceux qu'il ſoupçonnait de faibleſſe, & qu'il croyait pouvoir effrayer. Ces reſſources devenaient impuiſſantes; de tous côtés on ſe préparait à la guerre. Ce fut à cet inſtant qu'on reçut dans les colonies, le précis du bill, pour l'établiſſement des troupes en Amérique, & d'un nouveau bill contre la province de Maſſachuſet; ils y comblèrent la meſure du mécontentement & de l'indignation. Les hommes les plus modérés, ceux qui, juſques-là, avaient paru chanceler dans leurs réſolutions, adoptèrent, tout-à-coup, le parti de la réſiſtance. L'intérêt particulier ſe tut; chacun paraiſſait convaincu que la néceſſité avait fait une loi de fermer les ports au commerce de l'Angleterre, & de les ouvrir à toutes les autres nations. Par-tout on tenait des aſſemblées, on prenait des réſolutions; toutes ces aſſemblées recommandaient au peuple, d'en-

voyer du ſoulagement aux habitans de Boſton ; il arrivait dans cette ville, de toutes les parties de l'Amérique, des lettres, où l'on joignait aux plus vives expreſſions, d'une affection compatiſſante, de puiſſantes exhortations à perſévérer dans le parti de la réſiſtance.

Cependant les dépêches apportées de Londres, par le vaiſſeau le Scarborough, donnaient au général Anglais, aſſez de pouvoirs pour hâter ſes diſpoſitions militaires ; le cinquante-neuvième régiment arrivé d'Halifax, & les Gallois qu'il s'empreſſa de tirer de New-York, vinrent augmenter ſon armée ; toutes les routes de Boſton étaient déjà fermées du côté des terres, & le port fut bloqué dans toutes ſes iſſues. Alors le comité de Boſton fit un acte qu'il intitula : *ligue & conventions ſolemnelles*, par lequel tous ceux qui ſe liguaient, s'engageaient à ſuſpendre tout commerce avec les états Britanniques, à compter du 30 Août 1775, & renonçaient à toute correſpondance, ſociété & liaiſon avec ceux qui refuſaient de

ANNÉE 1774.

souscrire les mêmes engagemens. Cet acte, signé de tous les notables de la province de Massachuset, circula dans les colonies avec une lettre du comité de Boston, & les peuples embrassèrent cette ligue avec empressement ; il s'en était formé de semblables dans plusieurs parties du continent, sans aucun concert entr'elles & le comité de Boston.

Formation d'un congrès général.

PAR-TOUT on s'occupait de la formation d'un congrès général ; & la ville de Philadelphie fut choisie pour le lieu d'assemblée ; elle est, pour ainsi dire, au centre du continent, & les avenues en étant gardées de tous côtés par d'autres colonies, c'était la ville qui offrait le plus de sécurité. Le rendez-vous fut, dès-lors, indiqué pour le mois de Septembre suivant. Dans les provinces où l'assemblée était déjà formée, on nomma, sur-le-champ, des députés, pour représenter la province au congrès ; dans les autres, le peuple fit choix du nombre ordinaire de représentans, lesquels élurent entr'eux les

les députés & leur nombre devait être proportionné à l'étendue de la province. Aucune ne pouvait en envoyer moins de deux ni plus de sept, mais quel que fut le nombre des députés, chaque colonie ne pouvait avoir qu'une voix dans le congrèse. ANNÉE 1774.

Je n'omets aucun de ces détails, parce que les commencemens de la plus grande confédération qui se soit jamais formée, sont des sources inépuisables d'intérêt & de réflexion. Les francs tenanciers de Pensilvanie, au nombre de plus de neuf cents, demandèrent au gouverneur de la province, la convocation d'une assemblée générale, pour faciliter l'élection de leurs députés; mais le gouverneur Penn n'ayant pas cru devoir les satisfaire, le peuple procéda de lui-même au choix de ses députés, qui se rendirent aussi-tôt à Philadelphie, pour y attendre l'ouverture du congrès.

Les délégués des divers comtés de la Virginie, formèrent une assemblée, dans laquelle il fut délibéré que cette colonie,

ANNÉE 1774.

n'acheterait plus des commerçans Anglais, aucun nègre venant d'Afrique, des Indes occidentales, ou d'aucun autre lieu, & que ſon accord de non-importation de toutes marchandiſes de fabrique Anglaiſe, commencerait le premier novembre 1774. On recommanda fortement le ſoin des beſtiaux, juſqu'alors négligés dans cette province, & la culture de tous les objets qui pouvaient ſervir de baſe aux diverſes manufactures. Cette recommandation excita l'émulation de tous les particuliers, & la Virginie, où toute autre induſtrie que la culture du tabac avait été juſqu'alors inconnue, devint, en moins de trois ans, la rivale de la Nouvelle-Angleterre & de la Penſilvanie, dans les métiers & dans les arts.

III. En quoi conſiſtait la force de la confédération.

ON pouvait d'autant mieux prévoir, dès-lors, le ſuccès des réſolutions priſes dans les colonies, que l'impulſion & la réſiſtance ne provenaient ni de l'ambition des grands, ni de l'orgueil de la nobleſſe;

ce n'était pas non plus une faction de soldats, ni un tumulte de marchands. Quelques exemples de sévérité, de vaines distinctions, des promesses, une augmentation de pouvoir sur le peuple, auraient aisément appaisé les premiers; incapables de former un plan de conduite, un gouvernement raisonnable, il y aurait eu cent moyens de diviser & d'asservir les seconds; des privilèges, des marchés avantageux, auraient séduit les autres, presque toujours insensibles à ce qui n'est pas leur intérêt personnel & présent. Mais la force de la confédération résidait dans les propriétaires des terres, dans cette multitude de cultivateurs, qui, répandus dans des pays immenses, ne s'écartent point des règles & des droits de la nature, dont les richesses & les ressources sont sans cesse présentes à leurs yeux. Elle leur donne à la fois & la vigueur de l'âme & la force du corps, & les rend inflexibles aux opinions qu'elle désavoue. Dominateurs sur les animaux, sur les forêts,

ANNÉE 1774.

ANNÉE 1774.

sur les terres & les eaux, elle leur donne en naissant une grande idée des prérogatives de l'homme, & c'est cette idée qui forme & soutient en eux le système de la liberté. Dans ces pays nouveaux, où les liens de la société sont moins resserrés que parmi d'anciens peuples, la moindre contrainte dans le gouvernement, la moindre infraction de leurs droits, de leurs propriétés, leur paraît insupportable. Ils étaient en trop grand nombre, ils étaient trop heureux pour qu'on pût espérer de les corrompre, & trop courageux pour qu'il n'y eût pas de grands dangers à les mépriser.

Préparatifs; secours envoyés à Boston; détresse de cette ville.

ILS avaient ouvert d'avance des souscriptions pour secourir la ville de Boston, & malgré les soldats qui en gardaient l'entrée, ils la remplirent de provisions, de salaisons, de riz, & de toutes les choses nécessaires, afin d'assurer la durée de sa résistance. Toutes les mesures du gouverneur ne purent prévenir ni empêcher celles des confédérés.

ANNÉE 1774.

On fit de tous côtés, des amas de bled, de munitions pour la guerre. La ſeule colonie du Maryland, fournit trente mille boiſſeaux de bled; la Virginie en donna ſoixante mille. La Caroline ſurpaſſa les autres colonies par ſa généroſité; elle contribua de tout ſon pouvoir aux beſoins de la guerre, & fit diſtribuer en outre aux pauvres de Maſſachuſet le prix des cargaiſons de riz qu'elle vendait à New-York.

Malgré les contributions volontaires des colonies pour ſecourir le peuple de Boſton, la privation de toute négociation dans une ville où il ſe trouvait plus de trente mille habitans qui ſubſiſtaient par le commerce & par les travaux, ou les affaires qu'il entraîne, occaſionnait de grandes détreſſes. Non-ſeulement ceux qui avaient vu tarir la ſource de leurs occupations & de leurs ſubſiſtances, ſouffraient une cruelle indigence; la plupart de ceux qui paſſaient auparavant pour riches, ne purent s'en préſerver. La plus grande partie de leurs

ANNÉE 1774.

biens consistait dans les quais, dans les emplacemens, les magasins, les angards nécessaires au commerce, & toutes ces propriétés n'avaient plus de valeur; mais rien ne pouvait triompher de leur constance, les secours & la tendresse compatissante qu'ils trouvaient dans tous les cœurs Américains, les affermissaient dans leurs résolutions.

Les négocians & les propriétaires de Marblehead, port le plus voisin de Boston, venaient les presser d'user de leurs magasins & de leurs quais pour continuer leur commerce; ils s'employaient généreusement à veiller sur le débarquement & l'embarquement des marchandises de leurs frères opprimés, & devenaient gratuitement leurs commissionnaires. C'est par ces secours affectueux qu'ils les engageaient à la fermeté, & ils les en auraient privés du moment qu'ils les auraient soupçonnés de faiblesse.

Proclama-

LES esprits, qui n'étaient déjà que

trop échauffés, s'exaltèrent encore plus qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors, à la lecture d'une proclamation que le chevalier Gage jugea à propos de faire pour recommander aux peuples la piété & la vertu, & pour châtier & prévenir l'irréligion & le crime. La Nouvelle-Angleterre est presqu'entièrement peuplée de puritains ; leur attachement aux pratiques extérieures de la religion est connu de tous les peuples : ils ne s'expriment le plus souvent qu'en langage évangélique ; les plus légères fautes de morale sont comptées chez eux au rang des crimes, & les autres habitans de cette province qui diffèrent à quelques égards dans leur culte, n'ont guères moins de rigidité. Leurs scrupules excessifs en matière de religion, leur attirent les railleries de ceux dont la morale est moins sévère. La proclamation était donc inutile ; elle était faite à contre-temps, comme toutes les autres démarches de ce même gouverneur ; mais elle péchait encore par une intention

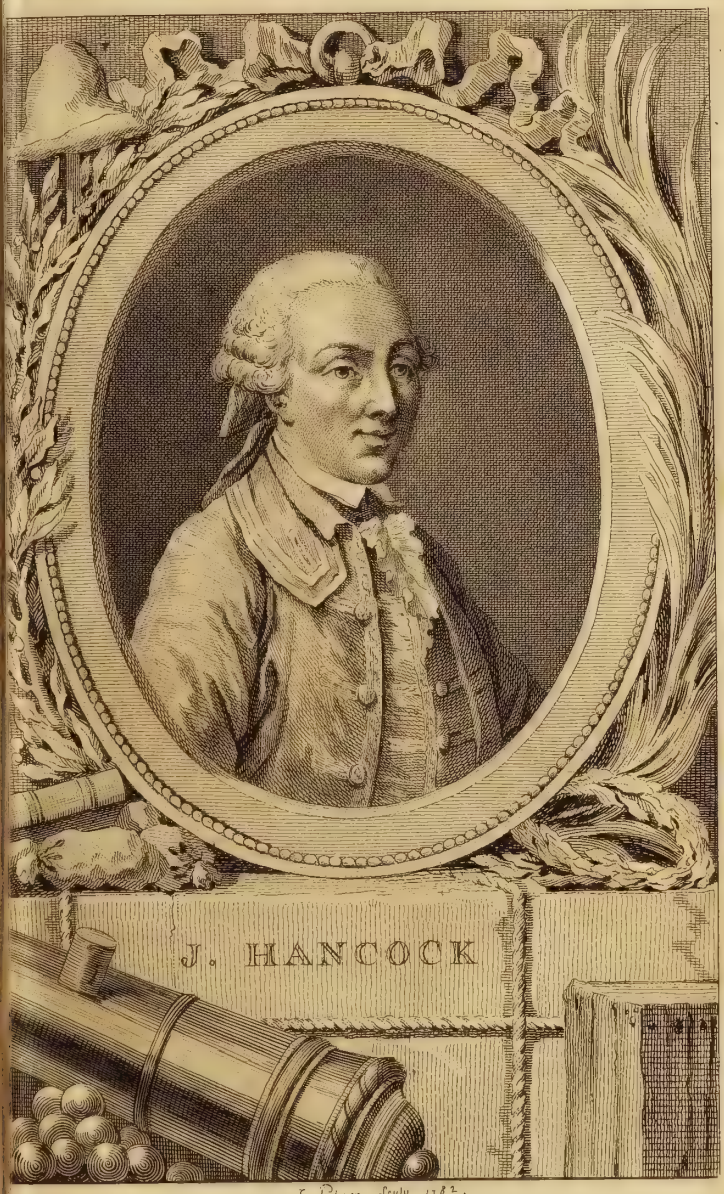
ANNÉE 1774. tion du chevalier Gage.

ANNÉE 1774.

directe de blesser un grand peuple déjà trop irrité : elle l'accusait d'*hypocrisie*, & ce crime était mis au rang de ceux contre lesquels la proclamation recommandait aux Bostoniens de se tenir en garde. Cette insulte est du nombre de celles qui sont toujours promptement ressenties, & que les hommes n'oublient jamais ; elle changea la fermentation publique en une animosité générale & extrême.

Sir Thomas Gage casse le colonel Hancock de son emploi dans les milices provinciales.

AU LIEU de donner des alimens à la haine du peuple, le chevalier Gage aurait dû s'occuper sérieusement de la situation des affaires : incapable de réfléchir, borné dans ses vues, & d'ailleurs mal informé, il croyait tout réduire par la force, & ne s'appliquait qu'à vexer les particuliers. John Hancock, négociant de Boston, que son zèle & ses lumières avait rendu cher à toute la province, Hancock qui réunissait les seules distinctions réelles qui puissent exister entre des hommes libres, qui



S. Hollyer. Sculp. 1782.

joignait au mérite perſonnel les avantages de la richeſſe, & dont la fortune était évaluée à quatre millions, qu'il était prêt d'employer pour le ſervice de ſa patrie, avait le rang de colonel, & le commandement de la compagnie des cadets des milices de Boſton. Thomas Gage ayant eu quelques démêlés perſonnels avec lui, ne balança pas à le caſſer de ſon emploi. Cet abus d'autorité, qui dans d'autres circonſtances aurait peut-être fait moins de ſenſation, excita la plus vive commotion dans la province; la compagnie de J. Hancock, l'élite de la jeuneſſe de la Nouvelle-Angleterre, s'aſſembla ſur le champ, & renvoya ſon drapeau au général, en lui apprenant qu'elle s'était licenciée du ſervice du roi d'Angleterre. Gage reçut avec arrogance & mépris ce meſſage ſérieux.

ANNÉE 1774.

IV. Suppreſſion de la chartre de Maſſachuſet.

LES nouveaux réglemens pour l'adminiſtration de la province de Maſſachuſet, venaient d'arriver; ces réglemens anéantiſſaient l'ancienne chartre;

ANNÉE 1774.

& le roi s'attribuait le droit de nommer à l'avenir le conseil de la province. La cour envoyait en conséquence une liste de trente-six conseillers choisis parmi les hommes les plus corrompus, ou que l'on croyait les plus disposés à seconder les projets du ministère; cependant douze refusèrent. Le gouverneur trouva le nombre de ceux qui avaient accepté, suffisant pour administrer avec lui, en attendant que la cour complétât la nomination, d'après les instructions qu'il aurait données; mais la liberté veillait: ces nouveaux officiers étaient déclarés ennemis de la patrie; c'était un crime que de faire exécuter les nouvelles loix, c'en était un plus grand de paraître leur obéir: elles n'eurent point d'effet.

Les maisons des nouveaux conseillers furent entourées par des compagnies d'hommes armés, quelques-unes par la populace; il fallut qu'ils se démissent de leurs places pour se soustraire au ressentiment public; la plupart prirent ce parti.

ANNÉE 1774.

Le secret & la plus ferme résolution firent réussir ces premiers attentats ; trois mille hommes rassemblés avec intelligence, entrèrent en bon ordre à Worcester, à sept heures du matin, & rangés sur la place, ils envoyèrent un détachement chez un des nouveaux conseillers, nommé Pame, qui donna aussi-tôt sa démission, & témoigna par écrit son repentir d'avoir accepté cet emploi, sans considérer la nature de sa démarche. Six cents hommes allèrent à Rutland faire la même demande au colonel Murray : il était parti pour Boston ; mais on laissa sur sa table une lettre qui l'avertissait, que si dans un délai qu'on lui fixait, il n'avait pas fait publier sa démission dans les papiers publics, on reviendrait pour l'obtenir. Les conseillers qui étaient à Boston, échappèrent aux recherches ; mais ceux qui, pressés de tous côtés par le peuple, essayèrent de se réfugier dans cette ville, furent poursuivis & chassés.

La considération dont jouissait J.

ANNÉE 1774.

Hancock, le fit élire chef des grands jurés, à l'ouverture des seſſions ; il refuſa de prêter ſerment, & tous les jurés ſuivirent ſon exemple : on trouva la même réſiſtance dans les petits jurés. Le chef-juge était encore ce Pierte Oliver, dont l'aſſemblée avait ci-devant voulu faire le procès ; il fut oblige de s'abſtenir de ſes fonctions, à cauſe des accuſations dont il ſe trouva chargé ; mais bientôt après la cour le nomma à la lieutenance du gouvernement de Boſton.

Le gouverneur Gage voulut que les ſeſſions tinſſent ſans chef-juge & ſans jurés, ce qui ne s'était jamais vu ſous la domination Britannique, & pouvait être d'une grande conſéquence pour la vie & les fortunes des habitans. Cette irrégularité indigna toute la nouvelle Angleterre, par-tout on s'oppoſa à l'établiſſement des nouvelles cours de juſtice aux gages du roi, & dans tous les comtés les grands & les petits jurés refuſèrent de prêter ſerment : les greffiers qui les avaient convoqués, furent ré-

duits à faire amende honorable au peuple dans les gazettes ; & lorsque les sherifs criaient de faire place à la cour, la multitude leur fermait le passage, & les forçait de s'en retourner au milieu des huées. L'ancienne constitution étant détruite par le roi, & le peuple refusant de recevoir la nouvelle, il n'y avait plus ni loix, ni gouvernement dans cette province, ni même dans toute la Nouvelle-Angleterre ; mais le concours des bonnes dispositions du peuple maintenait l'ordre, la morale suppléait aux loix, & la populace elle-même ne commit point d'excès, ni de violences particulières, elle n'usait de sa force que pour résister à celle qu'on lui opposait.

ANNÉE 1774.

CHAQUE jour les esprits s'aigrissaient davantage, & le chevalier Gage ne les ménageait point ; c'était un homme d'un génie médiocre, présomptueux, arrogant, cruel ; il passait parmi les militaires, pour ce qu'ils appellent dans ces

Caractère & mauvaise conduite du Chevalier Gage.

ANNÉE 1774.

jours de défection & d'eſclavage, être *un bon Officier*; mais il ne connaiſſait ni les hommes, ni l'adminiſtration publique, & manquait abſolument de qualités pour la guerre comme pour la paix. Il avait le courage de ſe dire un grand homme à S. James, & peu de gens avaient celui de le contredire. C'eſt à cette audace de parler hardiment de ſoi, que bien d'autres, comme lui, doivent leur avancement, tandis que le mérite languit dans l'infortune & l'oubli. Tel était l'homme à qui les miniſtres de la cour de Georges III, confiaient le ſort de l'état, & la ſouveraineté de l'Angleterre dans l'Amérique ſententrionale. Les premiers actes de ſon gouvernement prouvèrent ſon incapacité, & cette incapacité devint l'eſpoir du peuple, qui ne pouvait rien attendre de ſes vertus.

Il eut l'extravagance de défendre aux peuples de la Nouvelle-Angleterre, de faire aucun concordat tendant à ſuſpendre l'achat & l'uſage des marchandiſes importées de la Métropole, & d'a-

vouer ainſi lui-même, que l'Angleterre ne pouvait ſupporter long-temps cette réſiſtance ſi naturelle, cette réſiſtance qu'il était ſi impoſſible & ſi ridicule de vouloir empêcher. ANNÉE 1774.

En même-temps que par ſa rigueur il pouſſait les colonies à la révolte, il avait la mal-adreſſe de mécontenter les ſoldats, déjà portés à la déſertion par le genre de combats auxquels on les deſtinait. Voyant qu'un quart de ſes troupes avait fui loin de ſes drapeaux, ſon imprudence alla juſqu'à publier une amniſtie, qui ne ſervit qu'à le faire tourner en dériſion. On lui écrivait des lettres, où l'on faiſait le journal de ſes fautes, & dans leſquelles on l'engageait à renoncer au projet de ſe rendre celèbre, la nature ne l'ayant pas plus fait pour être un tyran fameux, que pour être un illuſtre citoyen. Ces vérités l'excitaient à la vengeance, & ne ſachant point juger les obſtacles, il déſirait le moment de tremper ſon bras dans les ruiſſeaux du ſang Américain. Il ne ſuppoſait pas que

ANNÉE 1774.

des hommes, dont la profeſſion habituelle n'était pas de faire ou de commander des évolutions, puſſent lui diſputer la victoire. Il avait promis à Georges III de les réduire; & il avait coutume de dire à la cour, qu'il ne demandait que cinq mille ſoldats pour paſſer ſur le ventre de toutes les milices de l'Amérique. Le monarque & les miniſtres applaudiſſaient à ces magnifiques promeſſes; la junte croyait déjà voir les Américains ſupplians lever les mains au ciel, ſur les débris de leurs villes incendiées, leurs bataillons diſperſés, & leurs chefs égorgés, ou dans les fers.

Depuis qu'il était à Boſton, il dépenſait de ſommes immenſes, pour rendre cette ville imprenable du côté de la terre, & cependant il écrivait à Londres que la réſiſtance des Américains aux actes du parlement, n'était point générale, qu'elle ne provenait que de quelques têtes chaudes, qui fomentaient dans le peuple cet eſprit d'oppoſition. Le parti de la cour ne manquait pas d'ajouter

d'ajouter foi à toutes ſes dépêches ; il demandait néanmoins des ordres illimités, & un renfort conſidérable de troupes, ſur la fidélité deſquelles il pût compter, afin d'agir ſelon qu'il jugerait à propos ; parce que, diſait-il, les particuliers qui penſaient autrement que le petit nombre des oppoſans, ſeraient toujours retenus dans leurs démarches, par la crainte de faire éclore des doutes ſur leur patriotiſme, & de s'attirer la haine du public, tant que le gouvernement n'aurait pas dans ſes mains des forces ſuffiſantes pour les protéger, & diviſer les mutins par des exemples de ſévérité. Tout cet expoſé était rempli de contradictions, cependant le palais de S. James retentiſſait des applaudiſſemens que l'on donnait à la conduite & à la réſolution de Thomas Gage ; s'il avait uſé de ſageſſe, ſi, plus éclairé ſur les intérêts de ſon pays, il s'était appliqué à diminuer dans les colonies les fautes de la Métropole, à tempérer l'exécution des ordres aveugles qu'il

ANNÉE 1774.

ANNÉE 1774.

recevait, à concilier les esprits par la douceur & la prudence, on aurait soupçonné sa fidélité.

Averti que les négocians de Boston avaient une poudrière à Cambridge, il la fit forcer, & s'empara de deux cents cinquante barils de poudre, qui leur appartenaient; il fit défense au dépôt des poudres de Boston, d'en livrer un seul baril aux propriétaires, sans un ordre signé de lui. Cependant toutes les colonies avaient nommé leurs députés pour le congrès général; envain les gouverneurs avaient voulu traverser cette grande opération, & le chevalier Gage avait inutilement employé tout son pouvoir pour l'empêcher; comme gouverneur, il défendait aux habitans de se réunir; comme général, il employait la force, pour leur en ôter les moyens. Il posta le régiment Royal Galois à Forshill, & fit transporter du château William douze canons, qu'il plaça sur les avenues de la ville; le 59e régiment continua de camper à l'Isthme,

& il fit ouvrir des tranchées autour de la ville. Les Boſtoniens, plus reſſerrés qu'ils ne l'avaient été juſqu'alors, lui envoyèrent demander les motifs de cet appareil ennemi ; il répondit, qu'il ſe mettait ſur ſes gardes. Mais ces précautions ne pouvaient pas être d'un grand effet. Une puiſſance plus forte s'élevait. Les délégués des différentes provinces étaient raſſemblés à Philadelphie, & l'ouverture du congrès général ſe fit en cette ville le cinq Septembre, jour fixé par les convocations.

ANNÉE 1774.

V. Ouverture du congrès général, & ſes premières délibérations.

LES membres du congrès ayant pris ſéance dans la grande ſalle de l'hôtel-de-ville de Philadelphie, ils élurent entr'eux un préſident. Ce fut Peyton Randolph, homme très-conſidéré dans les provinces à cauſe de ſa ſageſſe & de ſon zèle patriotique. Auſſi-tôt après ſon élection, il ſe fit apporter une couronne, qu'il partagea en douze parties égales, & il les diſtribua aux repréſentans des douze colonies confé-

ANNÉE 1774.

dérées, comme le symbole de l'égalité qui devait règner entr'elles dans les délibérations, & le gage de l'anéantissement du pouvoir royal.

Il fut résolu d'employer tous les moyens, & même celui des armes, pour repousser les efforts du ministère Britannique. Les différentes provinces avaient interrompu d'elles-mêmes, l'achat des marchandises de la Métropole, & préféraient payer plus cher les marchandises de leurs propres manufactures, quoiqu'elles fussent inférieures; mais il y avait quelques cantons, où l'importation n'était pas entièrement cessée, & où les particuliers entretenaient encore des liaisons avec leurs correspondans de Londres, de qui ils recevaient les objets que l'Amérique se procurait difficilement. Le congrès fit un arrêté, pour suspendre désormais & sans réserve, toute importation des ports de l'Angleterre dans les colonies, & fixer l'exécution de cet arrêté au premier décem-

bre suivant, afin que les négocians Américains eussent le temps de donner avis à ceux de l'Angleterre, de cesser tout envoi de marchandises, & de les prévenir qu'elles seraient confisquées par le comité du port où elles arriveraient, & le produit employé à soulager la province de Massachuset. ANNÉE 1774.

A l'égard de l'exportation, les provinces ayant suffisamment rempli leurs greniers, & ceux même de Massachuset, il fut ordonné qu'elle serait continuée jusqu'au dix décembre de l'année suivante; & que si les actes oppressifs duraient encore, il serait pris alors de nouvelles résolutions.

Il fut fait ensuite un dénombrement général des habitans des différentes colonies réunies sous la direction du congrès, afin de connaître à-la-fois les forces & les ressources que l'on pouvait employer pour assurer l'indépendance de l'Amérique: il se trouva monter à trois millions d'hommes. Les Dénombrement général fait par le congrès.

ANNÉE 1774.

quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre en fourniſſaient trois cents mille; la Nouvelle-Yorck, deux cents cinquante mille; le Jerſey, cent trente mille; la Penſilvanie & le Delaware, trois cents cinquante mille; le Maryland & la Virginie, neuf cents ſoixante-dix mille; la Caroline du Nord, trois cents mille, & la Caroline du Sud, deux cents vingt mille.

En comparant la population de ces colonies avec leurs exportations, juſqu'en 1769 & 1770, on trouvera que les richeſſes de la Nouvelle Angleterre ſont à proportion de celles de la Nouvelle-Yorck, ce que deux eſt à trois, & à proportion de celles de Jerſey, ce que deux eſt à un; que l'exportation de la Penſilvanie double à peine en valeur ce qu'elle doit conſommer de ſes productions, à proportion du nombre de ſes habitans; que la culture de tabac dans le Maryland & la Virginie, rendait tout au plus trois cents livres par chacun des hommes qui y étaient employés, & que

cette ſomme devait être entièrement abſorbée par les ſubſiſtances & les vêtemens qu'ils tiraient des autres colonies de l'Amérique, ou de l'Angleterre; que la Caroline du Sud, avec quatre-vingt mille hommes de moins que celle du Nord, exportait une fois plus de productions, & qu'enfin toutes les denrées exportées de ces douze colonies, ne montaient pas à plus de cent millions monnoie de France, ce qui, en raiſon d'une population de trois millions de perſonnes, ne donne guères plus de trente-trois livres de bénéfice annuel par chaque individu vivant dans ces climats, pour employer en achat de marchandiſes d'Europe, ou faire les fonds de la circulation. On conçoit d'après cela, que le numéraire y étant extrêmement rare, & diviſé en un très-grand nombre de mains, les opérations pécuniaires y ſont difficiles, & que le gouvernement d'Angleterre avait commis de grandes erreurs dans le calcul des taxes qu'il en voulait retirer; on peut auſſi prévoir

ANNÉE 1774.

ANNÉE 1774.

les inconvéniens du papier monnoye, que la néceſſité publique y a fait établir *.

* La partie de l'île de Saint-Domingue que les Français cultivent, produit trois fois plus d'indigo que les deux Carolines; ſes productions en café & en coton égalent en valeur tout le tabac du Maryland & de la Virginie, & cent quatre-vingt mille barriques de ſucre, balancent ſans contredit toutes les exportations des autres provinces, en grains, en bois en beſtiaux & autres denrées. Si l'on conſidère l'avantage que la Métropole a de payer la plus grande partie de ces richeſſes en objets de conſommation première, de prélever un fret conſidérable ſur la totalité, & ſi l'on fait attention à la courte durée des voyages, en comparaiſon de ceux que les Anglais faiſaient à Boſton, à Charlestown & dans la Virginie; ſi l'on joint à ces avantages ceux de la fourniture des Nègres qui cultivent ces denrées, & la facilité qu'il y aurait à conſerver & à gouverner ſagement, ſans troubles & ſans frais, une colonie où les propriétés & les charges civiles ſe partagent entre quinze mille Blancs & vingt mille Affranchis, & dont la population totale ne monte qu'à trois cents cinquante mille hommes; enfin, ſi l'on fait attention aux bénéfices que l'on fait ſur la revente du ſucre & de l'indigo aux marchands & conſommateurs étrangers, on conviendra que c'eſt le ſort de la France de mal connaître ſes richeſſes, & de donner trop de prix à celles des autres nations.

ANNÉE 1774. V I.

Arrêté de la convention du comté de Suffolk.

TANDIS que le congrès Américain s'assurait des forces de l'Amérique Septentrionale, & se disposait à régler les moyens de résistance, les députés du comté de Suffolk mettaient sous les yeux de cette assemblée, le plan général

---

Qui croirait que toute la culture du tabac dans le Maryland & la Virginie, n'est pas un objet de plus de dix-huit millions de nos livres, & que les négocians de Londres qui remontaient la rivière de Chesapeack pour aller chercher le tabac sur les habitations mêmes, ne gagnaient pas plus de onze deniers par livre à l'apporter à Londres, & que ce commerce, tant pour aller que pour le retour, ne donnait pas un profit de plus de six à sept millions pour tous les particuliers de l'Angleterre. Il est vrai que les finances de ce royaume en tiraient environ quinze millions; mais celles de la France en retirent un plus grand impôt.

Il ne faut point s'étonner de l'indifférence & des erreurs de la France sur les objets de commerce. Je suppose que la France soit tout-à-coup privée de l'augmentation de richesses & de circulation qui résultent de l'entrée des denrées de S. Domingue dans le royaume, les cris de quatre ou cinq cents négocians qui devaient recevoir ces denrées, parviendront difficilement à faire une grande sensation jusques dans la capitale; ils s'anéantiront en frappant les oreilles

ANNÉE 1774.

que la convention de ce comté avait arrêté provisoirement. Il portait une résolution de n'obéir à aucun acte du parlement de Londres, tendant à changer la forme d'administration des colonies; de regarder comme illégitime tout

---

de gens dont l'état est étranger & l'esprit opposé aux intérêts du commerce. En Angleterre la perte d'un profit annuel d'un million seulement, allarme toute la nation; tout le monde y prend part, & la nation n'est composée que de six millions d'hommes. En France à peine une trentième partie du peuple prend quelque intérêt au commerce, & la population est de plus de vingt millions d'hommes. En Angleterre les deniers du commerce circulent & refluent sans cesse dans le trésor public; jamais le gouvernement ne manquera de moyens tant que les particuliers seront riches. En France la richesse ou la pauvreté des particuliers n'a, pour ainsi dire, rien de commun avec le gouvernement: ils auraient accumulé tout l'argent que le Potose a fourni depuis un siècle, sans que le Souverain pût armer un vaisseau de plus; en vain il voudrait établir des impôts, la constitution de ce royaume est telle que la masse du peuple est toujours trop pauvre pour en supporter de considérables, & il n'existe aucun moyen dans ses mains pour mettre en circulation l'or des capitalistes, presque toujours indolens & avares.

tribunal émané d'un autre pouvoir que celui qui était avoué par les chartres; de prêter main-forte à tous les officiers qui refuseraient de mettre à exécution les ordres de ces tribunaux. Il était recommandé aux créanciers d'avoir de la clémence envers leurs débiteurs ; & aux débiteurs de répondre à cette clémence par leur bonne-foi ; & dans le cas où il s'éleverait entre les uns & les autres une contestation indispensable, de s'en rapporter à des arbitres, à peine d'être regardés comme ennemis de la patrie. La convention défendait à tous les officiers comptables de faire aucuns paiemens aux tréforiers particuliers ou généraux, tant que l'administration actuelle aurait lieu, & jusqu'à ce que le congrès en eût ordonné ; on fixait à tous ceux qui tenaient quelqu'emploi de la cour, un délai, pour remettre leurs commissions, passé lequel ils seraient déclarés ennemis du peuple : on établissait une nouvelle discipline pour les milices du comté ; & il était résolu que si l'on

ANNÉE 1774.

ANNÉE 1774.

arrêtait quelqu'un des habitans, au nom du roi d'Angleterre, tous les agens du roi le feraient à leur tour, jusqu'au moment où les citoyens détenus seraient rendus à leurs familles & à leurs amis. On fixait enfin une correspondance entre les différens comtés, pour se procurer à chaque instant les renforts dont on aurait besoin, & rassembler, s'il était nécessaire, en peu de temps, & en un seul lieu, toutes les milices de la province.

Cet arrêté fait avec toute l'énergie que donne l'amour de la liberté, reçut les suffrages unanimes du congrès, & le comté de Suffolk eut la gloire d'avoir tracé le premier plan raisonné d'insurrection ; il servit de modèle aux délibérations qui furent prises successivement dans les autres provinces.

Le Lieutenant colonel Charles Lée dispose les peuples à la guerre.

LES troubles augmentaient dans la Nouvelle-Angleterre ; les régimens ne pouvaient contenir la multitude. Les commis des bureaux, & les con-

seillers, nommés pour la nouvelle assemblée, convoquée à Salem, qui n'avaient point encore remis leurs commissions, devinrent l'objet de la fureur du peuple, & furent tous obligés de s'enfuir. De tous côtés on se préparait à la guerre; dans toutes les provinces on faisait des levées; le lieutenant-colonel Charles Lée, qui avait osé offrir le premier ses services au congrès, se mit à la tête de ces levées, & dirigeait les opérations militaires, les munitions, les approvisionnemens; il enflammait le courage du peuple, exerçait les milices par détachemens, & les accoutumait à ne point redouter les troupes règlées. L'Amérique n'attendait plus qu'un signal pour se mettre en liberté. Mais la ville de Boston éprouvait tous les malheurs que peut causer le séjour d'une armée ennemie; chaque moment était marqué par les privations & les souffrances; cependant les habitans ne voulaient point encore arborer l'étendard de la révolte. Il est dans la constitu-

ANNÉE 1774.

Désespoir des Bostoniens.

Préparatifs du chevalier Gage pour l'hiver.

ANNÉE 1774.

tion Anglaiſe un degré où la réſiſtance & les préparatifs de guerre ne ſont en quelque ſorte qu'un uſage légitime de la liberté ; il en eſt un autre où l'inſurrection devient crime, & les Boſtoniens retardaient autant qu'il dépendait d'eux, l'inſtant où ils prendraient le nom de rebelles. Il paraît que leur ſituation devenait difficile à ſupporter, puiſqu'ils déliberèrent à l'entrée de l'hiver d'évacuer ſubitement la ville de Boſton, & de l'abandonner aux troupes ; mais le congrès n'approuva pas cette délibération, une ſi triſte reſſource ne fut point employée.

Gage travaillait à établir une redoure ſur l'iſthme qui joint Boſton au continent, & fit venir de Quebec le dixième & le cinquantième régiment ; il avait ſous ſes ordres dix régimens, qui formaient environ ſix mille hommes, tant à Boſton qu'à Salem *. Il envoya cinq compa-

* Les régimens anglais ne ſont compoſés que de mille hommes, & ſont rarement complets.

gnies Irlandaises, & le quarante-septième régiment à Salem, pour renforcer la garnison ; il employa cinq régimens à investir Boston, & en logea trois autres dans les maisons de la ville ; telles furent ses dispositions pour passer l'hiver. ANNÉE 1774.

CEPENDANT les milices de la Nouvelle-Angleterre étaient prêtes à fondre au premier mouvement sur les troupes du roi, & le 14 décembre, un exprès, envoyé de Boston, était arrivé à Portsmouth, capitale de New-Hampshire, pour avertir que deux régimens s'étaient mis en marche, & venaient prendre possession du fort qui protége cette ville ; aussi-tôt trois cents cinquante hommes s'attroupèrent, & marchèrent au fort. Ils sommérent le capitaine, qui en avait le commandement, d'en sortir avec sa troupe, & sur son refus, ils se disposèrent à l'emporter d'assaut. Le commandant fit faire feu sur eux, de trois pièces de canon, mais sans effet ; personne n'en fut atteint, & la fureur Assaut du fort de Portsmouth.

ANNÉE 1774.

ajoutant au courage des assaillans, ils parvinrent au haut de la muraille, y combattirent en héros, & désarmèrent la garnison. Ayant ensuite ouvert les magasins du fort, ils y trouvèrent quatre-vingt-dix-sept barils de poudre, qu'ils emportèrent en des lieux sûrs dans l'intérieur des terres.

Depuis ce moment, les milices accouraient de tous côtés dans la ville de Portsmouth ; on envoya des députés au gouverneur de New-Hampshire, pour lui demander, au nom du peuple, quelles étoient les intentions du général Gage, en faisant avancer des soldats dans l'intérieur du pays. Le gouverneur répondit : qu'il n'avait point d'avis que les troupes aux ordres du général Gage fissent aucun mouvement ; &, en effet, soit que Sir Thomas Gage eût été prévenu de la facilité que les chefs de la rebellion avaient d'attrouper les milices de New-Hampshire, soit qu'il eût changé de projet, l'alarme se trouva fausse, cependant on ne quitta point les armes.

DANS

DANS le même temps une armée entière abandonnait dans la Virginie les drapeaux du roi d'Angleterre. Le lord Dunmore, gouverneur de cette colonie, à la tête d'un gros corps de troupes, revenait d'une expédition contre les sauvages, qui avaient été repoussés; il voulut séjourner au fort Gower, qui se trouvait sur son passage. Le peuple de la province craignait le retour de ces troupes, incertain du parti que les officiers, qui les conduisaient, prendraient dans l'état où se truuvaient les affaires de l'Amérique. Ces officiers avertis de l'inquiétude de leurs compatriotes, & voulant la faire cesser, prirent la résolution suivante.

ANNÉE 1774. Résolution des troupes de la Virginie.

« Nous ne nous départirons point de » l'obéissance que nous devons à Geor- » ges III, roi de la Grande-Bretagne, » tandis qu'il se contentera de règner » sur des peuples libres, & nous sacri- » fierons avec joie nos jours, & ce que » nous avons de plus cher pour main-

ANNÉE 1774.

» tenir l'honneur de ſa couronne. Mais » comme l'amour de la liberté & l'at- » tachement aux droits de notre patrie, » prévalent dans notre eſprit, ſur toute » autre conſidération, nous ſommes ré- » ſolus de ne rien négliger de ce qui » eſt en notre pouvoir, pour défendte » les privilèges des provinces Améri- » caines ; & afin de le faire avec mé- » thode, & d'éviter le déſordre, qui » naît ordinairement de la précipita- » tion, nous ne marcherons, & nous » ne commencerons d'agir que lorſque » nous en ſerons requis par les vœux » unanimes de nos compatriotes. »

L'acquiſition d'un corps de troupes diſcipliné, & prêt à ſe mettre en marche, était précieux pour les colonies ; le lord Dunmore, délaiſſé de ceux qu'il eſpérait retenir dans le parti du roi, en conçut un vif reſſentiment, qu'il a ſignalé depuis par des actes de barbarie, dont l'hiſtoire offrait juſqu'alors peu d'exemples.

ANNÉE 1775.

VII.

Débats du Parlement ; Acte de Quebec.

DANS ce moment les deux partis n'avaient plus d'eſpoir que dans le choc de leurs armes ; les hommes les plus éclairés de la nation groſſiſſaient le nombre des protecteurs que les Américains avaient dans Londres. Il ſemblait que la cour eût pris plaiſir à raſſembler toutes les circonſtances qui devaient rendre leur cauſe favorable en Angleterre même.

La corruption du parlement avait fait adopter un bill pour l'adminiſtration civile & religieuſe du Canada, qui avait trouvé des contradicteurs véhémens dans le parti de l'oppoſition, & même parmi tous les gens éclairés du royaume. Le Maire, les Aldermans, & les membres du conſeil de ville en avaient demandé la ſuppreſſion ; mais le roi mépriſa l'adreſſe qu'ils lui préſentèrent ; le bill fut confirmé.

Cette loi était d'un exemple funeſte dans la conſtitution Britannique ; elle établiſſait poſitivement le gouvernement militaire dans le Canada ; & renverſant

ANNÉE 1775.

dans cette colonie les premiers principes du gouvernement, tout le royaume appréhendait avec raiſon, que le deſpotiſme ne s'emparât ainſi ſucceſſivement de la moitié des provinces, pour ſubjuguer l'autre moitié. Ce fut alors qu'il ſe forma une ſociété, qui prit le nom de *Société conſtitutionnelle ;* chaque membre de cette ſociété dépoſait entre les mains d'un tréſorier, des ſommes pour aider les Américains à ſoutenir la guerre. Quelques particuliers envoyaient à cette caiſſe le double des ſommes qu'ils payoient en impôts à la douane. *

On ne pouvait cacher aux colonies, qu'en établiſſant un gouvernement arbitraire dans le Canada, on avait deſſein de leur faire ſentir un jour l'influence de ce deſpotiſme voiſin, & de les diſpoſer par l'exemple à recevoir patiemment des fers.

---

* Un d'eux écrivit au tréſorier :

« Monſieur, j'ai payé la ſemaine dernière à un » collecteur 172 liv. 2 ſ. 6 d. je ſais bien que cet

William Pitt, ce miniſtre fameux, qui, après avoir créé, pour ainſi dire, la grandeur Britannique, employait les dernières années de ſa vie à la ſoutenir par ſes conſeils, ſe rendait le défenſeur des colonies dans la chambre des lords. Qu'eſt devenu, diſait-il, cette iſle ſi fière de ſes conquêtes, cette iſle également célèbre par le courage & par les arts? où eſt maintenant ſa conſtitution, objet de l'admiration & de l'envie des peuples Européens? Elle a donc

ANNÉE 1775.

» argent ſera employé, ſuivant l'uſage, à payer des » penſions à quelques membres corrompus du parle- » ment, pour les engager à voter contre la liberté » des Américains. Je vous envoie maintenant 344 l. » 5 ſ. & chaque fois que je ſerai réduit à contribuer » de ma bourſe à l'exécution des projets injuſtes de » l'adminiſtration, je vous ferai parvenir le double » de la ſomme que j'aurai payée, afin que vous » puiſſiez l'employer à la défenſe des Américains. »

Cette lettre ayant été imprimée dans les papiers publics, celui qui l'avait écrite trouva des imitateurs parmi ſes concitoyens. Ces actes d'oppoſition, qui partent d'une volonté déterminée, ſont rares ailleurs qu'en Angleterre.

ANNÉE 1775.

changé ſes loix civiles en ordonnances militaires, après avoir tant de fois verſé ſon ſang, pour éviter le deſpotiſme ; comment ce peuple s'eſt-il courbé tout-à-coup ſous le ſceptre qui lui commande de ſe forger à lui-même des chaînes ? . . . . . Ce grand homme demandait, qu'en retirant les troupes & les vaiſſeaux qui bloquaient la baye de Maſſachuſet, & la ville de Boſton, on laiſſât les habitans de la Nouvelle-Angleterre en liberté de délibérer avec les députés qu'on leur enverrait, ſur les moyens d'effectuer une prompte reconciliation ; ce qu'ils ne pourraient faire, tant que, ſans diſcuter avec eux leurs prétentions & leurs droits, on enverrait des ſoldats pour tracer ſur leurs rivages en caractères de ſang, les déciſions d'une cour corrompue.

La voix impoſante, les diſcours & les conſeils de Pitt, firent une vive impreſſion ; on crut que les troupes de Boſton allaient être rappellées, & il en coûta quelques ſommes à l'Echiquier,

pour conſerver la majorité. Wilkes, avec plus d'enthouſiaſme, ſoutenait dans la chambre des communes, le parti des Américains ; il inſiſtait particulièrement ſur ce qu'il était contraire à la conſtitution de leur impoſer des taxes, ſans admettre leurs repréſentans dans le parlement. Il faiſait enviſager & prédiſait les ſuites de la réſiſtance des habitans de Maſſachuſet : une révolte heureuſe, diſait-il, s'appelle une révolution. Si nos pères, ſuccombant ſous les coups du pouvoir arbitraire, avaient vu leurs chefs condamnés à mourir ſur des échafauds, ils auraient porté le nom injurieux de rebelles ; ils ont détrôné, ils ont puni le tyran, nous célébrons cette révolution glorieuſe. Peut-être un jour, & ſi la voix de l'oppoſition ne parvient pas à faire adopter une conduite plus modérée, les Américains célébreront auſſi la révolution qui va commencer cette année. Il ſemblait animé de l'eſprit prophétique, ſans doute il était temps encore d'entrer en concilia-

ANNÉE 1775.

ANNÉE 1775.

tion avec les Américains ; mais les inſtans étaient précieux. Dès le ſept de février, la convention provinciale de Maſſachuſet aſſemblée à Cambridge, avait aſſigné des fonds pour l'achat de quatre canons de campagne, d'une quantité conſidérable de poudre, & de quarante mille pierres à fuſil ; elle fit publier un arrêté pour déclarer traître à la patrie quiconque procurerait du bois de charpente, des planches, des piquets, de groſſe toile, des chevaux ou des bœufs de traits aux troupes Anglaiſes. Les comités des autres provinces prirent de ſemblables délibérations.

Tumulte populaire à Boſton.

THOMAS GAGE avait fait des tentatives inutiles pour ſe procurer ces objets ; l'eſprit patriotique, ou la crainte que le peuple inſpirait à ceux qui auraient préféré l'argent à la liberté publique, dérangèrent tous ſes projets. Il s'en fallut peu que l'avidité d'un marchand de Boſton ne cauſât un maſſacre général

dans cette grande ville, où il y avait alors dix mille citoyens en état de prendre les armes au premier mouvement, & une armée de six mille soldats. ANNÉE 1775.

Cet homme s'était obligé de fournir au lord Gage quelques pièces d'artillerie, & une quantité de munitions. Les habitans de la ville le surent, malgré toutes les précautions que l'on avait prises; ils résolurent de forcer les magasins du marchand, de s'emparer de tout ce qui lui appartenait, & d'empêcher par toutes sortes de moyens, l'exécution de son marché. Les amis de Scott, c'était le nom obscur de ce marchand, l'avertirent du danger qui le menaçait; la crainte s'empara de lui, & le général ayant envoyé un détachement pour enlever les canons de campagne qu'il avait promis de livrer, il répondit à l'officier, qu'il n'avait pas réfléchi d'abord à l'usage que l'on en pouvait faire, mais que depuis, il avait compris l'inconséquence de sa conduite, & se croyait autorisé, dans une affaire si délicate, à

ANNÉE 1775.

retirer sa parole. Le chevalier Gage le fit sommer de la tenir ; mais le peuple irrité, accourut en armes se ranger autour de la maison de Scott, résolu de tailler en pièces le nouveau détachement que le gouverneur aurait envoyé. On courut au quartier général le prévenir de tout ce qui se passait. A cette nouvelle, son regard devint farouche, ses yeux étaient étincelans ; troublé & hors de lui-même, il semblait voir d'autres objets que ceux qui étaient devant lui, & n'appercevoir aucun de ceux dont il était environné. Il voulut envoyer un bataillon foudroyer les mutins ; mais les avis successifs qui lui furent donnés, lui confirmèrent que toute la ville était en armes. Alors il perdit toute epèce de raison : on dit qu'il courait furieux dans ses appartemens, les cheveux hérissés, la bouche écumante, les bras levés & immobiles ; sa voix était émue, il était hors d'haleine, & ne pouvait tenir sa colère renfermée au-dedans de lui, à l'aspect d'un danger si prochain. Tel est l'homme de peu de valeur, sa

fermeté l'abandonne, il ne peut se posséder lui-même au moment où il a le plus besoin de conseil & de modération. Il promit aux plus graves d'entre les principaux habitans, qu'il ne ferait point marcher de troupes s'ils voulaient se charger d'appaiser le tumulte : au bout de quelques heures tout rentra dans la tranquillité, & le peuple ne trouvant point d'aliment à sa fureur, se retira satisfait, après avoir jetté quelques ordures dans la maison du marchand. Le tumulte fut moins grand dans la ville de Newport, où le général avait tenté de faire acheter des couvertures au commencement de l'hiver ; mais son marché n'eut pas plus de succès. Le peuple empêcha que les couvertures ne fussent livrées ; cependant la guerre n'était point encore ouverte : c'était à des Anglais que des sujets Britanniques refusaient un objet nécessaire à leur conservation, & qui ne pouvait influer sur le sort de leurs armes. Ces dispositions de la multitude n'étaient pas

ANNÉE 1775.

ANNÉE 1775.

propres à consoler des soldats, qui, enveloppant de tous côtés une ville séditieuse, se voyoient environnés à leur tour de peuples toujours prêts à se changer en des armées formidables.

VIII. Les Américains démontent les batteries, s'emparent des canons, & font de grands préparatifs de résistance.

LES provinciaux comptaient déjà dans leur artillerie, outre les quarante canons du fort de Portsmouth, les quarante autres qui défendaient cette ville. Les habitans de Newport ayant démantelé les fortifications, en enlevèrent quarante-quatre pièces de canon, depuis six jusqu'à vingt-quatre livres de balle : on faisait dans les autres provinces les mêmes preparatifs. Les Virginiens, chez qui l'industrie n'avait point jusqu'alors fait de progrès, avaient créé en peu de temps des ouvriers, des manufactures, des arts ; leurs villes s'étaient agrandies ; leurs rivages, autrefois sans matelots, étaient devenus des chantiers & des ports ; les productions de leurs terres avaient changé de prix en changeant d'acheteurs ; le tabac

s'était vendu plus cher. La province devenait riche depuis qu'elle sentait la nécessité de suppléer, par ses travaux intérieurs, à ce qui lui manquait depuis si long-temps, à ce que les Anglais étaient en possession de lui donner en échange de tous ses revenus. Ses représentans virent les premiers, qu'au commencement d'une guerre si importante, entreprise pour la défense de la liberté, il était nécessaire de ne pas rester dans la dépendance de l'Europe pour les principales munitions. Ils proposèrent une grande récompense à celui qui, dans dix-huit mois, à compter du onze janvier mil sept cent soixante-quinze, produirait cinquante quintaux de poudre à canon, fabriquée avec des matériaux pris dans la colonie. ANNÉE 1775.

De semblables délibérations surprenaient le chevalier Gage; il s'était attendu à ne trouver que des esclaves mutinés, il s'agissait de subjuguer des hommes; il n'avait point vu sans frémir le succès de leurs mesures pour se pro-

ANNÉE 1775.

curer des canons; il aurait voulu mettre de son côté ce terrible argument des rois. Il sut qu'on préparait à Salem un nouveau train d'artillerie, & que dans la Nouvelle-Yorck on faisait travailler des fondeurs, il projetta d'enlever le train d'artillerie de Salem. N'osant pas affaiblir son armée de Boston, il tira de la garnison du fort William un régiment, & le fit embarquer le 25 février, sur un bâtiment de transport. Les soldats ne se montrèrent qu'à l'instant de débarquer; mais les habitans de Salem furent avertis sur le champ par ceux de Marblehead, où le débarquement s'était fait. Cependant le régiment marchait en diligence: le chantier où l'on travaillait était séparé de la ville par la rivière, qu'il fallait traverser sur un pont-levis. Les ouvriers levèrent le pont, pour donner le temps d'assembler les milices du voisinage. Le commandant, trouvant le pont levé, détacha des grenadiers pour s'emparer de deux bateaux qui étaient à peu de

distance sur la rivière, & au moyen desquels le régiment aurait atteint promptement l'autre rive; mais les bateliers, armés les uns de fusils, les autres seulement de leurs perches & de leurs avirons, empêchèrent si bien les grenadiers d'aborder, qu'ils se donnèrent le temps de mettre leurs bateaux hors de service, en y perçant de grands trous qui les firent couler à fond. Cette résolution prise, sans conseil, par des mariniers, au risque de leur vie, excita les acclamations des habitans qui s'étaient rassemblés sous les armes. Le régiment se rangea aussi-tôt en bataille, & se préparait à faire feu sur le rivage opposé; mais le colonel voyant que sa troupe serait infailliblement détruite par des hommes furieux, dont le nombre, déjà supérieur de plus de moitié, grossissait à chaque instant, voulut délibérer avec ses officiers sur le parti qui lui restait à prendre : tandis qu'il balançait, on acheva d'enlever le train d'artillerie; on le mit en sûreté. Alors on baissa le

ANNÉE 1775.

ANNÉE 1775.

pont, les Anglais le traversèrent, visitèrent le chantier, & n'ayant rien trouvé, s'en retournèrent au milieu des huées & des injures de la populace.

Journée de Lexington, 18 avril 1775.

TOUTE la Nouvelle-Angleterre venait d'être associée à l'interdit de Boston; c'était forcer les quatre provinces à réunir leurs efforts pour la délivrance commune. On leur défendit tout commerce, & de pêcher sur les bancs de Terre-neuve, ni même sur les côtes. C'est ainsi qu'un ministère aveugle allait de lui-même au-devant de la ruine du commerce national, & portait la révolte à son dernier excès, en voulant interdire la pêche aux Américains. La nature a donné le droit de pêcher à quiconque demeure sur les bords de la mer. En les accoutumant à se suffire à eux-mêmes par les arts & l'industrie, on rompait les derniers liens qui auraient pu les retenir encore sous la domination Britannique. L'instant était venu où l'affranchissement des colonies Anglaises devait

devait être écrit en caractères ſanglans dans les révolutions du monde. Lexington ! Lexington ! tu devais devenir fameux par les premiers combats que Georges III livrait à ſes ſujets de l'Amérique ; c'eſt auprès de tes foyers ruſtiques que devait couler le premier ſang de la guerre civile. ANNÉE 1775.

Le dix-huit avril le chevalier Gage fit embarquer le ſoir à Boſton, un détachement compoſé d'environ huit cents hommes ; il en donna le commandement au lieutenant-colonel Smith. Son deſſein était d'enlever le congrès provincial qui était aſſemblé à Concord. Cette troupe fut deſcendre à Philips-farm, d'où elle s'avançait ſans bruit & à la faveur des ténèbres, ſur le chemin de Concord ; mais les meſures étaient priſes pour que les troupes de Boſton ne puſſent faire aucun mouvement ſans que toute la province en fût auſſi-tôt avertie : l'allarme ſe répandit à la ronde, & les troupes nationales vinrent ſe former, pendant la nuit en différens bourgs,

ANNEE 1775.

pour s'oppoſer à toutes les entrepriſes des Anglais. Ceux-ci traverſant dès le matin le village de Lexington, y trouvèrent une compagnie de milice prête à paſſer en revue. Le commandant faiſant marcher à pas redoublés vers cette compagnie, ſomma les miliciens de mettre bas les armes, & de ſe diſperſer. Les provinciaux ne répondirent à cette ſommation que par des huées qui furent répétées de tout le peuple; alors quelques officiers Anglais firent feu ſur eux de leurs piſtolets, & engagèrent leurs ſoldats à ſuivre cet exemple; quatre ou cinq ſeulement obéirent d'abord, mais Smith ordonna de faire, ſur cette faible troupe, une décharge générale; elle renverſa dix-ſept hommes, dont huit moururent ſur le champ: le reſte de la troupe, ne pouvant réſiſter à des ennemis dix fois ſupérieurs en nombre, prit la fuite. On a prétendu, dans les gazettes Américaines, qu'ils n'avaient ni balles ni cartouches; mais ce fait n'eſt point

vraisemblable ; il est seulement certain qu'ils n'étaient point en état de guerre, ni préparés au combat, & qu'une attaque soudaine de la part de huit cents hommes contre cent, ne peut être regardée que comme un massacre commis de sang froid. Ces infortunés s'étant ralliés à quelque distance de là, furent bientôt joints par les compagnies des lieux circonvoisins ; ils leur racontèrent leur désastre, & le desir de la vengeance s'empara de tous les cœurs.

ANNÉE 1775.

Smith victorieux continuait sa marche vers Concord ; il y arrivait & s'emparait déjà de plusieurs voitures chargées de farine, qui appartenaient à la province, lorsque les milices rassemblées à la hâte vinrent s'opposer à ses succès. Tandis qu'il entrait dans la ville, & que son avant-garde était déjà en possession du pont qu'il s'apprêtait à traverser, les Anglo-Américains entraient par un autre côté, & leur commandant envoya un détachement de cent cinquante hommes pour s'emparer du pont. Les soldat

ANNÉE 1775.

Anglais, croyant n'avoir affaire qu'à ce seul détachement, comptèrent sur une nouvelle victoire, & Smith était persuadé que toute la guerre de l'Amérique serait marquée par des avantages semblables à celui qu'il venait de remporter à Lexington; ils firent feu, & tuèrent deux hommes : mais aussi-tôt ils virent un corps de troupes considérable accourir pour soutenir le détachement, & furent repoussés avec tant de valeur qu'ils abandonnèrent ce poste & prirent la fuite : ils furent vivement poursuivis.

Pendant qu'ils se repliaient vers Lexington, ils furent rencontrés par le lord Percy, qui venait pour les soutenir avec mille hommes & deux pièces de campagne ; les deux corps s'étant réunis, s'arrêtèrent & enterrèrent leurs morts; ils voulaient même faire panser leurs blessés, mais attaqués de nouveau par les Américains, dont ils voyaient grossir le nombre, ils furent obligés de reprendre & de précipiter leur retraite, après avoir mis le feu à Lexington.

Les secours furent si prompts que l'incendie ne fit presque point de progrès. Les incendiaires avaient espéré couvrir leur fuite par les tourbillons de fumée qui se seraient élevés des bâtimens en feu; mais les Américains les rejoignirent promptement : en vain les officiers Anglais espéraient que leur artillerie, foudroyant des vainqueurs qui n'avaient point de canon, les forcerait à s'éloigner, ils furent battus & poursuivis jusques dans les faubourgs de Boston. Les Insurgens ne s'arrêtèrent qu'à la levée de Charles-town *, où le vaisseau de guerre le Sommerset, de 64 canons, se trouvait à portée de protéger la fuite de l'armée Anglaise. Il y eut plus de cent hommes tués du côté des Américains; mais la perte des troupes Anglaises fut bien plus considérable, il y eut deux cents hommes tués, plus de trois cents blessés, & un grand

ANNÉE 1775.

* Cette levée joint Boston à Charles-town, faubourg considérable, qui forme une espèce de ville séparée.

ANNÉE 1775.

nombre de prisonniers, entre lesquels étaient deux officiers.

A peine la nouvelle de ce combat se fut répandue dans la province, que tous les habitans prirent les armes; ils voulaient entrer l'épée à la main dans Boston, & y massacrer la garnison entière; mais leur général Arthemus Ward, parvint à les dissuader de ce projet, qui ne pouvait être formé que dans la première fureur, & qui paraîtrait impossible dans l'exécution, si l'on ne savait pas ce que peut une armée de républicains, dont le courage personnel dirige les efforts, & qui sont animés tout à la fois par la vengeance & la victoire. Le nouveau général Ward vint former un camp de vingt mille hommes aux environs de Cambridge; le colonel Putnam se saisit d'un poste avantageux à Roxbury, & les partis opposés restèrent quelque temps en présence, sans qu'il survînt aucune action d'éclat.

FIN de la première partie.

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS,

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS,

Par M. Hilliard d'Auberteuil.

TOME PREMIER.

SECONDE PARTIE.

A BRUXELLES.

M. DCC. LXXXII.

TABLE

DU TOME PREMIER,

SECONDE PARTIE.

LIVRE IV.

PITT fait de nouveaux efforts dans la Chambre des Pairs en faveur des Américains ; sa tête eſt en danger ; George Washington eſt nommé Commandant en chef des troupes Américaines ; arrivée des Généraux Anglais Howe & Burgoyne ; affaire de Bunkers'hill ; mort de Waren. Le Congrès ſe décide à porter la guerre en Canada ; forces guerrières de l'Amérique, à l'ouverture de la campagne en 1776.

Matières du quatrième Livre.

CHAP. I.er *Débats du parlement*, page 199
Tableau politique de la Cour de Georges III, 201
Ouverture de la campagne de 1775, 205
Priſe du fort Ticonderago, & du colonel Skeen, 208

CHAP. II. *Les Gouverneurs des Colonies ſont réduits à s'embarquer ſur des bâtimens de guerre*, 211

Ouverture de la ſeconde année du Congrès 212

Washington eſt nommé Commandant en chef de toutes les troupes de l'Amérique, 215

Parallèle de Washington & de Charles Lée, 218

CHAP. III. *Affaire de Bunkers'hill*, 16 *juin* 1775, 224

Opinion du parti de la Cour, injurieuſe à la bravoure des Américains, 227

Mort de Waren, 229

Son éloge, ibid.

CHAP. IV. *Les habitans en état de porter les armes ſont chaſſés de Boſton*, 240

Manifeſte du Congrès général, 241

Alarmes & troubles en Angleterre; adreſſes du corps-de-ville au Roi, 245

Embarras des Miniſtres, 248

CHAP. V. *Exceſſive dureté du général Anglais envers les priſonniers de guerre*, 252

Le Congrès ſe décide à porter la guerre dans le Canada, 253

Projet de la diverſion du Canada, 258

CHAP. VI. *Embraſement de Norfolk*, 261

Arrêtés & précautions de l'aſſemblée de Rhod'Iſland, 267

Ordre du Congrès d'abandonner les villes situées au bord de la mer, 268
Les vaisseaux du Roi portent le ravage & l'incendie le long des côtes, 271
CHAP. VII. *Nouvelles légions levées dans la Virginie & dans les provinces confédérées*, 273
CHAP. VIII. *Forces de l'Amérique pour la campagne de* 1776, 276
Observations générales sur les Anglo-Américains, 279
Troupes de l'Amérique, 280
CHAP. IX. *Artillerie & fortifications*, 283
CHAP. X. *Marine*, 289

LIVRE V.

ARNOLD porte la guerre dans la partie basse du Canada ; il assiège Quebec. Prise du fort Saint-Jean par Mongommery. Guy Carleton, gouverneur du Canada, s'enfuit secrètement de Montréal, se jette dans Quebec & sauve cette place : mort de Mongommery ; éloge de ce général. Arrivée d'une armée Anglaise au Canada.

Matières du Livre V.

CHAP. I.er *Marche mémorable du colonel Arnold*, 295
Arnold publie une proclamation du général Washington, 299

Mongommery vient assiéger le fort Saint-Jean, 301

CHAP. II. *Deux mille Canadiens joignent l'armée de Mongommery*, 304

Mauvais succès de la témérité de l'aventurier Ethan Allen, ibid.

Mongommery prend le fort Chambly, 305

CHAP. III. *Défaite de Carleton & du colonel Me Clean*, 307

Capitulation du fort S. Jean, ibid.

Prise de la ville de Montréal, 309

Carleton se sauve à Quebec déguisé en Matelot, 310

CHAP. IV. *Commencement du siège de Quebec*, 311

Vexations & cruautés commises contre Thomas Walker & sa famille, 312

Dispositions des Canadiens, 318

CHAP. V. *Arnold bloque la ville jusqu'à l'arrivée de Mongommery*, 321

Mongommery forme le siège de Quebec, 323

Il livre l'assaut à la ville, 327

Sa mort, 330

Arnold est blessé, une partie de sa division est faite prisonnière, ibid.

Il se retire en bon ordre, avec les débris de l'armée, 331

CHAP. VI. *Réflexions sur cette campagne*, 332

Le Congrès érige un mausolée aux manes

de Mongommery ; éloge de ce guerrier, 336
Arnold convertit le siège en blocus, & ensuite recommence le siège, 339
Arnold & Wooster levent enfin le siège, 343
CHAP. VII. *Carleton fait une sortie avec les troupes Anglaises qui viennent d'arriver, & poursuit les Américains*, 345
Affaire du poste aux Cèdres, 346
CHAP. VIII. *Arrivée du général Burgoyne au Canada*, 352
Combat des Trois-rivières, 353
Arnold prend le parti d'évacuer tous les postes dans le Canada, & de se retirer vers Albany ; succès de sa retraite, 356

LIVRE VI.

DÉBATS du parlement. Blocus & siège de Boston. Sir William Howe est contraint d'évacuer cette place. Plan de la campagne ; attaque du fort Sullivan & de la ville de Charles-town. Le congrès déclare l'indépendance des treize états réunis.

Matières du Livre VI.

CHAP. I.er *Traités faits par Georges III, pour se procurer des troupes mercénaires*, 359
Le lord Germaine propose de réduire les

Américains à une dépendance absolue; ouvrage politique du docteur Price, 363
Débats du parlement, 365
Blocus de Boston, 369
CHAP. II. *Siège de Boston*, 372
Howe attaque inutilement les batteries de Dorchester; il se décide à évacuer la ville, 374
Il se retire à Hallifax pour attendre la flotte commandée par son frère, 379
Washington envoie des troupes à New-Yorck, 381
Réjouissances des Bostoniens, 382
CHAP. III. *Descentes aux îles Bermudes*, 383
Ravages du lord Dunmore, 384
Arrêtés de la convention de la Virginie, 385
Formation d'un corps de Royalistes dans la Nouvelle-Ecosse, ibid.
Le Congrès s'empare des biens & créances des Métropolitains, pour subvenir aux dépenses de la guerre, ibid.
La province de Géorgie prend part à la confédération, 386
Débats du parlement; embarquement des troupes, 388
Plan de la campagne de 1776, 390
Objections contre ce plan, 392
Défaite des Royalistes ou Torris, dans la Caroline du nord, ibid.

Grand abus des gouvernemens modernes, 393

CHAP. IV. *Projet d'invasion dans la Caroline méridionale, & d'attaque contre Charles-town*, 396

La Caroline méridionale est de toutes les provinces confédérées, la première à secouer le joug du gouvernement Britannique; nouvelles loix de cette province, 398

Proclamation des nouvelles loix, & des commissions de John Rutlege, président, & de Henri Laurens, vice-président, 403

Adresse du conseil législatif, à John Rutlege, ibid.

Réponse de ce président, 406

CHAP. V. *Arrivée de Peter Parker*, ibid.

La flotte est arrêtée plusieurs jours sur la barre de Charles-town, 407

Proclamation du chevalier Clinton, 409

Débarquement de son armée, 410

Alarmes dans Charles-town, 411

Préparatifs de résistance, ibid.

Attaque de l'île Sullivan, & ordre de l'attaque, 412

Clinton s'égare, l'escadre attaque seule & est repoussée, 413

CHAP. VI. *La garnison pend un espion pendant le combat. Perte de l'escadre en morts & blessés*, 418

Mort courageuse du capitaine Morris,

commandant le Briſtol, 419
Bravoure extraordinaire de Jaſper; activité ſurprenante du général Lée, 419
Le vaiſſeau le Roebuck *& deux frégates ſont chaſſés de la rivière Chriſtiana*, 423
CHAP. VII. *Arrivée du lord Howe*, ibid.
Proclamation qu'il fit publier, 425
Le Congrès déclare les treize colonies confédérées, États libres & indépendans, le 4 juillet 1776, ibid.
CHAP. VIII. *Déclaration de l'indépendance*, 427
Elle eſt reçue avec acclamation dans toutes les provinces, & l'on travaille à former de nouvelles loix politiques, 439

FIN de la Table de la ſeconde Partie du Tome I.er

CARTE
DE LA NOUVELLE ANGLETERRE,
Comprenant
LES ETATS DE MASSACHUSETS BAY,
N. HAMP SHIRE, CONNECTICUT et RHODE ISLAND;
Rédigée
d'après les Originaux Anglais, les plus estimés, ainsi que les autres Cartes des Etats-unis, insérées dans l'ouvrage.
Par M. Brion de la Tour, Ingr Géographe du Roi.

Echelle.
Lieues d'une heure de 20 au Degré.
3 10 15 20

Longe Occide du Méridien de Paris.

Nord

Occident

Orient

Midi

Longitude du Méridien de l'Isle de Fer

CANADA

NOUVELLE YORK

ETAT DE VERMONT

NEW HAMPSHIRE

MASSACHUSETS

RHODE ISLAND

CONNECTICUT

MER DU NORD

Banc de Jefferis

Bancs de Rose

Détroit de Long Island

Long Island (Isle Longue) dependante de New York

I. Manisse

I. Noman

I. de Marthas Vineyard

I. et Banc de Nantukket

Havre de Piskataqua

Portsmouth

York

Wells Town

Biddiford

Arundel

Havre Winter

Cap Elizabeth

Baye de Penobscot

Frank Fort

Fort George

Pte de l'Est

I. Mount Desart

I. Longue

I. Fox

I. Holt

Boston

Cambridge

Salem

Marblehead

Newbury

Haverhill

Ipswich

Glocester

Havre du C. Anne

C. Anne

I. Plumb

B. de Massachusets

Cap Codd

le Havre

Crabe B.

B. du C. Codd

Plymouth

B. de Barnstable

Barnstable

Yarmouth

Falmouth

B. de Falmouth

Edgar Town

C. Poge

Hartford

New Haven

New London

Stratford

Fairfield

Norwalk

Middletown

Norwich

Derby

Hadham

Farmington

Litchfield

Dunstable

Northfield

Sheldon

Deerfield

Hatfield

Sunderland

Petersham

Pentusok

Springfield

Sheffield

Billerika

Lexington

Bunkerhill

Chelsea

Dorchester

Milton

Hingham

Taunton

Barrington

Warwick

Rochester

Bristol

Portsmouth

Newport

Rhode I.

Tiverton

Warham

Sandwich

Harwich

Eastham

Malebar ou Pte Sandy

Belingsgate

Fisher

Saco R.

Sawko

Kennebeck R.

Penobscot R.

Royals R.

Connecticut R.

Merrimack R.

Piscataqua R.

Taunton R.

Charles R.

Housatonick R.

Thames R.

Quinebaug R.

Pawcatuck R.

Farmington R.

Hockanum R.

Mill R.

Quinnipiack R.

Saugatuck R.

Norwalk R.

Stamford

Greenwich

Rye

Mamaroneck

Westchester

Fordham

Kingsbridge

Harlem

Hell Gate

Flushing

Jamaica

Hempstead

Oyster Bay

Huntington

Smithtown

Brookhaven

Southampton

Southold

Sagadahock R.

Kennebeck R.

Muskongus

Reskogen

Sheepscot R.

Wiscasset

Pte de l'Est

Cap Elizabeth

Kasko

Wells Town

Porpus

Sawko

Philips

Museum R.

Piscataqua R.

Merrimack R.

Contoocook R.

Ashuelot R.

Connecticut R.

Housatonick R.

Deerfield R.

Chicopee R.

Westfield R.

Farmington R.

Hockanum R.

Mill R.

Quinnipiack R.

Saugatuck R.

Norwalk R.

Thames R.

Quinebaug R.

Pawcatuck R.

Taunton R.

Charles R.

Neponset R.

Mistick R.

Saugus R.

Ipswich R.

Merrimack R.

Connecticut R.

Housatonick R.

Thames R.

Quinebaug R.

Pawcatuck R.

Taunton R.

Charles R.

Neponset R.

Mistick R.

Saugus R.

Ipswich R.

Merrimack R.

Connecticut R.

Housatonick R.

Thames R.

Quinebaug R.

Pawcatuck R.

Taunton R.

Charles R.

Neponset R.

Mistick R.

Saugus R.

Ipswich R.

SECONDE PARTIE.

LIVRE QUATRIEME.

PITT fait de nouveaux efforts dans la Chambre des Pairs, en faveur des Américains; sa tête est en danger; George Washington est nommé Commandant-Général des Troupes Américaines; arrivée des Généraux Howe & Burgoyne; affaire de Bunkershill; mort de Waren; le Congrès se décide à porter la guerre dans le Canada; forces guerrières de l'Amérique, à l'ouverture de la campagne en 1776.

LE Parlement ayant déclaré les Bostoniens rebelles à l'État, tous les gens sages prédirent les évènemens que cette démarche devait produire. Le comte de Chatam combattait dans la

ANNÉE 1775. I. Débats du Parlement.

chambre des Lords les projets du ministère, avec la hardiesse qui convenait dans des circonstances où il n'y avait pas un moment à perdre pour arrêter la subversion totale dont l'Etat était menacé. Il faisait voir qu'il conservait encore le zèle patriotique & la vigueur de génie que l'âge glace ordinairement dans les autres hommes. Ceux qu'on appellait les amis du Roi, en prirent de l'ombrage, & la liberté avec laquelle il osait contredire leur avis, leur parut excéder toute mesure. Ils portèrent la chambre à procéder contre ce courageux républicain ; elle oublia tout ce que l'Angleterre devait au célèbre Pitt. Peu s'en fallut qu'il ne devint victime d'une injustice plus cruelle que celles qui souillèrent la gloire d'Athènes & tranchèrent les jours de Miltiade, de Socrate & de Phocion.

La chambre fut sur le point de l'envoyer à la tour de Londres, terminer sa glorieuse carrière parmi les criminels d'état. Trente-cinq voix

s'élevèrent contre lui ; heureuſement l'oppoſition en eut trente-ſix, & dans cette journée, la deſtinée de Pitt ne dépendît que d'un ſeul ſuffrage. C'était celui du duc de Gloceſter, qui, attaché comme tout prince Anglais le devrait être, à la conſtitution Britannique, déſapprouvait la guerre que l'on déclarait aux Américains, & avait voté ouvertement contre le bill tyrannique pour l'adminiſtration du Canada ; il failait, pour ſauver les jours du plus grand homme de l'Europe, que le frère du Roi ſe rangeât du côté de l'oppoſition, & que ce prince eût préſervé ſon ame de l'air contagieux de la cour.

Tableau politique de la Cour de George III.

LA honte dont la chambre des Lords venait de ſe couvrir, était un ſujet d'allegreſſe dans le parti du Roi : que ne pouvait-il pas eſpérer d'un parlement ſi dévoué à ſes projets, que la ſeule contradiction y était déjà regardée comme un crime, quand elle était directe & exprimée ſans détour ? Ses

peuples se déchiraient mutuellement, & il ne voyait pas dans les conseils & dans l'indignation de Pitt, le salut de l'Angleterre. Il s'obstinait à ne considérer dans la guerre de l'Amérique, que des troubles excités par ses ministres eux-mêmes, pour se procurer une guerre utile à leurs desseins, & qu'ils termineraient aussi-tôt qu'ils en auraient la volonté.

En plaçant ainsi sa confiance dans ceux qui favorisaient ses prétentions à ce despotisme, qui a entraîné la chûte de tant de souverains, il oubliait qu'il ne devait sa couronne qu'aux efforts de la liberté; il prétendait à la monarchie absolue. Il traitait en ennemis les hommes pénétrés des principes des Wighs, qui avaient placé sa famille sur le trône, & prenait pour amis, les ennemis de sa gloire, & de celle de la nation. Il achetait leurs suffrages à un prix exhorbitant, & s'entourait d'un plus grand nombre d'hommes corrompus, à proportion qu'il fallait plus d'argent pour conserver ceux qu'il avait déjà. Les

troubles étaient néceſſaires pour trouver à chaque ſeſſion du parlement des prétextes à de nouvelles demandes de ſubſides; & pourvu qu'il eût un plus grand nombre d'emplois à donner, plus d'occaſions, plus de moyens de ménager ſes favoris ou d'en acquérir de nouveaux, plus de ſommes d'argent à répandre, plus de ſoldats à lancer dans l'occaſion contre la liberté publique; il était indifférent à ceux qui étaient initiés dans le ſecret de ſes deſirs, que cette guerre fût féconde en victoires ou en défaites. Ce n'était pas la force de la nation qu'ils voulaient, mais ſon aſſerviſſement, & l'on élève plutôt un pouvoir abuſif ſur des hommes ruinés, fatigués par le malheur, énervés par le luxe, que ſur des citoyens victorieux. Toute l'Angleterre était conſternée de la révolution qui ſe préparait en Amérique; eux ſeuls croyaient y trouver leur avantage; ils ont employé plus d'efforts, plus de talens peut-être pour profiter de cet avantage odieux, qu'il

n'en aurait fallu pour augmenter la puiſſance de la nation. Ils allaient plus loin ; ils enviſageaient dans la profondeur de leur ſombre politique, les gueres étrangères dont l'Angleterre était menacée, comme de nouveaux moyens de s'affermir. Peut-être ils eſpéraient trouver l'occaſion de faire périr le petit nombre de héros qui reſtait à la nation, ou par le fer de l'ennemi, ou par les querelles qu'ils leur ſuſciteraient dans leur propre patrie ; & le peuple reſtant ſans defenſeurs, ne pouvait tarder d'être réduit au plus dur eſclavage ; juſqu'où ne vont point les calculs d'une ambition perverſe, juſqu'où ne vont point les maux que le deſir d'opprimer a vomi ſur la terre ? L'ambition ravage les empires pour dominer ſur des déſerts, & perſuade à ceux qui l'écoutent, qu'il vaut mieux commander à des ſujets deſunis, eſclaves & malheureux, que d'être comptable de ſon adminiſtration à un peuple puiſſant & heureux.

O Angleterre ! la nature avait borné votre territoire : vos rivages étaient triſtes & nébuleux ; mais les influences douces & fécondes de la liberté, embelliſſaient & fertiliſaient votre climat. La ſageſſe de votre gouvernement avait étendu votre gloire ſur le monde entier, où vos peuples vainqueurs de leurs rivaux, répandaient les ſciences & les arts ; vous perdez la liberté, votre gloire, le pouvoir, les richeſſes, tous les biens à la fois ; les raviſſeurs ſont au milieu de vous, & vous demeurez ſans vengeance !

Ouverture de la campagne de 1775.

Le général Gage avait demandé des ſecours : on lui avait fait paſſer depuis peu un renfort compoſé de trois régimens, & d'un corps de cavalerie légère ; on lui envoyait les généraux Howe & Burgoyne, avec quatre mille hommes, cinq cents chevaux, & cinq compagnies d'artillerie ; ils allaient s'embarquer ſur la flotte de l'amiral Suldham, que l'on armait à Spithead avec la

plus grande précipitation. * Un des frères du général Howe était mort en Amérique les armes à la main, sa mémoire y était respectée, & les Américains lui avaient fait élever un tombeau. Lui-même avait promis l'année précédente à ses constituants, lors de son élection au parlement, de voter en faveur des colonies ; mais il ne put résister à la volonté du roi, & à l'ambition de commander. De nouveaux corps de troupes devaient s'embarquer incessamment ; & le parlement offrit au roi de mettre sur pied les soixante mille hommes de milices établies pendant la guerre contre la France, afin qu'il pût envoyer en Amérique autant de troupes réglées qu'il jugerait nécessaire à son autorité. Cette offre ne rem-

* Cette flotte était de cinq vaisseaux de guerre & de douze vaisseaux de transport, sur lesquels étaient embarqués les 17, 27, 28, 46 & 58e régimens d'infanterie. Le fort qui la précédait, sous l'escorte d'un vaisseau & de deux frégates, étoit composé des 40, 55 & 63e régimens.

pliſſait point encore les vues de la cour, & l'on propoſait dès-lors de ſoudoyer dix mille hommes de troupes étrangères, de peur que les ſoldats Anglais ne fiſſent quartier aux Américains.

Les provinces de l'Amérique ſe préparaient, de leur côté, à recevoir & à vaincre ces eſſains de meurtriers, que la Métropole envoyait contr'elles. A la nouvelle des combats de Lexington, l'aſſemblée provinciale de Penſilvanie donna des ordres pour lever un corps de vingt mille hommes, qui ſe tranſporterait par-tout où le beſoin l'appellerait, & un autre de quatre mille hommes choiſis, pour la garde de la ville de Philadelphie, & la ſûreté du congrès. Six mille hommes des milices de Rhod'iſland, joignirent l'armée d'Artemus Ward à Cambridge, devant Boſton; Putnam poſté avantageuſement à Roxbury, entre Cambridge & Worceſter à la tête d'un corps de réſerve compoſé de ſix mille hommes, levés dans la colonie de Connecticut, inter-

ceptait toutes les proviſions deſtinées pour Boſton. Dans le méme temps un convoi conſidérable, que le général Gage attendait avec impatience, lui fut enlevé par un détachement ſous les ordres du docteur Payſon, eccléſiaſtique, qui juſqu'alors n'avait donné que des exemples de modération & de paix. Le corps légiſlatif de Connecticut établit à Worceſter le magaſin général de l'armée de Cambridge, & pour faire les fonds néceſſaires à l'entretien de cette armée, il créa le premier un papier de change, qui devait avoir cours dans toute la Nouvelle-Angleterre. Gage ſe voyait tout-à-coup entouré & reſſerré dans Boſton par un grand nombre d'ennemis, qui lui annonçaient tous en même-temps, que l'Amérique ſeprentrionale était pour jamais ſéparée de la Grande-Bretagne.

Priſe du fort Ticonderago, & du colonel Skeen.

DÈS le lendemain de l'affaire de Lexington, un détachement des milices de Connecticut & de Maſſachuſet, partit ſous le commandement du co-

lonel Eſton & de l'aventurier Allen, pour s'emparer du fort Ticonderago, bâti par les Français, en 1756, ſous le nom de fort *Carillon*, & qui ouvre la communication du Canada & de la Nouvelle-Angleterre. Il eſt ſitué au bord du lac Champlain, ſur des rochers qui en rendent l'approche difficile. Les Anglais tentèrent vainement de l'emporter d'aſſaut en 1758, & ne purent s'en rendre maîtres que l'année ſuivante. Les Inſurgens projettèrent de le ſurprendre avant que le chevalier Gage pût être averti de leur deſſein ; & le ſoir du 25 avril ils arrivèrent à la vue du fort. Un détachement ayant paſſé l'eau pendant la nuit, parvint dès le point du jour aux ouvrages extérieurs. Les aſſaillans arrêtèrent la ſentinelle avant qu'elle pût faire feu, ſautèrent dans le chemin couvert, & s'introduiſirent dans l'intérieur du fort, où le reſte de la troupe les ſuivit. La garniſon voulut d'abord ſe défendre ; le commandant était abſent : c'était le colonel Skeen ; celui qui

le remplaçait accourut au bruit ; mais n'étant point instruit des hostilités, voyant des ennemis supérieurs, déjà maîtres du fort, & n'ayant que cent hommes sous ses ordres, il fut obligé de mettre bas les armes, & de se rendre prisonnier.

Les vainqueurs trouvèrent à Ticonderago cent pièces de canon, quelques barils de poudre, & une grande quantité de munitions. Allen prit le commandement du fort, & les milices de Connecticut en formèrent la garnison. Le colonel Eston, avec le détachement de Massachuset, alla s'emparer des forts de Crown-point & de Skenesborough, dont il fit les soldats prisonniers.

Skeen ne tarda pas à tomber entre les mains des Américains. Il s'était embarqué pour revenir à Ticonderago, sans déclarer son nom, ni son rang au capitaine du navire ; mais ils rencontrèrent vers le cap Delaware un autre bâtiment qui les informa de la prise du fort, & des hostilités qui l'avaient précédée. Le

colonel oubliant qu'il était sur un navire Américain, ne put renfermer son chagrin. Dans la colère qui l'animait, il se découvrit lui-même, & le capitaine le mit à terre à Philadelphie, où il fut retenu prisonnier sur sa parole.

II. Les gouverneurs des colonies sont réduits à s'embarquer sur des bâtimens de guerre.

Le gouverneur Dunmore, voulant s'emparer de la poudre appartenante aux particuliers de Williamsbourg, occasionna une émeute générale dans la Virginie. Les milices du voisinage accoururent pour y prendre part, & ce lord fut obligé de se retirer avec sa famille à bord d'une frégate de vingt canons qui se trouvait dans le port. Le chevalier Tryon, gouverneur de la Nouvelle-York, se réfugia à bord de la frégate *la Duchesse de Gordon*. Les gouverneurs Campbell & Martin furent obligés de s'enfuir des deux Carolines, & tous s'occupèrent à publier des proclamations & à exercer des pirateries, partageant ainsi leurs jours entre la guerre & la politique, & s'intitulant

gouverneurs de pays où ils n'avaient aucun pouvoir.

Ouverture de la seconde année du congrès.

LE congrès général allait rouvrir ses séances, & les députés des différentes provinces avaient pris la route de New-York, pour se rendre à Philadelphie. On remarquait entr'eux John Hancock, & Samuel Adams, en qualité de députés de Massachuset, & Silas Déane, l'un de ceux de Connecticut. L'allégresse fut publique, lors de leur passage à New-York; les personnes les plus distinguées de la ville allèrent au-devant d'eux; les citoyens de tous les âges & de tous les rangs bordaient le chemin, & l'air retentissait de cris de joie; les cloches annoncèrent leur arrivée, & la journée fut terminée par des réjouissances.

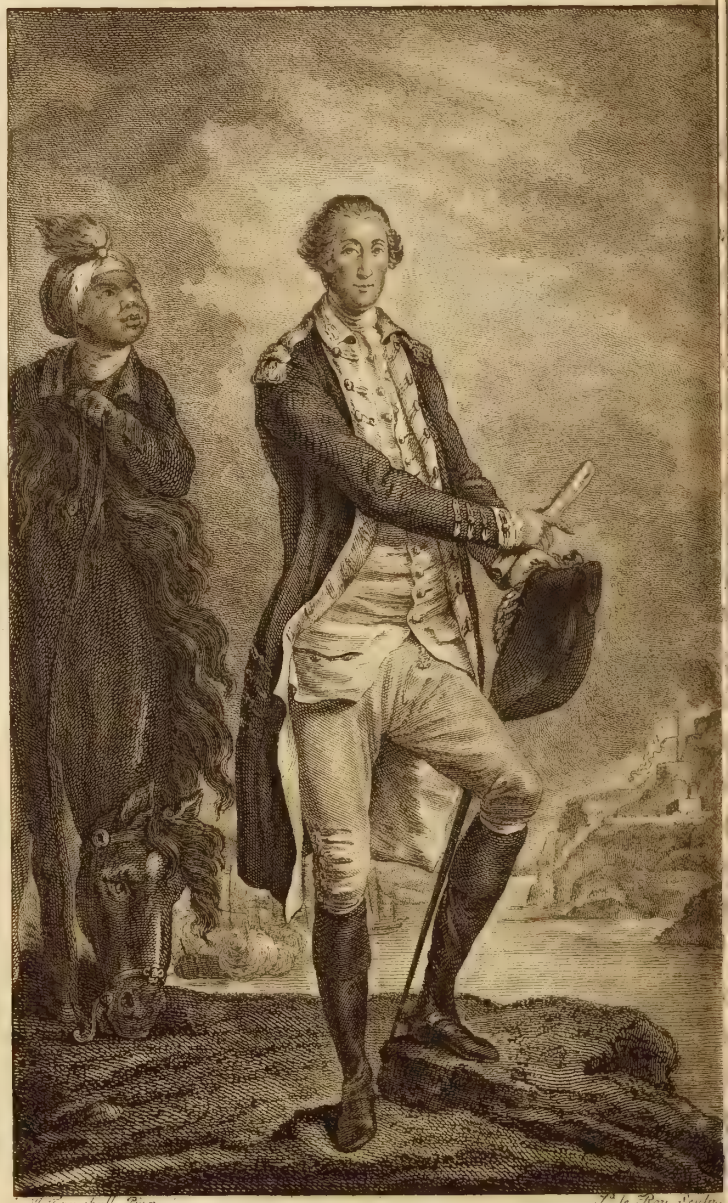
Les mêmes honneurs accompagnèrent leur entrée à Philadelphie; les séances commencèrent le 10 Mai. Les premiers soins du congrès général se tournèrent vers la ville de New-York, qui était me-

nacée des entrepriſes de l'armée royale. Cette ville était, pour ainſi dire, ſans défenſe. Le congrès y envoya deux mille cinq cents hommes, & ordonna au comité provincial, que les milices fuſſent toujours prêtes à ſe raſſembler au premier ſignal, qui annoncerait quelques vaiſſeaux d'Angleterre ; de laiſſer débarquer les troupes réglées, mais de leur fermer l'entrée de la ville, & de tous les poſtes fortifiés.

Le général Gage, enfermé dans Boſton, commençait à reſſentir le déſavantage d'une pareille poſition ; il imagina de publier une proclamation, dans laquelle il annonçait à la fois & la paix & la guerre, comme ſi les Américains n'avaient pas aſſez appris, qu'ils n'avaient plus d'eſpoir que dans leurs armes, comme s'ils avaient oublié que la terre était encore fumante du ſang verſé à Lexington. Cette pièce ſemblait n'être faite que pour irriter davantage des peuples qui brûlaient déjà de ſe venger. « Il ne reſte plus, diſait-il, pour punir

„ les coupables, & protéger les inno-
„ cens, qu'à prouver aux uns & aux
„ autres, *que l'épée n'eſt pas une arme*
„ *inutile dans les mains de ceux qui ſont*
„ *revêtus de l'autorité*„. Ces menaces de la part d'un commandant bloqué par une armée ſupérieure en forces, excitèrent peu de crainte. Le paſſé fourniſſait des preuves d'une conſpiration préméditée, aſſez forte, ſelon lui, pour juſtifier *les plus rigoureux châtimens*; cependant il offrait le gracieux pardon du roi à ceux qui mettraient bas les armes, & rentreraient auſſi-tôt dans le devoir de ſujets ſoumis; mais il exceptait John Hancock & Samuel Adams, dont il jugeait les offenſes trop graves pour qu'ils euſſent d'autre ſort à eſpérer, que les ſupplices dûs aux rebelles. Cette proclamation fut mépriſée, & le congrès ne daigna pas y répondre : mais Peyton Randolph s'étant démis de ſa place de préſident, ce fut John Hancock que l'aſſemblée élut d'une commune voix.

Il



J. Trumbull Pinx.

P. le Roy Sculp.

G. WASHINGTON.

Washington est nommé commandant en chef de toutes les troupes de l'Amérique.

Il s'agissait de choisir un officier qui eût le commandement général de toutes les troupes de l'Amérique, & fût en état de repousser, par son courage & sa prudence, toutes les forces que l'Angleterre pourrait envoyer pour la subjuguer. On comptait déjà à la tête des troupes du continent plusieurs habiles officiers généraux ; Artemus Ward, Ismaël Putnam, Horatio Gates, Schuyler, si riche dans l'Albanie, si accrédité parmi les peuples de la Nouvelle-Yorck, & ce fameux Charles Lée, qui avait fait la guerre au Canada, en Allemagne, & dans la moitié de l'Europe. Le choix pouvait être incertain entr'eux, & Lée qui peut-être aurait eu dans ces premiers momens le plus grand nombre de suffrages, nemontrait aucune prétention au commandement en chef.

Il y avait dans la Virginie un habitant riche, appellé Georges Washington ; il avait servi dans le Canada, & avait commandé un régiment de troupes légères, vulgairement appellées

Riflemen. Ces troupes, particulières aux provinces de l'Amérique ſeptentrionale, ſont compoſées de chaſſeurs, accoutumés pour la plupart, dès l'enfance, à parcourir les forêts, à traverſer les lacs, à pourſuivre le gibier ſans relâche, & à l'atteindre de fort loin; il y a des exemples de leur adreſſe à tirer, qui ſemblent incroyables. Washington s'était diſtingué à la tête de ce régiment; mais ce qui lui avait acquis une grande réputation, c'était le ſervice qu'il avait rendu à l'Angleterre, en couvrant la retraite du général Bradhoc. Il ſemblait avoir renoncé pour toujours à la guerre, & cultivait paiſiblement ſes plantations. Eloigné de toute ambition, la cour de Londres avait oublié de le faire participer aux graces; il ne paraiſſait point ſe reſſouvenir qu'il avait le droit de les ſolliciter; mais il abandonna ſes champs & ſa maiſon, auſſi-tôt qu'il devint néceſſaire de ſervir ſa patrie. A peine le pays de Virginie eût pris part à la guerre civile, qu'il

leva un corps de trois mille miliciens, & sut les former en peu de temps à une discipline plus solide, & moins compliquée que celle des troupes Européennes : il leur donna des uniformes de son choix, & voulut qu'ils fussent distingués des mercénaires soudoyés en Angleterre par la supériorité de leurs armes ; comme ils l'étaient par leur adresse à tirer, il leur donna des mousquets, qui, chargés par la culasse, obligent la balle à décrire en sortant une ligne spirale de deux tours & demi, ce qui accroît la résistance & prolonge la portée : pour canons de campagne, il fit faire des pieces, qui, plus courtes & plus légères que celles dont on se sert ordinairement, produisent plus d'effet.* Ces preuves d'intelligence & de zèle, la renommée dont le colonel Washing-

* C'est d'après les calculs de M. Bernoulli, que ces canons sont faits ; leur effet provient de la grande capacité que l'on donne au corps de la piece, en comparaison de celle où on met la poudre. La densité de l'air qu'elle renferme, comparée à la densité de l'air extérieur, en détermine la force & la portée.

ton jouiſſait, même parmi les troupes Anglaiſes, avec leſquelles il avait ſervi; la facilité, l'éloquence de ſes diſcours, ſes vues politiques, la maturité de la raiſon, avantage ſi rare & ſi précieux parmi les hommes; l'emploi généreux qu'il avait toujours fait de ſes richeſſes; enfin, ſon extérieur impoſant, ſa taille robuſte & élevée, la magnanimité qui ſemblait reſpirer dans ſes traits, lui avaient attiré tous les ſuffrages de la Virginie; il lui ſuffiſait de paraître pour gagner ceux de l'Amérique entière. Ce fut lui que le congrès nomma commandant en chef de toutes les troupes & armées de l'Amérique ſeptentrionale; cette aſſemblée nomma trois majors généraux pour commander après lui, Ward, Schuyler & Putnam; & pour adjudant général, le colonel Gates.

Parallèle de Washington & de Charles Lée.

LÉE ne reçut aucun titre; on prétend qu'il craignait d'exciter l'envie, ſi ordinaire parmi les républicains. Etranger à la cauſe qu'il ſoutenait, on dit qu'il ne

voulait point être exposé à des murmures, à des intrigues de la part de ceux même qu'il contribuait à affranchir du joug de Georges III. Passant pour être plus au fait des détails de la guerre que ses rivaux, & jaloux de conserver cette réputation, il faisait alternativement le service d'ingénieur, de commissaire, de commandant de l'artillerie & de général d'armée; il desirait se porter partout où le besoin l'appellerait, & comptait assez sur son activité, pour se reproduire en tous les lieux où il s'agissait de combattre & de vaincre les ennemis. Cette conduite généreuse & prudente lui mériterait des éloges dans l'histoire, & donnerait une grande opinion de son caractère; mais comment la concilier avec la réputation qu'il s'était acquise en Europe? Il y passait pour un officier entreprenant, hardi, mais turbulent, & propre à semer par-tout la division & la haine. C'était aux querelles, aux cabales qu'il avait suscitées, que l'on attribuait en Angleterre la ré-

forme du cent troiſième régiment ; on lui reprochait une vanité, une préſomption, qui avaient rendu ſa ſociété inſupportable dans tous les corps où il avait ſervi. Au Canada, en Angleterre, & dans tout le nord de l'Europe, où toujours mécontent, toujours inquiet, il avait erré long-temps, offrant par-tout ſes ſervices & par-tout faiſant la guerre dans un rang ſubordonné, juſqu'au moment où les troubles de la Nouvelle-Angleterre lui donnèrent une occaſion plus favorable d'être employé. Il n'avait, diſait-on, que des connaiſſances très-ſuperficielles en tout genre, & particulièrement de ſon métier. Telle était l'opinion qu'on avait de lui en Angleterre, telle était celle qu'avaient conçue de lui pluſieurs des Américains, qui compoſaient le congrès. Beaucoup d'autres croyaient voir en lui un héros, un Demi-Dieu, venu à leur ſecours des extrémités de l'univers : ils portaient l'enthouſiaſme à un tel point, que l'injuſtice qu'on lui avait faite à la cour

de Londres, en ne lui donnant pour prix de ſes longs ſervices au Canada, que le rang de lieutenant-colonel, & la demi-paye de major, devenait pour eux une nouvelle raiſon de haïr la mère-patrie. Leurs regards étincelaient quand ils écoutaient ſes récits ; leur courage s'enflammait à ſa voix, & lui-même était obligé de les retenir, pour qu'ils n'armaſſent pas leurs mains de glaives & de flambeaux. Des perſonnes plus ſages, le regardaient comme un homme ardent & ambitieux, qui, né avec les talens propres à la guerre civile, n'avait pu rien être tant qu'elle n'avait été ouverte nulle part ; mais qui pouvait produire de grandes choſes dans des pays où elle venait de s'enflammer? Ils ne ſe trompaient pas entièrement. Sans doute Charles Lée, ainſi que quelques autres dont nous ſerons obligés de parler dans cette Hiſtoire, n'eſt pas un de ces grands hommes, qui, réuniſſant à la fois tous les genres de valeur & de ſavoir, étonneront à

jamais la postérité ; mais on lui doit la justice de dire que ses soins & ses succès pour la confédération générale, ont été surprenans, que la hardiesse & la vivacité de ses discours, ont fait naître le courage & le desir de l'indépendance dans bien des cœurs, qui, sans lui, se croiraient encore incapables des efforts qu'ils ont faits. Personne ne pouvait être plus utile dans les commencemens d'une guerre civile ; il fallait que Washington vint pour en assurer les progrès & la réussite. Lée devait être à la tête des Américains, tant qu'ils n'étaient encore que des rebelles, Washington était digne de commander les armées des États indépendans de l'Amérique.

Tous deux escortés d'une brigade de cavalerie, se rendirent au camp devant Boston. Lée qui avait touché jusqu'à ce moment sa demi-paye de major au service d'Angleterre, crut devoir y renoncer formellement en partant de Philadelphie ; & voulant imiter le lord

Effingham, qui, désaprouvant l'envoi des troupes en Amérique, avait donné sa démission de l'emploi de colonel-commandant du vingt-deuxième régiment *. Il écrivit au lord Barington, ministre de la guerre, pour lui déclarer qu'il se croyait obligé, comme Anglais, & comme soldat, de tenter tout ce qui dépendait de lui pour empêcher l'exécution des projets du Roi contre l'Amérique; il l'assurait qu'il serait néanmoins toujours prêt à reprendre les armes pour agir de tout son courage contre les ennemis naturels & héréditaires de la nation Anglaise.

---

* La lettre du lord Effingham est moins longue & plus expressive que celle de Charles Lée.

« J'ai attendu jusqu'au dernier moment pour » donner ma démission, afin que l'on ne pût prêter » une tournure défavorable à une action dictée par » les motifs les plus purs. Je ne me plains de rien ; » j'aime ma profession, & l'on devrait me blâmer de » quitter un état dans lequel je pourrais me rendre » utile au public, si l'idée que j'ai des principes de » notre constitution, & les notions que je me suis » formées de l'honneur, me permettaient encore » de le suivre ».

Affaire de Bunkers'hill 16 juin 1775.

LA flotte de l'amiral Suldham venait de mouiller dans le port de Boſton. Sir William Howe venait de débarquer ſes troupes, & brûlait du deſir de ſignaler ſon courage contre les Américains. L'occaſion ne tarda pas à ſe préſenter. Les chefs de l'armée continentale voulaient reſſerrer de plus en plus celle du Roi, & prévenir le deſſein que Thomas Gage avait formé de s'emparer du poſte de Bunkers'hill, éminence ſituée auprès de Charles-town, qui pouvait être avantageuſement fortifiée. Putnam partit de Cambrige le 16 juin avec deux mille hommes, & vint occuper cette hauteur; il fit travailler ſur le champ à des retranchemens, & fut renforcé par cinq cents hommes des milices de Connecticut. Les royaliſtes comprenant le danger qu'il y aurait à laiſſer pouſſer plus avant cette entrepriſe, firent entrer dès le lendemain dans la riviere Miſtick des batteries flottantes, qui tiraient ſur le revers du retranchement, tandis que l'eſcadre & la batterie de Corps'hill le canonaient de deux autres

côtés ; mais la position avantageuse des troupes de Putnam, ne faisant pas espérer de succès de ce genre d'attaque ; Howe à la tête de trois mille hommes détachés de tous les régimens de l'armée royale, passa *Charles-River*, & débarqua à une heure après-midi, à cinq cents pas du retranchement. Ayant d'abord envoyé des soldats pour incendier le fauxbourg de Charles-town, afin que la fumée couvrit ses dispositions, il divisa sa troupe en deux corps ; l'un marcha droit à l'ennemi, & l'autre tourna la montagne pour lui couper la retraite. Putnam ayant rangé ses troupes en bataille, laissa avancer jusqu'à la distance de vingt pas les Anglais qui venaient l'attaquer, & fit une décharge si vive & si inattendue, que les troupes royales se rompirent & abandonnèrent le terrein. Leurs officiers les rallièrent, & ayant doublé les rangs, tentèrent une seconde attaque qui n'eut pas plus de succès ; ils se retirèrent en désordre & furent à deux cents pas de distance se

former ſur douze hommes de hauteur. Burgoyne le compagnon & le rival de Howe, à la tête d'un nouveau détachement de mille hommes, arriva pour les ſoutenir; & leurs colonnes étant devenues plus fortes, ils pénétrèrent enfin dans les lignes : on dit que Burgoyne y ſauta le premier. Les Américains, obligés de céder au nombre, abandonnèrent alors leurs retranchemens & ſix canons de campagne. Le feu de l'eſcadre Anglaiſe qui les battait en flanc ſur une chauſſée où ils étaient obligés de paſſer, mit quelque déſordre dans leur retraite; cependant ils ſe rallièrent aſſez promptement & ſans trop de confuſion, & les Anglais ayant pouſſé juſqu'à eux, tentèrent vainement d'entamer le corps que commandait Putnam. Le jour était prêt à finir, qu'ils combattaient encore; mais à huit heures du ſoir les Anglais ayant été une troiſieme fois repouſſés avec perte, regagnèrent les retranchement dont ils venaient de s'emparer.

Chacun des deux partis ſe prétendit

vainqueur, & voulut s'attribuer l'honneur de cette journée. Si Charles-town était incendié, si les Américains avaient perdu leurs retranchemens & six pieces de canon, il était glorieux pour Putnam & ses compagnons, d'avoir repoussé trois fois dans le même jour, avec deux mille cinq cents hommes de milices, quatre mille hommes de troupes réglées, qui étaient l'élite de l'armée royale, & que les deux plus habiles généraux de cette armée commandaient en personne.

Opinion du parti de la Cour, injurieuse à la bravoure des Américains.

LES Américains parurent en cette occasion égaler en courage les plus braves Anglais, & ne se montrèrent point inférieurs dans la discipline : c'est le témoignage que leur rendait un des généraux Anglais, en écrivant la nouvelle de ce combat à un des Pairs du Royaume. Cependant les membres de la chambre haute, qui soutenaient le système de réduire les Colonies par la force, avaient motivé leur avis, lors du bill du huit mars (trois mois auparavant) sur la

lâcheté des Américains; les autres Lords avaient été obligés de protester solemnellement contre ce bill sanguinaire. Voici les termes de leur protestation qui ne fut connue en Amérique que trois semaines environ avant l'affaire de Bunkers'hill.

« Accuser de lâcheté les sujets d'A-
» mérique, & soutenir qu'il faut pro-
» fiter de cette *lâcheté* pour les réduire
» par la force, c'est une supposition
» honteuse à nos armes si elles sont
» malheureuses, & qui leur ôte tout
» honneur en cas de succès. C'est d'ail-
» leurs apprendre aux Américains que
» leur résistance sera honorable pour
» eux, même à nos propres yeux, &
» que nous n'attribuerons leur obéis-
» sance qu'à leur manque de courage ».

Cette protestation était signée des lords Richemond, Manchester, Léenster, Dewonshire, Rockingham, Abingdon, Stanhope, Ponsomby, Craven, Cambden, Wicombe, Terringtown, Effingham, Fitz-william, &c.... elle

dût enflammer la valeur de toute l'armée Américaine, & redoubler la haine des colons contre les agens de la Cour, qui, après leur avoir enlevé la protection des loix, cherchaient à leur faire perdre l'estime de leurs compatriotes.

Mort de Waren.

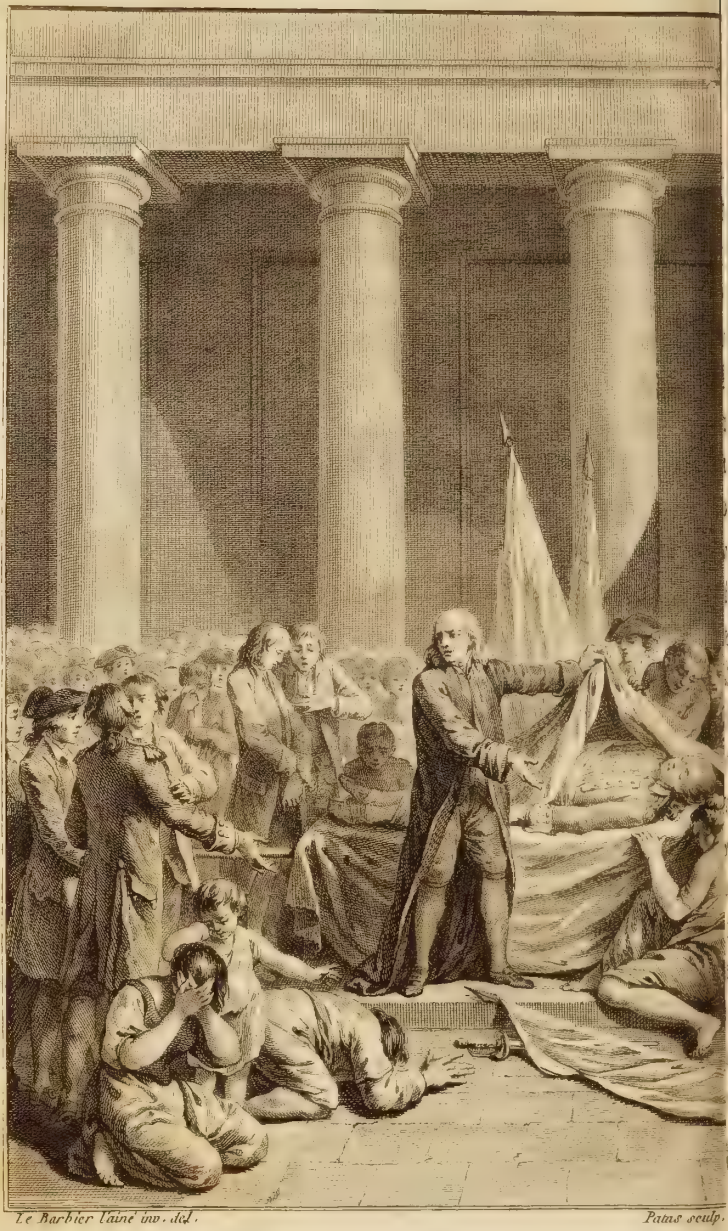
La liste des morts & des blessés attestait la supériorité que les Américains avaient eue sur les troupes Anglaises dans la journée de Bunkers'hill; les Anglais comptaient onze cents cinquante-quatre hommes, tant tués que blessés, dont deux cents vingt-six étaient restés morts sur le champ de bataille; nombre prodigieux sur un corps de quatre mille hommes : ils avaient eu quatre-vingt-huit officiers tués ou blessés. La perte que les Américains avaient faite était beaucoup moins grande par le nombre; mais Waren avait été tué.

Son éloge.

Le docteur Waren, encore à la fleur de son âge lorsque la mort l'atteignit au milieu des combats, était un de ces

hommes dont la nature eſt avare : ſon courage égalait ſon génie ; on le regardait comme un des plus grands hommes que l'Amérique eut produit. Son zèle pour la liberté l'avait placé au plus haut rang dans l'opinion publique, dans le cours borné de ſa vie ; ſes concitoyens avaient reconnu en lui, les talens de l'homme d'état, le zèle du patriote, les vertus du ſénateur & l'ame d'un héros ; ils le regrettèrent beaucoup, & le deuil fut général dans toutes les provinces. Le congrès honora ſa mémoire par une pompe funèbre, à la ſuite de laquelle le miniſtre Nelſon prononça ſon éloge. C'était un vieillard dont le front était chauve, mais ſerein ; ſa taille était haute & majeſtueuſe, ſon viſage encore frais & vermeil, ſes yeux perçans, ſa voix douce & forte ; il inſpirait le reſpect ; il ſçavait émouvoir & perſuader. La fin de ſon diſcours mérite d'être tranſmiſe à la poſtérité, & peut paſſer pour un mouvement d'éloquence digne des beaux jours de Rome & de Lacédémone.

« ...Approchez



Le Barbier l'aîné inv. del. *Patas sculp.*

Contemplez l'ouvrage du Pouvoir arbitraire...

« .... Approchez auſſi, vous pères & mères de famille ! Approchez du corps ſanglant de Waren ; que vos larmes lavent ſes bleſſures honorables & funeſtes : contemplez l'ouvrage du pouvoir arbitraire ! mais ne vous arrêtez pas trop long-temps auprès de ces reſtes inanimés ; retournez auſſi-tôt dans vos demeures raconter à vos enfans les circonſtances de ce douloureux ſpectacle ; retracez-leur la cruauté des tyrans & les ſuites affreuſes de l'eſclavage. Qu'ils s'animent, qu'ils s'agitent à ces peintures ſanglantes ; que leurs cheveux ſe dreſſent ſur leurs têtes, que leurs yeux s'enflamment, que leurs fronts deviennent menaçans, que leurs bouches s'entr'ouvrent pour exprimer l'indignation, & qu'ils ne puiſſent former qu'un cri de vengeance & d'horreur : alors, alors, montrez-leur l'ancienne chartre de leurs priviléges, la maiſon tutélaire où ils ont paſſé leurs jours, le champ qui doit être leur héritage ; & ſoudain, donnez-leur des armes & tout l'équipage militaire. Em-

braſſez-les, qu'ils partent pour les combats, & que votre dernier vœu, pour eux, ſoit qu'ils reviennent vainqueurs, ou qu'ils meurent comme Waren au milieu de la gloire & pour la liberté. »

Waren avait conſeillé à ſes compatriotes, dans un de ſes écrits, de s'en tenir à une guerre défenſive. Le congrès en donnant le commandement de l'armée au général Washington, lui avait recommandé de ſuivre ce principe, & il s'y eſt conformé dans toutes les occaſions où il n'a pas été forcé d'attaquer.

IV.

Les habitans en état de porter les armes ſont chaſſés de Boſton.

A l'arrivée des généraux Howe & Burgoyne, le nombre des ſoldats ſe trouvait conſidérable à Boſton, & les ſubſiſtances devenant rares, le chevalier Gage ne trouva point d'autre expédient pour les loger, leur aſſurer des vivres & prévenir toute révolte intérieure tandis qu'il étoit aſſiégé au-dehors, que de faire ſortir de la ville, au nombre de plus de ſix mille, les habitans en état de porter les armes, & de retenir pour ôtages les

femmes ſans leurs époux, les vieillards ſans appui, les enfans ſans leurs peres. Ces exilés furent joindre preſque tous l'armée continentale dans les lignes de Cambridge, demandèrent des armes & furent bientôt comptés au rang des meilleurs guerriers du camp de Washington.

Manifeſte du congrès général.

Ce n'était pas aſſez que l'inſurrection fût juſte & générale, le congrès voulant inſtruire les nations de tout ce qui avait engagé l'Amérique ſeptentrionale à prendre les armes pour ſa défenſe, fit un manifeſte, où, après avoir rappellé les ſervices & les ſecours que l'Angleterre avait retirés de l'Amérique dans la guerre & dans la paix, & les conditions rigoureuſes que ce royaume avait voulu impoſer d'année en année à ſes colonies, il expoſait l'état malheureux des habitans de Boſton, privés de leur commerce, empriſonnés dans leur ville, opprimés & vexés chaque jour par la dureté des gouverneurs & l'inſolence de la ſoldateſque; le maſſacre de

Lexington, & les combats qui le ſuivirent; l'embrâſement de Charles-town; l'exil des Boſtoniens chaſſés de leurs maiſons, du ſein de leurs familles, & toutes les meſures par leſquelles les colonies s'étaient vues réduites à l'alternative d'une ſoumiſſion ſans bornes à des volontés arbitraires, oppreſſives & indéfinies, ou d'une réſiſtance ouverte. « Nous » déclarons, diſait le manifeſte, préférer » ce dernier parti, ne voulant pas laiſſer » pour héritage à nos enfans une indigne » ſervitude. Notre cauſe eſt juſte, nos » reſſources ſont grandes; nous décla- » rons, à la face de la terre & du ciel, » que nous employerons, avec une conſ- » tance inébranlable, les armes que nos » ennemis nous ont forcé de prendre, » réſolus à mourir libres plutôt que de » vivre eſclaves. Nous ne combattons » point pour faire des conquêtes; nous » ne montrons, au monde étonné, que » le triſte ſpectacle d'un peuple attaqué, » ſans aucun prétexte, par des adver- » ſaires qu'il n'avait pas provoqués par

» la plus légère offenſe. Ils ſe vantent, » ces ennemis orgueilleux, d'être hu- » mains & civiliſés, & ils ne nous ont » offert que la ſervitude ou la mort. » Nous avons pris les armes pour la dé- » fenſe d'une liberté, dont nous reçumes » le bienfait avec celui du jour, & pour » conſerver des biens acquis par l'hon- » nête induſtrie de nos ancêtres & par » nos propres travaux; nous ne les quit- » terons que quand nos agreſſeurs ceſ- » ſeront leurs hoſtilités, ſans qu'il nous » reſte la crainte d'en éprouver de nou- » velles ».

Ce manifeſte fut accompagné d'une adreſſe très-circonſtanciée aux habitans de la Grande-Bretagne, au nom des douze Colonies réunies par leurs députés au congrès. Cette pièce a fourni la matière de pluſieurs motions * propoſées

* *Motion.* Diſcours par lequel on provoque la déciſion du parlement ſur tout objet que l'on en croit ſuſceptible : il eſt permis à tout membre du parlement de propoſer des motions.

depuis au parlement par les membres de l'oppoſition; mais elle n'offrirait rien de nouveau à la curioſité de ceux qui liront cette hiſtoire. Elle était rédigée de manière à faire une grande impreſſion. Il en aurait fallu peut-être moins en tout autre temps, pour faire ſentir aux Anglais ce qu'ils avaient été & ce qu'ils n'étaient plus, & pour ſoulever toute la nation. Mais les eſprits n'étaient pas diſpoſés à ſuivre l'impulſion qu'on voulait leur donner; il n'en réſulta rien que de vaines prieres au roi, & des débats fatiguans dans le parlement de Londres.

Le congrès voulut reſſerrer, par le ſerment public, les nœuds qui liaient les particuliers à la cauſe commune, & cette précaution fit connaître avec préciſion ceux qui pouvaient contribuer en argent ou en ſervice militaire au ſuccès de la guerre.

Les agens de la cour publiaient auſſi des manifeſtes. Le lord Dunmore, après s'être retiré à bord du vaiſſeau le William, en fit un pour déclarer, qu'il mettait en

vigueur la loi martiale, afin de reprendre ſon autorité dans la Virginie. Il annonçait, que ceux qui perſiſteraient à ne point reconnaître ſon pouvoir, ſeraient par lui réputés en rébellion, & invitait les eſclaves de ceux qui ſeraient coupables de cette rébellion, à prendre les armes contre leurs maîtres, leur promettant la liberté. Ce projet ne valut à ſon auteur que la honte de l'avoir conçu. D'autres généraux voulurent faire prendre les armes aux Sauvages contre les Américains. Gui Carleton, gouverneur du Canada, fut le ſeul qui parvint à les armer en petit nombre, & l'horreur que cette démarche a inſpirée à tous les peuples policés, n'a pas été compenſée par les avantages que l'Angleterre en a retiré.

Allarmes & troubles en Angleterre; adreſſes du corps-de-ville au Roi.

LORSQUE les nouvelles des combats livrés auprès de Boſton arrivèrent à Londres, toute la nation fut en proie, à la triſteſſe & aux allarmes; les parentés, les liaiſons de l'amitié, celles de l'intérêt & du commerce, firent ſentir au peuple

de l'Angleterre qu'il tenait aux colons de l'Amérique par des liens trop puiſſans pour qu'ils fuſſent briſés ſans cauſer un ébranlement douloureux dans tout le Royaume. Le conſeil de ville ſe crut obligé de préſenter une nouvelle adreſſe au Roi. Elle fut encore plus véhémente que celles qui l'avaient précédée. « Nous avons déjà » marqué, lui diſaient-ils, l'indignation » que nous cauſent les réſolutions tyran- » niques priſes contre nos frères de l'Amé- » rique, & celle que nous reſſentons à l'aſ- » pect des ſecrets conſeillers qui les dictent, » des miniſtres qui les exécutent. Le pou- » voir qu'on veut exercer ſur les colonies, » montre à travers le voile ſpécieux de di- » gnité, dont on veut le couvrir, un carac- » tère révoltant de deſpotiſme qui ne peut » s'accorder avec les principes qui font » la baſe & la ſûreté de cet empire. Nous » ne ſouffrirons jamais qu'on établiſſe » ſur nous le pouvoir arbitraire, & nous » ne coopérerons point à forcer une par- » tie de nos coſujets à le recevoir; nous re- » gardons leur réſiſtance comme un droit

» naturel. La guerre de l'Amérique nous
» cauſe de juſtes allarmes, & vous y ajou-
» tez en plaçant votre confiance dans des
» hommes qui font un trafic infâme des
» intérêts de leur patrie. Nous ne voyons
» pas d'un œil inſenſible la ſituation de
» l'Angleterre, & quoiqu'il puiſſe nous
» en coûter, nous ſommes obligés de vous
» dire, que nous allons tâcher de faire
» échouer des meſures ſi contraires à l'é-
» quité, ſi outrageantes pour les colonies.
» Nous ſommes contraints de vous dé-
» clarer, que votre trône eſt entouré de
» gens corrompus, auſſi ennemis des
» principes qui vous aſſurent la cou-
» ronne, que de ceux qui établiſſent
» les droits de votre peuple: en ce temps
» de trouble & de danger, la confiance
» publique eſt auſſi néceſſaire au repos
» de votre majeſté qu'à la ſûreté de
» vos ſujets. Nous oſons donc vous
» prier d'éloigner pour jamais vos mi-
» niſtres & conſeillers actuels; de diſ-
» ſoudre un parlement, couvert dès ſa
» formation du mépris national, inſi-

» dieuſement gagné, arriſtement aſſervi
» par la crainte d'une d'iſſolution anti-
» cipée, qui n'a que trop manifeſté l'eſ-
» prit de papiſme * & de perſécution
» par pluſieurs actes d'injuſtice & de
» cruauté, & de placer votre confiance
» dans des miniſtres qui ſachent raffer-
» mir les principes chancelans de la li-
» berté publique ».

Embarras des miniſtres.

LE miniſtère était agité dans un ſens oppoſé à celui de la nation; les nouvelles d'Amérique lui cauſaient de vives alarmes. On craignait que le roi ne fut effrayé des ſuites de la guerre dans laquelle on l'avait engagé, & que reconnaiſſant tout-à-coup combien on l'avait trompé ſur le caractère, ſur les forces & ſur les reſſources des Américains, il ne cédât enfin aux clameurs du peuple. Au lieu des *poltrons mutins* que le chevalier Gage voulait châtier avec cinq

* Synonyme de tyrannie en Angleterre.

mille hommes, on ne voyait que des nations puiſſantes, habiles à ſe gouverner elles-mêmes & à défendre leurs droits; il fallait lever des armées formidables, trouver de l'argent, des hommes, des officiers, malgré la réſiſtance que la nation apportait d'avance à toutes les contributions que cette guerre pouvait exiger, & la conſiſtance que les premieres défaites des troupes royales allaient donner au parti de l'oppoſition. D'un autre côté, l'adreſſe des colonies à la nation entière, la violence de celle du corps-de-ville au roi, des bruits mal fondés d'une déclaration de guerre ſubite de la part de la France: bruits ſemés & favoriſés par la foule des mécontens, faiſaient craindre un ſoulevement intérieur. Malgré l'opinion qu'ils avaient de la perſévérance & de la volonté du roi; ils ne purent, dans le trouble des premiers momens, réſiſter à quelques mouvemens de crainte. Ils cherchaient des reſſources dans les efforts de la politique, pour ſe garantir tout-à-la fois des invaſions étrangères, qui certainement au-

raient réuſſi dans ces journées d'orage, de la haine du peuple, & de l'inconſtance du Souverain. * On eut recours dans cette extrémité aux lumières ſupérieures de Pitt. On dépêcha dans un ſeul jour cinq couriers à ce grand homme d'état, chargé d'ans, de gloire & de chagrins; à ce citoyen fameux que ceux même qui n'avaient plus de reſſources que dans ſon génie, avaient voulu proſcrire la veille. L'amour de la patrie lui fit oublier les offenſes; il donna des conſeils ſur tous les points: on les ſuivit en ce qui pouvait retarder des guerres étrangères, en ce qui pouvait calmer

* On a prétendu que Georges III avait été ſur le point de renvoyer ſes principaux miniſtres, & de mettre à la tête des affaires le marquis de Rockingham: les cris du peuple étaient en effet capables de l'émouvoir. Il ne pouvait ſortir ſans éprouver des outrages. On criait ſur ſon paſſage, point de papiſme, point d'Écoſſais. « S'il y a, diſait-on dans un libelle » répandu à Londres, quelque différence entre un » voleur de grand chemin & un Souverain qui attente » à la liberté & à la propriété de ſes ſujets, elle eſt » toute à l'avantage du premier. »

quelques temps les esprits irrités ; on rejetta tout le reste, & on s'attacha à occuper le peuple pour le mieux tromper. On prolongeait, on multipliait les débats sur les moyens de conciliation avec l'Amérique, tandis que l'on accélérait les préparatifs & les armemens pour la guerre. On avait résolu de porter le fer & la flamme dans toutes les provinces, pour les réduire à une dépendance absolue, & l'on parlait de paix au parlement.

De plus de seize mille hommes envoyés en Amérique depuis l'interdit de Boston jusqu'au mois de juillet mil sept cent soixante-quinze, il ne restait que quatre mille trois cents hommes effectifs à Boston, & environ trois mille sur la hauteur de Bunkers'hill. Il y avait tous les jours quelqu'escarmouche entre les deux partis, & tous les jours les royalistes y perdaient quelques soldats. Cette petite guerre ne pouvait pas leur être avantageuse ; elle accoutumait au feu les nouvelles troupes de l'Amérique, & leur offrait des victoires faciles, ayant

la ſupériorité du nombre dans preſque toutes les occaſions.

Dans la Nouvelle-Yorck, le congrès provincial avait pris ſecrètement la réſolution de faire démonter & enlever les canons des batteries royales. Il s'en empara dans la nuit du ſix ſeptembre. Le vaiſſeau *l'Aſie*, de 64 canons, était emboſſé dans le baſſin; le commandant envoya deux chaloupes armées, & ne ceſſa point de faire feu de toutes les batteries de ſon vaiſſeau; mais les milices forcèrent les chaloupes de ſe retirer ſans débarquer leurs ſoldats, & le travail ne fut point interrompu juſqu'à ce que l'artillerie fût en ſûreté.

V. Exceſſive dureté du général Anglais envers les priſonniers de guerre.

LE chevalier Gage traitait avec la plus grande dureté les priſonniers que ſes troupes faiſaient, & ſans diſtinction de rangs, les confondait pêle mêle dans les cachots. Le général Washington lui écrivit pour lui en faire des reproches, & l'engager à les traiter avec plus de juſtice & d'humanité, à proportion de

leur rang & de leur état. Cette lettre n'eut pas le ſuccès qu'il s'en était promis, & Thomas Gage lui répondit qu'il ne connaiſſait point d'autres diſtinctions que celles qui étaient établies par le Roi; qu'il avait fait un traitement égal à tous les rebelles, parce qu'ils étaient tous également coupables, & que ſuivant la loi, étant deſtinés à la corde, on n'avait eu pour eux que trop de douceur.

Cette réponſe barbare & inſenſée, attira au général Anglais une réplique éloquente & vive de la part de ſon adverſaire ; elle était d'autant mieux fondée que les Inſurgens avaient fait trois fois plus de priſonniers, que le hazard n'avait fait tomber des leurs aux mains des Royaliſtes. Le chevalier Gage expoſait par ſon imprudence les officiers Anglais à de cruelles repréſailles : cependant les Américains continuèrent de bien traiter leurs priſonniers.

Le congrès ſe décide à porter la guerre dans le Canada.

LA révolte ſe communiquait en Canada; mécontens de la nouvelle forme de gouvernement qu'on leur avait donnée,

les habitans de cette colonie établirent une assemblée à Montréal, & les catholiques eux-mêmes y envoyèrent des députés pour redemander l'ancienne administration Britannique, sous laquelle toutes les colonies avaient prospéré, tandis qu'aucune n'avait pu réussir sous les influences militaires. Gui Carleton, gouverneur de la colonie, voulant s'opposer à ces mouvemens, expédia des ordres à tous les officiers ayant commission du Roi, de se tenir prêts à marcher au premier signal; il fit une ordonnance pour établir l'exercice de ce qu'on appellait la loi martiale, & en vertu de cette prétendue loi, fit pendre, sans formalités, plusieurs colons qu'il accusait de rebellion. Dans la décadence des empires, la violence usurpe les noms les plus respectables; on réunit les expressions contraires, pour donner le nom sacré de loi à l'arbitraire du pouvoir. Carleton voulait, par sa rigueur, prévenir les troubles dans cette province, en glaçant tous les esprits de crainte; mais il était de l'intérêt des Américains

ricains informés des mouvemens qui se faisaient, de protéger les habitans contre leur gouverneur, & d'empêcher en même temps que cet homme cruel & corrompu, mais hardi, habile dans la guerre, mais dévoué à son parti avec le zèle ardent que l'on ne devrait avoir que pour la patrie, ne formât quelqu'entreprise contre les provinces confédérées. Les projets que la cour avait manifestés par l'acte de Quebec, alarmaient le congrès; l'intention du ministère avait frappé toutes les colonies, & elles avaient été indignées de ce qu'en réunissant au Canada tous les pays que les autres colonies se disputaient entr'elles, on cherchait à étendre le gouvernement arbitraire sur un nombre considérable de sujets qui n'étaient pas nés pour le connaître; les peuples avaient compris que l'on voulait resserrer dans d'étroites bornes la liberté des colonies, pour la proscrire quelque jour entièrement de l'Amérique. Carleton avait projetté, disait-on, de venir attaquer Philadelphie

vers la fin de la campagne, & les assemblées avaient déjà été transférées à Harfort, afin d'éviter toute surprise, de se rappocher de l'armée, & de correspondre plus aisément avec elle.

Le danger était pressant : les pouvoirs extraordinaires dont Carleton venait d'être pourvu ne laissaient point de doute sur les motifs qui les avaient fait accorder ; ils autorisaient cet officier général à armer les Canadiens, & à les mener hors du pays pour soumettre les colonies ; à infliger la peine de mort contre tous ceux qui seraient réputés en rebellion, en quelques lieux qu'ils fussent trouvés. La puissance qui lui était accordée dans l'intérieur de la province, était à l'instar de celle des monarques les plus arbitraires. Les Anglais établis au Canada refusaient à la vérité de marcher hors de la province, & plusieurs d'entr'eux entretenaient des correspondances avec la Nouvelle-Angleterre ; mais les Canadiens Français, plus obéissans, étaient prêts à prendre

les armes, & l'on devait prévoir qu'auſſi-tôt que l'autorité de Carleton ſerait ſoutenue par l'arrivée d'un corps de troupes Anglaiſes, tout céderait à ſes volontés. Il avait engagé à ſon ſervice les Sauvages des environs; & ſi ſes armes avaient obtenu un premier ſuccès, il paraît certain que la ſoif du butin aurait attiré ces barbares, ils ſeraient accourus en foule des cantons les plus éloignés, pour ſe ranger ſous ſes drapeaux.

Enfin, les Américains connaiſſaient parfaitement l'ardeur, l'ambition & les talens militaires de Carleton, & l'intérêt de leur liberté leur faiſaient une loi de l'aller attaquer dans ſon gouvernement même, pour le mettre dans l'impuiſſance de faire des entrepriſes ſur les provinces voiſines. Il était temps d'envahir le Canada pour que la Nouvelle-Angleterre ne fût point envahie. Leur ſyſtème de guerre défenſive, ni la crainte de paſſer pour agreſſeurs, n'étaient pas des motifs ſuffiſans pour qu'ils demeuraſſent tranquilles ſpectateurs des préparatifs

que faisait contre eux un voisin ennemi. Les soldats étaient prêts à ravager leurs pays, & ils ne pouvaient pas attendre, pour triompher des inventions guerrières que l'on employait contr'eux, le moment où les flammes, qui dévoreraient leurs maisons, ne pourraient plus être arrêtées que par les torrens du sang de leurs concitoyens.

Projet de la diversion du Canada.

CEPENDANT le congrès balançait sur le parti qu'il devait prendre. Après bien des difficultés, il resolut de tenter l'invasion, pendant que l'armée Britannique, faible & bloquée dans Boston, ne pouvait faire aucun effort redoutable. Ce fut le général Washington qui, le premier, donna le projet de cette grande entreprise, & qui en démontra la nécessité. Il fallait vaincre de grandes difficultés; on n'avait point de routes commodes pour charger les bagages & l'artillerie, peu d'argent, peu de vivres que l'on pût conserver. Le congrès n'était point

encore en état d'envoyer une armée nombreuſe au dehors, ni de l'entretenir en pays ennemi ; il fallut ſe déterminer à entreprendre d'entrer dans le Canada avec un corps de troupes ſi faible, qu'il ne laiſſait eſpérer, pour ainſi dire, aucun autre ſuccès qu'une diverſion utile. Tandis que les officiers généraux Schuyler & Mongommery ſe préparaient à porter la guerre dans le haut Canada par la route des lacs, un homme juſqu'alors inconnu, propoſait une expédition que perſonne n'avait encore oſé tenter, à jamais mémorable par ſa hardieſſe & par les obſtacles qui devaient la traverſer. Ce guerrier était le colonel Arnold. C'était un de ces hommes qui, ſe plaiſant dans la fatigue & les dangers, ſemblent déplacés par-tout ailleurs ; dont le tempérament robuſte ſupporte également & la chaleur & les frimats, dont le caractère d'intrépidité fougueuſe ne connaît rien qui l'arrête, étant prêt tout faire pour ſatisfaire à la violence de leurs paſſions. Il faiſait

précédemment le commerce des chevaux ; il les dreſſait & allait les vendre aux Antilles, où il paſſait pour un écuyer adroit. Il n'était pas le ſeul dans cette révolution, qui d'un état obſcur avait pris place parmi les principaux agens de la liberté publique. Waren avait été garçon apothicaire, Putnam était braſſeur; la guerre civile en avait fait des héros.

Arnold avait offert d'attaquer la partie baſſe du Canada, & de porter les allarmes juſqu'aux remparts de Quebec, par une route qui, juſqu'alors, avait été regardée comme impraticable. Ce projet fut d'abord combattu dans le congrès mais l'intrépidité de ſon auteur lui attira la confiance du commandant général, & fit croire à la poſſibilité du ſuccès. Il partit au commencement de ſeptembre du camp, près de Boſton, à la tête de deux régimens, compoſés d'environ douze cents hommes pour le port de Newberry, ſur la rivière Merrimack ; il y trouva des bâtimens préparés pour

le tranſporter, par mer, à quarante lieues dans la nouvelle Hampshire, à l'embouchure du Kennebec, qu'il fallait remonter juſqu'à ſa ſource.

Pendant qu'il s'embarquait avec ſes munitions & ſes troupes à Gardenertown, & pourſuivait une route auſſi pénible que longue & incertaine, les troubles & les malheurs augmentaient dans toutes les provinces; tout ce que l'horreur de la guerre peut engendrer de fléaux ſe répandait ſur des peuples qui ne demandaient que la paix & la liberté.

VI. Embraſement de Norfolk.

Le lord Dunmore, errant ſur les côtes de la Virginie, s'occupait à incendier les bourgs & les villages où il faiſait débarquer ſes ſoldats. Il avait pratiqué des intelligences dans Norfolk, port de la Virginie, où il reſtait quelques agens des négocians de Londres & d'autres perſonnes attachées par intérêt ou par état à la cauſe de la Grande-Bretagne; il parvint à y entrer au mois de novembre & à y établir ſon

gouvernement; mais à peine cette nouvelle fût-elle répandue dans la province, que les milices accoururent de toutes parts aux environs de Norfolk, l'assiégèrent dans cette ville, qui n'était susceptible d'aucune défense, & le forcèrent à se rembarquer; il céda, mais il résolut de signaler sa vengeance en détruisant la ville.

ANNÉE 1776. LE 1.er janvier, tandis que les habitans se communiquaient réciproquement les vœux qu'ils faisaient pour que les persécutions qui désolaient leur pays eussent enfin un terme, le feu était aux quatre coins de Norfolk. La fregate *le Liverpool*, nouvellement arrivée d'Angleterre, & deux autres vaisseaux qui étaient dans le port, canonaient la ville, tandis que les chaloupes incendiaires débarquaient les soldats, armés de torches & de mèches goudronnées. Tout fut embrasé dans un instant. Voici le récit que faisait de cet embrasement un officier de marine, dans une lettre

datée du sloop *l'Otter*, le 6 janvier, devant les ruines de Norfolk.

« ... Quel beau & ravissant spectacle! » Tous les vaisseaux marchands qui » bordaient le quai, ne paroissaient plus » qu'un rideau de flammes; notre ar- » tillerie faisait un bruit d'enfer, qui » redoublait de temps en temps par » l'horrible fracas des maisons qui s'abî- » maient. Les ravages de l'incendie » ont duré pendant toute la nuit & le » jour suivant. Le feu n'est pas encore » éteint, quoiqu'il n'y ait plus qu'en- » viron douze maisons sur pied; le reste » n'est plus qu'un cahos de ruines. » Nous avons beaucoup de joie de la » destruction de cette ville, parce que » c'était la retraite la plus favorable de » ces maudits rebelles, & nous espérons » en faire autant dans toute la Vir- » ginie ».

Siècle de la philosophie, vous avez vu naître celui qui écrivit cette lettre, vous avez été témoin de ces horreurs! Quel bien avez-vous donc fait aux

hommes? ſont-ils donc ſi cruels que rien ne puiſſe calmer leur férocité?

Le lord Dunmore, qui avait ordonné l'embraſement de Norfolk, n'avait pas beſoin de ce nouvel acte de cruauté pour être déteſté. On s'étonnerait ſans doute de la ruine de ce bourg, où il y avait beaucoup de royaliſtes, ſi l'on ne ſavait pas que la fureur eſt preſque toujours abſurde; quelle ne conſulte aucun intérêt, & n'a pas beſoin de prétexte; elle ne connaît que le fer & le ſang. Pourvu que les voûtes embraſées s'affaiſſent, & égalent le bruit de leur chûte à celui du tonnerre, qu'importe que les malheureux qu'elles écraſent ſoient amis ou ennemis? La fureur eſt ſatisfaite, elle ſe réjouit dans la barbare contemplation de ſon ouvrage *.

* C'eſt à ce ſujet que le lord Manchester diſait dans le parlement : « On eſt tellement animé de la » fureur de la vengeance qu'on tire ſur les amis, » dans l'eſpérance de frapper les ennemis, que les » uns & les autres ſont enveloppés dans le même » déſaſtre. »

Lorſque l'on apprit en Angleterre la nouvelle de l'incendie de Norfolk, tous les eſprits en furent révoltés. Le duc de Richmond en parla avec beaucoup de chaleur & d'éloquence à la chambre des pairs.

« Cette guerre eſt affreuſe, diſait cet » orateur, non-ſeulement par les frais » énormes qu'elle va coûter à l'Angle- » terre, mais encore par les ſcènes » d'horreur & de dévaſtation qu'elle » occaſionnera, & qui ſeront peut-être » ſans exemple dans les annales du » monde; c'eſt peu pour nous d'enlever » aux Américains leurs biens, & de » forcer ceux qui tombent entre nos » mains de combattre avec nous contre » leurs frères, leurs parens & leurs » amis : nous voulons faire la guerre » d'une manière qui révolte juſqu'aux » nations les plus barbares, en brûlant » les villes ſans aucune compaſſion pour » leurs malheureux habitans, qui, nuds » & affamés, périſſent de froid & de » misère; & ce n'eſt point contre des

» ennemis, c'eſt contre nos meilleurs
» amis que nous nous permettons de
» ſemblables excès. Avez-vous pu ap-
» prendre ſans frémir, l'incendie *de la*
» *fidèle ville de Norfolk* (car c'eſt ainſi
» que le miniſtère lui-même l'a ſouvent
» appellée)? elle vient d'être réduite en
» cendres par un des commandans de
» notre marine, qu'aucun acte d'hoſti-
» lité n'y avait provoqué. Une exécution
» auſſi barbare ne doit-elle pas aliéner
» pour toujours les cœurs de ceux qui
» pouvaient nous conſerver encore quel-
» qu'affection? Elle flétrit la gloire de
» nos armes; elle nous rendra un objet
» de mépris & d'effroi dans l'univers,
» & ſera pour la nation une tache qui
» ne s'effacera jamais ».

Le bourg de Norfolk était l'un des plus conſidérables de la Virginie; il égalait Williamſbourg en grandeur, & tous les jours la population y croiſſait depuis que les Virginiens, inſtruits par la néceſſité, avaient tourné leurs vues du côté du commerce & de l'induſtrie.

De juſtes appréciateurs ont porté la valeur des biens conſumés dans cette ville, à trois cents cinquante mille livres ſterling.

Arrêtés & précautions de l'aſſemblée de Rhod'Iſland

TANDIS que le démon de l'Angleterre, pour écarter à jamais tout eſpoir de réconciliation, portait dans la ville de Norfolk les flambeaux de la deſtruction & de la mort, l'aſſemblée de Rhod'Iſland défendait, ſous les peines les plus ſévères, toute correſpondance avec les Royaliſtes. Il était de la plus grande importance de ſouſtraire cette province aux invaſions qui la menaçaient, & d'éviter les malheurs qui réſultaient des liaiſons que les habitans libres pouvaient conſerver avec ceux qui affectaient de ne prendre aucun parti. En conſéquence, l'aſſemblée déclarait traîtres à la patrie ceux qui fourniraient des pilotes aux vaiſſeaux de l'Angleterre, ou tout autre ſecours. Charles Lée, préſent à cette aſſemblée, fit prêter ſerment entre ſes mains, au nom du congrès général, à tous les

habitans de la colonie. Il promirent de n'entretenir aucune intelligence avec les ennemis de la patrie, & de dénoncer au comité de ſauve-garde, les traîtres Torris qu'ils pourraient découvrir : & comme dans le danger d'une invaſion de la part des ennemis, la neutralité eſt auſſi coupable que des hoſtilités formelles, chacun d'eux s'obligea de prendre les armes auſſi-tôt qu'il ſerait appellé par la voix du congrès général ou du corps légiſlatif de la province.

Ce ſerment raſſura ceux des Américains qui craignaient que la colonie de Rhod'Iſland, qui, par ſa poſition, eſt plus expoſée à l'invaſion qu'aucune autre, ne fût la première à deſirer un raccommodement.

Ordre du congrès d'abandonner les villes ſituées au bord de la mer.

Si l'aſſemblée de Rhod'Iſland prenait les meilleures précautions pour raſſurer les autres colonies ſur les véritables intentions de ſes conſtituans, le congrès général, trop alarmé ſans doute de la prochaine arrivée des troupes royales que l'on attendait au printemps, en

prenait d'autres que l'on ne saurait attribuer qu'à cette terreur panique qui s'empare quelquefois des armées & des conseils. Il enjoignait à tous les habitans des villes bâties sur le bord de la mer, d'avoir à les abandonner incessamment, & de faire transporter au camp devant Boston, leurs effets les plus précieux, afin de les garantir du pillage. On devait prendre une note de tous les effets qui seraient apportés au dépôt indiqué, afin de les remettre avec la plus grande fidélité aux propriétaires lorsque la tranquillité serait rétablie. Je ne sais quelles têtes, que l'on prétendait philosophiques, engageaient le congrès à renoncer à toute navigation, à forcer les colonies de se suffire pour toujours à elles-mêmes, & à laisser les Anglais porter, à leur gré, le fer & le feu dans des masures abandonnées; mais il fallait compter beaucoup sur le patriotisme de tous les Américains, pour exiger de pareils sacrifices, qui auraient renversé sans ressource la fortune d'un grand

nombre d'entr'eux. Cet arrangement était d'ailleurs ſujet à beaucoup d'inconvéniens. L'idée de raſſembler dans un camp toutes les richeſſes répandues ſur ſix cents lieues de côtes, ne pouvait pas être avouée par la prudence; c'était indiquer aux ennemis le point contre lequel ils devaient réunir leurs efforts, & livrer aux hazards d'un combat les dernières reſſources des habitans crédules, qui auraient ſacrifié à un patriotiſme mal entendu, le reſte de leurs biens. Cet écart de raiſon, que le congrès général a ſi bien réparé par la ſageſſe de ſes meſures poſtérieures, donna lieu aux ſarcaſmes du parti oppoſé. On imprima dans des gazettes, que pour rendre les colonies entièrement libres, le congrès voulait les affranchir du joug des richeſſes, & que pluſieurs de ſes membres, que l'on accuſait d'aimer encore plus l'or que la liberté, ſe diſpoſaient à faire le partage du tréſor de Cambridge.

Le système d'abandonner toutes les côtes, pour se retirer dans les terres, aurait épargné au ministère Britannique les dépenses & les travaux qu'il employait à les dévaster. Les frégates Anglaises s'emparaient des vaisseaux & des marchandises qui appartenaient aux Américains, & débarquaient des soldats de rivage en rivage pour piller les maisons & les incendier. Les Américains ne pouvaient s'opposer à ces ravages; ils n'avaient encore que de faibles corsaires; ils semblaient vouloir que la cour de Londres les précédât dans tous les genres d'hostilités; peu s'en fallut que le bourg de Conanicut ne fut brûlé par le capitaine Walace dans la nuit du 28 février; il débarqua dans ce port avec un grand nombre de soldats de marine, & commençait à mettre le feu aux maisons, lorsqu'une sentinelle l'ayant découvert, avertit les habitans. Cachés derrières les murailles & les haies, ils virent arriver près d'eux la soldatesque incendiaire, & se préparèrent à faire feu sur elle. Celui

Les vaisseaux du roi portent le ravage & l'incendie le long des côtes.

qui avait pris le commandement ne voulut pas néanmoins que l'on tirât sans crier: *qui va là?* A ce cri, Walace ayant recommandé aux siens de faire feu, fut prévenu par les habitans, qui, d'une seule décharge, lui tuèrent trente hommes, parmi lesquels il y avait un officier de marine; le reste prit la fuite, & Wallace remonta sur sa frégatte se promettant à l'avenir, de plus heureux succès. La cour de Londres croyait réduire les Américains en détruisant leur commerce, & avait résolu, secrettement, d'incendier toutes les côtes, tandis que les frégates, en croisière intercepteraient les marchandises & les secours qu'ils pourraient recevoir d'Europe, & tout ce qu'ils pourraient envoyer en retour. Elle supposait que les habitans épars dans l'intérieur des terres, ne pouvant plus profiter des influences du commerce, s'ennuieraient de la guerre civile, & que la désunion se mettrait dans les assemblées; elle les croyait, sans doute, incapables de vengeance; elle les avait d'abord supposés

ſans courage; elle ſemblait ignorer combien les outrages peuvent en donner, même aux plus faibles cœurs.

VII. Nouvelles légions levées dans la Virginie & dans les provinces confédérées.

ON ſe préparait, dans la Virginie, à la plus vigoureuſe réſiſtance, & les habitans des comtés de Norfolk & de la princeſſe Anne, firent des repréſentations à l'aſſemblée de la province, dans leſquelles ils ſemblaient l'accuſer de lenteur. « Nous avons, diſaient-ils, été ré» duits pour la défenſe de notre pays & la » conſervation de notre liberté, à aban» donner nos parens âgés & infirmes, nos » femmes & nos enfans, & à les laiſſer » derrière nous, à la merci des eſclaves » ſoulevés & de la ſoldateſque ennemie; » nos plantations ont été ravagées, nos » femmes & nos enfans dépouillés, nos » moiſſons réduites en cendres, nos villes » livrées à l'incendie, nos maiſons for» cées pendant la nuit par des brigands » Européens qui en ont enlevé notre ar» gent, nos effets les plus précieux, & » nous ont traités avec toute l'indignité

» que l'insolence & la cruauté peuvent » suggérer. Un grand nombre de nos » amis gémit encore sous le glaive de » l'oppression, & cependant il faut nous » plaindre de la lenteur qu'on met à » notre vengeance. C'est cette lenteur » qui a porté le perfide & cruel Dun- » more à commencer tant de dépréda- » tions, qu'il commet avec impunité, à » l'aide de ceux de nos esclaves qu'il ré- » volte ». Ils demandaient la punition des particuliers, qui, dans ces circonstances douloureuses, s'étaient montrés mal intentionnés ou indifférens pour leur pays.

On avait tiré des milices de la province un corps de quinze mille hommes d'élite, & on lui avait donné le nom de légion Américaine ; on avait attaché à chaque régiment de milice cent canoniers & une compagnie de cavalerie. Toutes ces troupes avaient des uniformes qui leur étaient donnés par la province. Les mêmes levées se faisaient dans la Pensilvanie, dans les comtés de New-

caſtle, Kent & Suſſex. On formait deux Régimens de cavalerie dans la Caroline méridionale. Le zèle était plus grand encore dans la province de Conecticut & dans toute la nouvelle Angleterre. Les vieillards diſputaient aux jeunes gens la gloire de défendre leurs foyers, & de ſervir ſous les étendards de la liberté. On fut obligé, pour ſatisfaire leur patriotiſme, de lever une troupe ſous le nom de légion des vétérans, dont les plus jeunes n'avaient pas moins de quarante ans; l'officier commandant était octogénaire, avait ſoixante & un ans de ſervice, dont quarante-deux ans ſans interruption, & s'était trouvé à dix-ſept batailles rangées.

Les premiers enrôlemens ne devaient durer que huit mois; mais ils ſe faiſaient avec la plus grande facilité. L'empreſſement était ſi général dans la Virgnie, que l'aſſemblée provinciale avait été obligée d'arrêter, que perſonne ne ſerait admis à porter les armes, s'il n'était homme libre, & faiſant partie du peuple ſoumis

aux loix; que les officiers de recrue ne pourraient enrôler aucun domeſtique, ni même aucun apprentif, à moins qu'il n'eût par écrit la permiſſion de ſon maître, ni aucun homme qui eût moins de cinq pieds quatre pouces, & ne fut vigoureux & bien proportionné. De pareilles troupes entièrement formées de ſoldats citoyens, & ſemblables à tant d'égards aux anciennes légions de Rome, doivent en tout pays maîtriſer la victoire.

VIII. Forces de l'Amérique pour la campagne de 1776.

Conſidérons ce que peut le patriotiſme & les préparatifs redoutables qu'il fait en peu de temps, tandis qu'il faut à la tyrannie des ſiècles entiers pour former une armée. Toujours inquiète, toujours incertaine de trouver des inſtrumens qui veuillent agir pour elle, elle eſt forcée de raſſembler des ſoldats vingt ans avant la guerre, & de les nourrir toute leur vie pour combattre une fois : la patrie n'a pas beſoin de cette prévoyance; lorſqu'elle eſt chère à tous les cœurs, il ſuffit qu'elle ſoit en danger, pour trou-

ver des défenſeurs, & pour raſſembler, en un inſtant, des bataillons nombreux, d'autant plus redoutables, que l'ennemi ne les connaît pas. Il les voit, tout à coup, accourir & s'élever, pour ainſi dire, comme les guerriers de Cadmus qui ſortaient tous armés des entrailles de la terre.

La campagne de 1776 allait s'ouvrir. Le congrès général avait fait publier une déclaration, pour annoncer à tous les états de l'europe que les ports de l'Amérique ſeptentrionale leur ſeraient ouverts, & que les Provinces-Unies ne poſeraient point les armes ſans avoir obtenu la franchiſe de leurs ports pendant deux ans, à compter du jour de la révocation des actes. L'Angleterre faiſait de grandes levées de ſoldats & des emprunts énormes, pour conquérir, en un an, toutes les Colonies rébelles; elle avait fait des efforts dont ſa conſtitution était ébranlée juſques dans les fondemens. C'était dans cette campagne, à jamais fameuſe, que les miniſtres ſe flattaient de

ſoumettre l'Amérique ; ils employaient, pour y réuſſir, ſoixante-dix mille hommes, tant ſur terre que ſur mer. On comptait déjà au commencement du mois de Mars trente-un mille hommes de troupes nationales, dix-huit mille ſoldats Allemands, neuf compagnies d'artillerie, deux mille ſoldats de marine, treize vaiſſeaux de guerre, vingt-ſept frégates & deux cents quarante-deux autres bâtimens, qui devaient tous être rendus en Amérique au commencement du mois de mai, & l'on préparait des renforts. Il eſt intéreſſant de connaître les moyens de défenſe que les inſurgens, nouvellement confédérés, privés de numéraire, & depuis peu guerriers, pouvaient oppoſer à cet armement formidable. Leurs milices, ſans y comprendre celles du Canada, montaient, ſuivant le dénombrement qui en avait été fait par ordre du Congrès à quatte cents vingt-huit mille hommes, tous armés pour la défenſe de leurs Foyers.

ON disait à Londres, que ces troupes étaient sans courage comme sans discipline; mais elles formaient quatre cents vingt-huit mille hommes, & il est toujours téméraire de prononcer d'avance sur le courage des hommes qui n'ont point encore combattu. Je connais ceux-ci, & j'ai fréquenté, pendant plusieurs années, un grand nombre d'entr'eux; voici les observations générales que j'ai eu l'occasion de faire à leur sujet. Je crois qu'elles ne seront point démenties par les hommes éclairés qui les connaissent & ont vécu parmi eux. Si les Anglo-Américains sont moins robustes que la plupart des peuples Européens, si l'humidité du climat semble devoir les amollir, ils ont plus de témérité, ils sont moins sensibles aux blessures que les Européens & en guérissent plus facilement. Quoique moins ardens, moins passionnés, moins spirituels que les Créoles des Antilles; ils ont l'esprit pénétrant dans leur jeunesse; ils sont prompts, souples, adroits, enclins à la colère; ils parlent

Observations générales sur les Anglo-Américains.

avec facilité ; mais ils ſont peu capables de réflexion, ils ne peuvent former de longues méditations, & ſont en cela tout le contraire des Anglais de l'Europe. Ils ſont formés à vingt ans & vieillards à cinquante, alors ils deviennent auſſi taciturnes que nos vieillards ſont parleurs. Le fond de leur caractere prend de la gravité ; c'eſt qu'ils ont en général peu de mémoire à cet âge, & beaucoup plus de volonté que de penſée, de prudence que de raiſonnement, de modération que de génie ; mais par cela même ils ſont plus en état de bien guider les peuples, & plus difficiles à réduire.

Troupes de l'Amérique.

IL ne fallait peut-être pas compter ſur l'habileté des officiers, chargés de conduire en ſous-ordre les Inſurgens à l'ennemi, & tous leurs officiers généraux n'avaient pas les mêmes talens ; mais on devait s'attendre à des efforts républicains, aux prodiges de la valeur perſonnelle ; & la victoire elle-même devenait ſans fruit, ſi l'on ne pouvait triompher

de l'adreſſe & de l'agilité de ces rébelles. Loin qu'ils puſſent être réduits par cinquante mille hommes, à peine cette armée pouvait-elle ſuffire à faire face aux ſeuls corps raſſemblés dans la nouvelle Angleterre. Ces corps, auxquels étaient jointes les légions de Penſilvanie, formaient ſoixante mille hommes. La Virginie & les deux Carolines avaient levé quarante mille hommes prêts à ſe mettre en campagne.

L'armée aux ordres du général Washington, campée devant Boſton, était de vingt-huit mille hommes effectifs, ſans compter les corps de réſerve ; les généraux Ward & Putnam commandaient chacun une diviſion de cette armée.

Le général Lée s'occupait à diſcipliner les nouvelles légions de la Caroline & de la Virginie. Schuyler commandait une armée de la nouvelle Yorck ; il y avait cinq mille hommes, tant au Canada que ſur la route des lacs. Le Congrès avait adopté la maxime de n'avoir jamais à la fois que la moitié des troupes

en campagne, & il y avait dans chaque comté, dans chaque bourg, dans chaque village des hommes prêts à se rassembler & à marcher dans la minute, *celeres*. Cette précaution était de la plus grande importance pour éviter toute surprise, couper la retraite à l'ennemi, enlever les partis détachés, former des embuscades, ouvrir le passage aux armées dans les bois, fournir des guides aux officiers, & entretenir la communication & la correspondance, non-seulement entre les principales villes, mais entre tous les villages des provinces confédérées.

De tous côtés il leur arrivait des officiers & des ingénieurs de France, d'Allemagne, d'Angleterre même. Entre ceux des officiers étrangers qui étaient conduits au secours des insurgens par l'amour d'une véritable gloire, on distinguait dès-lors le baron de Woedke qui avait servi avec distinction dans les armées du Roi de Prusse, mais ils n'avaient point encore ce jeune la Fayette, qui quittait la cour de France, son épouse, une fa-

mille illuſtre qui le chériſſait, & tous les plaiſirs de la capitale, pour aller chercher de rudes travaux ſous les ordres de Washington, ni Tronſon du Coudrai, cet officier d'artillerie, à qui ſes ſyſtêmes, ſur ſon art & ſon habilité, dans tout ce qui conſtitue le ſavoir déplorable de la guerre, avaient fait en France beaucoup de partiſans & d'ennemis.

IX. Artillerie & fortifications.

LES ports principaux étaient fortifiés de manière à protéger non-ſeulement la ſortie des corſaires Américains, mais même à en rendre l'accès impoſſible aux ennemis; les autres ports n'avaient rien à redouter des gros vaiſſeaux à cauſe des écueils, des reſcifs & des bas-fonds qui en bordaient l'entrée, & ils étaient ſuffiſamment défendus contre les tentatives des petits bâtimens de guerre & des chaloupes armées que l'on pouvait y envoyer. Toutes les batteries étaient défendues par des redoutes. On avait porté les précautions juſqu'à vouloir rendre inutiles, par des revêtiſſemens & des

baſtingages dont on couvrait les maiſons & les magaſins, l'effet des galiottes à bombes envoyées pour déſoler les établiſſemens du bord de la mer.

Une fonderie de canons établie dans la nouvelle Yorck, donnait les plus fortes pièces en grande quantité. On recueillait dans cette Colonie juſqu'à deux cents quintaux de ſalpêtre par mois. Dans toutes les provinces on fabriquait des armes.

L'entrée du Delavarre était gardée par treize galères à rames; il y avait en outre une batterie flottante de cent cinq pieds de quille, armée de canons de ving-quatre, & trente radeaux brûlots; enfin on avait coulé bas cinquante chevaux de friſe de l'invention du docteur Franklin, pour empêcher les vaiſſeaux de guerre de remonter le fleuve.

La ville de Charlestown, qui était menacée d'un ſiège, était déſerte depuis les premiers jours de mars; tandis que les hommes avaient pris les armes, les femmes s'étaient retirées ſur les derrières

de la province, en-dedans des lignes que l'on avait formées, & s'occupaient à faire une quantité prodigieuse de salpêtre; cependant on avait construit dans l'île Sullivan, un fort armé de vingt-six canons de trente-deux, & à Williamsneury, une batterie de douze canons. Trois autres forts opposaient une résistance formidable. Celui de Johnson, armé de vingt-une pièces de canons; celui de Wilvin, de vingt trois, & le Littleton, de onze. Il y avait encore vingt-huit pièces de canon placées sur quatre autres petits forts. Une fregate de vingt-six canons, un brigantin & un sloop, veillaient & croisaient sur la côte. Quinze mille hommes sous les ordres de Charles Lée & du lord Stirling, attendaient l'arrivée de la flotte Anglaise, & les troupes commandées par le lord Cornwallis, qui étaient parties d'Angleterre le 13 février, sous l'escorte de l'escadre légère du chevalier Parker, qui avait hissé son pavillon sur le vaisseau *le Bristol.*

Le général Howe était encore en poſſeſſion de Boſton & du château William ; mais le général Washington avait tracé ſes lignes autour de cette ville. Il avait auſſi fait élever à Cambridge un octogone que quarante mille hommes n'auraient pas inveſti, avec friſe, palliſſades, foſſé, chemin-couvert, glacis, abattis devant le glacis, remparts, caſemates & une artillerie conſidérable. A une portée de fuſil du chemin-couvert était une enceinte de trente-ſix tours quarrées, du diamètre de trente pieds & à l'épreuve du canon. La diſtance entre les tours était de 500 pieds, & garnie d'abattis. Sur chacune de ces tours étaient placés pluſieurs fauconneaux carabinés. Il aurait fallu, pour ainſi dire, un ſiège pour chacune. Ceux qui auraient ſervi les canons pour en former l'attaque, auraient été trop expoſés pour la continuer ; ni mantelets, ni fronteaux n'auraient pu garantir les artilleurs, & il aurait fallu renverſer pluſieurs de ces tours

avant

avant de pouvoir ouvrir une seule attaque sur le corps de la place, qui aurait été défendue par dix mille hommes, tandis que le reste de l'armée se serait avancé sur les assaillans pour les forcer à désemparer le terrein.

Dans tous les endroits de la côte où l'on n'avait pas cru pouvoir placer des batteries suffisantes, on opposait aux vaisseaux ennemis des batteries flottantes. Ces batteries si conformes au principe de Folard, *de proportionner la défense à l'attaque*, réuniſſaient à l'avantage du rapprochement des sabords & de l'épaisseur de l'échantillon, celui de tenir les canonniers hors d'atteinte; elles ne peuvent être détruites que par l'incendie : il était presque impossible de les démonter. Ces sortes de batteries sont les meilleures défenses que l'on puisse donner à de grandes côtes maritimes, lorsque l'on est dans l'impuissance de les protéger par de fortes escadres; & la dureté des bois de charpente que

l'on emploie dans l'Amérique, pourrait leur assurer une grande supériorité sur tout ce que l'on a vu jusqu'à présent de machines de guerre. Les Américains n'ont fait encore que des essais dans ce genre de fortifications, à la perfection desquelles il leur reste beaucoup à ajouter; mais ils peuvent en tirer le parti le plus avantageux dans la suite, le bois étant chez eux à bon marché, & les ouvriers en grand nombre *.

* Un vaisseau embossé devant une batterie de pierre, peut lancer à chaque bordée trente ou quarante boulets dans un quarré de six pieds. Il est rare, par conséquent, qu'il ne fasse pas promptement une grande brêche; mais si on lui oppose une puissance supérieure par le rapprochement des sabords, l'avantage du point fixe & l'épaisseur de l'échantillon, qui ne soit assujettie ni au travail de la pompe, ni à l'embarras des manœuvres, & où les canonniers puissent être à couvert, il est presqu'impossible qu'il ne soit pas désemparé.

Une batterie en bois n'existe que quand on le veut, & tant qu'on le veut. Ce sont des pièces de charpente

X.
Marine.

Les forces maritimes des Américains étaient bien inférieures à leurs moyens de défenſe ſur terre : le congrès avait fait publier un acte de capture & de repréſailles contre les vaiſſeaux anglais; mais ils n'avaient aucun bâtiment de plus de cent trente pieds de quille, ni en état de porter plus de quarante canons ; on n'avait point de conſtructeurs capables d'entreprendre des vaiſſeaux du premier rang, ni de bois propres à former les grandes courbes

numérotées, que l'on peut conſerver ſous des angards; on peut les faire monter ou démonter en peu de temps par un petit nombre d'ouvriers, ou les tranſporter à peu de frais d'un lieu dans un autre, en forme de radeaux. Si par hazard l'ennemi était prêt de s'en emparer, on empêcherait qu'il ne pût s'en ſervir en y mettant le feu. On peut, au contraire, les préſerver aiſément de l'incendie que l'ennemi voudrait y mettre. Les bombes qu'on lance contr'elles ſont preſque ſans effet. Je ſuis toujours étonné qu'une invention auſſi ſimple ait échappé ſi long-temps à tant d'habiles ingénieurs employés dans les îles & dans le continent de l'Amérique.

que ces vaiſſeaux exigent. Les bois de l'Amérique, auſſi vieux qu'elle-même, ſont trop âgés, trop mûrs, pour la conſtruction : les navires de grandeur médiocre que l'on y conſtruit, durent peu. On peut prédire que les Américains n'auront des flottes redoutables que lorſque des plantations de forêts bien entendues leur auront fourni des arbres d'un âge moyen & d'une qualité choiſie. Alors ayant en abondance tout ce qui ſert aux agrêts de la marine, le chanvre, le goudron, le fer, ayant ſur-tout des hommes formés dès leur jeune âge à la navigation; ils ſeront ſans doute les plus grands marins de l'univers & les Souverains de l'Océan.

Pendant la dernière guerre, contre la France, la ſeule province de Newyork tenait à la mer ſoixante bâtimens, armés de huit cents pièces de canon : elle avait ſept mille hommes de mer, & plus de mille mariniers ſur les rivières; on eſtimait à la fin de 1775, qu'elle avait dix mille matelots.

A juger des forces maritimes des autres Colonies par celles de cette province, elles auraient fourni un grand nombre de matelots; mais le Jerſey, la Caroline ſeptentrionale, le Maryland, la Virginie, la nouvelle Hampshire, l'Iſle de Rhodes, la Penſilvanie même avaient à proportion moins de navigateurs. Les Comtés de Newcaſtle, Kent & Suſſex, & la province de Connecticut, n'en fourniſſaient aucun. Toutes les Colonies ne pouvaient pas embarquer à cette époque plus de trente mille matelots. Ces gens de mer que les actes oppreſſifs tenaient dans l'inaction depuis quatre ans, & qui ne pouvaient plus eſpérer d'autre gain que les captures qu'ils feraient, ſuffiſaient néanmoins pour intercepter le commerce de l'Angleterre, & ſes armées navales ne pouvaient le garantir de cet eſſaim de corſaires. Il était impoſſible de ne pas prévoir qu'ils infeſteraient les Iſles Anglaiſes, que les ports étrangers leur ſeraient ouverts pour la

vente des denrées dont ils se seraient emparés, & que l'Angleterre serait bientôt réduite à acheter des Français, des Hollandais, des Italiens même, le sucre, le rum, le café de ses propres Colonies. Six frégates, dont deux de trente-six canons, sous le commandement du Commodore Hopkins, s'étaient emparées des Isles de Bahama d'où elles dominaient sur le Golphe de la Floride. Ce capitaine, parti de la Delaware au commencement de Janvier, avait attaqué la ville Allemande de Nassau dans la nouvelle Providence, qui est la principale de ces Isles, & le Gouverneur l'avait évacuée sur le champ pour se retirer à Saint-Augustin dans la Floride orientale. Hopkins avait pris dans cette Isle une grande quantité de provisions & de munitions de guerre, & soixante barils de poudre. Tandis que la saison forçait l'Angleterre de suspendre ses opérations navales ; les Américains avaient en mer un grand nombre de Corsaires bien armés. Non-seulement

les vaiſſeaux marchands étaient pris à la ſortie de la Grenade & de la Jamaïque, & dans toutes les mers de l'Amérique ; mais encore dans la Méditerranée, dans la Baltique. Les Américains interceptaient les fournitures navales, deſtinées pour Londres & Portsmouth, & croiſaient juſques ſur les côtes de l'Irlande & de l'Angleterre.

Il eſt vrai que ce qui conſtituait la force la plus réelle des Américains ſur les mers, c'était le nombre de leurs Corſaires ; toute la marine du Congrès n'était alors compoſée que de trois vaiſſeaux de quarante-quatre canons, dont un était encore en chantier ; quatre de quarante ; ſept frégates de trente à trente-ſix, & vingt-huit plus petites. L'échantillon de la plupart de ces bâtimens était très-fort à proportion de leur grandeur ; le bordage de leurs vaiſſeaux de quarante canons était le même que l'on emploie en Europe pour les vaiſſeaux de ligne. Le pavillon que cette marine arborait ſur

les mers était d'abord marqué de douze barres avec une cartouche à champ blanc, au milieu duquel s'élevait un pin touffu, avec ces mots pour devise; *appel au ciel.* Il a été changé depuis, & composé de treize barres & treize étoiles.

Long.e Occid.e du Méridien de Paris

Longitude du Méridien de l'Isle de Fer

LIVRE CINQUIEME.

ARNOLD porte la guerre dans la partie baſſe du Canada, il aſſiège Quebec; priſe du fort S. Jean & de Montréal, par le général Montgommery. Gui Carleton s'enfuit ſecrètement de Montréal, ſe jette dans Quebec, & ſauve cette place : mort de Montgommery; éloge de ce Général. Arrivée d'une armée Anglaiſe en Canada.

ANNÉE I. 1775. Marche mémorable du colonel Arnold.

ARNOLD ayant embarqué à Gardenerton ſes troupes & ſes munitions ſur deux cents bateaux, remonta la rivière, luttant contre les plus grands obſtacles, contre un courant rapide, avec un fond & des côtes de rochers; interrompu dans ſa route par des cataractes, des gués & des portages, qui accablaient les troupes de fatigue. Souvent les bateaux furent remplis d'eau ; pluſieurs chavirèrent, & une grande partie du bagage & des mu-

nitions fut perdue. Outre l'embarras de traverſer pluſieurs fois le même terrein dans les différens portages, de charger & de décharger des fardeaux peſans, ils étaient ſouvent obligés de porter les bateaux ſur leurs épaules ; ils eurent à ſoutenir ce travail incroyable pendant l'eſpace de douze milles dans un ſeul portage.

Pour diminuer autant qu'il était poſſible les dangers & la fatigue de cette marche digne d'Annibal, & que ce grand homme, lui-même, aurait peut-être admiré, Arnold l'avait réglée de la manière ſuivante : une partie des ſoldats marchait le long des bancs de la rivière, l'autre était dans les bateaux. Les bateaux & les hommes étaient diſpoſés ſur trois diviſions. Les corps de chaque diviſion campaient enſemble toutes les nuits. Arnold les encourageait par ſon exemple & par ſon travail. La marche par terre n'était pas plus aiſée que par eau ; il fallait traverſer des terreins que les pieds des hommes n'avaient point encore foulés ; on y rencontrait alternativement des bois

touffus auſſi vieux que le continent, à travers deſquels il fallait s'ouvrir un paſſage avec le ſabre & la hache pendant l'eſpace de pluſieurs milles. Des marais ſtagnans & profonds, ſur leſquels il fallait établir une route ſolide ; enfin des rochers, des montagnes à gravir. Leurs journées ordinaires étaient de quatre milles, & jamais ils ne faiſaient plus de trois lieues dans un jour. Les maladies que la fatigue occaſionnait parmi eux, augmentèrent encore leurs peines & leurs inquiètudes. Ils éprouvèrent, au bout de trois ſemaines, une ſi grande diſette de proviſions, qu'ils mangèrent leurs chiens, les fruis ſauvages, les feuilles des arbres, & en général toutes les ſubſtances qui pouvaient tromper la faim cruelle dont ils étaient tourmentés.

Parvenus à la ſource du Kenebek, Arnold ſe vit obligé de renvoyer & de faire eſcorter les malades. Un des colonels ſaiſit cette occaſion pour retourner ſur ſes pas à l'inſu du commandant. La déſertion de ce lâche & le départ des ma-

lades réduisit la troupe d'Arnold à six cents cinquante hommes ; il continua cependant sa route avec constance ; cette petite armée traversa la chaîne des hautes montagnes qui séparent le continent, & que la nature semble avoir placées exprès pour l'arroser dans toute son étendue. Les eaux qui y prennent leur source tombant de l'un & de l'autre côté, suivent des routes directement opposées, & forment ce nombre infini de rivières qui fertilisent la nouvelle Angleterre & le Canada. Arnold arrivé enfin à l'endroit où la rivière *Chaudière* commence à prendre son cours, touchait au terme desiré de ses fatigues. Cette rivière, ainsi nommée par les Français, traverse le Canada & tombe près de Québec dans le fleuve Saint-Laurent. Il approcha bientôt avec sa troupe des parties habitées du Canada. Un détachement qu'il avait envoyé à la découverte, revint le 3 Novembre avec des provisions, & ranima le courage de ses compagnons que les travaux, & la faim avaient accablés ; ils avaient passé

trente & un jours dans des déſerts affreux, que les animaux ſauvages ſemblaient eux-mêmes redouter, & qu'aucun être vivant n'avait peut-être jamais viſités. Les Canadiens les reçurent en frères, en amis, & leur fournirent abondamment tout ce dont ils avaient beſoin pour réparer les forces qu'ils avaient perdues.

Arnold publie une proclamation du général Washington.

ARNOLD ſe hâta de publier une proclamation que le Général Washington lui avait remiſe avant ſon départ, pour déclarer aux Canadiens, « que les pro-
» vinces confédérées avaient vu avec un
» extrême plaiſir, que la cour de Londres
» s'était trompée, dans l'eſpoir qu'elle
» avait fondé ſur eux, qu'elle s'était
» inutilement promiſe de les faire deve-
» nir des inſtrumens aveugles de deſpo-
» tiſme & d'oppreſſion. Au lieu de
» rencontrer parmi vous, comme ils l'a-
» vaient cru, un grand nombre d'hommes
» dégradés, ils ont dû voir, diſait Wa-
» shington, avec un chagrin qui peut
» ſeul égaler notre joie, que vous êtes

» éclairés, fiers & généreux, & que
» jamais vous ne ſerez aſſez inſenſés
» pour renoncer à vos propres droits,
» afin d'aider à dépouiller vos voiſins &
» vos amis, de la liberté & des biens
» que vous auriez perdus. Les haſards
» que vous courez avec nous ſont
» grands, mais ils ſont glorieux; nous
» enviſageons avec tranſport ce jour qui
» n'eſt peut-être pas éloigné, où tous
» les habitans de l'Amérique, unis par
» leurs communs intérêts, jouiront d'un
» gouvernement libre. Enhardis par les
» avis que nous ont fait paſſer les parti-
» ſans que la liberté compte parmi vous,
» le congrès général s'eſt décidé à vous
» envoyer une armée, & à la faire pré-
» céder par le colonel Arnold, non pour
» vous combattre, mais pour vous pro-
» téger, & développer les nobles ſenti-
» mens dont vous êtes pénétrés. Venez
» donc tous citoyens généreux vous ran-
» ger ſous l'étendart d'une liberté uni-
» verſelle, venez vous oppoſer à la force
» de la tyrannie, qui, ſi j'en crois mes

» preſſentimens, ne l'emportera jamais » ſur nous ».

Le reſte du manifeſte contenait une promeſſe de payer exactement tous ce que l'on fournirait aux troupes du congrès, & la garantie perſonnelle du général Washington. Cette promeſſe produiſit tout l'effet que l'on en devait attendre. Arnold & les ſiens ne manquèrent point de vivres, mais peu de Canadiens vinrent ſe joindre à ſa troupe ; ils demeurèrent preſque tous indifférens au ſuccès de ſes armes. Quand une fois le pouvoir arbitraire a détruit dans un peuple les reſſorts du courage, il eſt bien difficile de les rétablir. Carleton commettait les plus grands excès ; & néanmoins à peine trois cents hommes joignirent les drapeaux d'Arnold.

Mongommery vient aſſiéger le fort S. Jean.

CEPENDANT des bateaux conſtruits à Ticonderago avaient porté Schuyler & Mongommeri juſqu'à la rivière Sorel par le lac Champlain. La moitié de l'armée, qui n'était que de trois mille hommes,

venait d'arriver à Crownpoint, lorſque Mongommery fut averti que quelques vaiſſeaux armés au fort Saint-Jean ſur la rivière Sorel, ſe préparaient à entrer dans le lac & à lui fermer le paſſage. Il ſe porta ſur le champ avec ce qu'il avait de troupes, à l'entrée de la rivière, & empêcha les vaiſſeaux de parvenir juſqu'au lac. Schuyler qui avoit été nommé commandant en chef de l'expédition arriva par Albani, & les deux généraux s'étant joints, firent une ptoclamation à-peu-près ſemblable à celle qui avait été publiée par Arnold. L'eſpoir de voir accourir un grand nombre de Canadiens, leur fit diriger leur marche vers le fort Saint-Jean, qui commande de ce côté l'entrée du Canada. Le feu de cette fortereſſe & la réſiſtance opiniâtre à laquelle ils s'attendaient, leur firent prendre le parti de débarquer à une grande diſtance, dans un pays rempli de bois & de marais; un corps nombreux de ſauvages vint les y attaquer avec beaucoup de vigueur: alors le déſavantage

du terrein & la certitude où ils étaient que la garniſon du fort était conſidérable & abondamment pourvue de vivres & de munitions, les déterminèrent à retourner à leur première ſtation dans l'iſle aux Noix, & à différer toute entrepriſe juſqu'à l'arrivée de l'artillerie & des renforts qu'ils attendaient. Schuyler profita de ce moment pour aller conclure un traité avec les Sauvages des environs, & laiſſa au général Mongommery tout le poids & les dangers de la guerre; c'était un bonheur pour la cauſe de l'Amérique. Nous ne prétendons point rabaiſſer les talens militaires de Schuyler qui nous ſont peu connus; mais Mongommery avait la confiance des troupes; il était doué de preſque toutes les éminentes qualités qui forment un excellent officier-général. Il réuſſit d'abord à débaucher les mêmes Sauvages qui l'avaient attaqué quelques jours auparavant, & à les enlever au général Carleton. Auſſitôt qu'il eut été rejoint par ſon artillerie, il diſpoſa le ſiège du fort Saint-Jean. Le

vingt-sixième régiment & la plus grande partie du septième en composaient la garnison : c'était presque toutes les troupes réglées qui fussent alors au Canada.

II. Deux mille Canadiens joignent l'armée de Mougommery.

Il sut si bien gagner les Canadiens, & fit un si grand effet sur eux, par ses qualités personnelles, qu'ils le regardèrent comme le libérateur de cette grande région. Ils vinrent successivement se joindre à lui jusqu'au nombre de deux mille, pendant qu'il préparait son attaque. Mais dans le même temps Ethan Allen, cet aventurier qui, sans commission du congrès, avait eu le bonheur de jouer un rôle à la surprise de Ticonderago, entreprit de surprendre la ville de Montréal à la tête de quelques Canadiens & d'un faible parti d'Américains; il ne communiqua point son projet au commandant en chef, & n'eut pas même la prudence de s'assurer du secours de quelques autres partis détachés qui parcouraient le pays. Cette

Mauvais succès de la témérité de l'aventurier EthanAllen.

témérité n'eut pas le succès qu'il en avait espéré ; il ne parvint pas même jusqu'à la ville. Il rencontra sur le chemin plusieurs compagnies de milice, commandées par des officiers Anglais, qui le combattirent, & forcèrent une partie de son détachement à s'enfuir dans les bois. Quarante de ses guerriers, les plus courageux, furent faits prisonniers avec lui. Allen fut vivement maltraité par le brigadier général Prescot ; & le gouverneur Carleton l'envoya, les fers aux pieds, en Angleterre avec ses compagnons. On commença l'instruction de leur procès à Londres ; mais après les avoir tenus plusieurs mois dans une rigoureuse prison, on sentit le danger qu'il y aurait à les condamner, & ils furent renvoyés en Amérique.

Mongommery prend le fort Chambly.

Faible & presque sans moyens pour faire la guerre, éloigné de secours, abandonné de Schuyler, & ne recevant point du congrès les renforts qu'il avait espérés, Mongommery suppléait à tout par son courage & par les ressources

de ſon génie. Il n'avait point aſſez de munitions pour ſuffire aux opérations militaires qu'il fallait faire avant de pouvoir ſe rendre maître de Saint-Jean. Pendant que l'on continuait les travaux du ſiège, il réſolut d'aller attaquer avec un détachement le fort Chambly, ſitué plus avant dans le pays, & que celui de Saint-Jean paraît couvrir. Ce fort était gardé par un faible détachement de ſoldats du ſeptième régiment, qui, n'ayant pu réſiſter qu'un ſeul jour, ſe rendirent priſonniers, & livrèrent le fort aux Américains avec beaucoup de munitions de toute eſpèce & cent vingt barils de poudre. Cette acquiſition facilita le ſiège du fort Saint-Jean. Mongommery s'était d'abord attaché à couper les communications & à enlever les proviſions. La garniſon, ſous les ordres du brigadier général Preſcot, endura avec courage la fatigue d'un long ſiège & la diſette de vivres. Ce commandant attendait de jour en jour le gouverneur Carleton, qui travaillait

avec la plus grande activité à lever un corps de troupes pour venir à ſon ſecours.

III. Défaite de Carleton & du colone Me-Clean. Capitulation du fort S. Jean.

MAIS Carleton avait eu beaucoup de peine à raſſembler environ mille hommes dont la plupart étaient des Canadiens Français. Il ſe propoſait de joindre le colonel Me-Clean. Cet Écoſſais avait entrepris de lever un régiment ſous le titre de Royal Montagnards Émigrans, & compoſé des Écoſſais arrivés depuis peu en Amérique, qui n'avaient pu obtenir de conceſſions à cauſe des troubles. Me-Clean s'était porté avec ſa troupe près de la jonction de la rivière Sorel & du fleuve Saint-Laurent. Gui Carleton, voulant ſortir de l'iſle Montréal, fut rencontré à Longueil par un parti d'hommes déterminés que Mongommery avait détaché pour l'arrêter dans ſa marche. Ils repouſſerent facilement des troupes raſſemblées depuis peu de jours, & qui n'étaient conduites au combat que par un ſentiment vague d'o-

béiſſance & d'aſſerviſſement. Le courage du chef ne pût les engager à tenir ferme, & leur défaite & leur fuite firent avorter tous ſes projets.

Mongommery avait envoyé en même-temps un autre parti d'Américains contre Me-Clean ; ce détachement fut encore victorieux, & l'Écoſſais fut repouſſé juſqu'à l'embouchure de Sorel. Les Canadiens qui avaient été envoyés en avant par le gouverneur Carleton, apprenant la défaite de ce général, abandonnèrent Me-Clean, & il ſe vit forcé de retourner à Quebec, avec environ deux cents ſoldats des Montagnards Émigrans qui ſeuls lui reſtèrent fidèles. Mongommery avait avancé ſes travaux juſqu'aux ouvrages intérieurs du fort S. Jean, & ſe préparait à l'aſſaut, lorſque le détachement qui amenait les priſonniers faits à Longueil lui apprit la défaite du général Carleton ; il envoya un de ces priſonniers en parlementaire au commandant Anglais. Tout eſpoir du ſecours étant anéanti, cet officier ſe vit forcé de ſe rendre. Il fut

convenu qu'il ſortirait du fort avec les honneurs de la guerre, & il ſe rendit priſonnier avec toute la garniſon le 3 Novembre, le même jour où Arnold & ſes guerriers, vainqueurs des obſtacles de la nature, entrèrent dans la partie inférieure du Canada.

Priſe de Montréal.

LA garniſon de Saint-Jean eut la permiſſion d'emporter ſes bagages. Mongommery voulut que les officiers gardaſſent leurs épées ; & loin d'abuſer de ſes avantages, il ſe conduiſait comme un homme d'honneur engagé dans une querelle malheureuſe avec ſes compatriotes. Ayant laiſſé une garniſon au fort Saint-Jean, il parut devant Montréal où Gui Carleton était enfermé. Il n'y avait point de ſûreté pour ce gouverneur dans la ville ; il y en avait moins encore à bord des vaiſſeaux. Les habitans propoſèrent une capitulation, & demandèrent que Carleton eut la liberté de ſe retirer à Quebec. Mongommery refuſa ; ils n'a-

vaient point assez de forces pour prétendre à une capitulation; mais il leur répondit, par écrit, qu'il n'était venu que pour donner à tous la liberté & la conservation de leurs privilèges, & accorda généreusement toutes les conditons admissibles de la capitulation. Ses troupes étant entrées dans la ville le 12 novembre.

Carleton se sauve à Quebec déguisé en matelot.

LA prise du général Carleton qui paraissait infaillible, décidait sans retour du sort du Canada. Il avait eu l'espoir d'échapper à son ennemi, en descendant sur ses vaisseaux armés; cette ressource lui fut encore ôtée. Le parti Américain qui avait chassé Me Clean & ses soldats du poste de Sorel, avait aussi-tôt élevé des batteries au confluent de cette rivière & du fleuve Saint-Laurent, pour barrer la route des fleuves & lui fermer la retraite. Loin de pouvoir arriver à Quebec, les vaisseaux furent attaqués & obligés de couper leurs cables pour remonter la

rivière. Carleton s'était embarqué sur la corvette *le Gaspée*, & il y eut plusieurs hommes tués sur cette corvette ; mais la fortune voulait réserver ce général à de nouveaux combats, tandis que Mongommery armait une gondole & un grand nombre de bateaux avec de l'artillerie légère, afin de forcer les vaisseaux à se porter sous le feu des batteries de Sorel. Carleton, profitant de la nuit du 12 novembre qui était fort obscure, avait quitté *le Gaspée* avec Niverville & la Naudière, Canadiens Français ses confidens & ses amis, & était parvenu à se sauver dans un bateau de pêcheur. Il avait eu le bonheur de passer devant les gardes & les batteries des Américains sans en être apperçu, & déguisé en matelot, il arriva sans accident à Quebec.

IV. Commencemens du siège de Quebec.

ARNOLD avait paru le 9 novembre en face de la ville à la pointe de Levi ; il lui fallut plusieurs jours pour se procurer des canots ; en vain des frégates & d'autres bâtimens armés s'op-

posaient à son passage; il traversa la rivière & commença le siège.

La rigueur de la saison suspendait les combats dans les autres parties de l'Amérique : Mongommery & Arnold paraissaient seuls insensibles aux glaces de l'hiver; ils allaient assiéger Quebec, la plus forte place du Canada & de l'Amériqueentière, & se flattaient que le printems ne viendrait pas les surprendre avant qu'ils eussent arboré sur les murs de cette ville le signal de l'indépendance. Ils savaient que l'Angleterre projettait d'envoyer une armée dans cette contrée pour soutenir les efforts de Gui Carleton, & ils voulaient prévenir l'arrivée de ce renfort.

Vexations & cruautés commises contre Thomas Walker négociant de Montréal

Le gouverneur Carleton usant de la puissance arbitraire & illimitée dont on l'avait depuis peu revêtu, avait fait arrêter & précipiter dans les cachots tous ceux qu'il soupçonnait d'entrer dans les intérêts des provinces confédérées. La plupart furent délivrés par la prise de

Montréal. L'hiſtoire de Thomas Walker, l'un d'eux, mérite d'être rapportée ; elle fait ſentir toute l'horreur que la tyrannie & la guerre civile doivent inſpirer aux hommes raiſonnables.

Lorſque les Américains ſe préparaient à entrer au Canada, Thomas Walker, un des plus riches marchands de Montréal, vivait dans une maiſon de campagne où il avait établi une manufacture. Sa femme, ſes enfans & ſes domeſtiques étaient avec lui. Au milieu de la nuit, le 6 ſeptembre, ils ſont réveillés par un bruit effroyable ; une vive lumière éclaire leur appartement. Walker ſe lève, & ſa femme croit qu'il eſt jour ; c'était la lueur des flambeaux. Leur maiſon & leur manufacture étaient entourées de ſoldats. On tire un coup de mouſquet, c'était le ſignal. A l'inſtant les portes ſont briſées à coup de hache, à peine il a le temps de prendre ſes piſtolets & ſa carabine & de ſuivre ſa femme dans un grenier où elle venait de ſe ſauver en chemiſe ; les ſoldats parcourent les appartemens en

pouſſant le cri des Sauvages. A ce cri, Walker ne douta pas que ce ne fuſſent des ſauvages *Mokok*, du parti du colonel Johnſon, envoyés pour l'aſſaſſiner avec ſa famille, comme il en avait été ſouvent menacé depuis qu'il y avait des troubles. Réſolu de ſe défendre juſqu'à la derniére extrémité, il deſcend & décharge ſes armes au milieu de ceux qu'il croit être des ſauvages. C'était en effet des barbares, mais des barbares endurcis aux crimes de l'europe. Un officier & un grenadier furent bleſſés; les autres frappés de terreur, ſortirent précipitamment de la chambre, & pillètent le reſte de la maiſon. Ils mirent enſuite le feu au pied de l'eſcalier. Ils découvrirent le toit & allumèrent des flammes aux quatre coins de la maiſon; le premier étage était de bois; Walker appellait à grands cris les habitans des envions, ils accoururent; mais retenus par la crainte, ils contemplaient en gémiſſant cet horrible ſpectacle. Sa femme tremblante entre ſes bras & s'arrachant les cheveux, appel-

lait ſes enfans, & lui criait, *mon ami, nous allons tous brûler.* Elle avait déjà penſé être étouffée par les flammes, en voulant gagner l'eſcalier ; il la porte au grenier le plus éloigné du feu. Montant ſur la fenêtre, elle demandait quartier aux ſoldats ; mais ils étaient ſourds à ſes prières : alors le viſage tourné vers la muraille, elle reſta ſuſpendue par les mains, juſqu'à ce qu'un ſoldat, moins cruel que les autres, eut apporté une échelle dont elle ſe ſervit pour deſcendre. Un des officiers qui commandait une guerre auſſi lâche, appercevant Walker dont les regards cherchaient encore à veiller ſur ſon épouſe, l'appella, & lui promit qu'il ne lui ſerait point fait de mal s'il voulait ſe rendre. Ce malheureux père de famille voyant le plancher enflammé ſous ſes pieds, ſa femme & ſes enfans entre les mains des ennemis, & convaincu qu'il n'était plus poſſible de ſe défendre ni d'échapper, ſe rendit. Il fut auſſi-tôt ſaiſi par ſix hommes qui le maltraitèrent rudement ; un lieute-

nant Irlandais, appellé M.e-Bonald, du régiment de M.e-Clean, le menaça de lui brûler la cervelle & le frappa de son poing. Cependant les soldats avaient défoncé les celliers, emmenaient ses nègres & emportaient ses effets. Tandis qu'on forçait les magasins, ouvrait les coffres, les ballots de marchandises, Walker & sa femme étaient obligés de rester les pieds nuds & dans l'eau, regardant leur maison qui brûlait, & leur bien qu'on livrait au pillage. Les soldats se partageaient les pièces d'étoffe, tandis qu'ils étaient dépouillés & transis de froid; on les fit monter sur une charette entre deux haies de soldats Écossais & de Canadiens, qui les conduisirent à une lieue vers le fleuve Saint-Laurent, où ils furent embarqués. Les chefs de ce coup de main étaient, un capitaine de milice Canadienne, appellé Bruyere de S. Clair, & le lieutenant M.e-Donald du régiment des Émigrans. Le brigadier général Prescot alla au-devant du bateau. Walker & sa femme furent placés entre deux haies

de ſoldats, & Preſcot les accabla d'injures. Il fit mettre Walker aux fers, & ſa femme fut gardée par ſix ſentinelles. En les ſéparant, il les empêcha de ſe dire adieu, & affecta de crier, qu'on allait envoyer Walker en Angleterre les fers aux pieds pour y être pendu. Ce malheureux citoyen reſta ſix ſemaines au cachot, & fut transféré enſuite ſur différens bâtimens armés. Son apprentif reſta en priſon pendant ſoixante-ſept jours. Pour lui, ſe trouvant à bord d'un ſénaut de guerre, lorſque les vaiſſeaux armés voulurent redeſcendre la rivière pour ſe ſauver vers Quebec; & ces vaiſſeaux, qui n'oſaient ſe haſarder à paſſer la pointe de Sorel, ayant été repouſſés de nouveau à la Veltrie par les gondoles & les bateaux de Mongommery; le moment où ces vaiſſeaux tombèrent au pouvoir des Américains, fut celui de ſa délivrance. Mongommery réunit ce malheureux père de famille à ſa femme & ſes enfans; mais ſon commerce était ruiné, ſa ſanté dé-

truire; il ne lui restait plus de ressources.

Dispositions des Canadiens.

Il y avait déjà long-temps que le mécontentement des Canadiens, & particulièrement des habitans & des marchands, nés Anglais, avait éclaté. L'opposition de ces derniers, au bill de Quebec *, & les pétitions qu'ils avaient envoyées, avaient déplu à la cour; ils avaient été exposés, depuis, aux dédains, aux soupçons, à la méfiance de leur gouvernement. Ils se plaignaient de la cruelle politique des gouverneurs, qui, pour se ménager des instrumens de tyrannie, concentraient toutes les graces & toute la faveur sur les Français, qui étaient restés au Canada. Ils ne voyaient point sans murmure, que les Français Canadiens, prenant le ton de tous les favoris, ne laissaient échapper aucune occasion d'insulter le reste du peuple, par l'affectation

* Ce bill a plus révolté les Américains que le timbre, les douanes & le thé. Si cet acte n'avait pas eu lieu, la révolution aurait peut-être été moins rapide.

injurieuse

injurieuſe de leur zèle, & qu'ils s'arrogeaient le droit de condamner, comme un crime d'état, cette liberté dont la nature & l'habitude ont fait le caractère diſtinctif, la gloire & la proſpérité des Anglais, cette liberté de penſer que leur mécontentement fortifiait encore *.

Cette arrogance ſervile était le partage de la nobleſſe & des prêtres; mais les Français qui n'étaient que Colons, s'indignaient preſqu'autant que les Anglais eux-mêmes, du joug qu'on leur faiſait ſupporter, & deſiraient avoir part à la liberté pour laquelle les Américains combattaient.

Ces diſpoſitions avaient raſſemblé quelques Canadiens, ſous les drapeaux de Mongommery & d'Arnold; mais quels guerriers! inconſtans, rebelles aux tra-

* Il eſt bien rare que la conquête d'un pays corrompu par la ſervitude, la vanité, le luxe, n'entraîne pas la perte de la nation conquérante. O Républicains! gardez-vous de conquérir; commercez dans tout l'univers, portez-y l'abondance & les arts, mais n'aſpirez point à le ſubjuguer.

vaux, insubordonnés parmi les hommes libres, & dociles aux commandemens des vexateurs; faciles à rebuter par les plus légers obstacles, & prêts à changer de parti à toutes les variations de la fortune.

Il y avait moins de mécontens à Quebec que par-tout ailleurs; c'était-là le siege du gouvernement, le séjour de la noblesse, l'asyle des ecclésiastiques, de tous ceux, enfin, qui croyaient gagner au gouvernement arbitraire. Si Arnold avait pu traverser la rivière le jour même de son arrivée, il y a lieu de croire que dans ce premier moment de surprise & de confusion, il se serait rendu maître de la place, où il n'y avait point, alors, de troupes réglées; mais il avait trop compté sur l'amour que tout être raisonnable devrait avoir pour la liberté. Il se persuadait, mal-à-propos, que des hommes courbés sous le joug militaire, sous le joug plus puissant des ecclésiastiques, quitteraient leurs foyers pour venir peupler son armée. Les réflexions que les partisans du gouvernement firent faire

ſur les richeſſes qui étaient dans Quebec, perſuadèrent qu'il fallait réſiſter : comme ſi les Américains étaient venus pour livrer la ville au pillage. Les prêtres montraient, à l'envi, qu'ils étaient les ſerviteurs du roi les plus zélés, & les égliſes ne ceſſaient de retentir des exhortations qu'ils faiſaient aux peuples pour la cauſe de Georges III. Les lettres écrites de Quebec en Angleterre, atteſtent qu'ils empêchèrent beaucoup de Canadiens de ſe joindre aux rebelles, en effrayant de la damnation éternelle, tous ceux qui s'oppoſeraient aux forces du Roi. Les matelots, les pêcheurs, vinrent ſe placer aux batteries pour ſervir les canons. Les ſéminariſtes, formés en compagnies, rempliſſaient les corps-de-garde, & ſe flattaient de ſurpaſſer, dans les exercices militaires, les marchands & les ouvriers. Me-Cléan avait diſtribué ſes ſoldats ſur les murailles & dans les forts.

ARNOLD fit paraître, pendant plu- V.
ſieurs jours, ſes troupes ſur les hauteurs Arnold blo-

que la ville jusqu'à l'arrivée de Mongommery.

qui sont aux environs de la ville, & envoya deux parlementaires pour sommer les habitans de se rendre; mais on tira sur eux, & l'entrée fut interdite à tous ceux qui venaient de sa part. Il aurait, sans doute, triomphé de toutes ces mesures, s'il avait eu de l'artillerie, mais il n'avait pas un seul canon; il fallut qu'il se bornât à intercepter les provisions, les secours, à fermer toutes les avenues jusqu'à l'arrivée de Mongommery.

Ce général renouvella à Montréal, les habits de son armée, qui avait beaucoup souffert de la rigueur du froid; il trouva dans cette ville une quantité considérable d'étoffes de laine, propres à faire des vêtemens convenables pour la saison, & tous ses soldats en étant pourvus, il se mit en marche pour Quebec. A peine Carleton était entré dans cette place, qu'il avait renvoyé, avec leurs familles, tous ceux qui étaient hors d'état de prendre les armes, ou qui s'y étaient refusés. La garnison, en com-

prenant les habitans, les mariniers, les ecclésiastiques armés, se trouva former environ seize cents hommes. Un si petit nombre des meilleures troupes, n'aurait pu défendre des fortifications aussi étendues que celles de Quebec, à plus forte raison, cette ville ne pouvait être bien gardée par une pareille garnison; la seule compagnie du septième régiment, à qui le hazard avait évité d'être faite prisonnière, n'était pas même complette; le corps du colonel Me-Cléan, avait été levé récemment, le reste était un parti de milices Françaises, dans lequel on avait incorporé, malgré eux, quelques artisans Anglais. La véritable force de la garnison, consistait en quatre cents cinquante matelots ou mariniers accoutumés à de violens exercices, & qui étaient destinés au service du canon.

Mongommery forme le siège de Quebec.

MONGOMMERY ayant pourvu à la garde de Montréal & de ses autres conquêtes, dont il laissa le commandement au général Woster, & ayant envoyé des

des détachemens dans les différentes parties de la province, pour animer, s'il était poſſible, les Canadiens, & s'aſſurer de toutes les proviſions néceſſaires, ſe hâta de joindre Arnold avec l'élite de ſes troupes, & toute l'artillerie qu'il put ſe procurer. Malgré les neiges qui tombaient abondamment, & la difficulté des chemins, il arriva devant Quebec avec la plus grande célérité. Il prit poſte à Sainte-Croix, ayant avec lui quelques pieces de campagne, tandis qu'on débarquait ſa groſſe artillerie. Arnold occupait toujours les avenues de la ville, & ſa communication avec le plat pays *.

Le 7 Décembre, le général Américain écrivit au gouverneur. Il l'exhortait à ſe rendre, ſur-le-champ, afin d'éviter les ſuites d'un aſſaut. Une femme ſe gliſſa dans la place, avec des lettres pour les

* « Un certain Arnold coupa toutes les iſſues » vers la ville, & ſa communication avec le plat » pays. » *Lettre du gouverneur Carleton au général Howe, en date du 12 janvier.*

principaux négocians, par lesquelles on les engageait à ouvrir les portes aux Américains. Ces lettres excitèrent quelque fermentation parmi les assiégés, mais la fermeté de Carleton n'en fut pas ébranlée. Il fit arrêter la messagère, & après quelques jours de prison, la fit chasser de la place au son du tambour. Il avait déjà reconnu que les forces de ses ennemis n'étaient pas beaucoup supérieures à celles de la garnison, & que la confiance qu'ils paraissaient avoir, n'était fondée que sur l'étalage de leurs préparatifs & la chaleur de leurs attaques. Mongommery, pour donner plus d'allarmes, transféra à Saint-Roch, un obus & cinq mortiers d'un calibre inférieur, fit construire une batterie de six canons & d'un obus, sur une hauteur à quelque distance du mur, & commença un bombardement qui dura plusieurs jours. L'intrépidité du gouverneur, sa constance & son activité infatigables, continrent la garnison, parmi laquelle les assiégeans voulaient jetter le désordre

& l'épouvante. Carleton inſpira de la bravoure aux plus timides ; ils ſupportèrent, ſans murmurer, les malheurs & la diſette inſéparables d'un long ſiège; les ſéminariſtes & les prêtres même, portaient les armes avec beaucoup d'exactitude, & cherchaient à ſe montrer courageux dans toutes les occaſions. Les canons de la batterie que Mongommery avait ouverte contre la ville, étaient d'un calibre trop petit pour produire un effet conſidérable ; il y avait deux pieds & demi de neige ſur la terre. Les incommodités que les aſſiégeans ſouffraient de la ſaiſon, ſurpaſſaient tout ce que l'on a oui-dire ; l'amour qu'ils avaient pour leur général, & le fanatiſme de patrie & de liberté qu'il ſavait leur inſpirer, pouvaient ſeuls les leur faire ſupporter ; mais le tems preſſait, les maux croiſſaient à proportion de la durée ; ils auraient, à la fin, ſuccombé. On prétend même que ſi l'exemple des troupes d'Arnold, les meilleures de cette petite armée, n'avait pas contenu les milices de la Nou-

velle-Yorck, plus ſenſibles au froid, il aurait fallu lever le ſiège.

Mongommery livre l'aſſaut à la ville : ſa mort.

MONGOMMERY, éclairé ſur les intérêts de ſon pays, autant que ſur ſa gloire perſonnelle, ſentit que le fruit de ſes premiers ſuccès ſerait perdu, s'il différait d'en venir à quelqu'action déciſive; il ne pouvait plus eſpérer de renforts; il ſavait que le congrès général qu'il accoutumait à des victoires, regarderait la priſe de Quebec comme certaine, auſſitôt que la nouvelle de ſon arrivée devant cette place, parviendrait à Philadelphie. Cette aſſemblée avait conçu une ſi grande opinion de ſes talens & de ſon courage, qu'il ne pouvait y répondre que par des prodiges. Il voulait, dans ſon premier deſſein, attaquer la haute ville qui était ſi bien fortifiée, qu'on la croyait imprenable. C'était courir de grands hazards; une telle hardieſſe ne ſemblait être inſpirée que par un déſeſpoir héroïque; cependant il y avait lieu de penſer qu'elle ſerait couronnée par la victoire. Carleron

ne pouvant défendre, à la fois, tous les poſtes fortifiés, avait réuni ſes efforts dans la baſſe ville, vers laquelle toutes les forces des aſſaillans ſemblaient devoir ſe diriger; Mongommery l'attaquant par le côté oppoſé, dérangeait tous ſes projets de réſiſtance. Aimant mieux mourir avec gloire que de lever le ſiège, ce brave républicain avait choiſi le genre d'attaque qui convenait le mieux à cette grande réſolution. Mais tandis qu'il ſe repoſait ſur ſa fortune, des traîtres déſertèrent, & donnèrent avis à Carleton de ſes diſpoſitions. Mongommery reconnut bientôt aux mouvemens de la garniſon, qu'elle était inſtruite, non-ſeulement de ſon plan général, mais qu'elle ſavait encore le détail de ſes moyens particuliers; cet accident le força de changer, tout-à-coup, l'ordre de ſes attaques. Le 31 décembre 1775, dès le plus grand matin & par une neige abondante, il partagea ſa petite armée en quatre diviſions, les deux premières marchaient à la haute ville, & faiſaient de

fauſſes attaques, tandis que lui & le colonel Arnold, en conduiſaient deux réelles contre les parties oppoſées de la baſſe ville. L'allarme devint générale dans les deux villes, & aurait déconcerté les troupes les plus aguerries. Le danger ſemblait par-tout égal; du côté du fleuve, le long du front fortifié, & autour du baſſin, chaque partie était également menacée.

Arnold ſe rendit maître de la premiere batterie, à la tête de cinquante hommes choiſis, & continua de combattre avec tout le ſuccès que peut donner la bravoure; mais au moment où il emportait la baſſe ville, un boulet l'atteignit à la jambe, & la lui fracaſſa; malgré la quantité de ſang qu'il répandait, il voulut continuer de commander; mais, enfin, il fallut le tranſporter hors du lieu du combat. Mongommery montrait la même intrépidité; la fortune trahiſſait leur courage. Vers cinq heures du ſoir, ce général marchant à la tête des troupes de la Nouvelle-Yorck, ſur une file ſerrée

& dans un passage étroit, ayant d'un côté la rivière, dont les bords escarpés formaient un précipice, & de l'autre, des rochers menaçans qui semblaient suspendus sur sa tête, s'était emparé du premier poste, & l'avait passé; il s'avançait pour attaquer le second, quand il reçut le coup fatal qui termina sa vie, un boulet le renversa. Ce désastre abattit le courage des Amécains; leur consternation fut générale, & le colonel Campbell, qui se trouvait à leur tête, ne put empêcher leur déroute.

Arnold étant blessé, une partie de sadivision est faite prisonnière.

ARNOLD avait compté sur la victoire, & ses compagnons qui ignoraient le malheur de Mongommery, ne voulaient pas qu'il eût à se plaindre de n'avoir pu les animer par sa présence; ils continuèrent l'action avec ardeur, & s'emparèrent de l'autre poste. Mais la garnison était revenue de sa frayeur; ils se trouvaient environnés de tous côtés par des forces supérieures; ils ne pouvaient revenir sur leurs pas, sans traverser un grand espace

Cornell

Son mérite personnel l'emporte sur toutes les considérations ,

ſous le feu de l'ennemi, qui avait fait ſortir des canons par une porte devant laquelle il fallait paſſer. Ils ſoutinrent le combat pendant trois heures contre toute la garniſon de Quebec, n'étant que trois cents hommes, & malgré le déſavantage du terrein; mais ſoixante des leurs, ayant ſuccombé ſous les coups de l'ennemi, ils furent obligés de mettre bas les armes, & de ſe rendre priſonniers de guerre.

1777. Il ſe retire en bon ordre avec les débris de l'armée.

LES Américains perdirent dans cet aſſaut, près de la moitié de leur nombre, & une lettre écrite, alors, par Arnold, prouve qu'à peine il lui reſtait huit cents hommes. Les compagnons de Mongommery furent privés de lui rendre les derniers devoirs; ſon corps fut enlevé par la garniſon. L'inimitié de Carleton ceſſa auſſi-tôt après la mort de ſon adverſaire, & le mérite perſonnel de ce dernier, l'emportant ſur toutes les autres conſidérations, il fut enterré à Quebec avec les marques de la plus grande diſtinction, & tous les honneurs dûs à

un grand homme de guerre. Arnold était vivement affligé ; il regrettait qu'un coup imprévu, eut empêché la prise de Quebec qui paraissait infaillible ; mais il regrettait encore plus la perte que l'Amérique venait de faire, par la mort de Mongommery, dont il savait apprécier les talens. Cependant son chagrin, loin de l'abattre, parut lui donner de nouvelles forces, & lui faire, pour ainsi dire, oublier sa blessure. Réservant à des momens plus tranquilles, les larmes qu'il devait à ce guerrier ; il rassembla les débris de l'armée, & se retira à trois milles de Quebec. Il attendait le renfort du général Woster, qui était à Montréal ; & les troupes qu'il espérait que le congrès lui enverrait aussi-tôt que cette assemblée serait instruite de sa position, du nombre des ennemis, & de l'état de son armée.

VI. Réflexions sur cette campagne.

CETTE campagne doit être mise au rang des entreprises de guerre les plus surprenantes, que l'histoire ait célébrées.

Elle couvrira de gloire, dans les ſiecles à venir, ceux qui en ont été les chefs. Si les ſuccès n'ont pas répondu à leurs efforts héroïques, c'eſt que les troupes qui leur avaient été données, étaient trop peu nombreuſes; c'eſt que la puiſſance du congrès ne pouvait encore ſubvenir à toutes les néceſſités d'une armée qui va porter la guerre à deux cents lieues de ſon pays; c'eſt que l'on avait trop compté ſur le mécontentement des Canadiens, & ſur leurs diſpoſitions à combattre pour une liberté dont ils méconnaiſſaient le prix; mais les talens de Mongommery & le courage d'Arnold, n'en ſeront pas moins un objet d'admiration pour la poſtérité. Tous les guerriers aimeront à ſe repréſenter Richard Mongommery, luttant contre les obſtacles qui ſe rencontraient, à chaque pas que ſes combattans faiſaient au milieu du plus rude des hivers, dans les terres glacées du Canada, & qui ſe multipliaient chaque fois que la nature étendait des voiles de neige ſur ce climat

rigoureux. Ils le citeront pour exemple. C'eſt à eux qu'il appartient de ſe former une juſte idée de la difficulté de conduire & de commander, au loin, une armée formée de nouveaux guerriers, qui ont abandonné les occupations civiles, pour paſſer ſubitement au métier des armes; qui, par leurs principes, leurs mœurs & leur maniere de vivre, ont une averſion naturelle pour toute eſpèce de diſcipline. Il fallait les traîner au milieu des beſoins & des contrariétés de toute eſpèce, à travers les rochers, les marais, les déſerts, à peine vêtus & expoſés à des frimats dont ils n'avaient jamais reſſenti l'âpreté. Lorſqu'ils étaient parvenus au lieu du combat, il fallait, les armes à la main, & avec toute la fierté qu'inſpire l'eſprit militaire, & un pouvoir inconnu pour eux, les plier au joug des privations, & réprimer leur indépendance naturelle, afin de ne pas aliéner l'eſprit des Canadiens, habitués à l'obéiſſance ſans bornes; &, cependant, la prudence du général, l'obligeait de

ſauver à ſes libres concitoyens, toutes les apparences d'une ſubordination exacte & dure dans la crainte de leur déſertion. Ils étaient tous engagés pour un terme très-court; pluſieurs avaient achevé le tems de leur ſervice, & il n'y avait que les qualités de leur chef, l'eſpoir de marcher toujours avec lui, de victoire en victoire, qui puſſent les retenir ſous ſes drapeaux.

Le projet d'attaquer le Canada par deux côtés à la fois, & de le conquérir tout entier juſqu'aux portes de Quebec, où les deux armées devaient ſe rejoindre; l'exécution d'un ſi grand projet, avec moins de quatre mille guerriers, & la jonction effectuée par les deux généraux, ſont ce que l'on peut imaginer aujourd'hui de plus digne des temps héroïques. Les malheurs de ces deux généraux devant Quebec, où devaient finir leurs combats, & la ſouveraineté de Georges III, en Amérique, ne pouvaient être réparés; mais leurs efforts n'en ſont peut-être que plus intéreſſans & plus glorieux.

Le congrès érige un mausolée aux manes de Mongommery: éloge de ce guerrier.

ON publiait à Londres, qu'Arnold avait été fait prisonnier avec une grande partie de l'armée, au moment même où Mongommery avait été tué; c'était un artifice du gouvernement, pour relever le crédit des fonds publics, & ranimer le courage des troupes qui étaient prêtes à s'embarquer. Plus d'une fois dans cette querelle, le ministère Anglais a eu recours à ce stratagême. La gazette de la cour annonçait, que cette nouvelle avait été publiée par le congrès. Cette assemblée, tranquille sur le sort des troupes, & satisfaite de la conduite d'Arnold, avait élevé ce dernier au grade de brigadier général. Tandis qu'il regrettait à Montréal, la perte de Mongommery, elle fit ériger à ce héros de la liberté, un monument ordonné par le docteur Franklin. Ce mausolée, placé dans la salle d'assemblée générale, à Philadelphie, fut arrosé des larmes de tous ceux qui l'avaient connu.

Mais les honneurs que la patrie reconnaissante rend à ceux qui sont morts

pour elle, n'offrent que des consolations vaines aux personnes qui leur étaient unies par les liens de la nature & de l'amour. Ces honneurs ne réparent point les désastres de la guerre; ils ne diminuent point l'amertume des chagrins & du désespoir que cause la mort de ceux qui joignent à des titres guerriers, ceux d'homme vertueux, d'époux fidèle & de bon pere de famille: tel était Mongommery. Il avait été capitaine de grenadiers en Angleterre, dans le dix-septième régiment, & avait fait la guerre avec distinction. Le dégoût que lui causa l'ordre adressé à son régiment, de marcher contre les séditieux de Londres, dans l'affaire de Wilkes, lui fit quitter le service; aucun officier ne fut autant regretté de ses supérieurs. Il s'était marié dans la Nouvelle-Yorck, à la fille d'un des principaux membres du comité de cette province, & était devenu, par ce mariage, citoyen de l'Amérique. Sa femme, apprenant sa mort, en eut une si grande douleur, qu'elle devint folle, & son

beau-père se tua de désespoir. Ces preuves d'un attachement extraordinaire, de la part de ceux avec qui il espérait passer une plus longue vie, fait peut-être encore mieux son éloge que la gloire de sa mort, que les monumens publics où son nom sera gravé, & que l'histoire même, qui rendra témoignage de sa valeur dans les siècles à venir. Les plus fameux orateurs du parlement : Edmond, Burke, Charles Fox & le colonel Barré, jettèrent des fleurs sur sa tombe, & pleurèrent sa mort. L'un d'eux, qui avait servi avec lui dans la précédente guerre, ne put contenir ses regrets & ses sanglots, en rappellant l'attachement solide qui avait régné entr'eux, lorsqu'ils servaient ensemble, à l'époque la plus glorieuse pour la nation Anglaise. L'oppression fit de vains efforts pour dessécher sur ses joues les larmes de l'amitié. La cour était forcée de reconnaître elle-même, le mérite de Mongommery ; les favoris s'écrièrent que c'était abuser du talent oratoire, que de l'employer à rappeller la mémoire d'un

ſujet révolté. « Je conviens, diſait le lord » North, que c'était un guerrier brave, » généreux, humain, mais avec toutes » ces belles qualités, ce n'était jamais » qu'un rebelle ».

Les aſſiégeans ayant fortifié leurs quartiers, ne furent ni pourſuivis ni attaqués par la garniſon, quoiqu'elle fût ſupérieure en nombre. Carleton était trop habile pour tenter une telle entrepriſe. Montrant par-tout une prudence égale à ſa fermeté, il ſe contenta de l'avantage ineſpéré qu'il avait remporté, & n'expoſa point le ſort de la province par une démarche téméraire.

Arnold convertit le ſiège en blocus & enſuite recommence le ſiège.

LA bleſſure d'Arnold ne permettait pas à ce guerrier de donner tous les ſoins néceſſaires au commandement qui lui était échu par la mort de Mongomery ; la conſtance de ſes compagnons était ſurprenante dans les conjonctures pénibles où ils ſe trouvaient. Ils avaient perdu leur général, cinquante de leurs meilleurs officiers,

& leur meilleure artillerie, tout ſecours paraiſſait éloigné ; la marche des renforts, s'ils devaient en recevoir, ne pouvait être que très-lente. Les Canadiens, indépendamment de leur inconſtance & de leur légèreté naturelle, étaient toujours diſpoſés à pencher pour le parti victorieux. L'hiver regnait dans toute ſa rigueur, & la neige qui couvrait la terre était profonde de quatre pieds. Dans une poſition ſi cruelle, il fallait beaucoup de ſoins & d'activité pour les retenir. Arnold, quoique défait & bleſſé, entreprit de leur faire ſupporter leurs malheurs en les occupant ſans ceſſe. Montrant toute la fermeté d'une âme forte & un génie plein de reſſources, il convertit le ſiége en blocus, & diſpoſa tellement le petit nombre de ſes troupes, qu'elles étaient encore formidables. Il intercepta conſtamment toutes les proviſions envoyées pour la ville, & fit brûler les fauxbourgs de Saint Roch & de Saint Jean. Le général Wooſter vint ſe joindre à lui

à la fin de Février, avec environ cinq cents hommes & l'artillerie de Montréal. L'avant-garde d'un parti, levé pour ſecourir Carleton, par un Canadien nommé Bonnieu, fut défait le 25 mars, & le reſte de ſes ſoldats diſperſé. Arnold recommença le ſiége, mais avec moins de ſuccès encore que la première fois. Les priſonniers Américains qui étaient dans la ville, avaient complotté de ſe ſauver en ſe ſaiſiſſant du corps-de-garde de la porte Saint Jean, par laquelle ils voulaient introduire Arnold dans les murs; ce projet fut découvert le 31 mars, jour même qui avait été choiſi pour ſon exécution.

Deux batteries que les aſſiégeans avaient montées ſur les deux bords du fleuve Saint Laurent, commencèrent le 4 avril à tirer ſur la ville & ſur les vaiſſeaux, & le 23 ils employèrent les bombes qu'ils lançaient d'une troiſième batterie, placée ſur une hauteur vis-à-vis du port Saint Louis, mais c'était trop tard; les renforts envoyés d'Angleterre au gouver-

neur Carleton, étaient prêts d'arriver. Il était impoſſible d'emporter avec le peu de troupes qu'ils avaient, une place auſſi forte que Quebec; elle réſiſta à cinq mois de ſiège ou de blocus, dans la ſaiſon où les beſoins ſe font le plus reſſentir. Aux précautions priſes pour en écarter tout ſecours d'hommes & de proviſions, à deux aſſauts, à l'incendie de ſes vaiſſeaux à un bombardement preſque continuel; enfin, les frégates anglaiſes, *la Surpriſe, l'Iſis & le Martin,* qui apportaient des troupes à Quebec, parurent à l'entrée du fleuve Saint Laurent; le renfort qu'Arnold avait demandé, n'était point encore arrivé. Le Congrès, aux approches d'une campagne générale, & d'après les avis qu'il avait reçus d'Angleterre, craignait de diviſer ſes forces. Cependant les frégates faiſaient des efforts pour remonter le fleuve au milieu des monceaux de glace qu'il commençait à charrier; l'amirauté avait promis deux cents guinées aux pilotes de cette petite eſcadre s'ils arrivaient à Quebec avant

que la ville fut prise. Ces trois vaisseaux entrerent dans le port le 6 mai ; Wooster & Arnold avaient pris d'avance la résolution d'abandonner le siège, afin de réserver tout ce qu'ils avaient de forces pour se maintenir dans les parties du Canada qu'ils espéraient conserver quelques temps, & de tenir en échec près de dix mille hommes qui allaient se trouver rassemblés par le retour du Général Burgoyne, & sa réunion au gouverneur Carleton.

Arnold & Wooster lèvent le siège

L'ARRIVÉE des vaisseaux Anglais les décidait à lever le siège, d'autant mieux qu'en forçant la place, ce qui ne se ferait pas exécuté sans une grande perte, ils n'auraient pas eu le temps de la démanteler, & auraient risqué d'être bloqués à leur tour. Alors il leur serait arrivé inutilement de nouvelles forces, elles auraient été dispersées sans pouvoir se joindre à eux; enfin Burgoyne aurait été maître du terrein, & peut être

toutes les forces de l'Amérique n'auraient pu l'arrêter dans ſes marches.

La fermeté du gouverneur Carleton, pendant la durée d'un auſſi long ſiège, où pour la première fois en Amérique les aſſaillans avaient employé les boulets rouges, mérite des éloges; il rempliſſait les devoirs de ſa place; & le courage, même dans une mauvaiſe cauſe, a des droits à l'eſtime publique. La ſubordination eſt la ſphère de ceux qu'on appelle, dans nos gouvernemens modernes, *des hommes d'épée.* Ils font profeſſion de ne point réfléchir ſur les ordres qu'ils exécutent. C'eſt à cette ſubordination aveugle, qu'il faut attribuer ſans doute les expreſſions ſingulières dont il ſe ſervit, en rendant compte à la cour des détails du ſiège. Il n'oſait y parler avec eſtime des ennemis, qui de ſon propre aveu avaient mis ſon courage aux plus rudes épreuves, ni les appeller autrement que ne faiſaient les miniſtres. Il leur donnait les noms de rebelles, de fanfa-

rons, de pillards, & ſemblait s'indigner qu'un certain Arnold eut oſé ſi long-temps couper la communication de Quebec avec le plat pays.

VII. Carleton fait une ſortie, & pourſuit les Américains avec les troupes Anglaiſes qui viennent d'arriver.

LA flotte Anglaiſe n'avait encore pu remonter le fleuve, lorſque le général Wooſter partit avec ſes troupes pour retourner à Montréal; Carleton informé par des eſpions & par des déſerteurs, réſolut de faire une ſortie. Le 6 Mai au matin, les troupes Anglaiſes étant débarquées des frégates *la Surpriſe* & *l'Iſis*, ſortirent de la ville avec ſix pièces de campagne; elles étaient ſoutenues par un détachement de la garniſon avec lequel elles formaient un corps d'environ mille hommes. Les troupes d'Arnold étaient tellement diſperſées, qu'on ne parvint à raſſembler au quartier général que deux cents hommes qui ne purent réſiſter. Toute l'artillerie, cinq cents fuſils, & environ deux cents malades reſtèrent au milieu des ennemis; la retraite ſe fit avec précipitation. Dès le

soir même les troupes Américaines étaient à Dechambeau ; & il fut résolu dans un conseil de guerre d'évacuer Montréal, & de se retirer au fort Saint-Jean. La plupart des malades qu'Arnold avait été forcé de laisser derrière lui, aimèrent mieux se disperser dans les bois au risque d'y perdre la vie, que de tomber au pouvoir de Carleton. Ce gouverneur publia une proclamation pour engager les Canadiens à en faire la recherche & à leur donner du secours, promettant qu'ils seraient libres de retourner dans leurs provinces respectives aussi-tôt que leur santé serait rétablie.

Affaire du poste aux Cédres.

UN détachement de trois cents quatre-vingt-dix hommes de troupes continentales, était posté aux Cédres à quarante mille environ de Montréal, avec deux pièces de campagne : ils s'étaient fortifiés le mieux qu'il leur avait été possible, & avaient élevé un parapet de terre. Celui qui commandait ayant eu avis qu'un corps considérable de soldats An-

glais, de Canadiens & des Sauvages, s'avançait pour attaquer ſon poſte, partit lui-même pour Montréal afin d'obtenir un renfort le 15 Mai. Le commandement paſſa en ſon abſence au major Butterfield. Un renfort commandé par le major Sherburne ſe mit en marche le 16, en attendant un plus fort détachement commandé par Arnold lui-même. Le 17, les troupes ennemies commandées par le capitaine Foſter, inveſtirent le poſte aux Cèdres, & firent pendant deux jours un feu lent & mal ſoutenu, ſans oſer avancer juſqu'aux ouvrages; mais le lâche Butterfield propoſa, dès le premier inſtant, de rendre le poſte. Il ſe refuſa aux ſollicitations de ſes officiers qui voulaient à faire une ſortie ſur l'ennemi, & le ſoir du 19, le capitaine Foſter lui ayant envoyé un parlementaire, il convint de lui rendre les ouvrages & la garniſon, à condition que les hommes ne ſeraient pas mis entre les mains des Sauvages, & que ſes bagages ne ſeraient pas pillés. Les forces

auxquelles ſe rendait cet officier indigne de ſa patrie, ſe réduiſaient à quarante ſoldats, cent quarante Canadiens & cinq cents Sauvages. Il avait du canon ; ſes ennemis n'en avaient pas ; il n'avait eu qu'un ſeul homme bleſſé des coups de fuſil que les Sauvages épars aux environs avaient tiré de temps en temps. Chaque homme avait vingt cartouches; il ne manquait ni de munitions, ni de vivres pour vingt-cinq ou vingt-ſix jours : il ſavait qu'il y avait un renfort en chemin, & que le gros de l'armée était aſſez près pour le ſecourir, & il mit bas les armes. Auſſi-tôt la garniſon fut livrée aux Sauvages qui s'emparèrent des bagages, & dépouillèrent les priſonniers de leurs habits. Cependant le major Sherburne arriva le lendemain avec un renfort de cent hommes. Ayant débarqué à neuf milles du poſte aux Cèdres ; à peine eut-il fait une lieue, qu'il fut attaqué par les mêmes hommes à qui Butterfield s'était rendu la veille. Quoique faible & livré à une attaque imprévue,

il conserva son terrein pendant plus d'une heure ; & forcé de se retirer ensuite, il le fit en bon ordre, faisant toujours un feu soutenu ; mais Foster ayant posté différens partis de manière à couper sa retraite, il se vit réduit à céder au nombre, & fut fait prisonnier avec son détachement, ce qui ne serait pas arrivé si Butterfield avait eu du courage. Ces nouveaux prisonniers furent conduits avec les autres dans une île déserte au milieu du lac des deux Montagnes, où ils restèrent huit jours, manquant de vivres, & obligés de recourir aux plus grandes extrémités pour se nourrir ; on les dépouilla de leurs bagages & de leurs habits. Deux d'entr'eux furent mis à mort le premier jour, & chaque jour on en fit périr un ou deux. Un de ceux qui s'étaient rendus par capitulation, fut tué le huitième jour ; les Sauvages en firent rôtir un autre, après l'avoir fusillé. Foster se prévalut de la cruauté de ces barbares, pour exiger un cartel d'échange d'un nombre égal de

troupes Anglaises, sous la condition que Sherburne & les siens ne reprendraient point les armes contre le gouvernement Britannique, & quatre ôtages pour garantir l'exécution du cartel. Malgré l'inégalité d'une pareille convention, ils signèrent étant au pouvoir absolu d'un inexorable ennemi.

Cependant ils ne furent point relâchés, & le général Arnold ayant paru sur le chemin des Cèdres, à son approche, les Sauvages firent toutes leurs dispositions pour les massacrer. Foster envoya vers lui le major Sherburne, avec un parlementaire pour la confirmation du cartel. Mais il conduisit auparavant ce malheureux officier dans le conseil des Sauvages qu'il avait fait assembler, & dont le chef lui dit. « C'est une pitié qui ne s'é-» tait jamais vue dans nos guerres, d'a-» voir fait mourir si peu de prisonniers ; » mais apprends au général Arnold, que » s'il attaque le capitaine Foster, tous » les prisonniers seront tués sur le » champ ».

Arnold

Arnold ne voulait point consentir au cartel; mais il fallait s'y déterminer pour sauver les prisonniers d'une mort cruelle. Il ne signa, toutefois, qu'après que Foster se fut désisté de l'article inégal qui réduisait les Américains à ne point porter de nouveau les armes, tandis que les soldats Anglais qui seraient échangés pourraient les reprendre. Foster exécuta le cartel à sa manière. Il s'empara d'abord des quatre ôtages qui furent aussi-tôt livrés aux Sauvages; il permit aux Sauvages d'emmener encore plusieurs prisonniers sans en déclarer les motifs. Il retint aussi douze Canadiens, alléguant qu'il avait des ordres exprès d'agir de la sorte, parce que, vivant dans un gouvernement militaire, ils ne pouvaient être envisagés que comme déserteurs des armées de Sa Majesté, & il les fit mettre aux fers.

Le congrès ayant été informé de toutes ces atrocités, arrêta qu'avant de rendre aucun prisonnier Anglais, le gouverneur du Canada livrerait au congrès les

auteurs, complices & inſtigateurs des horribles maſſacres commis envers les priſonniers, pour être punis de leurs crimes, & payerait l'indemnité du pillage fait contre la foi de la capitulation du major Butterfield; & que s'il était exercé quelqu'autre violence, en mettant à mort ou à la torture quelqu'un des priſonniers ou des ôtages, il ſerait uſé de repréſailles. A l'égard de Butterfield, il fut déclaré indigne de ſervir dans les armées de l'Amérique.

VIII. Arrivée du général Burgoyne.

CEPENDANT il arrivait de tous côtés, mais trop tard, des renforts à l'armée Américaine. Une nouvelle campagne allait s'ouvrir : cinq frégates & des vaiſſeaux de tranſport, qui portaient un grand nombre de ſoldats, avaient ſucceſſivement jetté l'ancre à Quebec; & Burgoyne, parti d'Angleterre le 4 avril, venait d'arriver avec une armée. Déjà les Anglais avaient repris le vaiſſeau *le Gaſpée*, & une partie des munitions des Américains. Ils pourſuivaient

ces derniers jusques vers Sorel, lorsqu'Arnold entreprit de les arrêter. Ce fut inutilement; il se vit contraint de continuer sa retraite ; mais il la fit en bon ordre, toujours maître du pays où il passait; il détruisait, en se repliant, tout ce qui pouvait servir à son ennemi.

Combat des trois rivières

A mesure que les régimens arrivaient à Quebec, ils se mettaient en marche pour les Trois-rivières, où était le rendez-vous marqué par le général Carleton. Les transports sur lesquels étaient les régimens se trouvant tellement séparés, que quelques-uns étaient à cinquante lieues derrière les autres, il n'arriva d'abord aux trois rivières que les avant-gardes de chaque corps ; mais successivement toutss les troupes se réunirent du 7 au 8 juin. Le 8, à trois heures du matin, les colonels Fraser & Saint-Léger ayant été avertis que les Américains étaient à un quart de lieue du bourg, firent débarquer une grande partie de l'artillerie. Les Américains

avaient conçu le projet de surprendre les troupes Anglaises aux Trois-rivières & d'en obstruer la navigation ; mais il fallait s'emparer du bourg, situé à leur confluent, & à qui elles donnent le nom. Le général Thompson, caché dans les bois, avec environs treize cents hommes, devait attaquer la place avant le jour ; quelques obstacles imprévus ayant retardé sa marche, le jour parut avant qu'il arrivât devant la ville. Un bateau qui avait découvert le premier détachement, donna l'allarme, & les chasseurs Anglais tirèrent de loin sur lui. Toute espérance de s'emparer de la place par surprise étant évanouie ; Thompson ne perdit point courage ; il fit battre les tambours pour animer les troupes & intimider l'ennemi, & continua sa marche jusqu'à ce qu'il fut à la portée des bâtimens qui étaient rangés le long de la côte. Les vaisseaux commencèrent à tirer leurs bordées ; les troupes Américaines ne s'ebranlèrent pas. Alors le colonel Maxwel qui commandait la première division, voulut tourner

ſur la gauche pour arriver à une hauteur qui dominait la ville, & où il n'aurait plus été incommodé par le feu des vaiſſeaux; mais il ſe touva engagé dans des marais; il fallut plus de trois heures pour les traverſer, & parvenu de l'autre côté, il trouva l'ennemi en poſſeſſion de la hauteur dont il voulait s'emparer. Ses troupes n'eurent ni le temps, ni la place néceſſaire pour ſe former & ſe remettre en ordre; cependant les troupes Anglaiſes furent rompues à la première attaque, & ſe replièrent vers la ville : mais, ayant été renforcées, elles repouſsèrent les Américains, qui, malgré le nombre des ennemis, le feu continuel de la mouſqueterie, & de pluſieurs canons chargés à mitraille, ſe retirèrent. Le général Thompſon, après tant de bravoure & de bonne conduite, eut le malheur de reſter enveloppé avec environ deux cents hommes.

Douze cents hommes avaient attaqué dans cette journée, avec tous les

désavantages possibles, une armée de quatre mille Anglais & Allemands aguerris, & l'avaient enfoncée au premier échec, forcés ensuite de se replier, ils firent une retraite de plus de dix-huit lieues, sans perdre plus de cent cinquante hommes tués ou blessés.

Arnold prend le parti d'évacuer tous les postes dans le Canada, & de se retirer vers Albani.

Succès de sa retraite.

Les généraux Carleton & Burgoyne avaient joint l'armée, lorsque Thompson leur fut amené prisonnier; ils projetterent, dès ce moment, son échange avec le brigadier général Prescot, pris par Mongommery au siège de S. Jean; ils firent rester les troupes sous les armes toute la nuit, dans la crainte d'une nouvelle attaque. Le lendemain ils retournèrent aux Trois-rivières, & n'en partirent que le treize pour se rendre à Sorel. Carleton, loin de vouloir engager Arnold dans le Canada, voulait le déloger de la partie supérieure de la province. La flotte entière parvint auprès de Sorel le quatorze juin; les Américains s'étaient retirés quelques

heures auparavant. Des frégates & des vaiſſeaux armés, des pilottes & des chaloupes de tranſport étaient placés dans les lieux convenables pour transférer les troupes & les eſcorter. Le gouverneur ayant diviſé ſes forces en deux colonnes, ordonna au général Burgoyne de remonter juſqu'à S. Jean, mais ſans rien hazarder. Le reſte de la flotte fit voile pour pour Longueil. Le vent ayant manqué à quinze lieues de Sorel, elle n'arriva que le ſoir, au fort S. Jean, au moment où le général Arnold évacuait Montréal. N'ayant plus aucun poſte aſſez ſûr dans le Canada, il ne s'occupait qu'à rendre ſa retraite avantageuſe. Carleton ne trouvant plus d'ennemis, traverſa la prairie vers S. Jean. Il arriva le 19 auprès de ce fort, dont le général Burgoyne s'était emparé la veille; mais il avait trouvé tous les édifices embraſés, les proviſions conſumées & les bateaux qui n'avaient pu remonter le courant de Chambli, brûlés.

Dans sa retraite, l'armée Américaine se rapprochait d'Albany, des Sauvages alliés, & du centre des forces continentales; elle ouvrait en même temps à l'armée de Burgoyne un chemin difficile & dangereux. Ses troupes étaient toujours embarrassées dans leur marche; il entreprit de faire traîner les bateaux par terre pour les amener sur les lacs; il fallut ensuite y renoncer. La division s'était introduite entre les deux généraux Anglais, dès le premier moment qu'ils s'étaient vus : Burgoyne prétendit que Carleton ne devait point avoir de commandement au-delà des frontières du Canada, & voulut agir sans collègue; mais ne précipitons point les faits : quittons pour quelques momens le Canada, où des évènemens mémorables remplissant toutes les journées de l'hiver, ont détourné notre attention de ce qui se passait à Londres, & de la position où se trouvait le général Howe, si long-temps bloqué dans Boston.

LIVRE SIXIEME.

DÉBATS du Parlement, blocus & siège de Boston; William Howe est contraint d'évacuer cette place. Plan de la campagne; attaque du fort Sullivan & de la ville de Charles-town. Le congrès déclare l'indépendance des treize États-unis.

1776. I. Traités faits par George III, pour se procurer des troupes mercenaires.

QUE l'influence d'un seul homme est grande, quelquefois, dans les nations! En 1776, ceux qui étaient à la tête du cabinet de Londres, ne pouvaient pas lever soixante mille hommes dans les trois royaumes, qu'ils gouvernaient despotiquement; & dans la précédente guerre, &, jusqu'à l'époque de la paix conclue avec la France, en 1763, le Ministre Pitt entretenait trois cents cinquante mille hommes de troupes nationales. Le nombre des troupes répandues dans toutes les contrées, où ce grand homme

d'état avait porté la guerre, & maîtrisait la victoire, s'élevait à quatre cents dix-huit mille hommes ; cependant le commerce de l'Angleterre était le plus florissant du monde entier. Les manufactures étaient perfectionnées ; elles se multipliaient dans tous les lieux de la domination Britannique. Si le trésor de la nation était épuisé par les énormes dépenses, qu'il fallait faire pour soutenir des combats dans toutes les parties du globe, & régner souverainement sur les mers ; la richesse des particuliers était au-delà des calculs des plus hardis spectateurs. Tout change en un court intervalle ; à peine quatorze ans se sont écoulés, & la puissance de l'Angleterre n'est plus. Le roi Georges est forcé de recourir à l'assistance des princes d'Allemagne, pour mettre une armée de quarante mille hommes sur pied, & de leur offrir de l'argent & son alliance, en échange des forces précaires & dangereuses qu'ils veulent bien lui procurer.

Lorsque les traités faits au mois de

janvier 1776, avec le duc de Brunſwick, le landgrave de Heſſe-Caſſel, & le comte de Hanau, par leſquels la cour avait obtenu dix-ſept mille hommes pour faire la guerre aux Américains, furent annoncés & connus dans le parlement, ils furent hautement déſapprouvés. Néanmoins, huit mille de ces Allemands s'embarquèrent à la fin du mois de février, & le reſte partit au mois d'avril ſuivant.

Le miniſtere Britannique prétendait que les ſoldats qu'il ſe procurait par les traités faits avec ces Souverains, devaient ſuffire, *ſelon toutes les probabilités humaines, pour forcer en une ſeule année, les rebelles à une juſte ſoumiſſion* ☆.

On comparait, alors, dans le Parlement, la révolution de la Hollande à l'inſurrection des Colonies, & cette comparaiſon affermiſſait le gouvernement dans ſon ſyſtême d'aſſerviſſement, parce que les Hollandais, diſaient les partiſans des miniſtres, étaient ſoutenus ouverte-

☆ Diſcours de lord North au Parlement.

ment, au lieu que les provinces de l'Amérique n'avaient aucun appui. Les Hollandais s'endettaient, il est vrai, & lorsqu'ils furent reconnus libres, ils se trouvèrent débiteurs de quatre-vingt-dix millions sterling; mais leur commerce n'était point arrêté, & le lord North annonçait que celui des Américains devait l'être incessamment d'une manière efficace. Comment les Colonies rebelles pourraient-elles, alors, faire de nouveaux efforts, & acquitter une dette qui, à la fin de 1775, s'élevait déjà à plus de quatre millions sterling ?

Les ministres, auteurs de ces grands raisonnemens politiques, plaisantaient dans les assemblées, sur les objections que les hommes les plus éclairés de l'Europe tiraient de la force naturelle de l'Amérique, de la bravoure personnelle de ses habitans, des dangers d'une invasion, & des conséquences qui devaient résulter d'une introduction de soldats étrangers dans les Colonies. « Les » troupes mercénaires, a dit Walter Ra-

« leigh, dans ſon hiſtoire du monde, » ſont naturellement ſéditieuſes & infidè- » les. On n'en doit attendre que de l'in- » diſcipline, des déſordres; elles ne ſe » plaiſent qu'à piller & à dévaſter ». Elles ne devaient pas être reçues dans les états Britanniques, ſans l'aveu du parlement, & leur arrivée dans l'Amérique ne pouvait produire d'autre effet que de rendre toute réconciliation impraticable. Cependant le parlement n'avait point été conſulté; il n'eut connaiſſance des traités faits avec les princes Allemands, que longtemps après leur concluſion, & il n'en empêcha pas l'exécution.

Le lord Germaine propoſe de réduire les Américains à une dépendance abſolue.

Ouvrage politique du doct. Price.

LE lord Germaine, autrefois le chevalier de Sacqueville, qui, depuis peu, était entré dans le conſeil en qualité de Secrétaire d'état des Colonies, était l'auteur du projet, de réduire l'Amérique ſeptentrionale à une ſoumiſſion abſolue. C'était au moyen de ce ſyſtême, qui flattait les idées deſpotiques du monarque, qu'il s'était ouvert au miniſtere,

un chemin que ſa conduite à la guerre ſemblait lui avoir fermé.

Ce ſyſtême ſoutenu dans le parlement, excita la plus grande fermeniation. Le docteur Price, l'un des membres de la ſociété royale de Londres, profitant de la liberté de l'imprimerie, pour éclairer ſon pays au milieu de l'obſcurité profonde, qui ſemblait l'avoir enveloppé tout-à-coup, publia ſur les affaires de l'Amérique, ſur les droits conſtitutionels de l'Angleterre, & les droits eſſentiels de la liberté, ſur les finances, le commerce & la guerre, un mémoire qui obtint l'admiration des hommes d'état, des citoyens zélés & des philoſophes les plus hardis. Il lui mérita une couronne civique de la part du corps-de-ville de Londres, & les éloges les plus flatteurs dans le parlement. Cet ouvrage était rempli de vérités terribles que la plupart des peuples ignorent : vérités que les tyrans doivent craindre, qui ſeraient même dangereuſes, ſi elles étaient trop généralement répandues;

elles renverſeraient d'un boutde l'univers à l'autre les monumens de la puiſſance, & détruiraient la crédulité confiante, qui eſt quelquefois la ſauve-garde des nations. Les calculs ſur les finances de l'Angleterre, qui accompagnaient le tableau frappant de la politique de ce royaume, étaient ſi précis & ſi ingénieux que le lord North, le plus habile, peut-être, des calculateurs Anglais, & l'un des hommes les plus inſtruits de l'Europe, quoique ennemi de la liberté de ſon pays, ne dédaigna pas d'employer tous ſes efforts à les combattre, & eut la honte de l'avoir fait ſans ſuccès.

Débats du Parlement.

DANS les grands débats qui s'élevèrent au parlement, le parti de l'oppoſition, ſoutenu du duc de Gloceſter & du duc de Cumberland, frères du Roi, prédiſait des revers. Il regadait d'avance comme vaincue cette grande armée qui avait occaſionné tant de dépenſes. Que pouvait attendre l'Angleterre d'une troupe de mercénaires,

qui, disait le lord Richmond, « par-
» taient sans regret du pays où on les
» vendait sans les avoir consultés, mais
» qui servaient sans courage ceux qui
» avaient acheté leur sang, & ne
» cherchaient que l'occasion d'échapper
» enfin aux tyrans de l'Europe, qui
» avaient trafiqué de leur vie ». Elle n'avait pas à fonder de meilleures espérances sur une armée nationale, *où plusieurs régimens étaient entièrement composés de misérables & de criminels, ramassés dans toutes les prisons.** C'était cependant avec ces troupes que l'Angleterre se préparait à attaquer des peuples persuadés de la justice de leur cause, enthousiastes de la liberté, dont le courage était excité par tout ce qui peut animer aux combats & à la vengeance, & qui n'avaient plus de ressource que dans la victoire. Pouvait-on prétendre que quarante mille hommes rassemblés avec peine, transportés dans un climat nouveau pour eux, pourraient

* Disc. du colonel Barré.

en

en une ſeule année, ni même en aucun temps limité, faire la conquête de quatre millions d'habitans, tous jaloux de la liberté, & réſolus à ſe défendre juſqu'à la dernière extrémité ?

Mais ces vérités ſoutenues avec chaleur dans le parlement par le duc de Richmond, le duc de Manchester, le duc de Graffton, le lord Effingham, le lord Shelburne, & pluſieurs autres membres de la chambre des pairs, étaient rejettées par les miniſtres & les partiſans de la cour, qui parvinrent à faire paſſer leurs réſolutions. Parmi ces partiſans intéreſſés du miniſtère, nous devons à l'hiſtoire, de conſerver les noms. Des lords Mansfield, Talbot, Temple, Littleton, Chandos, &c. ; c'eſt à leur réſiſtance, à toute propoſition de pacification, à leur entêtement ſur la ſuprématie abſolue de la Grande-Bretagne, & à leur éloquence vénale, qu'il faut attribuer la réuſſite des intrigues des lords North, Germaine, Suffolk & Sandwich, & les ſuites de la guerre. Le lord Richmond

avait proposé de présenter une adresse au Roi pour la cessation de cette guerre déplorable : elle fut rejetteé sur la négative de cent voix contre trente-deux.

On travaillait sans relâche à l'armement de la flote, & à former les équipages des vaisseaux. On força un grand nombre de vagabonds, & de gens repris de justice à s'embarquer pour les completter. * Ce fut encore l'objet de plu-

---

* Cette manière de recruter la marine ayant été reprochée au lord Sandwich dans le parlement, il s'excusa en niant qu'il eût fait embarquer des gens repris de justice. Alors le lord Suffolk se leva, & dit : « Je diffère de l'avis de Mylord Sandwich ; » j'entends que l'on reçoive sur nos vaisseaux des » vagabonds & des gens repris de justice. Dans une » disette d'hommes, qu'est-ce qui empêche qu'on » ne se serve de gens à qui on ne peut reprocher » que des fautes légères ? La vertu des matelots » d'un vaisseau de guerre est-elle donc assez pure » pour qu'on la puisse croire souillée par leur » commerce ? »

Vollà le langage des ministres parmi les peuples dégradés. Dans Rome ancienne il fallait être citoyen Romain pour servir dans les légions, & les Rois étrangers briguaient le titre de citoyen Romain.

ſieurs débats dans les deux chambres du parlement.

TANDIS que l'éloquence des pairs du royaume s'exerçait inutilement dans la chambre haute, & que Burke, Foxe & le colonel Barré tonnaient avec auſſi peu de ſuccès dans la chambre des communes; tandis que les bataillons de Heſſe & de Brunſwick arrivaient lentement à Portſmouth, & que l'on délibérait ſi l'on avait le pouvoir de les faire embarquer pour l'Amérique à meſure qu'ils arrivaient, ou s'il fallait attendre que les corps fuſſent complets; tandis que les miniſtres employaient toutes ſortes de moyens pour hâter l'armement & former les équipages des vaiſſaux : le chevalier Howe, Blocus de Boſton.

Dans Rome dégradée, les légions étaient compoſées de barbares & d'affranchis; les criminels même y étaient admis. C'était, il y a vingt ans, un titre d'honneur parmi les peuples que d'être matelot Anglais : à préſent on demande s'il faut craindre qu'ils ſe corrompent dans la ſociété de gens repris de juſtice !

qui avait été admis à baiſer, avant ſon départ, la main de Georges III, en qualité de généraliſſime de ſes troupes en Amérique, avait rejoint la garniſon de Boſton, toujours enfermée dans cette ville. Il y commandait ſeul & en chef. Le chevalier Gage n'était plus gouverneur, & William Howe avait de pleins pouvoirs d'accorder le pardon de Sa Majeſté à ceux qui ſe ſoumettraient ſans réſerve, & prêteraient entre ſes mains le ſerment d'une obéiſſance indéfinie. Ses troupes étaient réduites à toutes les horreurs de la famine. Elles ne manquaient ni d'habits, ni de logement, ni même de bois à brûler ; mais il devenait chaque jour plus difficile de ſe procurer des vivres. Les détachemens ne pouvaient ſortir ſans rencontrer de tous côtés des partis Américains, qui enlevaient leurs proviſions ; qui les empêchaient de parvenir dans les lieux où ils eſpéraient en trouver. Plus habile que ſon prédéceſſeur, Howe n'était pas plus heureux. Les murmures, les déſertions étaient

les ſuites de la famine qui régnait à Boſton.

Le camp général de Cambridge abondait au contraire en vivres & en proviſions de toute eſpèce; mais les Américains avaient à combattre l'intemperie de la ſaiſon. Ils paſſèrent l'hiver ſous des tentes dans un climat où cet abri eſt inſuffiſant dans preſque tous les temps de l'année. Leurs vêtemens tombaient en lambeaux; on voyait la plupart des officiers marcher pieds nuds à la tête de leurs compagnies; & cet état de miſère, loin d'abattre leur courage, paraiſſait l'enflammer encore. Des alimens ſains & variés conſervant leur vigueur, la vue des déſerteurs Anglais pâles & défigurés, qui venaient leur demander du pain, les conſolait. C'eſt à cette époque que l'impatience de quelques-uns d'entr'eux donna lieu au reproche que les Anglais leur ont fait d'avoir dépouillé pluſieurs de leurs priſonniers; mais ce reproche n'eſt point aſſez grave ni aſſez bien fondé pour compenſer les traitemens exécrables, auxquels

les généraux Anglais ont livré sans pitié un si grand nombre de prisonniers Américains ; les uns assassinés par les Sauvages ou morts, chargés de fers, dans des cachots affreux ; les autres frappés, meurtris par la soldatesque, après avoir été désarmés ; ou massacrés de sang-froid par le fer des Allemands.

II. Siège de Boston.

HOWE ayant inutilement tenté quelques sorties, projettait d'évacuer la ville après l'avoir incendiée suivant les ordres qu'il avait de la cour ; mais Washington, informé des mouvemens de la garnison, résolut de les prévenir. Le 2 mars, les provinciaux établis sur les hauteurs de Philips-Farm, commencèrent à canonner la ville & à la bombarder de la pointe de Lechmore, avec un mortier pesant 2700 liv., qui avait été pris par le capitaine Mauley, sur le transport Anglais *la Nanci*, dont il s'était emparé. Ce mortier, que les Américains avaient appellé *le congrès*, tirait sans relâche, soutenu de quelques obusiers & de mortiers d'un

calibre inférieur. On dit que dans la journée du seize mars ils jettèrent plus de deux cents bombes sur la ville, & que le *congrès* seul en avait jetté cent. La division Anglaise, postée à Roxbury, faisait de son côté un feu terrible, secondé par celui de la ville. Washington, pendant ce temps-là, prenait secrettement possession des hauteurs de Dorchester, où il voulait placer une batterie; & le général Thomas, avec trois mille hommes, exécuta très-heureusement ses ordres. Il se porta avec tant d'activité à y faire des retranchemens, que dès le même soir il était en état de soutenir une attaque dans ce poste. Washington y fit aussi-tôt établir une batterie de canons de vingt-quatre livres de balle, qui tiraient avec beaucoup de succès sur la ville & sur l'armée. C'était la première fois que les Américains faisaient entendre à leurs ennemis une artillerie si puissante. Le général Anglais ne put s'empêcher d'en marquer son étonnement; & le bruit s'étant répandu que les bat-

teries étaient ſervies par des artilleurs étrangers, la terreur s'empara de la garniſon.

Howe attaque inutilement les batteries de Dorcheſter; il ſe décide à évacuer la ville.

LA poſition de ce général était embarraſſante; tout était diſpoſé de manière qu'il ne pouvait ſe maintenir plus longtemps dans cette ville; il lui était même difficile d'en ſortir. La batterie de Dorcheſter & celle de Philips Farm commandaient la ville, & la plus grande partie de la grêve où l'armée était obligée de s'embarquer. Il ne reſtait que très-peu de temps pour en déloger les Américains. L'amiral Suldham lui envoya dire, que s'il ne les chaſſait promptement, il allait être obligé de lever l'ancre pour ſauver la flotte qui riſquait d'être coulée bas. Howe n'oſait pas laiſſer la flotte s'éloigner; car alors venant à être forcé dans la ville, il ne lui ſerait plus reſté de moyens de ſe retirer; il fallait donc qu'il ſe déterminât à attaquer les hauteurs de Dorcheſter; c'était ou Washington voulait le réduire. Si les Anglais manquaient

l'attaque, leur perte était infaillible; au lieu que les Américains ne risquaient autre chose que d'élargir le cercle dont ils avaient environné leurs ennemis. Le chevalier Howe tint un conseil de guerre, dans lequel l'attaque fut résolue. Il fit embarquer six régimens le 5 mars; mais le vent d'est ne permettant pas aux vaisseaux de guerre de couvrir & de soutenir les chaloupes de débarquement, la position de ces troupes devint très-désavantageuse. Il fallut renoncer ce jour-là à toute entreprise. On fit une nouvelle tentative le lendemain, elle fut inutile, & les régimens ne purent forcer les ouvrages des proviciaux. Ce fut peut-être un bonheur pour l'armée Anglaise, qui en persévérant dans cette attaque difficile, aurait sans doute augmenté ses pertes, sans espoir de succès. L'artillerie Américaine continuait ses ravages; il ne restait au général Howe d'autre parti à prendre, pour ne pas se voir enseveli sous les ruines de Boston, au milieu de ses soldats mourans, de fatigue & de faim,

que de mettre le feu à la ville, & de se réfugier avec ses troupes sur la flotte, pendant la confusion que l'incendie aurait occasionnée. Mais dans ce cas, les corps de troupes qui étaient portés à Bunkers'hill & à Roxbury auraient été faits prisonniers, & les Américains accourans de toutes parts au secours de la ville incendiée, eussent fait un grand carnage de tout ce qu'ils auraient encore rencontré. Il aurait été forcé de sacrifier son arrière-garde pour sauver le reste de ses soldats. Il prit un parti plus sage, & le seul que la prudence & les connaissances militaires pouvaient conseiller. Ce fut d'offrir la conservation de la ville en échange des facilités qu'on lui donnerait de l'évacuer. Il envoya vers le général Washington les plus considérables des habitans, pour l'avertir que s'il continuait de faire tirer, les troupes Anglaises seraient obligées d'incendier la ville pour couvrir leur retraite. Le général Américain consentit à ce que Howe & son armée se retirassent libre-

ment & en ſûreté, pourvu qu'il ne fut fait aucun dommage & que rien ne fut détruit ; le général Howe en donna ſa parole, & ſes envoyés étant revenus l'apporter au camp de Washington, ce dernier fit ceſſer le feu. Cette évacuation valait une grande victoire à ſon parti, & ne coûtait point de ſang. Il conſervait ſes guerriers, ramenait la tranquillité dans Boſton, & ſauvait les richeſſes de cette ville ; il aſſurait ſa gloire. Les troupes royales commencèrent dès-lors à s'embarquer, emmenant les particuliers, qui, ayant exercé des emplois à la nomination de la cour de Londres, reſtaient attachés à ſon gouvernement. Howe regrettant de laiſſer ſa groſſe artillerie au vainqueur, tenta de faire crever les mortiers & les canons, en les rempliſſant de poudre, mais ce fut inutilement. Washington, inſtruit de ces tentatives le 16 mars, & indigné de ce manque de foi, allait donner l'aſſaut à la ville. L'Anglais averti par un transfuge preſſa l'embar-

quement, & ne prit pas même le temps d'emporter ſes munitions. Le ſilence des miniſtres qui ne lui avaient envoyé aucun ordre depuis plus de ſix mois, ajoutait beaucoup à l'inquiétude que lui cauſaient la détreſſe de ſon armée, le déſordre de la fuite, ſes pertes, & enfin l'embarras où il était de trouver un autre aſyle. Ce déſordre était ſi grand & ſa fuite ſi précipitée, qu'il laiſſa dans Boſton ſes chevaux, ſes habits & même ſes papiers, parmi leſquels on trouva la correſpondance qu'un traître nommé Smith, membre de la convention de la Nouvelle-Yorck, entretenait avec lui pour lui faciliter les moyens de s'emparer de cette province.

Il ſe jetta dans le château William, tandis que les provinciaux s'établiſſaient dans les îles ; il ne pouvait y reſter longtemps ; les batteries de l'île de Nodle incommodaient beaucoup ſes vaiſſeaux ; mais il eut le bonheur de faire ſauter le château & de ſe réfugier dans la rade de

Nantasket, avant que l'on pût s'oppoſer à ſon départ.

C'EST ainſi que fut levé le fameux interdit du port de Boſton. Malgré tout ce que les papiers Anglais ont publié dans le temps ſur cette évacuation, on eſt forcé de convenir que le chevalier Howe y a tenu la conduite d'un général habile. Il était impoſſible qu'il reſiſtât long-temps aux forces ſupérieures qui l'attaquaient. Cette ville eſt d'une mauvaiſe défenſe du côté de la terre; toutes les dépenſes que le chevalier Gage avait faites pour la fortifier de ce côté, étaient mal-entendues, & ne pouvaient empêcher qu'elle ne fût dominée en pluſieurs endroits par des poſtes élevés, dont les Américains s'étaient ſaiſis. Si au moment de l'évacuation les Américains s'étaient emparés du château William, comme il leur était poſſible de le faire, devenus alors maîtres du Havre, ils auraient été en état de détruire la flotte. Howe a montré dans cette conjoncture autant de har-

Sir William Howe ſe retire à Halifax, pour attendre la flotte de ſon frère.

dieſſe que d'activité ; nous ne l'excuſerons point d'avoir manqué à ſa parole, en eſſayant de faire crever l'artillerie de Boſton ; mais la convention étant ainſi rompue, & les Américains étant puiſſans & irrités, il ne reſtait à l'Anglais fugitif que le temps de faire ſauter la fortereſſe, qui une heure plus tard, aurait empêché ſa fuite. Il l'a fait avec courage, à la vue des ennemis, & ſa retraite eſt devenue ſûre & tranquille. Chaſſé de Boſton, il ne voulut rien entreprendre avant l'arrivée de l'eſcadre commandée par le lord Howe ſon frère, & la réunion des troupes Anglaiſes & Allemandes que conduiſait cette eſcadre ; il réſolut d'aller les attendre à Hallifax, dans la Nouvelle-Écoſſe, où ils devaient relâcher.

L'amiral Suldham appareilla le 17 mars pour ſe rendre à Hallifax ; la ſaiſon était mauvaiſe ; il fallait une néceſſité auſſi preſſante pour faire voile au temps de l'équinoxe, dangereux dans ces parages. Les vents lui furent contraires, & des

orages s'élevèrent en mer le 24 & le 25. Sept des bâtimens de transport avaient échoués sur les bancs de Nantasket. L'empire des Anglais en Amérique, cet empire, qui, quinze ans auparavant, faisait trembler la moitié du globe, se réduisait alors à une faible armée de huit mille hommes battue par la tempête & par l'ennemi, conduite par un chef découragé, & livré à tous les dangers de la terre & des mers; elle employa un mois entier pour se rendre à Hallifax.

Washington envoie des troupes à New-Yorck, au comte de Steiling.

Washington avait beaucoup de guerriers sous ses ordres. Ignorant que l'armée ministérielle retournait vers l'Acadie, il craignit qu'elle n'allât porter la guerre dans la Nouvelle-Yorck; il envoya ses chasseurs & un renfort considérable au lord comte de Steiling, brigadier général, qui commandait en cette partie. Ce lord, établi depuis longtemps à la Nouvelle-Yorck & pair du Royaume d'Écosse, avait épousé une dame de la famille de Livington, dont

était auſſi la veuve du général Mongommery ; il ſe faiſait gloire de marcher après ce grand homme ſous les drapeaux du congrès. Il fit toutes ſes diſpoſitions pour recevoir l'ennemi, mais le moment n'était pas venu. On n'entendait plus parler de combats.

Réjouiſſances des Boſtoniens.

LES habitans de Boſton, qui avaient été ſi long-temps exilés de cette ville, y rentrèrent au milieu des cris de joie. Ils délibérèrent, qu'il ſerait élevé dans la plus grande place un monument deſtiné à conſerver la mémoire de leur délivrance. Les rues furent entourées d'illuminations, qui le diſputaient à la clarté du jour. Le peuple s'aſſemblait en foule vers la maiſon de ville, où les principaux citoyens donnaient un grand repas de réjouiſſance. Des jeunes gens choiſis, & couronnés de lauriers, y chantèrent des vers à la louange de Washington. Le courage & la liberté avaient dicté ces chanſons. On buvait à l'indépendance & à la gloire du congrès; le vin circulait

à

à la ronde, & la gaité naïve préſidait au feſtin. Loin ces fêtes ſi triſtes & ſi coûteuſes, où l'éclat d'une vaine cérémonie glace tous les cœurs, où le plaiſir fugitif échappe toujours à ceux qui le pourſuivent. La ville de Boſton, délivrée des horreurs dont elle était le théâtre depuis pluſieurs années, redevint tranquille & peuplée. L'ordre civil, enfant & gardien de la paix, fut enfin rétabli. Un des talens du général Washington était de contenir ſes guerriers ſans employer la ſévérité, & de leur preſcrire, par ſon exemple, la modération & la douceur. Son armée vivait dans la paix & l'amitié la plus étroite avec les habitans de la ville, & le général était également aimé de tous.

III. Deſcentes aux îles Bermudes.

PENDANT qu'on faiſait des réjouiſſances à Boſton, la petite eſcadre d'Hopkins enlevait des îles Bermudes un butin conſidérable. Les habitans de la Jamaïque détruiſaient un corſaire armé avec la permiſſion du gouverneur, contre les

Américains. Tous les partis agiſſaient ſelon leur vue & leur inſtinct cruel ou généreux.

Ravages du lord Dunmore.

DUNMORE, ſur les côtes de Virginie, incendiait les bourgs & les villages, & s'enfuyait ſur ſes vaiſſeaux auſſi-tôt qu'il voyait les flammes s'élever, & que les cris des femmes & des vieillards faiſaient retentir les airs. Il enlevait les beſtiaux dans les pâturages; il corrompait par argent les domeſtiques & les eſclaves, & les forçait à des aſſaſſinats. Il n'exiſtait que pour détruire, & ſemblait animé de la cruauté des enfers. *

* Ce lord s'était ſignalé depuis le commencement des troubles par toutes ſortes d'injuſtices & de vexations, autant que par ſon abominable cruauté. Un des aldermans de Londres faiſait un commerce conſidérable en Amérique; il lui était dû 80000 l. ſterling par ſes correſpondans, qui lui avaient adreſſé un vaiſſeau avec un gros chargement. Les expéditions de ce vaiſſeau atteſtaient qu'il était parti avant que l'acte prohibitif eût lieu: il fut arrêté par les croiſeurs du lord Dunmore, & conduit à Norfork; quoique les

LA convention de cette province ordonnait que les Écoſſais, qui avaient demandé la neutralité, & en avaient abuſé, ſeraient obligés de ſe déclarer pour ou contre la liberté, & condamnait à mort les Nègres ſoulevés. Arrêté de la convention de la Virginie.

LES habitans de Windſor, dans la Nouvelle-Écoſſe, renouvellaient leur ſerment au Roi George, & déclaraient ſe former en un corps militaire, ſous la conduite de *Michel* Franklin, leur gouverneur, pour défendre la couronne contre les rebelles. Formation d'un corps de royaliſtes dans la Nouvelle Ecoſſe

LE congrès général déclarait que le commerce de l'Amérique ſerait libre Le congrès s'empare des créances &

commiſſaires nommés pour juger de la priſe, euſſent déclaré qu'elle n'était point faite régulièrement, & que l'on devait rendre le vaiſſeau, Dunmore le retint & ſe l'adjugea. Ce marchand s'appellait Woodbridge, & c'eſt ſur les preuves de cette perte, qu'il a été diſpenſé de remplir ſa place de ſherif pour l'année 1776, comme n'étant plus en état de ſupporter les dépenſes que cette place exige.

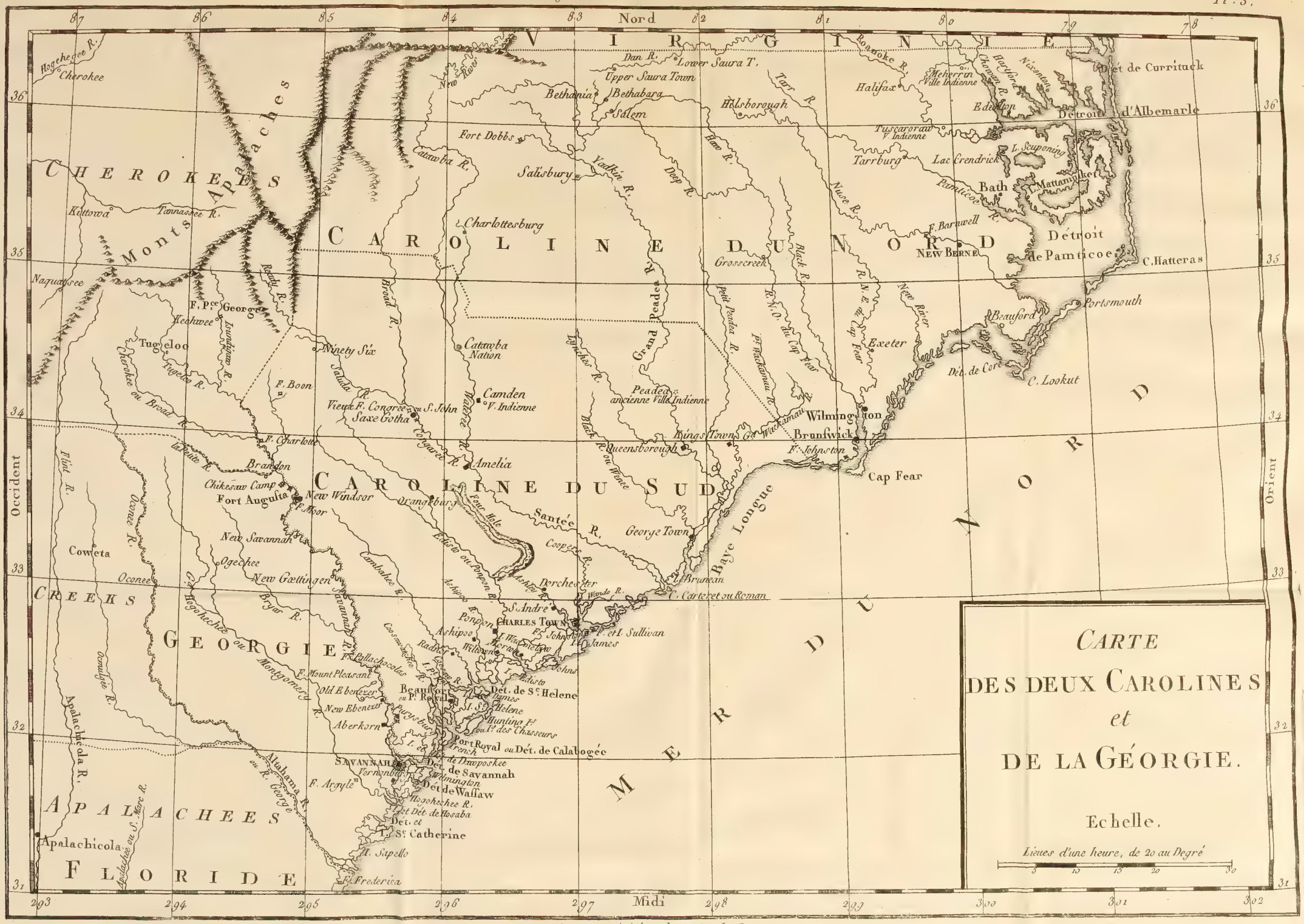
des biens des absens ou domiciliés en Angleterre, pour subvenir aux dépenses de la guerre.

avec tous les peuples du monde, excepté les peuples Britanniques. Il ordonna à tous les négocians qui avaient des comptes ouverts avec les sujets des trois Royaumes, de donner un état de leurs affaires, & des sommes qu'ils pouvaient leur devoir. A cette époque, les Anglo-Américains devaient à la Métropole plus de trois millions sterling; & le congrès s'appropriait cette somme pour soutenir la guerre que lui faisait l'Angleterre. Le prix des plantations appartenantes à des propriétaires domiciliés dans ce royaume, & même à ceux qui s'étaient absentés de l'Amérique depuis un an, devait être employé à la même destination; le congrès ordonnait qu'elles seraient vendues, & que le produit des ventes lui serait remis.

La province de la Géorgie entre dans la confédération.

ENFIN, les habitans de la Georgie ayant appris la nouvelle de l'évacuation de Boston, se réunissaient aux douze provinces confédérées. Ils contraignirent les officiers que les Royalistes avaient

Longitude Occidentale du Méridien de Paris



CARTE DES DEUX CAROLINES et DE LA GÉORGIE.

Echelle.

envoyés pour ſe procurer des vivres, à prendre la fuite ; ils mirent le feu aux navires Anglais, & firent couler bas pluſieurs carcaſſes de vaiſſeaux pour fermer l'entrée de la rivière Savanah.

Les côtes de la Georgie ſont tellement ſituées, que ſes corſaires peuvent intercepter tous les navires qui ſont obligés de traverſer le golfe dangereux de la Floride. Ceux de la Jamaïque ne peuvent tenir une autre route, & ſont obligés de paſſer entre la Georgie & les îles de Bahama, dont la flotte d'Hopkins s'était emparée depuis peu. Ces îles ſont un archipel, où les gros vaiſſeaux de geerre ne peuvent aborder ; mais où les corſaires trouvent une retraite commode. Les Américains étant maîtres de ces îles & des ports de la Georgie, devaient trouver des reſſources aſſurées dans le golfe de la Floride, & les richeſſes de la Jamaïque venaient d'elles-mêmes tomber en leur pouvoir.

Débats du parlement ; embarquement des troupes.

LES débats augmentaient dans le parlement. On reprochait aux miniſtres le mépris qu'ils affectaient pour les Américains rebelles, & on leur faiſait un crime de ce qu'ils dédaignaient de traiter avec trois millions de ſujets, maîtres d'un pays immenſe, où la population s'accroît en peu de temps. Les Romains, leur diſait-on, ne ſe crurent pas avilis, pour avoir cédé ſur quelques points dans la première guerre ſociale ; Charles premier avait traité avec des rebelles ; & Louis XIV, lui-même, ce monarque ſi fier n'a-t-il pas écrit, de ſa propre main, à l'un de ſes ſujets alors en rebellion ? L'hiſtoire de tous les peuples atteſte la convenance & la néceſſité de traiter avec des rebelles qui ont quatre cents mille combattans & quarante mille matelots.

Ces clameurs n'étaient point écoutées, & les embarquemens ſe faiſaient malgré les difficultés de toute eſpèce, malgré les diſcuſſions élevées parmi les mercenaires étrangers, malgré le mécontен-

tement des ſoldats nationaux. Pluſieurs de ces derniers, quoique déchus par leur engagement même, du privilège des citoyens Anglais, avaient conſervé quelques ſentimens d'oppoſition aux réſolutions de la cour. Ils avaient recours à diverſes ruſes pour éviter de s'embarquer. Les uns ſe faiſaient arrêter pour dettes, d'autres ſe faiſaient accuſer en juſtice, d'autres encore feignaient de vouloir inſulter les paſſans pour avoir occaſion de ſe battre & de mériter la priſon. Mais le miniſtère toujours actif, faiſait payer les dettes par le corps, démêlait la connivence des accuſateurs, & faiſait rendre les accuſés aux ſergens qui les réclamaient; enfin la cour ne négligeait aucuns moyens de porter le fer dans le ſein des malheureux pères de famille, que l'incendie, les ravages, le déſeſpoir avaient réduits à prendre les armes pour la défenſe de leurs femmes, de leurs enfans, & des moiſſons qui devaient les nourrir.

Plan de la campagne de 1776.

LE plan de la campagne était vaſte & ſuperbe. Le général Howe ayant évacué Boſton, devait revenir de Halifax débarquer avec ſes huit mille hommes dans le Jerſey, pays fertile où l'armée devait trouver abondamment toutes ſortes de ſubſiſtances. Auſſi-tôt il devait être ordonné, de la part du Roi, au congrès de ſe ſéparer. Les vaiſſeaux devaient couper, après l'arrivée des troupes Allemandes, la communication de cette province avec la Penſilvanie, pendant qu'une partie des troupes envahiraient la Nouvelle-Yorck. Toutes les forces étant ainſi réunies, les deux frères Howe devaient publier une proclamation qui enjoindrait la ſoumiſſion. William Howe était chargé, en cas de déſobéiſſance, de ſubjuguer les provinces du milieu, avec une armée d'environ trente mille hommes, tandis que le général Burgoyne, commandant douze mille hommes, ſecondé par le général Carleton, à la tête de ſes Canadiens, &

aidé des Sauvages; traverſant les lacs, parcourant tout l'intérieur de l'Amérique ſeptentrionale, ſaccageant tous les lieux où l'on n'implorerait par la clémence du Roi, pénétrerait par Albani, irait ſe réunir à l'armée des généraux Cornwallis & Clinton, compoſée de plus de dix mille hommes, & ſe porterait avec eux juſqu'à New-Yorck; ce qui opérerait enfin l'inveſtiſſement de toute l'Amérique ſeptentrionale. A l'égard des provinces du Midi, outre qu'elles devaient naturellement s'affaiblir par les renforts qu'elles ſeraient obligées d'envoyer à la grande armée des rebelles, les généraux Cornwallis & Clinton, ſoutenus par les heureuſes intelligences que le lord Dunmore & le gouverneur Martin avaient conſervées parmi les ſujets fidèles de la Grande-Bretagne, devaient aiſément les réduire; & c'était par où l'on devait commencer. C'eſt ainſi que les miniſtres de Londres eſpéraient triompher de la rebellion dans une ſeule année.

Objections contre ce plan.

NE vous arrêtez point à de vains raiſonnemens. Jettez les yeux ſur la carte de l'Amérique ſeptentrionale, ſur ces côtes immenſes peuplées par des millions d'hommes libres & endurcis aux travaux, ſur ces grandes provinces ſéparées par des fleuves & des forêts. Regardez & tâchez d'appercevoir cinquante mille ſoldats diviſés en différentes troupes, & placés ſur quelques points de cette vaſte étendue ; voyez à quelles erreurs a pu ſe laiſſer entraîner la nation juſqu'alors la plus éclairée de l'Europe, & n'écoutez que les faits.

Défaites des Royaliſtes ou Torris, dans la Caroline du Nord.

LE gouverneur Martin avait en effet entretenu des intelligences dans les deux Carolines. Ces provinces étaient diviſées en deux partis. Les royaliſtes, ſous la conduite du capitaine Me-Donald, s'étaient armés contre les Inſurgens ; &, à la fin de février, il s'était livré un combat entr'eux, au pont de la Veuve, dans la Caroline du nord. M^e - Donald avait raſſemblé trois mille hommes ; les Inſur-

gens n'étaient que douze cents, commandés par le colonel Caſwel, cependant les royaliſtes furent battus; les Inſurgens leur tuèrent deux capitaines & environ quarante autres officiers; ils s'emparèrent de toutes les munitions & de quinze mille livres ſterling, qui formaient leur caiſſe militaire. Ils avaient fait huit cents cinquante priſonniers; mais des hommes armés pour la liberté ne tardent pas à gémir des entraves qu'ils apportent à celle d'autrui; ils les relâchèrent après les avoir déſarmés. Ils retinrent ſeulement trois officiers pour leur ſervir d'ôtages, & les garantir des entrepriſes de ceux qui pourraient ſe laiſſer ſéduire par les commiſſions d'officier, que le gouverneur Martin diſtribuait libéralement à Brunſwick.

Grand abus des gouvernemens modernes.

DANS quelques états Européens, les uſages, plus forts que les loix, ont prévalu ſur la raiſon. Il eſt un de ces uſages que des perturbateurs inſenſés diſent être eſſentiel à la conſtitution. Selon eux,

tout homme pourvu d'une commiſſion d'officier dans les troupes, peut s'arroger au milieu de la paix une prééminence ſur les autres claſſes de citoyens, & prétendre même à l'indépendance des mœurs & des devoirs de la ſociété civile; comme ils en ignorent les règles, ſouvent ils s'en font un titre pour les mépriſer; ils n'en connaiſſent point, diſent-ils, d'autres que l'honneur. L'honneur, ce nom abuſif & ſacré, qui devrait ſignifier la perfection de la vertu! celui qu'ils invoquent ne proſcrit ni la violence, ni les dettes, ni l'adultère, mais il efface, il répare tout, & juſqu'au crime même. Ses moyens ſont les combats & les meurtres! Son nom ſeul inſpire la crainte à l'habitant des champs, au citadin paiſible. Cet uſage digne des Goths & des autres Barbares qui l'ont tranſmis juſqu'à notre ſiècle, cet uſage toujours inconnu dans Londres, où l'égalité républicaine fait la proſpérité commune, a été tranſporté de pluſieurs cantons de l'Europe, dans quelques contrées de l'Amérique. Pre-

nant des forces dans le trajet, il a répandu sur ces rivages des générations innombrables de vexations & d'abus. On s'est cru intéressé à multiplier les distinctions entre des sujets dont tous les droits sont égaux, pour les armer plus aisément les uns contre les autres. On n'a été retenu ni par la crainte d'étouffer les progrès de la culture, du commerce & de la population, ni par les réclamations des magistrats, des peres & des époux qui revendiquaient leur autorité salutaire; des orphelins qui redemandaient leur patrimoine; de tous les hommes sages qui s'élevaient en faveur de la liberté, de la sûreté personnelle, & s'opposaient à l'invasion de leurs droits. Instruits par cet exemple, les gouverneurs détrônés dans l'Amérique septentrionale, espéraient qu'un grand nombre d'Anglo-Américains corrompus par le commerce des Colonies voisines, & séduits par l'offre d'une supériorité sans limites sur leurs compatriotes, leur prêteraient des armes pour rentrer dans l'exercice de

leur pouvoir ; ils répandaient avec profusion les titres, les vains honneurs & tous les priviléges qu'inventa la tyrannie pour tromper la bassesse. Il en existe partout des hommes vils par instinct & par habitude ! On les voyait accourir sous la tente de Martin, sur le tillac de Dunmore, & sceller de leur nom le mépris dont ils voulaient se couvrir. Etait-ce avec de tels guerriers que la cour de Saint-James pouvait se flatter d'écarter les vengeurs de la liberté publique ? Leur nombre, loin d'assurer leurs efforts, garantissait leur défaite ; de même que la force s'exhalte par la réunion des hommes courageux, la faiblesse des hommes lâches augmente à proportion de leur nombre.

Projet d'invasion dans la Caroline méridionale & d'attaque contre Charles-town.

IV. MALGRÉ les avantages remportés par les Insurgens, le ministère croyait les circonstances favorables pour tenter une invasion dans les deux Carolines. On avait armé contre ces provinces, une flotte sous les ordres du chevalier Parker, mais elle

partit trop tard ; elle fut dispersée par une tempête, & il fut obligé de se réfugier pour quelques jours à l'île d'Antigua. Les Insurgens profitaient de ce retard pour se mettre en état de résister. Le lord Germaine avait résolu l'attaque de Charlestown, cette grande entreprise l'avait occupé tout l'hiver ; cependant elle ne réunissait pas tous les suffrages dans le cabinet. Le lord Sandwich s'en était même expliqué avec assez de liberté dans le parlement. Les gouverneurs, Martin & Campbell, & le général Clinton, en avaient tracé le plan, & les préparatifs avaient duré plus de cinq mois en Angleterre. Le succès de cette expédition était d'autant plus important, que la Caroline méridionale était, de toutes les provinces confédérées, la plus hardie, celle qui désirait le plus de secouer le joug de la Grande-Bretagne, & celle qui avait le plus de moyens d'achever ce grand dessein, à cause de la richesse de ses productions. Les troupes n'y manquaient ni d'armes ni d'habits. Charles Lée, & quatre bri-

gadiers généraux, les commandaient ; la plus grande union régnait dans les délibérations publiques.

La Caroline méridionale est de toutes les provinces confédérées la premiere à secouer le joug du gouvernement britannique. Nouvelles loix de cette province.

LES délégués des différens cantons, s'étaient rassemblés dès le 1.er novembre 1775, pour convenir d'une nouvelle forme de gouvernement, & leur travail était complet le 26 mars suivant. Il commençait par une exposition rapide & fidèle des griefs des Colonies contre la mère patrie ; ils y trouvaient autant de motifs pour se donner une nouvelle administration ; mais celui sur lequel ils insistaient avec raison, c'était la retraite du gouverneur de la province, le lord Willam Campbell, qui avait emmené avec lui les officiers ordinaires, & dissous l'assemblée générale, emporté les sceaux & les instructions ; ce qui détruisait les liens du gouvernement, & donnait un libre accès à l'anarchie, à la confusion & aux plus grands fléaux que puisse redouter un peuple. Les tribunaux étant fermés, & les juges n'exerçant plus leurs

leurs fonctions respectives, il devenait nécessaire de choisir, d'un commun accord, les moyens propres à règler la police intérieure de la province. L'assemblée de convention avait en conséquence, fixé sa durée jusqu'au vingt-un octobre 1776. Tel était le gouvernement qu'elle avait adopté, & qui s'est conservé depuis dans cette province.

L'assemblée nomme au scrutin, un conseil législatif composé de vingt-trois membres tirés de son propre corps ; elle choisit entre tous les habitans, un président qui commande en chef l'état, & un vice-président. On ne peut être, à la fois, membre du conseil législatif, ou de l'assemblée générale, & président ou vice-président ; mais il y a un conseil privé composé de sept membres, & dont le vice-président est le chef. Trois des membres de ce conseil sont choisis par l'assemblée générale, & trois autres par le conseil législatif. Aucun officier militaire ne peut avoir part à cette élection.

Les cas où le président est tenu de

prendre l'avis du conseil privé, sont fixés. Par exemple, lorsqu'il s'agit de nommer par *interim* à des emplois vacans.

L'autorité législative réside dans le président, dans l'assemblée générale, & dans le conseil législatif. Les subsides sont règlés par l'assemblée générale; le conseil législatif ne peut changer ni modifier ses actes, mais il peut les rejetter. Tout bill, soit du conseil législatif, soit de l'assemblée générale, autre que pour les subsides, peut être changé, modifié, ou rejetté par l'un ou par l'autre. Les bills ayant passé à l'assemblée générale & au conseil législatif, le président peut encore les rejetter; mais quand il les a approuvés, ils font loi.

Le conseil législatif n'a pas le pouvoir d'expulser ses membres; l'assemblée générale & le conseil législatif, s'ajournent respectivement; le président n'a le pouvoir ni de les ajourner ni de les dissoudre; mais il peut les convoquer, s'il est nécessaire, avant le temps pour lequel ils se sont ajournés. On peut être, en

même-temps, membre de l'assemblée générale ou du conseil législatif, & exercer un emploi militaire; mais on en est exclus lorsque l'on accepte une place lucrative. Les membres de l'assemblée générale doivent être élus tous les deux ans, le premier lundi du mois d'octobre, & jours consécutifs, pour entrer en fonctions le premier lundi du mois de décembre suivant. Chaque district a droit d'envoyer à l'assemblée, un nombre de députés proportionné à son étendue, & fixé par la constitution, de manière que l'assemblée générale est composée, en tout, de deux cents membres; mais quarante-neuf seulement suffisent pour traiter des affaires, lorsque les autres sont absens.

Le président & le vice-président, sont changés tous les deux ans. Les délégués de la province, au congrès général, sont choisis au scrutin dans l'assemblée générale, conjointement avec le corps législatif.

Le vice-président & le conseil privé, exercent la justice suprême. Il y a un

juge ordinaire & une amirauté. Les jurés ſont convoqués dans l'ancienne forme. Il y a des juges de paix nommés dans l'aſſemblée générale ; hors de leurs fonctions, ils n'ont point de privilèges, & la durée de leur commiſſion dépend de la volonté du préſident. Les juges ordinaires ſont ſujets *à être deſtitués par le préſident qui peut les conſerver tant qu'ils ſe comportent bien ;* ils peuvent encore être deſtitués ſur la demande de l'aſſemblée générale. Il en eſt de même de tous les officiers comptables ; tous les officiers militaires ſont élus dans l'aſſemblée générale, mais reçoivent leur commiſſion du préſident. Le préſident nomme aux emplois vacans, en prenant le conſentement du conſeil privé ; mais par *interim*, & en attendant que l'aſſemblée générale procède à une nouvelle élection. Il nomme définitivement à tous les emplois imprévus, & qui ne ſont point déſignés par la loi, lorſque c'eſt l'avis du conſeil privé, & que ce conſeil donne ſon conſentement.

Il ne peut faire la guerre ou la paix, ni conclure aucun traité, ſans le conſentement de l'aſſemblée générale & du conſeil légiſlatif.

Proclamation des nouvelles loix; & des commiſſions de John Rutlege, *préſident*, & de Henri Laurens, vice-préſident.

CES loix, tout-à-la-fois ſimples & ſages, furent publiées à haute voix & avec la plus grande ſolemnité, à Charles-town, le 28 mars. Douze cents hommes étaient ſous les armes depuis la bourſe juſqu'à la maiſon-de-ville, où l'on proclama enſuite les commiſſions de John Rutlege, préſident, & de Henri Laurens, vice-préſident de la province. L'air retentiſſait des cris de joie de la multitude, qui furent accompagnés de la décharge des batteries, & du canon des vaiſſeaux de la rade.

Adreſſe du conſeil légiſlatif à John Rutlege.

LE conſeil envoya, peu de jours après, à John Rutlege, une adreſſe éloquente, où il lui rappellait les différens objets de la confiance qui lui était accordée par les peuples. « Rien ne vous eſt mieux connu, lui diſaient-ils, que la néceſſité

qui a forcé les repréſentans du peuple à reprendre entre leurs mains l'autorité, à règler l'adminiſtration intérieure de cette province, & à vous revêtir, pour un temps limité, de la puiſſance exécutrice. Nous ne doutons point que ces démarches ne ſoient interprêtées comme des actes criminels par un deſpotiſme, qui, ayant perdu tout ſentiment de juſtice & d'humanité, nous a déclarés coupables de rebellion. Lorſque nous réfléchiſſons aux oppreſſions ſans nombre que nous avons endurées depuis long-temps, ſans les avoir provoquées, & à la guerre ouverte que l'on nous fait au mépris de nos droits, nous ne pouvons réſiſter au deſir de faire tout ce qui dépendra de nous pour les conſerver, & nous regardons votre élévation comme le réſultat naturel de tant d'outrages. Vous avez été choiſi, Monſieur, par les ſuffrages d'un peuple libre, pour tenir les rénes du gouvernement, évènement auſſi honorable pour vous, qu'utile au public. Nous ſommes dans la ferme

confiance que notre conſtitution ſera la principale règle de votre conduite; & nous vous jurons, que dans l'exercice de nos droits ſous cette conſtitution, nous ſacrifierons nos vies & nos biens pour vous ſoutenir ».

Ils aſſuraient cependant que leur vœu était un accommodement avec la Grande-Bretagne; mais tout ce que l'on peut induire de cette aſſurance, c'eſt qu'ils n'oſaient encore ſe déclarer eux-mêmes indépendans, quoiqu'ils le fuſſent de fait. Ils attendaient, à cet égard, la déclaration du congrès général. Il m'a paru néceſſaire de rapporter, avec quelque détail, ces premiers actes de légiſlation, parce que c'eſt le premier pas que les peuples de ces contrées aient fait ouvertement vers l'affranchiſſement général, & qu'il eſt intéreſſant de calculer à quel degré les eſprits étaient agités entre la crainte de l'eſclavage & leurs anciennes liaiſons avec l'Angleterre. On le découvrira parfaitement dans la ré-

ponſe de Rutlege, à l'adreſſe dont je viens de donner l'extrait.

Réponſe du préſident.

« Je reçois avec la reconnaiſſance la » plus vive, la promeſſe que vous me » faites, de m'appuyer dans l'exercice » des devoirs du poſte honorable auquel » vous avez eu la bonté de m'élire. Soyez » perſuadé que perſonne n'embraſſerait » avec plus de plaiſir que moi, l'occa- » ſion de faciliter un accommodement » juſte & équitable avec la Grande- » Bretagne; mais juſqu'à ce que ce vœu » ſi légitime s'accompliſſe, l'unique ob- » jet de mes ſoins ſera la défenſe de ma » patrie, & le maintien de la conſtitu- » tion que vous avez formée, par une » connaiſſance parfaite des droits du » peuple, & une ſage attention à ſon » bonheur ».

V. Arrivée de l'eſcadre de Peter Parker.

TELLE était la ſituation de la Caroline, dans le temps où les miniſtres de Londres méditaient la priſe de Charles-

town. Si le chevalier Parker se fut présenté au mois d'avril devant l'île Sullivan, il aurait rencontré peu de résistance; mais il ne paraissait point. Enfin, après deux mois & demi de navigation, il vint mouiller le 2 mai au cap Fear, où le général Clinton l'attendait avec impatience. Il avait à soutenir contre des partis Américains, une petite guerre qui l'affaiblissait tous les jours. Cependant les troupes de renfort que lui apportait la flotte, étaient si fatiguées de la mer, qu'il fallut leur donner le temps de se rétablir. Il n'avait qu'environ trois mille cinq cents hommes en état de servir. L'escadre qui devait réunir ses efforts à ceux qu'il ferait par terre, était composée de deux vaisseaux de cinquante canons, de six frégates, d'une galiote à bombes, & plusieurs bâtimens armés.

A L'EMBOUCHURE des fleuves Cooper & Asley, il y a une barre que les vaisseaux, & même les grandes frégates, ne peuvent surmonter que dans la haute

La flotte est arrêtée plusieurs jours sur la barre de Charlestown.

marée. Avant de partir du cap Fear, le commodore Parker envoya une frégate & un bâtiment armé pour sonder la barre. A leur arrivée, ils apperçurent un grand vaisseau qui attendait le flot pour passer cette barre, un petit senaut armé en guerre l'accompagnait ; la frégate le prit pour un vaisseau des îles Anglaises, richement chargé, qu'un corsaire Américain conduisait à Charles-town ; mais c'était un vaisseau chargé d'armes & de poudre à canon. Craignant d'être pris par la frégate, il s'échoua, & l'équipage se sauva après y avoir mis le feu. La frégate Anglaise n'eut que le temps de voir les flammes s'élever ; l'explosion fut si grande, qu'il disparut en un moment, jettant au loin ses débris, & répandant une lumière semblable à celle du soleil qui se couche.

La difficulté qui avait empêché que le corsaire ne put sauver sa prise, en la faisant passer sur la barre, était un avis important pour l'escadre. Elle appareilla du cap Fear le premier Juin. Le préfi-

dent John Rutlege avait été averti qu'il y avait une flotte de cinquante voiles, à six lieues au nord de l'île Sulivan. Il fit faire les signaux convenus pour faire venir & rassembler les milices des environs, & fut visiter les fortifications avec les principaux officiers. Il arriva le 4 Juin, un courrier du général Lée, par lequel il annonçait que les ennemis avaient quitté les côtes de la Caroline septentrionale, & qu'il viendrait secourir, au plutôt, Charles-town avec les troupes continentales. Il arriva, en effet, le 6 Juin: douze mille hommes se trouvèrent réunis sous ses ordres, & la ville se prépara à la plus vigoureuse résistance.

Proclamation du chevalier Clinton.

Le lendemain, le général Clinton envoya, par un parlementaire, une proclamation, pour annoncer aux Caroliniens, qu'il venait les punir au nom de Georges III, & par laquelle il les exhortait à rentrer dans l'obéissance, pour éviter une partie du châtiment, & prévenir les malheurs dont ils allaient être accablés.

Il ordonnait à la convention provinciale & au comité de sûreté, de se désunir, & à tous les habitans, de se conformer à sa proclamation, à peine d'en répondre à leurs risques & périls.

Débarquement de son armée.

L'ESCADRE avait jetté l'ancre devant la barre, le 4 juin; on fut obligé de sortir les canons du Bristol, & de l'allégir de toutes les manières, pour qu'il tirât moins d'eau. Malgré ces précautions, les vaisseaux employèrent plusieurs jours à passer la barre, & le Bristol toucha jusqu'à cinq fois. Étant enfin parvenus à deux milles des forts, le chevalier Clinton, & son armée, débarquèrent le 9 juin, sur un petit îlot qui n'est séparé du fort Johnston, que par un gué, que ce général croyait facile à traverser. Il fut informé le 11, que les vaisseaux étaient prêts à agir, & les deux chefs sachant que la forteresse élevée par les Américains, dans l'île Sullivan, n'était point achevée, avaient résolu de l'attaquer & de s'en emparer.

Allarmes dans Charles-town.

LES habitans de Charles-town se voyant assiégés par terre & par mer, firent sortir de la ville tout ce qui n'était pas en état de porter les armes; on ne voyait de tous côtés que des vieillards courbés, des femmes tremblantes, & des enfans en pleurs, qui s'éloignaient du tumulte, & abandonnaient leurs maisons. Les citoyens opulens ne pouvaient trouver de lieu où mettre à l'abri le fruit de leurs travaux. C'était de toutes parts des bruits confus de gens qui se pressaient en foule les uns sur les autres, qui ne pouvaient s'entendre, & prenaient, dans le trouble, leurs compagnons pour des gens à craindre, & des inconnus pour leurs amis; ils se poussaient vers des chemins opposés & sans savoir où porter leurs pas.

Préparatifs de résistance.

L'ISLE de Sullivan, est à l'entrée de la rivière d'Asley, sur laquelle la ville de Charles-town est située; elle en est éloignée d'environ deux lieues, & en

défend l'accès. Les Américains avaient placés dix-neuf pièces de canon, de gros calibre, dans la fortereſſe principale qu'ils y avaient conſtruite. Une carcaſſe de vaiſſeau qu'ils avaient coulée auprès de l'iſthme, à l'*eſt* de la fortereſſe, & chargée d'artillerie, était deſtinée à retarder les aſſaillans, qui avaient en outre à combattre un petit fort, établi ſur la péninſule qui forme l'extrémité occidentale de l'iſthme de Sullivan. Le chevalier Parker avait ſur ſon eſcadre près de trois cents pièces de canon ; on avait tiré des vaiſſeaux de tranſport un grand nombre de volontaires pour renforcer les équipages ; tout paraiſſait en bon ordre ; mais l'eſcadre & l'armée manquaient abſolument d'eau & de proviſions, & un parti conſidérable que l'on avait envoyé pour faire de l'eau, déſerta, ou fut taillé en pièces ; on n'en eut point de nouvelles.

Attaque de l'île Sullivan & ordre de l'attaque.

LE 23 juin fut le jour choiſi pour l'attaque combinée ; elle fut retardée

par les vents contraires ; elle n'eut lieu que le 28. Le deſſein était de débarquer en même temps toutes les troupes réglées à l'extrémité de l'île & d'inveſtir le fort tant par terre que par mer. Les deux vaiſſeaux de cinquante canons, & deux frégates de vingt-huit, commencèrent à tirer ſur le fort ; une bombarde & un vaiſſeau battaient en ruine le baſtion de l'*eſt*, tandis que trois frégates de force devaient ſe fixer à la pointe occidentale de l'île, pour empêcher les brûlots, ou autres bâtimens armés par les Américains, de ſe porter ſur les vaiſſeaux qui combattaient ; elles étaient auſſi deſtinées à couper la retraite aux aſſiégés, s'ils étaient obligés d'évacuer le fort, & de chercher à s'embarquer.

Clinton s'égare, l'eſcadre attaque ſeule & eſt repouſſée.

CES diſpoſitions auraient peut-être été fatales aux Caroliniens, ſi, lorſque l'étendart de la liberté flotte une fois au-deſſus des murailles, tout ne conſpirait pas contre les dominateurs qui veulent le renverſer. Les trois frégates

échouèrent sur la pointe de l'île, faute d'un pilote habile. La frégate l'*Actéon* ne put se dégager, & les Anglais se virent obligés de la brûler. Les deux autres se relevèrent. La frégate commença l'attaque, tandis que les vaisseaux s'avançaient pour tirer sur la batterie. Les Américains laissèrent ces vaisseaux manœuvrer & se poster, avant de tirer un seul coup de canon. Ils dirigèrent leur principal feu contre le Bristol & l'Expériment. La galiotte continua de lancer des bombes jusqu'à ce que les plates-formes fussent assez endommagées pour la mettre hors de service. Il ne tomba cependant sur le fort que très-peu de bombes, & celles qu'on jetta sur les retranchemens ne blessèrent qu'un seul homme. L'escadre ne put être secondée du côté de la terre : en vain Parker répéta les signaux ; privé du concours de l'armée, il prit alors le parti de faire attaquer les retranchemens par les soldats de marine qui étaient sur son escadre, & qui furent repoussés

repouſſés trois fois avec une perte conſidérable. En conſéquence, il ne fut pas poſſible d'interrompre la communication entre le fort & le continent; des corps placés de diſtance en diſtance, entretenaient cette communication par un pont de bateaux; à meſure qu'une partie de la garniſon était fatiguée du combat, elle était remplacée par de nouveaux guerriers qui arrivaient de Charles-town. Tout-à-coup les aſſiégés ſuſpendirent leur feu; pour faire croire ſans doute que la garniſon ne pouvait plus ſe défendre, & engager les aſſaillans à hâter leur deſcente; mais au bout d'une demi-heure, le feu recommença plus vivement qu'il n'avait fait encore, & fit un ravage terrible. L'emboſſure du Briſtol fut coupée, & ſa batterie labourant le pont, la plus grande partie de l'équipage en fut écraſée. En vain l'eſcadre parvint à démonter la plupart des canons du fort, la garniſon continua de ſe ſervir de ceux qui lui reſtaient, & le combat ayant duré depuis

onze heures jusqu'à la nuit, les vaisseaux qui manquaient de munitions, & étaient entièrement désemparés, regagnèrent le mouillage. Le combat s'était soutenu neuf heures. Pendant ce temps-là, Clinton qui avait débarqué ses troupes dans une plaine qu'on lui avait dit communiquer avec l'île Sullivan par un gué peu profond, trouva, au contraire, sept pieds d'eau qu'il ne put traverser faute de préparatifs. Ainsi le sort des Anglais, dans cette partie du continent, était d'être trompés par les pilotes & par les guides, ou plutôt de s'engager sans réflexion dans des pays inconnus, pour contenter les ministres de Londres, qui, sans s'embarrasser des moyens, voulaient toujours que l'on combattît, & que l'on attaquât à la fois toutes les provinces. Ils flattaient le parlement en disant, qu'il ne fallait qu'être Anglais & se présenter, pour triompher de l'Amérique entière. Cependant, à en juger par les forces de l'escadre, & la manière dont elles avaient été repoussées,

les habitans de la Caroline avait fait une défenſe habile & vigoureuſe.

Le général Clinton aurait dû ſe concerter mieux avec le chevalier Parker; & ſi, au lieu de s'en rapporter à des informations vagues, il avait obſervé par lui-même le paſſage qu'on lui avait indiqué, il aurait reconnu qu'il était guéable à la baſſe marée. Quoi qu'il en ſoit, s'il avait pu parvenir à l'île Sullivan, l'affaire eût été plus ſanglante, mais non pas plus heureuſe pour le parti du Roi. Il aurait eu à forcer dans l'île même, un camp & de fortes redoutes d'où l'on rafraîchiſſait ſans ceſſe la garniſon du fort, que Charles Lée commandait en perſonne. Comme il n'y avait pas de chaloupes pour débarquer plus de ſept cents hommes à la fois, le premier débarquement aurait été compoſé des grenadiers & de l'infanterie légère, & ces troupes d'élite auraient été taillées en pièces avant de pouvoir être renforcées.

VI. La garnison pend un espion pendant le combat. Perte de l'escadre en morts & & blessés.

LES Insurgens voulant montrer qu'ils craignaient peu les vengeances de l'Angleterre, & qu'ils savaient découvrir les traîtres que la cour soudoyait au milieu d'eux, en pendirent un sur le fort, à la vue de la flotte, & dans la chaleur du combat. Leurs batteries avaient été servies avec tant de vigueur, & si régulièrement, que le vaisseau le Bristol, où était le chevalier Parker, eut deux de ses mâts emportés; que deux fois les boulets rouges y mirent le feu, & qu'il était percé jusqu'à l'eau dans toute sa longueur; les autres vaisseaux furent entièrement dégréés, les pavillons emportés, les bordages percés de plusieurs boulets. On compta dans ce combat plus de cent cinquante hommes tués à bord des vaisseaux, dont quinze officiers, & deux cents blessés. Scott, capitaine de l'Expériment, eut le bras droit emporté: le gouverneur Campbell était à bord du Bristol, & fut blessé

légèrement au côté gauche, en commandant une des batteries. Du côté des Insurgens il n'y eut que trente-six hommes tant tués que blessés.

L'ESCADRE était composée de l'élite des officiers de la marine Anglaise. Parmi les morts, nous devons des éloges à un brave homme, victime de la fidélité qu'il gardait à son Souverain, le capitaine Morris, commandant le Bristol sous le chevalier Parker *. Il avait été dangereusement blessé d'un coup de mousquet au commencement du combat, & un boulet-ramé lui avait cassé les deux os de l'avant-bras; on le descendit au poste des chirurgiens,

Mort courageuse du capitaine Morris, commandant du vaisseau le Bristol.

* Dans la marine Anglaise, comme dans la marine Française, l'amiral ou chef d'escadre ne s'occupe que des mouvemens généraux de son escadre; il y a sur le vaisseau où il est embarqué, un capitaine qui commande la manœuvre particulière du vaisseau, & est chargé de tous les détails qui détourneraient le général de son principal objet, qui est le commandement de toute la flotte.

où il consentit à l'amputation, qui lui fut faite sur le champ au-dessus du coude. Au milieu de ce supplice héroïque, un boulet rouge qui avait percé les bordages, tua à ses côtés deux chirurgiens & blessa l'écrivain. Morris qui perdait tout son sang, rappelle son courage, il veut être porté sur le tillac; il y reprend le commandement. Tout est à l'entour rempli d'une fureur religieuse : on l'aurait pris pour le Dieu de la guerre; non tel qu'on le représente dans les camps, à la tête de nos brillans escadrons, mais tel que l'enfer le vomit sur la terre pour le malheur de l'humanité. Sa présence semble doubler les forces de l'équipage. Il commande : chaque matelot, chaque soldat obéit en héros. Il soutient encore longtemps le combat; mais un coup fatal le renverse : il tombe ; il va mourir : un officier lui demande s'il n'a rien à faire dire à sa famille : *Non*, répond-il en fermant la paupière, *je la remets à la merci de Dieu & de mon pays.*

Quels regrets n'éprouvera pas l'Angleterre d'avoir perdu de ſemblables hommes dans une guerre auſſi déplorable ? Celui-là, ſans doute, était digne de combattre les Français, de les vaincre, peut-être. Mais ceux qui lui reſſemblent ſont-ils donc faciles à trouver ? & le ſort, complice des miniſtres Anglais, a-t-il raſſemblé ſous leur ſceptre une multitude de ces hommes dont la nature eſt avare, & dont les ſiècles n'offrent qu'un petit nombre ? Quand même on pourrait ſuppoſer un ſemblable prodige, ils ne ſe multiplieraient jamais autant que les courtiſans de George ont inventé de moyens de les détruire, ſans aucune utilité pour leur pays.

Bravoure extraordinaire de Jaſper. Activité ſurprenante du général Lée.

Il y eut auſſi des actions d'une grande bravoure de la part des Américains ; le pavillon du fort Sullivan ayant été emporté au commencement de l'attaque, un Carolinien nommé Jaſper, ſauta auſſi-tôt par une des embraſures, à plus de vingt pieds ſur la

grève, ramassa le drapeau, remonta le tenant à la main, l'attacha à un manche d'escouvillon, & le remit à sa place, malgré les boulets qui roulaient de toutes parts. Il est dû de grands éloges à Charles Lée, pour cette activité qui est une de ses qualités distinctives. Il avait combattu Clinton à New-Yorck le jour même de l'arrivée de ce général Anglais; il l'avait trouvé à la rade d'*Hampton* quand il était entré dans la Virginie, & Clinton qui avait abandonné le cap Fear à l'arrivée du général Américain dans la Caroline septentrionale, le retrouvait encore à l'île Sullivan.

Avec de pareils officiers généraux, les Rois n'auraient pas besoin d'entretenir de si grandes armées. Leur vigilance multiplierait les opérations, & l'ennemi les trouverait en quelque lieu qu'il voulût attaquer; Lée avait couvert & défendu trois cents trente lieues de pays, contre un ennemi qui, maître de la mer, pouvait choisir sur toute la

côte, le lieu où il voulait débarquer, & n'avait à traverſer ni bois, ni marais, ni déſerts.

Le vaiſſeau le *Roebuck* & deux frégates, ſont chaſſés de la rivière Chriſtiana.

DANS le temps que Parker abandonnait les rives de l'Aſley, le *Roebuck*, de quarante canons, la frégate le *Liverpool*, & le ſenau du Roi le *Waſp*, qui étaient entrés dans la rivière Chriſtiana, regagnaient la haute mer après avoir été combattus, le 8 juin, par les treize chaloupes armées à Fort-Iſland; le vaiſſeau avait été obligé de s'échouer pendant le combat, qui n'avait ceſſé qu'avec le jour. Il ne put ſe relever qu'à la faveur de la nuit. Les chaloupes recommencèrent leur attaque le lendemain avec tant d'adreſſe & de vigueur, que les vaiſſeaux Anglais furent contraints de redeſcendre la rivière, & qu'il fallut pluſieurs jours pour les réparer.

VII. Arrivée du lord Howe.

LE lord Howe, vicomte d'Irlande, nommé commandant en chef des forces

navales employées dans l'Amérique, avait ſupplié George III, en prenant congé de lui, de ne point le rappeller en Angleterre que les troubles de l'Amérique ne fuſſent pacifiés. Cet amiral & ſon frère, étaient revêtus de pleins pouvoirs pour frapper ou pardonner; mais les hommes ſages n'eſpéraient rien de ces titres de conciliateurs, joints à ceux de vengeurs, & les Américains s'indignaient de la barbarie avec laquelle la cour ſe jouait de leur vie, & les égorgeait en leur parlant de paix. Le premiet ſoin du lord Howe, en arrivant ſur les côtes de Maſſachuſet, fut d'adreſſer à Dunmore, Tryon, Martin & autres ex-gouverneurs des provinces confédérées, une lettre circulaire pour les prévenir de ſon arrivée. Il écrivit auſſi au docteur Francklin, qui avait ſu gagner la confiance des deux partis. Il fondait de grandes eſpérances ſur la médiation de cet homme célèbre; mais la réponſe du docteur les renverſa pour toujours.

CE lord fit publier le 20 juin une proclamation, par laquelle il annonçait les pouvoirs donnés à lui & à ſon frère, pour accorder enſemble ou ſéparément, le pardon du Roi au colonies rebelles, au moyen *de leur répentir & de leur ſoumiſſion indéfinie*. Il invitait les principaux colons à concourir avec lui aux meſures quelconques qui pourraient être priſes pour rétablir le gouvernement conformément aux intentions favorables de Sa Majeſté. Cette proclamation était inutile ; c'était augmenter le courroux des peuples que de leur parler encore de repentir & de ſoumiſſion indéfinie ; toutes les aſſemblées avaient ſuffiſamment déclaré leurs intentions : elles n'avaient déſormais qu'un même but & qu'un même vœu ; l'indépendance.

Proclamation qu'il fit publier.

LE congrès général crut devoir ſaiſir le moment où les armées de l'Angleterre étaient prêtes à débarquer ſur les rivages Américains, pour annoncer aux peuples qui lui avaient donné leur confiance,

Le congrès déclare les treize colonies confédérées, états libres & indépendans, le 4 juillet 1776.

qu'il voulait assurer leurs droits & donner aux plus faibles d'entr'eux, une sauve-garde contre le découragement & les revers, en déclarant les colonies confédérées, états libres & indépendans. Il avait déjà, par un arrêté du 15 mai, recommandé aux différentes provinces d'établir de nouvelles formes de gouvernement; & le même jour la convention du Maryland avait fait une déclaration pour dispenser de serment au Roi, ceux qui rempliraient quelques emplois; la Caroline méridionale s'était donnée des loix, & la colonie de Rhod'-Island, révoquant les actes de Souveraineté, avait ordonné que dans toutes les commissions d'emplois, tant civils que militaires, & dans les actes juridiques, le nom du Roi serait supprimé, mais qu'on les intitulerait au nom du gouverneur & de l'assemblée de la colonie. Enfin, l'acte d'indépendance fut proclamé solemnellement par le congrès, le 4 juillet 1776, dans l'hôtel-de-ville de Philadelphie.

DÉCLARATION des Répréſentans des treize provinces unies de l'Amérique, aſſemblés en congrès général.

VIII. Déclaration d'indépendance.

« LORSQUE le cours des évènemens » humains amène l'inſtant où il devient » néceſſaire à un peuple de briſer les » liens politiques qui l'uniſſaient à un » autre peuple, & de prendre parmi » les puiſſances de la terre le rang égal » & ſéparé, que les loix de la nature » lui ont aſſigné ; le reſpect que l'on » doit à l'opinion des hommes, exige » que ce peuple faſſe connaître les » cauſes qui le forcent à cette ſépa- » ration.

» Ce ſont des vérités évidentes : que » tous les hommes ont été créés égaux ; » qu'ils ont reçu du Créateur des droits » inaliénables, tels que la vie, la li- » berté, & la recherche du bonheur. » Que les gouvernemens ont été établis » pour défendre ces mêmes droits, & » qu'ils ne tiennent leur autorité que du » conſentement des peuples gouvernés.

» Que toutes les fois que la forme du
» gouvernement tend à détruire ces
» premiers droits, les peuples rentrent
» dans celui de la changer ou de l'a-
» bolir, pour en inſtituer une nouvelle,
» dont la baſe poſe ſur les principes
» les plus propres à établir ſolidement
» leur ſûreté & leur bonheur.

» Sans doute la prudence humaine
» ne veut pas que l'on change pour
» des cauſes frivoles ou paſſagères, un
» gouvernement depuis long-temps
» établi. C'eſt par cette raiſon que
» les hommes ſont plus portés à ſouffrir,
» tant que leurs maux ſont ſupportables,
» qu'à s'armer de la force pour ſe reſ-
» ſaiſir de l'autorité, & ſupprimer une
» forme de gouvernement à laquelle ils
» étaient accoutumés.

» Mais lorſqu'une longue ſuite d'abus
» extrêmes & d'uſurpations criantes,
» invariablement dirigées vers le même
» but, met en évidence le projet cou-
» pable d'aſſervir des ſujets libres ſous
» un deſpotiſme abſolu, leur droit

» impreſcriptibe, & leur plus preſſant
» devoir, eſt de ſe ſouſtraire au joug
» d'un pareil gouvernement, & de
» choiſir de nouveaux gardiens qui
» ſoient garans de leur ſûreté future.

» Tels ont été les maux que ces
» colonies ont ſoufferts long-temps avec
» patience, & telle eſt la néceſſité qui
» les oblige de changer la première
» forme de leur gouvernement.

» L'hiſtoire du Roi actuel de la
» Grande-Bretagne, n'offrira qu'un
» tiſſu d'outrages & d'uſurpations ré-
» pétées, qui toutes ont eu pour objet
» l'établiſſement d'une tyrannie abſolue
» ſur les états de l'Amérique. Pour en
» convaincre tout homme impartial,
» il ſuffit de citer les faits ſuivans.

» Il a refuſé ſon conſentement aux
» loix les plus ſalutaires, & les plus
» néceſſaires au bien public.

» Il a défendu à ſes gouverneurs de
» paſſer des loix d'une grande & urgente
» néceſſité, & en a ſuſpendu l'effet
» juſqu'à ce qu'il eût donné ſon

» consentement ; & après les avoir différées, il a entièrement négligé de les confirmer.

» Il a refusé de passer d'autres loix avantageuses à plusieurs cantons considérables, à moins que leurs habitans ne voulussent abandonner leur droit de représentation dans le corps législatif, droit inestimable pour eux, qui ne peut être redoutable que pour des tyrans.

» Il a fait convoquer les assemblées dans des lieux inaccoutumés, incommodes, éloignés des dépôts des actes publics, dans le seul dessein de fatiguer leur constance, pour les plier plus aisément à ses volontés.

» Il a dissous plusieurs fois la chambre des représentans, parce qu'elle s'opposait avec fermeté à ses entreprises sur les droits des peuples.

» Il a refusé long-temps, après les avoir ainsi dissoutes, qu'il y eût d'autres membres élus ; c'est pourquoi les pouvoirs législatifs, étant de nature

» nature à ne pouvoir être anéantis,
» ſont dès-lors retournés aux peuples,
» comme à leur ſource, pour être
» exercés par eux pleinement; mais dans
» l'intervalle, les états ſont reſtés ex-
» poſés à tous les dangers de l'invaſion
» du dehors, & à tous les malheurs
» qui pouvaient réſulter au dedans du
» défaut de gouvernement.

» Il s'eſt efforcé d'arrêter les progrès
» de la population des états Américains,
» en ſuſcitant des embarras dans l'exé-
» cution des loix pour naturaliſer les
» étrangers, & en refuſant de paſſer
» d'autres règlemens pour faciliter leur
» émigration; en ſurchargeant enfin,
» le prix auquel on avait obtenu juſ-
» qu'alors les nouvelles apropriations
» de terre.

» Il a ſuſpendu le cours de la juſtice,
» en refuſant ſon conſentement aux loix
» qui établiſſaient le pouvoir judiciaire.

» Il a rendu les juges dépendans de
» ſa volonté ſeule, en mettant leurs

» offices ſous ſa main, & ſe rendant » maître du paiement de leurs gages.

» Il a créé une multitude de nouveaux » offices, & il a envoyés dans l'Amé- » rique des eſſaims d'employés, pour » ſurcharger les peuples, troubler leur » tranquillité, & dévorer leurs ſub- » ſiſtances.

» Il a entretenu en temps de paix » des armées parmi nous, ſans le con- » ſentement des corps légiſlatifs.

» Il a voulu rendre le pouvoir mili- » taire indépendant & même ſupérieur » à la loi civile.

» Il a combiné avec d'autres * les » moyens de nous ſoumettre à une ju- » riſdiction étrangère à notre conſti- » tution, & inconnue à nos loix, en » donnant ſon conſentement à des actes » de leur prétendue légiſlation, qui » ont eu pour objet de loger dans nos » maiſons, des gens de guerre armés.

---

* Les membres du Parlement.

» De les mettre à couvert par des » formes illuſoires, des peines dûes » aux meurtres qu'ils commettraient en » Amérique :

» De détruire notre commerce dans » toutes les parties du monde :

» De nous impoſer des taxes ſans » notre conſentement :

» De nous priver dans pluſieurs cas » du privilège naturel d'être jugés par » nos pairs :

» De nous tranſporter au-delà des » mers, pour y être jugés ſur de pré- » tendus délits :

» D'abolir le ſyſtème des loix An- » glaiſes, dans une province voiſine » (le Canada), en y établiſſant un » gouvernement arbitraire, & prolon- » geant à ſon gré les bornes de ſon » étendue, afin qu'elle pût ſervir tout » à la fois d'exemple & d'inſtrument » pour faire paſſer le même gouverne- » ment arbitraire dans les autres co- » lonies :

» De nous enlever nos chartres, de
» ſupprimer nos meilleures loix, &
» de changer juſques dans ſes baſes
» notre gouvernement :

» De ſuſpendre notre propre légiſla-
» tion, en s'inveſtiſſant eux-mêmes
» du pouvoir de nous donner des loix
» dans tous les cas quelconques.

» Il a lui-même abdiqué le gouver-
» nement des états de l'Amérique, en
» nous déclarant hors de ſa protection,
» & en nous faiſant la guerre.

» Il a ravagé nos côtes, détruit nos
» ports de mer, brûlé nos villes, &
» fait couler le ſang des peuples Amé-
» ricains.

» Maintenant il a fait tranſporter
» de grandes armées d'étrangers mer-
» cénaires, pour conſommer l'ouvrage
» de la tyrannie, de la déſolation &
» de la mort, qu'il avait commencé
» par des recherches de cruauté & de
» perfidie, dont on voit peu d'exemples
» dans les ſiècles de barbarie, & trop

» indignes du chef d'une nation ci-
» vilisée.

» Il a forcé nos compatriotes pris en
» pleine mer, à porter les armes contre
» leur pays, à devenir les bourreaux
» de leurs frères, & de leurs amis,
» ou à recevoir d'eux la mort.

» Il a excité parmi nous des divisions
» & des soulèvemens domestiques : il
» s'est efforcé de faire soulever contre
» nous les peuples de nos frontières,
» impitoyables Sauvages, qui ne font
» la guerre qu'en massacrant indistincte-
» ment les personnes de tout âge, de
» tout sexe & de toute condition, qui
» se trouvent exposées à leur fureur.

» A chacun de ces degrés d'oppression,
» nous lui avons adressé des remon-
» trances dans les termes les plus mo-
» dérés : nos demandes réitérées n'ont
» reçu d'autre réponse que de nouveaux
» outrages.

» Un Roi dont le caractère n'est
» marqué que par des actes de tyrannie,

» ne doit pas gouverner un peuple
» libre.

» Quant à nos frères de la Grande-
» Bretagne, nous les avons avertis
» ſans ceſſe des entrepriſes injuſtes de
» leur parlement, pour étendre ſur nous
» une juriſdiction illimitée.

» Nous leur avons rappellé les cir-
» conſtances de nos émigrations & de
» notre établiſſement en Amérique.

» Nous en avons appellé à leur juſ-
» tice, à leur magnanimité, les con-
» jurant, au nom de l'amitié ſincère
» & de la tendre fraternité, de déſa-
» vouer des uſurpations qui devaient
» détruire entre eux & nous toute union
» & toute correſpondance : ils ſe ſont
» auſſi montrés ſourds à la voix de la
» nature & de l'équité ; c'eſt ce qui
» nous force de céder à la néceſſité qui
» met une ſéparation entre eux & nous,
» de les regarder déſormais comme le
» reſte des hommes, nos ennemis en
» guerre & amis dans la paix.

» A CES CAUSES, nous, les repré-
» ſentans des États-unis de l'Amérique,
» aſſemblés en congrès général, invo-
» quant le Juge ſuprême de l'univers,
» en témoignage de la droiture de nos
» intentions, publions au nom & par
» l'autorité du bon peuple de ces États,
» & déclarons ſolemnellement qu'ils ſont
» & doivent être de droit, États libres
» & indépendans; que leurs habitans
» ſont & demeurent abſous du ſerment
» de fidélité à la couronne Britannique,
» & que tout lien politique entr'eux &
» la Grande-Bretagne, eſt & doit être
» rompu; qu'ils ſont en droit de faire
» ou la guerre ou la paix, contracter
» des alliances, établir un commerce,
» & faire tels & tous autres actes &
» traités que des États indépendans peu-
» vent faire de droit.

» Et pour ſoutenir cette déclaration,
» nous mettons notre confiance dans la
» protection divine, & nous engageons
» les uns envers les autres, nos fortunes,

» nos vies & ce que nous avons de plus
» cher & de plus ſacré, l'honneur *.
» Signé par ordre & au nom du
» Congrès, JOHN HANCOCK, *préſident*,
» CHARLES THOMPSON, *ſecrétaire* ».

On pouvait craindre que les puiſſances Européennes, jalouſes de leur autorité, ne vouluſſent pas reconnaître celle de cette nouvelle république. Cependant le congrès général, étant autoriſé par les aſſemblées des provinces, à contracter des alliances avec les puiſſances étrangères, nomma dès-lors Silas Déane, l'un des délégués de la colonie de Connecticut, ſon délégué à la cour de France, & Artur Lée, à la cour de Madrid.

Il était ſans doute un jour marqué dans les deſtins du monde, où les rapports qui enchaînaient à l'Angleterre la

* Les principes les plus hardis de cette déclaration, paraiſſent tirés du Mémoire du docteur Price, & de la brochure de Samuel Adams, intitulée : *Sens commun.*

vaſte étendue de l'Amérique ſeptentrionale, devaient s'anéantir; & les philoſophes ſoutenaient que ce grand jour était venu. Il avait été prédit dans les *factums* Américains, & dans les diſcours de quelques membres du parlement. Les états de l'Amérique devaient figurer à leur tour dans l'univers, à proportion de leur force & de leur étendue.

LA province de Virginie avait la première donné des inſtructions à ſes délégués au congrès, pour déclarer l'indépendance. Cette déclaration fut proclamée dans toute les parties du continent, au milieu des tranſports d'allégreſſe. La Nouvelle-Yorck, qui, dans ce moment même, était menacée d'invaſion, fut celle où l'on montra le plus grand enthouſiaſme pour la liberté. Washington s'y était rendu, & ſon armée était forte de vingt-huit mille hommes. L'acte d'indépendance fut lu

Cette déclaration eſt reçue avec acclamation dans toutes les provinces, & l'on y travaille à former de nouvelles loix.

le 10 juillet, dans la ville de New-Yorck, à la tête de chaque brigade : il excita les plus vives acclamations. Dans le premier moment d'ivreſſe, le peuple courut en foule à la place publique, fit retentir juſqu'au ciel les cris de la liberté, environna la ſtatue équeſtre du Roi Georges, qui avait été érigée en 1770, la renverſa, briſa le piédeſtal, & le métal dont elle était formée, fut employé à des inſtrumens de mort. On ordonna qu'il en ſerait fait des balles, qui furent diſtribuées aux troupes continentales. Les habitans du Nouveau-Jerſey, montrèrent le même zèle, & les réjouiſſances durèrent pluſieurs jours dans les deux Carolines.

On a vu déjà que les habitans de la Caroline méridionale, accuſant de lenteur le congrès général, avaient dévancé, dans leurs délibérations, la déclaration d'indépendance, & s'étaient donnés des loix. Toutes les provinces, à leur exemple, ſe hâ-

tèrent de former des comités ou conventions, à l'effet de régler la forme particulière de leur gouvernement, conformément à l'idée que l'on ſe faiſait du droit public & de la liberté. Ces conventions étaient compoſées des citoyens les plus éclairés, & l'on ne pouvait attendre d'eux que des règlemens capables d'aſſurer à jamais l'indépendance & la proſpérité de l'Amérique. Ils s'aſſemblèrent régulièrement dans les provinces reſpectives ; leur travail s'avançait rapidement. On ne négligeait rien pour conſolider la liberté publique, & écarter l'effet des projets & des négociations artificieuſes de la cour d'Angleterre. Ces momens n'étaient pas favorables à la promulgation des pleins pouvoirs des frères Howe, & des promeſſes ou des menaces du monarque Britannique.

FIN du VI.e Livre, & du Tome I.

34295

E781
H654e
v.1